

LE PARTAGE EN NATURE ET LES HÉRITAGES RURAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 13 Novembre 1937, à 14 heures

PAR

Jean CRETEN

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Nancy

Attaché au Parquet Général

Lauréat de la Faculté de Droit de Nancy

MEMBRES DU JURY :

Président..... MM. SIMONNET, professeur.

Assesseurs..... { DURAND, agrégé.
 { GUITTON, chargé de cours

LYON

BOSC Frères M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

—
1937

**LE PARTAGE EN NATURE
ET LES HÉRITAGES RURAUX**

LE PARTAGE EN NATURE ET LES HÉRITAGES RURAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 13 Novembre 1937, à 14 heures

PAR

Jean CRETEN

Avocat stagiaire à la Cour d'Appel de Nancy

Attaché au Parquet Général

Lauréat de la Faculté de Droit de Nancy

MEMBRES DU JURY :

Président MM. SIMONNET, professeur.

Assesseurs..... { DURAND, agrégé.
 { GUITTON, chargé de cours

LYON

BOSC Frères M. & L. RIOU

IMPRIMEURS-ÉDITEURS

42, Quai Gailleton, 42

1937

FACULTE DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, †, ☉ I).

Assesseur du Doyen : M. HENRY (*, ☉ I).

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY (C *, ☉ I), MICHON (*, ☉ I).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, ☉ I).

ROLLAND (☉ I).

MOREL (*, ☉ I).

GÉNY (C *, ☉ I).

RENARD (☉ I).

MICHON (*, ☉ I).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (☉ I), docteur en droit.

MM. SENN (*, †, ☉ I), professeur de Droit romain.

HENRY (*, ☉ I), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (☉ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (☉ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (☉ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (☉ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (†, ☉ I), professeur de Droit civil.

F. DE MENTHON (☉ I), professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, agrégé d'Economie politique.

TEITGEN, agrégé de Droit public.

VINCENT, docteur en droit, chargé de cours de Droit privé.

GUITTON docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

GONNET, docteur en droit, chargé de cours de Droit romain.

REUTER, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

ROSAMBERT, docteur en droit, chargé d'enseignement de Droit civil de capacité.

LAPOINTE (☉, I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



MEIS

ET

AMICIS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547411_0038

LE PARTAGE EN NATURE ET LES HÉRITAGES RURAUX

INTRODUCTION

Au moment où l'on parle de crise du blé, de crise du vin, de mévente des produits agricoles, de leur revalorisation, au moment où l'on assiste à des secousses sociales, au moment du triomphe de la classe ouvrière et de l'élaboration d'une législation sociale sans précédents, il ne paraît pas sans intérêt de jeter un regard sur l'Agriculture et le Monde Paysan.

Que devient-il au milieu de tous ces bruits ? Il apparaît bien évident que l'Agriculture, après l'essor incroyable donné à l'Industrie durant tout le xix^e siècle par le capitalisme, fait figure de parent pauvre parmi les moyens de production.

Cependant, elle a un rôle primordial à jouer puisque c'est grâce à elle que l'humanité tire de la terre ses moyens de subsistance. Que fait le législateur pour elle ? Comment le droit civil commun lui est-il appliqué ?

Le régime successoral a eu une grande influence sur l'état de la terre.

Les inconvénients de notre système successoral ont depuis longtemps frappé les esprits et Le Play, avec son école, en a démontré le premier les inconvénients. Les économistes, les philosophes, le législateur se sont occupés de la question qui est toujours d'actualité. Il n'est même pas jusqu'au journaliste qui n'ait eu son attention attirée par les maux dont souffre l'Agriculture, ainsi que le témoigne l'article suivant les exposant :

« Ici, près de ce village des confins de la Champagne, la campagne revêt un étonnant aspect. Près du pays, on dirait un manteau d'arlequin aux centaines de pièces cousues à la diable, vertes, jaunes, brunes, ou encore avec leurs rangs de vigne, semblables à un velours côtelé. Plus loin, c'est le savart indécis, drapé d'une toison rousse. Et le parcourant, parmi de vivaces touffes de luzerne violette et de rose sainfoin, on devine sous le pied des vestiges de sillons, de bornages, de vieux ceps desséchés. Terres sans nom, terres abandonnées et comme mortes, qui lentement retournent à l'état sauvage...

— Ah ! pour sûr, on n'a guère l'occasion de « s'empointer » avec les voisins, me confie un vieux qui fait de l'herbe pour ses lapins. Il y en a qu'on ne connaît même pas. Pourtant, aussi vrai que je suis là, j'ai vu là-dedans dans mon jeune temps de fières récoltes. Et c'est un malheur que de laisser tant de terre inculte.

— Mais comment cela est-il arrivé ?

— Ça vous intéresse ? Allez donc trouver mon neveu, le secrétaire de mairie... Oui, l'instituteur. Il vous expliquera la chose mieux que moi...

Un homme jeune encore, qu'on devine attaché à son village, où il est revenu volontairement.

— Ce qui s'est passé ici, comme en beaucoup d'autres endroits ? C'est bien simple. Imaginez un coupon de quatre mètres de drap. Vous le portez au tailleur qui en fait un bon vêtement. Mais coupez donc le tissu en mille morceaux... De ce drap dont on pouvait faire un habit, il ne restera que des chiffons bons à jeter aux ordures. Et voilà toute l'histoire... Tenez, regardez un instant le cadastre, et vous comprendrez.

Le plan à grande échelle apparaît comme un jeu de patience zébré en tous sens de hachures.

— Excusez l'expression : comme on dit par ici, une vache n'y trouverait pas son veau. Et si incroyable que cela paraisse, il y a des parcelles sur lesquelles je ne puis inscrire le nom du propriétaire...

— Autrefois, avant la Révolution, il y avait de bons domaines. Je puis vous en citer un de cent vingt journaux. A peu près quarante hectares. Par le fait du Code Napoléon établissant l'égalité des enfants devant l'héritage, ce domaine fut coupé en quatre. Il n'y aurait eu que demi-mal si l'on s'était contenté d'en faire quatre morceaux. Mais comme la qualité de la terre est inégale, chaque héritier voulut sa part de chaque champ. Bonne affaire pour l'arpenteur, mauvaise pour le paysan, dont le bien se trouvait dispersé aux quatre coins du pays.

» A la seconde génération, les plus malins arrêtaient les frais en se condamnant à l'enfant unique. Pas sans danger. Car s'il disparaissait, la terre passant aux collatéraux se trouvait coupée de plus belle. Pour les autres, le hachis recommençait. Et après quatre ou cinq héritages, on en est arrivé à ce rébus épouvantable que traduit péniblement le cadastre.

— Pour une superficie de vingt-huit hectares, la grande ferme du pays compte aujourd'hui soixante-douze parcelles. Entre le corps de bâtiments et la plus extrême, il y a une bonne lieue. Le fermier passe plus de temps en chemin qu'au travail. La plupart des champs sont étroits comme de vrais boyaux. En semant son blé, on en jette dans l'avoine du voisin, qui fait de même. Et point n'est besoin de moissonneuse pour la récolte : quand on a débourré à la faux, la bande qui reste est si étroite que la machine la couperait en deux tours. Aussi, il n'y en a pas une seule au village et tout s'y fait à peu près à la main. Quantité de pièces sont sans chemin d'accès. Pour s'y rendre, on traverse les terres qui les enclavent. Et le juge de paix ne chôme pas.

» En certains points, les vignes ont été divisées jusqu'à l'extrême limite possible, qui est le rang. Comme les rangs sont plantés à un mètre d'écartement, nous avons des vignobles de cette largeur sur trois cents mètres de long. Alors les bonnes gens qui avaient aimé la terre jusqu'à la mutiler ainsi, découragés de ne plus pouvoir vivre de

leurs pauvres lopins, sont partis. Et le percepteur lui-même ne sait plus où adresser les feuilles d'impôts...

» Voyez-vous, la pulvérisation, c'est le néant. Et l'erreur du Code civil, cette machine à hacher la terre, comme a dit Louis Forest — et j'ajoute, à la dépeupler — c'est de l'avoir considérée comme une chose inerte, alors qu'elle est vivante. On ne coupe pas en morceaux une vache. Pas davantage une ferme, ou un champ, sans les faire périr...

— Mais il y a bien une loi sur le remembrement ?

— Oui...

» Il y a là un progrès social et économique très supérieur à bien d'autres. Car, ne lésant personne, il accroît la productivité du pays en diminuant la peine des hommes... (1) ».

Le morcellement, le parcellement est la grande maladie qui atteint la propriété rurale. Avec elle, on a reproché au Code Civil d'entraîner la désertion des campagnes, la restriction de la natalité et la création d'une classe de travailleurs ruraux salariés. Quelles dispositions du Code sont responsables ? Les articles 826, 832 et autres du Code. A la mort du père de famille, chaque héritier peut exiger sa part en nature des biens de la succession. Cette répartition entre tous va présenter de graves inconvénients, notamment lorsque le domaine à partager est un domaine rural de faible importance. Sans doute, s'il n'est pas commodément partageable, il sera licité. Mais ce correctif n'est pas suffisant. Lorsque le domaine rural compose une unité économique, lorsque tous les biens en formant la structure sont harmonieusement répartis, le partage aura une influence néfaste. Alors que le domaine permettait auparavant de vivre à l'aise, l'héritier après partage se trouvera à la tête d'un morceau nettement insuffisant pour son entretien et celui de sa famille.

Il lui faudra, ou s'exiler et abandonner sa terre, ou louer

(1) Article de J. Engelhard intitulé : Le code civil, « machine à hacher la terre », est revenu de son erreur. Il faut maintenant convaincre le paysan : dans le journal *Le Journal*, du 31 août 1936.

ses bras au grand propriétaire voisin, ou être mi-cultivateur, mi-ouvrier, en travaillant à l'usine proche.

Il importe donc de faciliter le transfert intégral des petits domaines ruraux, de ceux mis en exploitation directement par les propriétaires, avec l'aide de leur famille ou d'un ou deux salariés au plus.

Le législateur s'est préoccupé du transfert intégral des habitations à bon marché, de la petite propriété et du bien de famille insaisissable. Il a fait brèche dans le principe de l'égalité en nature, œuvre du législateur de 1804. Son mouvement doit se poursuivre et ceci avec d'autant plus de raison que le remembrement des propriétés foncières a été l'objet de dispositions spéciales. A quoi servirait le remembrement si, à la première succession ouverte, l'on défaisait le travail si laborieusement effectué ?

Les paysans avisés se gardent bien à l'heure actuelle de morceler davantage les héritages ruraux. Ils utilisent à cet effet des procédés détournés de leur destination. Mais le résultat des opérations est toujours aléatoire. Il suffit de la mauvaise volonté d'un seul pour mettre en jeu l'application rigoureuse des règles du Code par l'effet de l'intervention de la Justice. Il faudrait empêcher cet inconvénient fâcheux pour les héritages ruraux de petite importance par la promulgation d'une législation de faveur analogue à celle des habitations à bon marché et au bien de famille insaisissable.

Le sujet que nous nous proposons de traiter a déjà fait l'objet de nombreuses études. La documentation est abondante. Aussi procéderons-nous par larges extraits. Avant de commencer cette étude nous voulons remercier ici tous ceux qui nous ont facilité l'accomplissement de ce travail. Notre reconnaissance va en particulier aux officiers ministériels et spécialement à MM. les Notaires des Basses-Pyrénées et du Finistère qui, avec une grande obligeance, nous ont fourni leurs conseils et tous renseignements.

Cet ouvrage comprendra trois parties :

Dans la première partie, nous examinerons les origines

du partage en nature, son mécanisme et les inconvénients et avantages du partage en nature et de la licitation.

Dans la deuxième partie, nous verrons les divers procédés permettant de déroger directement ou indirectement à la règle d'égalité en nature, les coutumes basques et bretonnes, et la législation locale d'Alsace et Lorraine.

Enfin, dans la dernière partie, nous exposerons les réformes réalisées, celles qui ont été proposées et les principes qu'il conviendrait d'adopter, à notre avis, pour répondre aux besoins des petits propriétaires ruraux.

PREMIERE PARTIE

LA RÈGLE DU PARTAGE EN NATURE
SES ORIGINES - SON MÉCANISME
ETUDE CRITIQUE

CHAPITRE PREMIER

ORIGINE ET FONDEMENT DE LA REGLE D'EGALITE EN NATURE DANS LES PARTAGES

Avant d'aborder l'étude des articles 826 et 832 du Code Civil, il importe pour la bonne compréhension de notre sujet d'exposer rapidement les précédents historiques et de considérer l'évolution qui s'est effectuée depuis le Moyen-âge jusqu'à nos jours. En effet, au point de vue juridique il n'y a pas eu un abîme entre les règles de l'Ancien droit et les règles du Code Napoléon. Le Code Civil a été une transaction entre des règles différentes et en même temps l'achèvement de l'évolution antérieure.

SECTION I

Ancien Droit ⁽¹⁾

L'organisation sociale et politique de la France, depuis le Moyen-âge jusqu'à la Révolution de 1789 reposa tout entière sur un système de tenures dont la terre était le lien et sur un deuxième élément : la seigneurie.

Seul le premier élément nous intéresse. Les tenures se distinguèrent les unes des autres suivant leurs qualités : on rencontra les tenures nobles, les tenures roturières et les tenures serviles.

La tenure noble, roturière, ou servile est une terre concédée à charge de certaines obligations par un homme à un autre homme.

a) Le tenure noble ou fief est une terre ou un droit immobilier concédé par le suzerain au vassal.

Cette concession engendre à la charge du vassal divers devoirs résultant du contrat. Par un solennel hommage, il promet de venir combattre pour son seigneur, à son appel; il promet également le service de justice et de le conseiller de ses avis lorsqu'il en sera requis.

En contre-partie le vassal aura droit à la fidélité, à la justice et à la protection du suzerain.

En principe, il n'était pas dû de prestations pécuniaires ou en nature de la part du vassal, sauf cas très exception-

(1) D'après : Chénou. Histoire du droit français et privé, tome II, publié par Olivier Martin, 1929.

Esmein. Cours élémentaire d'Histoire du Droit français, 15^e édition, par Genestal.

Et Michon, Histoire du droit privé dans l'ancienne France (cours spécial de Doctorat, 1934-1935).

nels (rançon, mariage de la fille du seigneur, etc...), le lien étant surtout politique.

La sanction des obligations du vassal était la commise.

Le fief ou tenure noble servit de modèle aux autres tenures.

b) Ce qui différencie la tenure noble de la tenure roturière et de la tenure servile, c'est que ces deux dernières étaient consenties aux membres inférieurs de la hiérarchie féodale.

« La concession, en effet, n'avait pas eu pour but, comme le fief, de créer une association politique dont les membres étaient égaux ; elle servait surtout à l'exploitation économique des fonds » (2).

Le tenancier d'une tenure roturière ou d'une tenure servile n'est pas soumis aux mêmes obligations que le vassal. Les services qu'il doit à son seigneur consistent en argent ou en fruits de la terre. De plus les services sont dus sans qu'il y ait lieu à prestation d'hommage et de foi.

Ce qui différenciait la tenure servile de la tenure roturière, ce sont les deux caractères suivants : D'une part, la tenure roturière était concédée par un contrat fixant de manière définitive les prestations alors que la tenure servile résultait du bon vouloir du concédant qui fixait arbitrairement les obligations dues. D'autre part, la tenure servile ne pût jamais être héréditaire et aliénable alors que la tenure roturière le devint rapidement.

Ce système de tenures féodales : nobles, roturières ou serviles constitua la forme générale de la propriété foncière. Cependant, en dehors de tout lien, subsista une propriété libre et absolue dénommée alleu. Le titulaire de l'alleu ne doit de service ni aucune obligation à personne ; il est libre de transmettre et d'aliéner son bien à la personne de son choix.

Toutes les tenures, nobles et roturières, se superposèrent les unes aux autres au point de former un réseau inextricable.

(2) Esmein. *Op. cit.*, page 211.

La hiérarchie féodale s'établissait ainsi : en premier lieu, les serfs et les vilains, tenanciers de tenures serviles et roturières, cultivant et exploitant directement la terre, ensuite les concédants de ces tenures. Ces concédants sont eux-mêmes les vassaux de suzerains qui leur ont concédé des fiefs. Vassaux et suzerains, gens de guerre d'abord, deviendront gens de cour lorsque le roi aura établi son autorité sur tous les sujets du royaume.

Les règles de la transmission héréditaire des biens ne furent pas uniformes en France. Dans l'Ancien Droit, l'unité de législation n'existait pas ; la plus grande divergence apparaissait notamment entre le droit successoral des pays coutumiers et le droit successoral des pays de droit écrit.

§ I. — PAYS DE COUTUMES.

Au décès d'une personne, il y aura à liquider sa succession entre ses héritiers ; l'on appliquera autant de règles différentes qu'il y a de catégories de biens. Il n'y a pas une masse unique des biens dévolue en bloc aux héritiers. Autant de catégories de biens, autant de règles spéciales répartissant les biens, parfois à des personnes différentes.

On peut distinguer trois sortes de biens : les biens nobles, les biens roturiers, et les meubles et acquêts. Quant aux alleux, ils disparurent peu à peu. Constituant une anomalie dans le système politique et économique féodal, on les rattacha aux biens nobles et aux biens roturiers pour leur appliquer les règles régissant les successions de ces biens.

1° *Tenures Nobles*

La transmission héréditaire des biens nobles fut commandée par deux règles spéciales ; en ligne directe exista d'abord le droit d'aînesse ; en ligne collatérale ensuite, le privilège de masculinité.

1° Droit d'aînesse : Le suzerain ayant concédé à son vassal un fief avait le droit, à la mort de son serviteur, de reprendre le fief et de le concéder à la personne qu'il agréait. Peu à peu la coutume s'établit de donner l'investiture au fils aîné du vassal ; l'hérédité du fief s'introduisit ainsi ; le fief était attribué au fils aîné parce qu'il était plus capable de mieux porter les armes que ses frères puînés ou ses sœurs.

En contre-partie du service d'host, la coutume établit une autre règle accessoire qui devait être appliquée avec des modalités diverses suivant les régions et les époques : c'est la règle de l'indivisibilité du fief.

Le fief devait, en effet, servir à l'entretien d'un chevalier qui s'équipait avec armure et écuyers ; cet équipement était fort coûteux et le fief était suffisant pour pourvoir aux frais. Son étendue était calculée dans ce but. L'intérêt du suzerain commandait donc, pour qu'il eût des serviteurs bien armés, de ne pas morceler le fief. Si le fief avait été divisé, sans doute les vassaux seraient devenus plus nombreux, mais leur valeur militaire aurait été moindre.

Le fief devint pour cette raison indivisible et constitua une unité. Il fut attribué à l'aîné.

« La terre était la source de la puissance politique ; elle donnait à celui qui la possédait la prédominance...

Tant que le pouvoir royal n'eût pas établi sa suprématie il fut de l'intérêt de chaque grande famille féodale de se maintenir puissante pour lutter contre ses rivales et la terre conférant seule cette puissance, toutes les institutions eurent pour but de maintenir l'intégralité du patrimoine dans la famille... La force du seigneur serait amoindrie si le fief pouvait être diminué ou subdivisé ; il n'aura donc pas le droit de le partager... On évitera que les éléments du fief ne se dissocient pendant la vie du titulaire en empêchant son démembrement lors de sa mort en écartant la pluralité d'héritiers (3) ».

(3) Vallier. Le fondement du droit successoral en droit français. Thèse Paris, 1902, pages 13 et 15.

Lorsque la féodalité militaire fut en décadence, cette règle de l'indivisibilité fut transgressée. Le droit d'aînesse perdit son caractère absolu ; il consista pour l'aîné à avoir une part plus forte dite part avantageuse.

Le droit d'aînesse joua pour les descendants en ligne directe, dans la plupart des coutumes ; dans certaines coutumes il s'appliqua même aux collatéraux.

L'enfant qui est appelé « aîné » est l'aîné des enfants mâles, et ce, même s'il a des sœurs plus âgées. Il doit être vivant pour que le droit d'aînesse joue. S'il est prédécédé, le droit d'aînesse est supprimé et les puînés vivants se partagent également les biens nobles. Il en est de même lorsque le vassal défunt ne laisse que des filles ; il y a égalité entre elles.

Le droit d'aînesse confère à l'aîné un préciput (manoir principal et vol du chapon) et une part avantageuse, part qui est plus forte que celle des puînés.

2° Privilège de masculinité : Ce privilège exista pour les collatéraux seulement.

La coutume introduisit dans la transmission des fiefs le droit des collatéraux à recevoir le fief. Le droit d'aînesse ne joua pas en ligne collatérale. Du temps de la féodalité militaire, les collatéraux mâles furent seuls appelés, en raison du service militaire. Peu à peu cependant, le privilège de masculinité s'affaiblit et les filles purent recevoir des fiefs. La masculinité ne subsista plus qu'à égalité de degré.

Ces règles n'avaient qu'un but : assurer la conservation des biens dans la famille en raison des exigences familiales et sociales et maintenir l'éclat du nom.

2° Tenures Roturières

Les tenures roturières, viagères primitivement, devinrent héréditaires, mais la patrimonialité fut plus complète que pour les fiefs.

Cependant ici, le droit d'aînesse et le privilège de masculinité n'avaient aucune raison d'être. Pour payer les pres-

tations, la qualité de celui qui devait importait peu : le tenancier pouvait être aussi bien une femme qu'un homme.

L'aliénabilité apparut également ; le tenancier put aliéner sa terre soit directement, soit par des procédés détournés, tels que le bail à rente, le bail à cens, la rente foncière.

Etant donné ces principes et que la terre est le siège de toute puissance, la législation de l'ancienne France en pays de coutume obéit aux règles générales suivantes :

Quand le défunt laisse des enfants ou des descendants, ceux-ci partagent par têtes ou par souches.

A défaut de descendants, la dévolution était plus compliquée ; elle reposait sur deux principes : *Paterna paternis, materna maternis* et Propres ne remontent pas.

1° La première règle est restée en vigueur jusqu'en 1789 sans subir aucun changement. Les biens retournent à la branche d'où ils étaient venus. On recherche l'origine du bien et l'on fait un tri entre les biens propres maternels et les propres paternels. Les propres sont dévolus aux parents de la ligne dont ils proviennent. Mais à quels parents ira le bien propre ?

Pour déterminer les collatéraux venant à la succession, on distingue suivant les diverses coutumes trois systèmes.

D'après les coutumes souchères (Touraine) pour succéder il faut être le descendant direct du premier auteur du propre ; s'il y a plusieurs collatéraux dans ce cas, ce sera le collatéral le plus proche de l'auteur du propre qui succédera.

Selon le système de côté et ligne (coutume de Paris), on recherche l'auteur du propre et le propre est attribué au plus proche parent de cet auteur.

Enfin le système de simple côté est le plus usité (Normandie). Le bien est attribué à l'héritier le plus proche du défunt dans la ligne d'où vient le propre, fût-il un collatéral du défunt.

2° La seconde règle « Propres ne remontent pas » fut passagère et ne dura qu'autant que la féodalité militaire. Au xvi^e siècle, cette règle se ramène en général à l'exclu-

sion des ascendants par les collatéraux. Dans d'autres coutumes, les ascendants viennent avant les collatéraux dans deux cas :

- 1°) lorsqu'ils sont les auteurs des propres ;
- 2°) lorsque les propres sont naissants.

3° *Meubles et Acquêts.*

Les meubles et les immeubles acquêts étaient généralement transmis selon les règles d'un système voisin de celui de la succession *ab intestat* du droit romain. L'on se basait sur l'ordre présumé des affections du défunt. Ici il y avait encore une très grande diversité dans la mise en œuvre, selon les coutumes.

Les acquêts étaient d'abord recueillis par les descendants qui partageaient par têtes ou par souches, la représentation ayant été finalement acceptée.

A défaut de descendants, les ascendants passaient toujours avant les collatéraux. Selon les coutumes, les acquêts étaient dévolus soit au parent le plus proche en degré, soit à tous les ascendants qui partageaient par têtes. Certaines coutumes admirent le principe de la fente ou bien le concours de certains collatéraux avec les ascendants.

Lorsque le défunt ne laisse ni descendant ni ascendant, les collatéraux sont appelés à la succession des immeubles acquêts. Ici on rencontrait une grande variété de coutumes.

Les unes admettaient à égalité de degré le partage par têtes et rejetaient en conséquence le privilège du double lien.

Les autres, le plus grand nombre, reconnurent ce privilège, mais avec des modalités diverses dans l'application.

La représentation ayant été également admise par les coutumes en ligne collatérale avec certaines restrictions, on aboutit au résultat qu'il y avait presque autant de procédés servant à régler la dévolution des biens meubles et acquêts que de coutumes différentes.

Etait-il possible dans les pays de coutumes d'avantager

un héritier ou un étranger par testament relativement aux propres roturiers et aux acquêts ?

Le testament n'est pas en faveur dans le droit coutumier. Pour restreindre la partie dont le *de cujus* a pu disposer on eut la réserve coutumière des quatre-quints pour les propres et dirigée contre les testaments. Cette réserve était établie pour maintenir les biens dans la famille et elle existait au profit de tous les lignagers.

Cette réserve ayant paru insuffisante, on lui superposa la légitime empruntée aux pays de droit écrit. La légitime frappa toute la succession ; elle n'appartint qu'aux ascendants, descendants et collatéraux privilégiés ; elle était fixée à la moitié de la part de chaque enfant dans la succession de ses parents (dans la coutume de Paris) et elle garantissait les héritiers aussi bien contre les aliénations à titre gratuit que contre les legs.

Suivant les diverses coutumes, la portion disponible pouvait être attribuée ou non à des héritiers. Dans le plus grand nombre de coutumes il était interdit au père d'avantager un de ses enfants et de rompre l'égalité entre eux.

On distinguait : 1° les coutumes d'égalité absolue ; les héritiers, même renonçants, étaient tenus au rapport en nature ; 2° les coutumes de simple égalité ; le rapport en nature est obligatoire pour les héritiers, sauf en cas de renonciation ; 3° les coutumes de préciput qui autorisaient la disposition de la quotité disponible au profit d'un héritier présomptif avec dispense de rapport.

§ II. — PAYS DE DROIT ECRIT.

Dans les pays de droit écrit, le droit romain tel qu'il résultait du dernier état de cette législation (nouvelles 118 et 127) était appliqué sauf quelques modifications.

La succession de droit romain était de rigueur. La dévolution légale ne jouait qu'à défaut de succession testamentaire ; elle s'effectuait suivant l'ordre présumé des affec-

tions du défunt. Le patrimoine du défunt comprenait tous les biens sans que l'on ait à les distinguer suivant leur nature ou leur origine.

D'après l'ordre légal venaient d'abord à la succession les descendants qui partageaient par têtes ou par souches, la représentation étant admise *in infinitum* ; l'on ne tient pas compte du sexe. Ensuite les ascendants étaient appelés, et à leur défaut les collatéraux. Dans ces deux ordres d'héritiers, le plus proche parent en degré excluait le plus éloigné ; à égalité de degré le partage a lieu par têtes. Notons que la représentation était admise au profit des enfants de frères et sœurs.

Cependant dans les pays de droit écrit le testament était très en faveur, la liberté de tester étant presque illimitée. Le testament permettait au père de famille de se choisir un continuateur et d'éviter la dispersion des biens composant son patrimoine.

Le partage égal est mis en échec et évité par l'usage du testament.

« Ainsi donc le testament permit à une famille de se perpétuer sur un même domaine qui se transmettait de père en fils, ordinairement d'aîné en aîné (4) ».

De tout ce qui précède, il résulte que dans l'Ancien Droit, exception faite pour les biens nobles, sans aucune relation avec l'exploitation directe de la terre, la règle d'égalité était presque générale entre les héritiers pour le partage des biens héréditaires.

Cette égalité aboutit au partage en nature des immeubles et plus spécialement de la terre.

« Si on voulait l'égalité, on ne pouvait éviter de diviser les immeubles en nature. Cela n'était pas possible ; il n'y avait aucune commune mesure entre la valeur des meubles et celles des immeubles. Il y avait là comme deux monnaies ayant cours en même temps, et dont l'une ne

(4) Viollet. Histoire du Droit civil français, 2^e éd., 1893, p. 860.

pouvait servir que d'appoint faute de réelle valeur. Tout ce qui représentait une richesse stable était immeuble. L'idée de composer l'un des lots en meubles, et l'autre en immeubles ne pouvait venir à personne. La règle d'égalité en nature se présentait comme une règle de bon sens : égalité en nature et égalité en valeur étaient liées.

C'est si vrai, que la plupart des inégalités en valeur admises par l'Ancien Droit des successions n'ont été commandées que par le souci de déroger à l'égalité en nature. On l'a dit souvent, l'Ancien Droit était peut être plus égalitaire que le Code Civil. L'égalité était l'âme des partages ⁽⁵⁾ ».

Les immeubles étant à cette époque la seule richesse, pour maintenir la plus complète égalité entre les ayants-droit, on fut obligé de les partager en nature. Les meubles avaient peu de valeur « *Res mobilis, res vilis* ». La terre étant le seul bien présentant une valeur économique considérable, on lui rattacha tous les meubles importants. On eut le système des immeubles fictifs ; les rentes, les droits seigneuriaux, les offices furent considérés comme immeubles et on leur appliqua les règles les régissant.

En résumé, à la fin de l'Ancien Droit l'égalité en nature réglait le sort des terres roturières et était la règle presque générale.

Quant au principe de conservation des biens dans la famille, avec tous ses dérivés il était combattu parce qu'il servait surtout à la noblesse pour maintenir ses privilèges.

« Le droit d'aînesse, le privilège de masculinité, les renonciations des filles à succession et les autres institutions que nous venons de signaler « (réserve coutumière, légitime, retrait lignager, théorie des immeubles fictifs) » n'avaient pour but de conserver le domaine que pour la famille ⁽⁶⁾ ».

(5) Boutaud. Etude critique de la règle d'égalité en nature dans les partages, page 53.

(6) Boutaud. *Op. cit.*, page 56.

Ce fut donc à ces accessoires que la Révolution s'en prit et c'est dans le but d'empêcher la reconstitution de la caste nobiliaire que l'on proclama l'égalité partout :

Egalité civique : égalité des individus ;

Egalité des terres : plus de tenures roturières, plus de tenures nobles, en conséquence, égalité dans le partage des biens en vertu de l'égalité des droits.

SECTION II

Le Droit Révolutionnaire **Fondement de l'égalité du partage en nature**

Qu'allait faire le droit révolutionnaire ? Tocqueville nous déclare que :

« Les Français ont fait, en 1789, le plus grand effort auquel se soit jamais livré aucun peuple afin de couper pour ainsi dire en deux leurs destinées et de séparer par un abîme ce qu'ils avaient été jusque-là, de ce qu'ils voulaient être désormais. Dans ce but, ils ont pris toutes sortes de précautions pour ne rien emporter du passé dans leur condition nouvelle ; ils se sont imposé toute sorte de contraintes pour se façonner autrement que leurs pères, ils n'ont rien oublié enfin pour se rendre méconnaissables ⁽⁷⁾ ».

Les législateurs révolutionnaires s'attaquèrent dans leur œuvre de rénovation à tous les domaines. Le régime du droit successoral fut modifié sous l'influence de trois causes principales : poids des impôts, antipathie des classes nobles et idées philosophiques.

On reprochait à l'Ancien Droit, d'une part d'avoir admis le droit d'aînesse et, d'autre part, de laisser au père de famille une trop grande liberté dans le pouvoir de disposition des biens par testament (pays de droit écrit). On critiquait également l'usage des renonciations à succession par les filles. La Révolution supprima tous ces droits.

(7) D'après Chénou, *op. cit.*, tome II, et Esmein, *Précis élémentaire du droit français de 1789 à 1814* (1908).

(8) A. de Tocqueville, *L'ancien régime et la révolution*, 4^e éd., 1859, Préface.

Les législateurs de la période révolutionnaire influencés par les idées de J.-J. Rousseau unifièrent la législation de la France et écartèrent toutes les règles contraires aux principes de l'ordre social nouveau, principes édictés dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (3 septembre 1791).

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits ».

La loi du 15-18 mars 1790 supprima les droits d'aînesse et de masculinité. La même disposition unifia la condition des biens en supprimant la distinction entre les successions nobles et les successions roturières. Elle obligea à régler les premières suivant les mêmes usages que les secondes.

La condamnation du droit d'aînesse et du privilège de masculinité fut prononcée à plusieurs reprises, en particulier par la loi des 8-15 avril 1791. L'égalité entre les héritiers (à degré égal) était proclamée :

Art. 1^{er}. — « Toute inégalité résultant entre héritiers *ab intestat* des qualités d'aîné et de puîné, de la distinction de sexe ou des exclusions coutumières, soit en ligne directe, soit en ligne collatérale est abolie. Tous les héritiers en égal degré succéderont par portions égales aux biens qui leur sont déférés par la loi ».

Mais l'Assemblée Constituante ne s'en tint pas à la simple suppression de toute inégalité dans les successions *ab intestat*. La succession testamentaire, si en usage dans les pays de droit écrit, va subir à son tour de nombreuses attaques.

Mirabeau, se déclarant ennemi acharné de la liberté de tester, réclamait l'abolition pure et simple des substitutions et la réduction de la quotité disponible à 1/10^e de la fortune du « de cujus ».

La loi des 2-20 septembre 1792 abolit le droit de substitution.

Le décret-loi des 7-11 mars 1793 vit le triomphe des idées de La Montagne quant à la faculté de tester.

« La Convention Nationale décrète que la faculté de disposer de ses biens soit à cause de mort, soit entre vifs.

soit par donation contractuelle en ligne directe est abolie. En conséquence les descendants ont un droit égal sur les biens de leurs ascendants ».

Par ce décret destiné à assurer l'égalité absolue entre les enfants, les ascendants se voyaient interdire l'usage du testament pour gratifier leurs descendants. Les parents n'avaient que l'usage d'une quotité disponible restreinte et en faveur seulement des collatéraux ou des étrangers.

Cette mesure avait pour but de favoriser le succès de la Révolution. Un membre de l'Assemblée Constituante déclarait notamment : « Parmi les moyens que l'aristocratie emploie pour détacher les hommes de la Révolution, l'un des plus puissants, celui qui réussit le mieux, c'est l'exhérédation. C'est à nous de lui arracher cette arme, à faire un grand acte de justice, de donner de nouveaux amis à la liberté. Il faut atteindre l'aristocratie dans les tombeaux en déclarant nuls les testaments faits en haine de la Révolution ».

Néanmoins, ce triomphe de La Montagne fut passager. Cette disposition législative fut si violemment critiquée que la Convention, par la loi du 26 octobre 1793, permit de nouveau la disposition d'une partie des biens au profit des successibles par le moyen du testament ($1/10^e$ en ligne directe, $1/6^e$ en ligne collatérale).

La loi du 17 nivose an II reprend tous les principes consacrés par l'ordre nouveau ; elle est restée la loi fondamentale en matière de succession jusqu'à l'application du Code Civil. Trop rigoureuse dans certaines de ses dispositions imposées par les circonstances, elle fut tempérée par la loi du 4 germinal an VIII. Cette loi élargit la quotité disponible qui devient variable suivant le nombre d'enfants laissés vivants au décès du disposant ; de plus, elle pourra être attribuée à un successible.

Le droit révolutionnaire, malgré ses excès dans le sens de l'égalité comprise trop rigoureusement, laissera son empreinte dans le Code Civil. Son but avait été de faire disparaître toute trace de féodalité et de noblesse, d'affranchir les individus et les terres. Dans cette œuvre, le

législateur révolutionnaire était parfois trop emporté, il risquait de s'égarer et de faire fausse route. Aussi, souvent, des membres de l'Assemblée Nationale, de la Législative ou de la Constituante, à l'esprit clairvoyant, s'élevaient contre les abus et refreinant les ardeurs, s'efforçaient de conduire avec pondération et mesure l'œuvre entreprise. Parfois même des membres critiquaient ouvertement les projets nouveaux.

A. de Brandt signale ces tentatives et déclare :

« Le projet d'unification du droit pour les enfants des deux sexes souleva de vives réclamations des représentants de la Normandie. Achard disait : « Le projet tend à détruire les coutumes de la ci-devant province de Normandie. Nous sommes ici pour exécuter les mandats de ceux qui nous ont envoyés. Or je déclare que la majorité des ci-devant Normands veut conserver sa coutume ». Frondeville protestait contre l'opinion que le droit d'héritage des enfants mâles fût un privilège : « Les lois de la province de Normandie sont l'ouvrage des temps et des peuples qu'elles gouvernent ; elles sont pour ainsi dire produites sur le sol qu'elles régissent. La Normandie est une province essentiellement agricole et sa coutume a eu pour but la prospérité de la culture. Ce raisonnement s'applique particulièrement au partage des successions. Le paysan veut que son terrain appartienne, après sa mort, à ses garçons parce que le soc de sa charrue a été conduit par leurs mains. Or le système qu'on nous présente nous conduirait à la division infinie des propriétés. Si l'on voulait y réfléchir, on verrait que, par la succession du temps, c'est détruire la prospérité de l'Empire. On ne pourrait que souffrir d'un tel système ». Au milieu de l'effervescence générale, de telles représentations restaient sans effet ; d'autres vues prévalaient dans l'esprit de la majorité ; ce qui importait alors, c'était, comme Merlin l'avait dit en présentant son projet de loi du 21 novembre 1790, « d'effacer les plus légères traces de la féodalité ⁽⁹⁾ ».

(9) A. de Brandt. Droits et coutumes des populations rurales de la France en matière successorale, page 79.

Mais, comme le rappelle Campagne, « Cazalès essaya pourtant de dissiper l'erreur dans laquelle se trouvait le Comité : « Il est tellement aveuglé par la haine de la féodalité qu'il rattache à cette dernière des pratiques qui lui sont étrangères ⁽¹⁰⁾ ».

Le Consulat, en nommant une Commission de quatre membres chargée de rédiger un projet de Code Civil, amena la cristallisation de nos lois en matière successorale.

Bonaparte prit part personnellement aux discussions relatives à cette partie de notre Droit Civil, discussions qui eurent lieu notamment les 20 janvier et 10 février 1803. Il se rendit compte que le partage égal allait avoir des effets néfastes pour la petite propriété.

« La trop grande division des fortunes modiques met fin nécessairement à leur existence, surtout si elle entraîne la vente de la maison paternelle qui en est pour ainsi dire le point central ⁽¹¹⁾ ».

Maleville, membre de la Commission, soutenu par Bigot-Préameneu et Portalis, déclarait, à l'inverse de Tronchet, que la ruine de la culture était inévitable avec la règle du partage égal et que l'usage de faire un héritier s'était conservé dans le Midi ; il réclamait en conséquence une grande liberté de tester.

« Un laboureur, par exemple, a eu d'abord un fils qui se trouvant le premier élevé est devenu le compagnon de ses travaux. Les enfants nés depuis étant moins nécessaires au père se sont répandus dans les villes et y ont poussé leur fortune. Lorsque le père mourra sera-t-il juste que l'aîné partage également le champ amélioré par ses labeurs avec des frères qui déjà sont plus riches que lui ? ⁽¹²⁾ ».

Napoléon accepta le partage égal entre les héritiers et l'établissement d'une quotité disponible assez faible car il

(10) Campagne, La conservation du bien de famille chez les Basques français, p. 156.

(11) Jac. Bonaparte et le Code Civil, 1898, page 152.

(12) Discussion du Code Napoléon dans le Conseil d'Etat, par Jouanneau et Solon, 2^e édition, tome II, page 126.

voyait dans ce moyen un procédé pour détruire les grandes fortunes.

« Lorsque Cambacérès tranchait les hésitations du Conseil en graduant la légitime sur le nombre des enfants et en faisant adopter l'article 913 du Code, le premier Consul, revenant encore à son idée première, demandait s'il ne serait pas préférable de calculer la légitime sur la quotité de la succession plutôt que sur le nombre des enfants. Prenant le chiffre de cent mille francs, qui à cette époque était une base fort élevée, il proposait d'accorder, dans cette limite au père la disposition de la moitié de ses biens et de fixer au delà la quotité disponible à une part d'enfant. « Dans ce système, disait-il, vous laissez une latitude au père et vous conservez les petites fortunes tout en empêchant qu'il ne s'en forme de trop considérables ⁽¹³⁾ ».

De même, l'Empereur écrivit plus tard à son frère Joseph, roi de Naples :

« Etablissez le Code Civil à Naples ; tout ce qui ne vous est pas attaché va se détruire alors en peu d'années et ce que vous voulez conserver se consolidera. Voilà le grand avantage du Code Civil. Il faut établir le Code Civil chez vous ; il consolide votre puissance, puisque par lui tout ce qui n'est *fideicommiss* tombe, et qu'il ne reste plus de grandes maisons que celles que vous érigez en fiefs. C'est ce qui m'a fait prêcher un Code Civil et m'a porté à l'établir ⁽¹⁴⁾ ».

L'influence de Napoléon se fit sentir aussi au point de vue de l'établissement d'un droit unique régissant toute la France. Il ne voulut pas entendre parler du rétablissement des droits locaux qui, peut-être, avaient leurs raisons d'être.

« Il ne répugnerait pas d'admettre, par exemple, qu'un montagnard de la région pyrénéenne et un citoyen touran-

(13) Extrait du discours prononcé en 1865 par M. Pinart, procureur général ; rentrée de la Cour impériale de Douai rapporté par Le Play. L'organisation du Travail, 1870, pages 510 et 511.

(14) Lettre du 5 juin 1806, de Napoléon 1^{er} au roi Joseph, rapportée par Le Play. L'Organisation du Travail, 1870, page 511.

geau ou parisien pûssent être soumis à un régime successoral différent, alors que leurs besoins, leurs mœurs, et leur régime sont si profondément dissemblables ⁽¹⁵⁾ ».

Mais en dehors de ces considérations politiques, qui ont perdu une grande partie de leur prépondérance à l'heure actuelle, à défaut de la totalité, voyons quel est le fondement que l'on peut attribuer au partage en nature et les idées qui ont conduit les rédacteurs du Code Civil.

« En ce qui concerne le fondement même du droit de succession, les rédacteurs du Code Civil partent des mêmes principes que les rédacteurs de loi de Nivôse. Ce sont les mêmes idées et presque les mêmes termes : on retrouve encore ici l'influence directe de Rousseau et du Contrat Social. Ce sont les seules théories de philosophie sociale qui aient cours à l'époque ⁽¹⁶⁾ ».

« Sur ce point, nul écrivain n'eut à cet égard autant d'influence que J.-J. Rousseau. Il fut à vrai dire le prophète des temps nouveaux : ses idées, ses formules même se retrouvent dans tous les discours, dans tous les décrets de la Révolution ⁽¹⁷⁾ ».

L'idée exposée dans le Contrat Social est qu'à l'état de nature, les hommes étaient tous nés libres, égaux ; ils avaient préféré cependant vivre en société et à la suite d'un contrat ils renonçaient à leur indépendance. En contre-partie de cette renonciation à leurs droits, ils se soumettaient à l'Etat. Ce dernier était considéré comme le propriétaire originaire ; il pouvait donc à sa guise, suivant son libre-arbitre, selon son arbitraire, régler la dévolution des biens.

La base du droit de propriété, selon Rousseau, était conventionnelle et non pas de nature. La convention devait en conséquence subir des modifications selon le temps, et le milieu. De cette égalité des droits, les législateurs de la Révolution tirèrent l'égalité de partage en valeur qui cor-

(15) Viollet. Histoire du droit civil français. Paris, 2^e édit., 1893, page 757.

(16) Vallier. *Op. cit.*, page 257.

(17) De Brandt. *Op. cit.*, page 74.

respondait à ce moment à l'égalité en nature. Mirabeau énonçait quels en seraient les effets :

« L'égalité de partage des biens domestiques est liée avec les moyens d'encourager les mariages, d'accroître la population, d'augmenter le nombre des propriétés foncières comme elle tient au moyen d'entretenir cette égalité générale qui est un des principes de la Constitution ⁽¹⁸⁾ ».

L'égalité en nature était, pour partie, la consécration de l'idée d'égalité civile érigée en dogme par la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Toutes ces influences d'ordre philosophique, politique, économique, social, démographique aboutirent à la rédaction du Code Napoléon en matière successorale.

Il nous faut étudier maintenant les dispositions de notre Droit Civil sur l'égalité de partage et en particulier les articles 826 et 832.

(18) Discours de Mirabeau lu à la Constituante le 2 avril 1791. Arch. Parl., tome XXIV, p. 510.

CHAPITRE DEUXIEME

LA REGLE DE L'EGALITE DU PARTAGE EN NATURE EN DROIT CIVIL (1)

Le Code Civil porte dans ses articles 826 et 832 les dispositions suivantes :

Art. 826 : « Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et des immeubles de la succession... ».

Art. 832 : « Dans la formation et composition des lots, on doit éviter, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations ; et il convient de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur ».

Avant d'examiner plus spécialement ces dispositions, il convient de remarquer que l'art. 826 parle des « immeubles de la succession ».

Or, la succession ne se compose pas seulement des biens qui se trouvent dans le patrimoine du défunt à son décès ; certains en sont sortis avant sa mort ; par exemple, ils ont été donnés d'une part à des héritiers en avancement d'hoi-

(1) D'après :

— Planiol et Ripert. *Traité pratique de droit civil français*, tome IV. Successions par Maury et Vialleton.

— Beudant. *Cours de droit civil français*, 2^e édit., tomes V, V bis, Les successions « ab intestat » par Le Balle.

— Josserand. *Cours de droit civil positif français*, tome III, 2^e édition.

— Bulletin de la Société d'Etudes législatives, année 1926, n^o 2, p. 169 et s. et année 1927, p. 30 et s. Rapport de M. Piédelièvre.

rie ; le but du donateur n'a pas été d'avantager ses successeurs mais de leur procurer une avance sur la part d'héritage qui leur reviendra plus tard ; il y aura rapport au décès ; d'autre part, soit à des étrangers, soit à des successeurs par préciput et hors part, mais dans une quantité supérieure à la quotité disponible ; il y aura atteinte à la réserve, ce qui nécessitera une réduction desdites donations ou legs.

Le but de ces opérations : rapport par les cohéritiers, et réduction des donations tend ainsi à assurer l'égalité entre héritiers et un minimum à ceux-ci, en reconstituant la masse successorale.

Le Code Civil, pour le rapport et la réduction, nous donne deux solutions : rapport en nature et réduction en nature, qui se trouvent être la règle générale, et rapport en valeur et réduction en valeur qui sont des exceptions à la règle sus-énoncée.

Le rapport en nature et la réduction en nature ne sont que le corollaire de la règle d'égalité en nature.

Exposons sommairement le rapport et la réduction en matière immobilière.

SECTION I

Reconstitution de la masse successorale

§ I. — LE RAPPORT DES LIBÉRALITÉS.

« Le rapport des libéralités, ou rapport tout court, est l'opération qui consiste pour un cohéritier à tenir compte à la succession, sous une forme ou sous une autre, en nature ou par équivalent, des biens ou des valeurs qu'il tenait du défunt à titre gratuit ⁽²⁾ ».

Ce rapport est fait, comme il est dit plus haut, pour maintenir l'égalité entre les héritiers.

Les législateurs du Code n'ont pas hésité à imposer le rapport en nature des immeubles, malgré les inconvénients qui en résultaient.

Le rapport en nature en effet entraîne la dépossession de l'immeuble d'entre les mains de l'héritier. Celui-ci qui l'avait fait fructifier, l'avait amélioré, l'avait considéré comme le sien propre puisqu'il se trouvait dans son patrimoine, va le remettre dans la masse successorale. Le partage de cette masse sera effectué ensuite et il se peut très bien que ce soit un autre cohéritier qui en devienne propriétaire. Ce résultat n'est-il pas en soi fâcheux ?

Les rédacteurs du Code, par contre, n'exigèrent pas le rapport en nature de l'immeuble lorsqu'il aura été aliéné par l'héritier : « Les rédacteurs du Code Civil ont été fortement impressionnés par les obstacles que le rapport en nature oppose à la libre circulation de l'immeuble. Ils admirent que l'aliénation de l'immeuble par le donataire

(2) Josserand. *Op. cit.*, page 621.

devrait être définitive ; le rapport dans ce cas serait opéré en valeur. Mais quelle solution adopter à l'égard des droits réels concédés sur l'immeuble à rapporter ? Le rapport en nature doit entraîner leur résolution (3) ».

Ils en vinrent ainsi à admettre le rapport en valeur (4).

L'article 859 du Code Civil édicte : « Il (le rapport) peut être exigé en nature à l'égard des immeubles toutes les fois que l'immeuble donné n'a pas été aliéné par le donataire et qu'il n'y a pas dans la succession d'immeubles de même nature, valeur et bonté, dont on puisse former des lots à peu près égaux pour les autres cohéritiers ».

La dernière partie du texte apporte une dérogation au principe du rapport en nature mais dans l'hypothèse qu'il prévoit, l'égalité en nature ne sera pas rompue. Il suffit d'effectuer un rapport par équivalent lorsqu'il est possible de faire des lots à peu près égaux pour les autres cohéritiers. Le donataire conservera l'immeuble qui lui a été donné, et la valeur lui en sera précomptée sur sa part.

Les rédacteurs du Code cependant n'ont pas édicté le principe du rapport en nature comme étant absolu et d'ordre public. Ils ont laissé au donateur la liberté de décider la manière dont le rapport serait effectué. La dispense du rapport en nature peut être soit expresse, soit tacite (Req., 28 juin 1882 ; D. P. 1882-1-27).

En définitive, la règle d'égalité en nature dans le partage a réfléchi sur le mode du rapport.

En ce qui concerne les donations, le rapport en nature sera de rigueur, sauf les exceptions ci-après :

1° Le donateur a laissé le choix au donataire d'effectuer le rapport soit en nature, soit en moins prenant, à son gré ;

2° Le donataire a également le choix quant au mode du rapport lorsqu'il y a dans la succession des immeubles de même nature, valeur et bonté (art. 859 *in fine*).

(3) Boutaud. *Op. cit.*, page 16.

(4) Article 860 : « Le rapport n'a lieu qu'en moins prenant, quand le donataire a aliéné l'immeuble avant l'ouverture de la succession ; il est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de l'ouverture ».

Le donataire devra le rapport en moins prenant dans les trois cas suivants :

3° Si le donateur l'a ordonné ; ⁽⁵⁾

4° Si l'immeuble a péri par la faute du donataire (art. 855, *a contrario*) ;

5° Si le donataire a aliéné l'immeuble avant l'ouverture de la succession (art. 860).

Aucun rapport ne sera dû lorsque l'immeuble périt par cas fortuit (art. 1302, § 1).

En matière de legs, depuis la loi du 24 mars 1898, il y a dispense de tout rapport. Mais dans le seul cas où le testateur l'aura ordonné, le rapport se fera en moins-prenant (art. 843).

La règle des rapports soulève sur divers points, notamment quant au montant du rapport et quant au moment de l'évaluation de ce montant différentes difficultés dont nous n'avons pas, dans le cadre de notre étude, à nous occuper.

§ II. — LA RÉDUCTION DES LIBÉRALITÉS POUR ATTEINTE A LA RÉSERVE

Les législateurs du Code Civil ont suivi, en matière de libéralités, les enseignements du passé. Ils ont institué une quotité disponible, mais, nulle part, on ne trouve dans le Code des dispositions relatives à la réserve. Pour déterminer les caractères de la réserve, il a fallu les efforts conjugués de la doctrine et de la jurisprudence.

Pour les dispositions à titre gratuit, la liberté du disposant a été limitée à une certaine fraction du patrimoine ; on a voulu protéger la famille du *de cujus* contre ses largesses. L'intérêt de la famille exige qu'une certaine quantité de biens minima soit transmise aux proches parents ; cette quantité s'appelle la réserve.

Lorsque le disposant a dépassé la quantité qui lui était accordée par la loi pour disposer de ses biens à titre

(5) Cassation. Rq., 2 mars 1936, D. P. 1936-1-111.

gratuit, il y a atteinte à la réserve. Dans ce cas il faudra la reconstituer et l'on opérera la réduction en suivant certaines règles selon que la libéralité résulte d'un legs ou d'une donation.

La réserve héréditaire possède un caractère d'ordre public ; elle est une partie même de la succession, en ce sens que l'héritier réservataire a droit aux biens mêmes de la succession. Elle échappe ainsi à la volonté du disposant.

En matière testamentaire, par exemple, le de cujus n'aura pas pu réduire ses héritiers réservataires à un droit de créance, mais il pourra, au contraire, déterminer les biens constituant la réserve, car il aurait pu arriver au même but en déclarant quels biens formeraient la quotité disponible.

La réserve est dévolue suivant les règles de la succession *ab intestat* et collectivement à tous les réservataires ; elle est une *pars hereditatis* et non une *pars bonorum*. Ce sont les biens héréditaires eux-mêmes qui forment la réserve. La réduction comme le rapport se fera en nature, mais à cette règle nous rencontrerons de nombreuses exceptions.

En matière de legs : La réduction en nature aboutira au résultat suivant : l'immeuble sera retenu et la réduction jouera pour la portion excédant la quotité disponible (art. 926) (6).

En matière de donation, la réduction entraînera des effets plus complets que le rapport. L'héritier réservataire ne se contentera pas seulement de la valeur du bien, car il a droit aux biens eux-mêmes. Il exigera leur remise. Par cette réduction les droits réels des tiers sur l'immeuble seront anéantis (art. 929).

Lorsque l'immeuble a été aliéné, le rapport en nature sera exigé du sous-acquéreur si le donataire est insolvable (art. 930) (7).

(6) A ce sujet, consulter la note de M. Batiffol sous Aix, 18 avril 1934, S. 1936-II-217.

(7) Art. 930 : « L'action en réduction ou revendication pourra être exercée par les héritiers contre les tiers détenteurs des immeubles

Néanmoins, la loi admet des exceptions à la règle de restitution en nature des biens.

1° L'article 924 énonce : « Si la donation entre vifs réductible a été faite à l'un des successibles, il pourra retenir, sur les biens donnés, la valeur de la portion qui lui appartiendrait, comme héritier, dans les biens non disponibles, s'ils sont de la même nature ».

L'hypothèse prévue par ce texte est celle dans laquelle le donataire cumule en même temps la qualité de successible. La donation a été faite par préciput et hors part et excède la quotité disponible ; elle est donc réductible. Si l'on appliquait la règle de la réduction en nature, le successible devrait rapporter dans la masse successorale les biens formant la réserve. Seulement, s'il existe dans la masse des biens de « même nature » que ceux donnés pouvant être attribués aux autres réservataires, pourvu que la valeur des biens du donataire en excédent de la quotité disponible ne soit pas supérieure à sa part dans la réserve, le donataire ne subira pas la réduction en nature ; il tiendra compte de la réduction en valeur, à ses cohéritiers.

L'article 924 est la réplique en matière de réduction de l'article 859 relatif au rapport.

2° La deuxième exception à la réduction en nature est prévue par l'article 866. Cet article prévoit qu'une donation par préciput et hors part a été faite à un successible et que cette donation portant atteinte à la réserve est réductible.

D'après l'article 866, § 1, si le retranchement de l'excédent peut s'effectuer facilement, il sera fait en nature.

D'après l'article 866, § 2, le donataire subira la réduction par équivalent en tenant compte en argent ou par prélèvement à ses cohéritiers de ce qu'il retient en plus de sa part de réserve lorsque la partie excédant la portion disponible dépasse la moitié de la valeur de l'immeuble ; dans le cas inverse, il devra remettre en nature l'immeuble dans la

faisant partie des donations et aliénés par les donataires, de la même manière et dans le même ordre que contre les donataires eux-mêmes et discussion préalablement faite de leurs biens ».

masse successorale, sauf à effectuer un compte rectificatif (8).

3° Si un donataire solvable soumis à la réduction a aliéné l'immeuble donné par préciput et hors part, il devra indemniser ses cohéritiers avec de l'argent (art. 930). La réduction en nature est écartée.

4° Il en sera de même si l'immeuble a péri par la faute du donataire.

5° Lorsque le *de cujus* a vendu à fonds perdu ou avec réserve d'usufruit un immeuble au profit d'un de ses successibles, l'article 918 décide qu'en réalité il y a donation déguisée et que cette donation est faite par préciput et hors part (9). Certaines décisions judiciaires ont admis la faculté pour ce successible de conserver le bien et de verser en valeur à ses cohéritiers ce dont leur réserve avait été entamée. (Riom, 5 juin 1929. S. 1931, 2, 105).

6° Enfin, nous signalons à titre indicatif, une sixième exception sur laquelle nous reviendrons plus loin lorsque nous parlerons du régime alsacien-lorrain : celle de l'article 73 de la loi du 1^{er} juin 1924.

§ III. — LES PRÉLÈVEMENTS.

Lorsque les rapports et les réductions en nature ont été effectués et que les immeubles eux-mêmes ont été remis dans la masse successorale, il y a parfois lieu, avant tout partage, à une opération particulière dénommée *prélèvement*.

Le prélèvement jouera dans le cas où des cohéritiers, sans être avantagés, doivent le rapport ou la réduction par équivalent. Il suppose chez la personne qui l'exerce une double qualité : celle de créancier et celle de co-parta-

(8) Peut-on appliquer l'article 866, par analogie, dans le cas où la donation faite à un étranger porte atteinte à la réserve, et lorsque l'immeuble objet de la donation est impartageable en nature ? A ce sujet, consulter la note de M. Batiffol sous Aix, 18 avril 1934, S. 1936-II-217.

(9) Trib. civ. Villefranche-sur-Saône, 4 février 1936. (Mon. Jud., Lyon, 16 février 1937).

geant. Le cohéritier exercera en nature son droit de prélèvement, en vertu de l'article 830 ⁽¹⁰⁾.

Selon M. le Professeur Voirin, un des caractères du prélèvement se trouve être le suivant : « Le prélèvement est une opération de partage qui constitue un procédé original de paiement des créances des cohéritiers » ⁽¹¹⁾.

Ainsi, lorsque ces opérations ont été faites, après que l'on a ajouté aux biens extants les biens rapportables en nature ou objets de réduction, après que les prélèvements en nature ont été exercés sur le tout, il reste la masse à partager.

Cette masse indivise est à partager entre tous les ayants droit selon la quotité qui leur est attribuée par la loi (succession *ab intestat*) ou par testament.

Remarque

Le partage a pour but de mettre fin à l'indivision. « L'indivision est l'état d'un bien ou d'une masse de biens appartenant à plusieurs personnes, de telle sorte que chacune d'elles n'a droit sur les biens indivis qu'à une quote-part...

Il y a indivision chaque fois qu'il y a co-existence de droits concurrents de même nature s'exerçant sur le même objet ⁽¹²⁾ ».

Les droits peuvent être, par exemple, une nue-propriété ou un usufruit, généralement ce sera une pleine propriété.

Si les droits ne sont pas de même nature, il n'y a pas indivision et, par suite, il n'y a pas lieu à partage ou à licitation : un nu-propriétaire et un usufruitier ne sont pas dans l'indivision.

Dans ce cas, le partage ou la licitation devraient s'effectuer séparément quant à la nue-propriété et quant à l'usufruit, lorsqu'il y a plusieurs indivisaires ⁽¹³⁾. Toutefois,

(10) Art. 830 : « Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.

Les prélèvements se font autant que possible en objets de même nature qualité et bonté que les objets non rapportés en nature ».

(11) Voirin. Cours de Droit Civil de 3^e année (année. 1933-1934)

(12) Voirin. *Op. cit.*

(13) Tribunal de Largentières, 23 juillet 1935, au Répertoire du Notariat n° 24.789.

la Cour de Cassation décide que si cette manière d'opérer est trop préjudiciable aux parties et amène une trop grande dépréciation des biens, les juges pourront ordonner la licitation en pleine propriété, soit sur la demande d'un nu-propriétaire, soit sur celle d'un usufruitier. Cela aboutit à une expropriation forcée non prévue, ni autorisée par la loi. (Cass. Civ., 19 juillet 1933, *Gazette du Palais*, 9 novembre 1933).

Il ne faudrait pas oublier, par ailleurs, que l'ouverture d'une succession due au décès ou l'état d'absence judiciairement constaté d'un individu ne donnent pas seuls naissance, lorsqu'il y a plusieurs ayants droit, à l'état d'indivision. Sans doute le décès est la source la plus générale de cet état.

Mais il y a d'autres causes génératrices de l'indivision : société, association, vente, testament, etc..

Une cause fréquente résulte des régimes matrimoniaux, telle la communauté entre époux : communauté légale ou d'acquêts. Normalement, la fin de la communauté arrive par la dissolution du mariage due au décès d'un époux : dans ce cas la communauté sera liquidée en même temps que la succession. Mais il est malheureusement une cause trop fréquente à l'heure actuelle, en dehors de la séparation de biens qui peut être dictée par de justes motifs : c'est la séparation de corps et de biens et le divorce. La communauté sera dissoute du vivant des époux. Pour liquider leurs droits, les principes commandant le droit des successions seront appliqués notamment ceux du prélèvement et du partage.

Art. 1474 : « Après que tous les prélèvements des deux époux ont été exécutés sur la masse, le surplus se partage par moitié entre les époux ou ceux qui les représentent ».

Art. 1476 : « Au surplus, le partage de la communauté, pour tout ce qui concerne ses formes, la licitation des immeubles, quand il y a lieu, les effets du partage, la garantie qui en résulte, et les soultes, est soumis à toutes les règles qui sont établies au titre des « successions, pour les partages entre cohéritiers ».

Examinons maintenant le mécanisme de l'opération qui, mettant fin à l'indivision, fixera les droits de chaque cohéritier sur certains biens de la masse et lui attribuera un droit exclusif, le rendra seul et unique propriétaire d'une partie des biens.

SECTION II

Mécanisme du partage en nature et de la licitation obligatoire

Lorsque tous les co-héritiers majeurs, maîtres de leurs droits, seront présents ou représentés, ils pourront se trouver d'accord et agir de la façon qui leur plaira. Ils peuvent ainsi décider de ne pas partager les biens héréditaires et de les attribuer à un seul moyennant des soultes. Ou bien ils les vendront à un tiers. Souvent les cohéritiers cèdent leurs droits à l'hérédité à un cohéritier et cette vente sera faite « à titre de licitation faisant cesser l'indivision ».

Les ayants droit peuvent également faire le partage des biens selon leurs goûts, à leur gré, sans s'astreindre à la règle de l'égalité en nature. Les inégalités seront compensées par des soultes.

Pour effectuer ces opérations diverses, les co-partageants utiliseront les actes juridiques qui leur conviendront, par exemple : cessions de droits successifs, ventes, donations, partage. Ils seront seulement soumis aux règles de fond et de forme régissant ces actes (acte sous seings privés, authentique, transcription, loi du 23 mars 1855, art. 1 -5°).

C'est ce qu'exprime l'article 819 du Code Civil :

« Si tous les héritiers sont présents et majeurs..... le partage peut être fait dans la forme et par tel acte que les parties intéressées jugeront convenable ».

Cet article n'est que le corollaire de l'article 544 du même code relatif au droit de propriété et à ses attributs.

« La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue ».

Les cohéritiers majeurs, agissant de concert et à l'unanimité, peuvent disposer, user et jouir de l'hérédité comme il leur appartiendra. Ils peuvent ainsi, lorsqu'ils partagent les biens ruraux, les fractionner et les démembrer. Ce faisant, ils usent de leur droit de propriétaire que leur a conféré la loi. Au contraire, ils peuvent ne pas diviser les biens et leur conserver leur unité économique.

Les copartageants peuvent aussi agir en se conformant aux règles du Code Civil et partager en nature les biens composant l'hérédité.

Cette règle du partage en nature, nullement obligatoire en cas de partage amiable, ne prend son véritable sens et sa grande portée que dans le partage judiciaire. Comme nous allons nous en rendre compte, la jurisprudence a donné à cette disposition une rigueur mathématique et, de ce fait, tous les défauts en sont apparus ⁽¹⁴⁾.

§ I. — CAS OU IL Y A LIEU A PARTAGE JUDICIAIRE.

Le partage judiciaire devient obligatoire lorsqu'il y a parmi les cohéritiers, un ou plusieurs incapables — interdit, mineur émancipé ou non —. L'article 838 du Code Civil énonce que « si tous les cohéritiers ne sont pas présents ou s'il y a parmi eux des interdits ou des mineurs émancipés ou non, le partage doit être fait en justice... ». S'il y a parmi les héritiers une femme mariée ou un prodigue pourvu d'un conseil judiciaire, leur présence ne nécessitera pas le recours à la forme judiciaire, le cas n'ayant pas été expressément prévu par la loi ⁽¹⁵⁾.

Le recours à la forme judiciaire du partage sera nécessaire lorsqu'un héritier, sans être pourtant interdit, sera interné dans un asile d'aliénés (art. 36 de la loi du

(14) Sur l'application des art. 826 et 832 aux partages d'ascendants v. *infra*, page 108 et s.

(15) Req., 10 février 1926. S. 1926, I, 255.

30 juin 1838). Cet héritier aliéné sera représenté par un notaire nommé par le tribunal.

Le partage judiciaire sera également de rigueur lorsqu'un héritier sera absent, au sens juridique du mot, ou non présent, c'est-à-dire non représenté par un mandataire ayant pouvoir (art. 838 et 840 C. C. ; art 985 C. Proc. Civ.).

Le législateur a voulu, par ce moyen, protéger ces incapables ou absents et éviter leur spoliation ; il a donné ainsi aux tribunaux le pouvoir de contrôler les opérations du partage (16).

Enfin, le partage judiciaire sera obligatoire lorsque l'entente ne règnera pas parmi les cohéritiers majeurs. Lorsque des contestations s'élèvent entre ceux-ci, lorsque l'unanimité ne se fait pas, le défaut d'entente aboutit à rendre le partage par main de justice nécessaire.

Art. 823 : « Si l'un des cohéritiers refuse de consentir au partage, ou s'il s'élève des contestations soit sur le mode d'y procéder, soit sur la manière de les terminer, le tribunal prononce... ». Dans ce cas, à tout moment, si l'entente vient à se produire, la forme judiciaire pourra être abandonnée pour recourir à la forme amiable (art. 985 C. Proc. Civ.).

Supposons, maintenant, que l'on soit obligé de recourir au partage judiciaire, que la procédure ait été commencée et continuée et que l'on ne puisse y renoncer (cas de mineur ou d'interdit). Les scellés ont été apposés (ceci pour les meubles), l'inventaire a été dressé par le notaire. La demande en partage a été effectuée par une action intentée devant le tribunal par les personnes à ce qualifiées.

Sur cette demande, le tribunal rend un jugement ordonnant le partage, commettant un notaire pour procéder à la liquidation et préparer le partage, et nommant un juge-commissaire (cette nomination est facultative). Souvent ce même jugement nommera les experts char-

(16) D'où frais, lenteurs, complications.

gés de l'estimation des meubles et immeubles et ordonnera la licitation, si un examen sommaire a été fait et la prévoit.

Lorsque les experts nommés pour évaluer les immeubles, rechercher si le partage peut être effectué en nature, fixer les parts, ont dressé leur procès-verbal, il y a lieu de procéder aux opérations qui nous intéressent plus particulièrement au cours de notre étude, savoir : la formation des lots, la composition des lots, leur tirage au sort, lorsque cela est possible, ou bien la licitation au cas où le partage en nature ne peut être effectué (17).

§ II. — COMPOSITION DES LOTS.

Le législateur a donné des directives dans les articles 826 et 832 du Code Civil, articles que nous avons reproduits au début de ce chapitre. Il a voulu non seulement l'égalité en valeur, mais l'égalité en nature même, principe posé d'une part dans l'article 826, et, d'autre part, dans l'article 832 *in fine*.

Par contre, l'article 832 porte en son début que l'on doit éviter « autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations ».

Comment concilier ces deux inconciliables ?

Quel principe faire dominer sur l'autre ?

Le législateur semble avoir hésité à prendre position lui-même, et a marqué sa timidité par les mots « autant que possible », « s'il se peut ». Il a laissé au juge le soin de décider lui-même.

(17) Nous laissons de côté, volontairement, toutes les difficultés soulevées à l'occasion de la date de l'évaluation des biens, et de la nomination des experts par suite de la contradiction des textes du Code Civil et du Code de Procédure Civile (art. 824, 466, C. Civ. et 970, al. 2, C. Pro. Civ. — 466 et 824 C. Civ. et 971 C. Pro. Civ. — 466 et 824 C. Civ.). La jurisprudence a décidé que l'expertise est facultative (art. 970 al. 2 C. Pro.) même s'il y a des mineurs. Req. 4 mars 1873, D. P. 1873, I, 105. Mais qu'elle est une formalité substantielle lorsqu'il y a division de l'immeuble entre cohéritiers si parmi eux se trouvent des incapables ou des absents. Civ., 18 juin 1927, S. 1927, I, 377 note Vialleton.

Le législateur a eu conscience du morcellement de la propriété rurale, qui allait résulter du partage en nature, et du danger de la division automatique des héritages. Il n'a pas voulu, de son chef, que l'unité économique de l'exploitation agricole soit brisée.

La jurisprudence, qui a fait prédominer l'idée d'égalité, évite cependant la dépréciation des exploitations en ordonnant souvent la licitation qui pare ainsi au morcellement excessif.

Cette manière de voir, de mettre en avant la disposition de l'article 826 du Code Civil est critiquée.

« Le bon sens commande la première ⁽¹⁸⁾, la jurisprudence de la Cour de Cassation maintient inflexiblement la seconde si un seul héritier l'exige.

Le domaine familial sera vendu aux enchères, malgré l'offre d'une équitable compensation en valeurs mobilières aux autres héritiers.

N'est-ce point tomber dans un égalitarisme à outrance, de vouloir que tous aient une part dans chacun des types de biens laissés par le père de famille ? » ⁽¹⁹⁾.

Lorsqu'il est impossible de faire des lots rigoureusement égaux, si les différences entre les lots sont minimes, on les compense au moyen de soultes. Cette modalité a été prévue par l'article 833 : « L'inégalité des lots en nature se compense par un retour soit en rente, soit en argent ».

Les tribunaux se basant sur cet article font parfois, de cette manière, échec à la règle de l'égalité en nature. Ils obligent l'héritier recevant des biens héréditaires pour une valeur supérieure à sa part, à verser aux autres cohéritiers une somme d'argent, une soulte ⁽²⁰⁾. Mais pour cela, encore faut-il que les soultes ne soient pas très élevées, sans quoi le partage serait impossible.

(18) La disposition visée est la première partie de l'art. 832 du code Civil évitant de morceler les héritages. La deuxième disposition de l'art. 832 (et l'art. 826) exige l'égalité en nature.

(19) Rapport de M^e Boutrolle, au Congrès des Notaires, de 1929, à Nice : « Le Patrimoine familial devant la loi française ».

(20) Aix, 18 avril 1934, S. 1936, II, 217.

§ III. — NOMBRE DE LOTS

L'article 831 du Code Civil porte qu' « il est procédé... à la composition d'autant de lots égaux qu'il y a d'héritiers copartageants ou de souches copartageantes ».

On ne saurait prendre, évidemment, cet article à la lettre. On peut l'appliquer rigoureusement lorsque les héritiers ont tous droit à la même quotité de l'hérédité. Ainsi, par exemple, si quatre enfants légitimes, dont aucun n'est avantagé, viennent, à la succession de leur père, on pourra diviser l'hérédité en quatre lots. Chacun recevra exactement ce dont à quoi il a droit.

Mais il ne peut en être de même lorsque les droits ne sont pas identiques. Si, dans le même exemple, un enfant a reçu par préciput et hors part un cinquième de l'hérédité, on ne peut pas faire quatre lots égaux à répartir aux quatre enfants. On ne procédera pas à la composition d'autant de lots qu'il y a d'enfants. Pour satisfaire aux volontés du défunt et avantager un des successibles, l'on fera cinq lots, et l'enfant avantagé en prendra deux pour lui seul ; les trois autres enfants en prendront chacun un.

La jurisprudence est parvenue à établir la règle suivante lorsque les co-héritiers ont droit à des parts inégales. On représente la part de chaque héritier par une fraction. Il est bien évident que la somme de ces fractions doit être égale à l'unité. On réduit ces fractions au plus petit dénominateur commun. Ce chiffre indique le nombre de lots à composer. Ensuite l'on attribue à chaque copartageant, autant de lots que représente le numérateur de la fraction correspondant à sa quotité ⁽²¹⁾.

Par exemple, si le *de cujus* laisse pour héritiers son père et son frère germain, le père aura droit à un quart et le frère à trois quarts. L'on fera quatre lots, le père en prendra un, et le frère en aura trois.

M. Planiol indique une hypothèse dans laquelle, par

(21) Nîmes 25 novembre 1907, D. P. 1908, II, 367.

suite de la présence de collatéraux, on serait obligé de faire 124 lots, ce qui devient matériellement impossible ⁽²²⁾.

Cette règle est commandée par la nécessité de l'égalité en nature et du tirage au sort des lots.

Cependant, en cas de succession par représentation, le partage aura lieu par souches. On fera autant de lots que de souches, on composera les lots et un seul sera attribué aux héritiers représentant le groupe. Cette attribution faite, on pratiquera un nouveau partage entre les héritiers de la souche.

La jurisprudence applique de manière rigoureuse la règle ci-dessus. Elle n'a pas admis que l'on fasse deux lots égaux lorsque la succession se divise entre les lignes maternelle et paternelle, quitte ensuite à partager de nouveau ces deux lots entre les héritiers de chaque ligne. Ce système, qui paraît logique, a été repoussé par la Cour de Cassation ⁽²³⁾.

§ IV. — TIRAGE AU SORT DES LOTS.

Une fois que les lots sont composés en nombre voulu, suivant les prescriptions de l'article 834, alinéa 2 du Code Civil, « ils sont ensuite tirés au sort ».

Ce tirage au sort des lots est une règle qui est attaquée aussi violemment que le principe du partage en nature lui-même. La répartition aveugle des lots ne comporte pas d'exception selon la jurisprudence ⁽²⁴⁾.

« Ce principe désastreux (partage en nature) est complété par la règle du tirage au sort qui aura pour résultat d'attribuer au hasard les biens sans tenir compte des compétences de chacun ; là encore l'œuvre de la jurisprudence a été néfaste, car aux défauts inhérents au tirage au sort, elle a ajouté celui de multiplier les lots

(22) Planiol, Traité, tome III n° 2363.

(23) Cass. Civ., 28 nov. 1883, D. 84, I, 153, S. 85, I, 65.

(24) Req., 17 novembre 1885, S. 1887, I, 14.

et, par conséquent, de morceler le sol encore davantage ⁽²⁵⁾ ».

Néanmoins, dans certains cas, pour faciliter le travail résultant de la composition des lots, pour réduire leur nombre et éviter le tirage au sort, certains tribunaux et certaines Cours avaient cru bien faire d'autoriser l'attribution.

Ainsi, en particulier la Cour de Toulouse, par arrêt du 23 novembre 1832 (S - 1832 - II - 236) décidait :

« Attendu que si d'après les circonstances il s'élève des difficultés insurmontables et qui nuiraient aux intéressés au lieu de leur être favorable, la rigueur du tirage au sort ne doit plus prévaloir, et la fixation des lots par attribution doit être autorisée comme remplissant le vœu de la loi, qui ne peut pas vouloir que des mesures introduites dans l'intérêt des parties tournent au contraire à leur préjudice. Dans ces circonstances, l'entier partage par attribution doit être maintenu ».

Mais tous les arrêts portant attribution furent cassés par la Cour de Cassation, se fondant sur la violation des articles 827 et 834 du Code Civil ⁽²⁶⁾.

De même, les jugements des tribunaux de première instance ont souvent été réformés par les Cours pour le même motif ⁽²⁷⁾.

Ces louables tentatives d'attribution des lots exercées uniquement dans l'intérêt des parties en présence, n'ont malheureusement pas reçu confirmation.

« Le procédé du tirage au sort est présumé être le seul qui puisse pleinement garantir les intérêts des parties et protéger en particulier les incapables contre les collusions frustratoires ou des défaillances.

Le juge ne peut donc, par une appréciation personnelle, enlever le bénéfice de cette garantie au copartageant qui l'invoque ou à celui dont l'incapacité la réclame. Le partage par voie d'attribution est seulement

(25) Boutrolle, *op. cit.*

(26) Req., 17 novembre 1885, S. 1887, I, 14.

(27) Nancy, 6 juillet 1837, S. 1839, II, 162.

admis lorsque la masse à partager comprend uniquement des sommes ou des créances sur des personnes notoirement solvables ⁽²⁸⁾ ».

§ V. — LICITATION.

Lorsqu'il n'est pas possible de pratiquer un partage en nature rigoureusement exact dans les lots, que doit-on faire ?

Le législateur a estimé que, pour ne pas avantager un héritier par rapport aux autres, il y avait lieu de remplacer les biens héréditaires par une autre richesse partageable : l'argent.

On vendra les biens pour les convertir en monnaie et on distribuera le prix aux ayants droit selon leurs parts héréditaires. Cette vente est appelée licitation ; elle sera effectuée soit à la barre du Tribunal, soit par devant notaire.

Voilà la solution, le correctif apporté au partage en nature par le Code Civil. Il est contenu dans l'article 827, rédigé en ces termes : « Si les immeubles ne peuvent pas se partager commodément, il doit être procédé à la vente par licitation devant le Tribunal.

Cependant les parties, si elles sont toutes majeures, peuvent consentir que la licitation soit faite devant un notaire sur le choix duquel elles s'accordent ».

Qu'entendre par : « ne peuvent se partager commodément » ? Comment la jurisprudence a-t-elle appliqué ce terme ?

Pour que les immeubles puissent se partager commodément, il est nécessaire de former d'abord des lots égaux. Pour ce faire, les Tribunaux pourront grever de servitudes certains immeubles au profit d'autres, répartir les immeubles en deux parties, une facilement partageable, l'autre impartageable, etc... Ensuite, il faut former les lots en nombre voulu.

(28) J. Pinatel. Réforme du partage en nature et de la licitation obligatoire dans les successions agricoles, page 28.

Or, nous avons signalé plus haut le système de la jurisprudence qui aboutit à composer un très grand nombre de lots. Il sera matériellement impossible de réaliser une telle œuvre et il faudra recourir à la licitation.

En bref, la Cour de Cassation abandonne aux Tribunaux le fait de savoir si les immeubles sont partageables en nature ou si l'on doit recourir à la licitation ⁽²⁹⁾.

Les Tribunaux se sont donc attachés à connaître d'abord si les biens pouvaient se diviser matériellement avant d'ordonner la licitation.

Ils ordonnent la licitation, par contre, lorsque la division matérielle, quoique possible, produirait un morcellement excessif ou lorsque les immeubles seraient fortement dépréciés ⁽³⁰⁾. De même lorsque les retours de lots seraient trop considérables ou les charges réelles trop lourdes ⁽³¹⁾.

La jurisprudence semble s'être ralliée à la thèse du bien matériellement indivisible pour que la licitation soit effectuée.

Cependant on rencontre quelques décisions tenant compte de la notion économique. L'indivisibilité économique jouera parfois pour éviter le partage en nature et faire liciter le bien, quoique la division matérielle soit possible ⁽³²⁾.

Illustrons ce cas par le jugement suivant rapporté au Répertoire Général du Notariat :

« Faits : M. Fl... est décédé, laissant un enfant naturel judiciairement reconnu, et, pour héritiers légitimes, sa mère et les mineurs Fr..., fils d'une sœur prédécédée *de cujus*. Le principal actif de la succession consistait en un corps de ferme. Le partage en nature a été demandé au nom de l'enfant naturel, mais les autres héritiers ont demandé la licitation.

Tribunal d'Arras, 12 avril 1933. Jugement ordonnant licitation :

(29) Cass. 8 mars 1875, S. 1875, I, 301. Req. 23 mars 1896, D. 1897, I, 443, Cass. 10 février 1926, S. 1926, I, 255.

(30) Dijon, 1907, D. 1909, II, 210.

(31) Req., 3 février 1873, D. 1873, I, 467.

(32) Rennes, 20 mai 1920, S. 1921, II, 28.

« Attendu que la succession de Fl... comprend outre quelques valeurs de peu d'importance et du numéraire provenant notamment de la réalisation des récoltes et du cheptel, des immeubles situés à B..., soit un corps de ferme important, avec maison d'habitation et bâtiments d'exploitation et les terres en dépendant, d'une contenance totale d'environ 35 hectares, se décomposant de la façon suivante :... ; que D... demande le partage en nature de ces immeubles, alors que la veuve Fl... et Fr..., ès-qualités, demandent qu'ils soient vendus en un seul lot sur une mise à prix de 425.000 francs.

« Attendu que, si aux termes de l'art. 826 du C. Civ. le partage en nature est la règle, il n'en est ainsi que dans le cas où les immeubles peuvent se partager commodément (art. 827 C. Civ.) ; que l'art. 831 C. Civ. prévoit en principe l'attribution de parts divises, prescrivant la formation d'autant de lots égaux qu'il existe d'héritiers et que cette règle est difficilement applicable lorsque les héritiers succèdent pour des parts inégales, la valeur du lot devant se chiffrer par la part héréditaire la plus faible ; que dans l'espèce présente, cette part étant prise comme dénominateur commun, on se trouverait amené pour attribuer des parts divises, à fractionner la succession en 80^{m^es}, l'enfant naturel prenant 60/80, la dame Fl..., mère, 5/80, et chacun des mineurs Fr..., 3/80 ;

« Attendu que la demanderesse fait état de la disposition finale de l'art. 831, qui prescrit la confection de lots égaux en aussi grand nombre que de souches copartageantes ; qu'il y a lieu ici de distinguer trois souches : la première représentée par l'enfant naturel ; la deuxième, par la dame Fl..., mère, et la troisième par les mineurs Fr..., collatéraux privilégiés venant de leur chef et non par représentation, ainsi qu'il a été déclaré à tort, ces mineurs ne venant en concours ni avec des oncles ou tantes, ni avec des cousins dans les termes de l'article 742 C. Civ. ; que cette conception, la plus conforme au texte de l'art. 831 et également à l'esprit des dispositions du Code Civil régissant la matière des

partages, permet d'établir des lots égaux dont le tirage au sort est possible ; qu'ici il est indispensable d'établir 16 lots sur lesquels il sera attribué par voie de tirage au sort : 12 lots à l'enfant naturel, 1 lot à la dame Fl..., mère, et 3 lots indivisément aux 5 mineurs Fr... ;

« Attendu qu'une semblable opération, par voie de partage en nature, se révèle et sans qu'il soit besoin d'expertise, complètement irréalisable ; que la confection de 16 lots amènerait le morcellement à l'infini des parcelles et, par suite, leur dépréciation ; qu'un des lots comprenant la ferme, dont la valeur atteint le quart de la valeur totale des immeubles, devrait être grevée d'une soulte considérable ; que l'enfant naturel pourrait se trouver attributaire de lots éloignés les uns des autres et séparés par un lot attribué aux autres copartageants, d'où nouvelle dépréciation et gêne de toute sorte ;

« Attendu qu'il a été plaidé au nom d'un mineur qu'une attribution d'immeubles dont la valeur reste immuable lui serait plus avantageuse qu'une attribution en numéraire ; qu'il y a là une affirmation inexacte s'agissant d'un enfant de deux ans, susceptible plus tard de quitter la région pour exercer une profession autre que celle de cultivateur ;

« Attendu, enfin, que la demoiselle D... propose la confection de 2 lots seulement des immeubles non bâtis, effectués par experts, l'un comprenant des immeubles pour les trois quarts de leur valeur totale, l'autre pour un quart, avec adjonction de la ferme au premier lot, moyennant attribution à l'autre lot d'une soulte égale au quart de la valeur des bâtiments à déterminer par experts ;

« Attendu qu'une semblable solution manquant évidemment de la plus élémentaire simplicité, nécessitant des formalités longues et dispendieuses, apparaît de suite contraire aux dispositions du Code Civil, puisqu'elle prétend dispenser de la formalité indispensable du tirage au sort ; qu'elle constitue en réalité une sorte de partage transactionnel, dont la validité est soumise aux formalités particulièrement délicates de l'article

467 C. Civ. ; qu'à tous égards la licitation des immeubles s'impose et qu'il n'est pas indifférent de rappeler que D... l'avait elle-même demandée dans son assignation ; qu'il s'agit d'ailleurs d'immeubles formant une même exploitation de terres dont le démembrement serait sans profit et même onéreux, les nécessités actuelles de l'agriculture exigeant au contraire des parcelles vastes et d'un seul tenant, plus facilement cultivables ; que cette licitation aura d'ailleurs pour résultat l'attribution au profit du mineur Fl... de sommes d'argent à remployer en titres de rentes sur l'Etat, le mettant à l'abri de tout acte de mauvaise gestion, comme le désirait, du reste, son père naturel, dans la disposition testamentaire faite en sa faveur ; que cette vente doit être ordonnée dans les conditions où elle est sollicitée par les défendeurs, mais sur une mise à prix plus élevée, que le tribunal fixe d'après les renseignements fournis, à 500.000 francs, et ce, sans expertise préalable ⁽³³⁾ ».

Le législateur de 1804 voulait que chaque héritier eût sa part des biens mêmes de l'hérédité et que la licitation soit l'exception. Ce principe est rappelé par quelques décisions de jurisprudence : « Attendu qu'il résulte des articles 826 et 832 du Code Civil que les biens héréditaires ne doivent pas, en principe, être vendus, mais partagés en nature entre les héritiers, sauf lorsqu'il est reconnu que les biens sont difficilement partageables en nature... ⁽³⁴⁾ ».

Malgré tout, par suite de l'application stricte des principes par la jurisprudence, la licitation est devenue la règle et le partage en nature, l'exception. L'idée que le partage en nature n'est pas d'ordre public s'est fait jour ⁽³⁵⁾. Cependant, lorsque les copartageants sont nombreux, lorsque leurs droits sont inégaux et représentés par des fractions dont le dénominateur est élevé, la licitation est iné-

(33) Répertoire général du Notariat, 1933, n° 23564.

(34) Tribunal de Châlons-sur-Marne, 9 mars 1934, confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 18 juillet 1936 (*Gazette du Palais*, 13 mai 1937).

(35) Trib. Civil de Saint-Pol, 30 octobre 1931, D. 1933, II, 30.

luctable, vu l'impossibilité de composer un nombre suffisant de lots égaux. Il en sera de même lorsque la division matérielle de l'hérédité est impossible ou si les immeubles doivent supporter une dépréciation considérable du fait du morcellement, du partage en nature ⁽³⁶⁾.

(36) Nous laissons de côté les formalités de l'homologation du partage, et de délivrance des lots.

CHAPITRE TROISIEME

ETUDE CRITIQUE DE LA REGLE D'EGALITE DU PARTAGE EN NATURE ET DE LA LICITATION

Après cet aperçu succinct du mécanisme du partage en nature, de la licitation, de leur mise en œuvre par la jurisprudence, il nous faut examiner les résultats d'un tel système s'appliquant uniformément à tout le pays ?

Sont-ils mauvais ? Sont-ils bons ?

Depuis longtemps déjà la règle du partage a été critiquée. De nombreux efforts ont été faits jusqu'à présent pour modifier le système du Code Civil, mais sans y réussir. La documentation en cette matière est abondante. Nous nous efforcerons d'exposer les arguments pour ou contre, arguments présentés de nombreuses fois, et ceci avec la plus impartiale objectivité.

« L'honneur d'avoir fait apparaître sous son vrai jour l'importance économique et sociale du droit successoral, surtout pour la condition des campagnes, et de l'avoir fait comprendre à l'opinion publique, revient à Frédéric Le Play (1). Par l'observation de l'organisation de la famille dans les régions les plus diverses de l'Europe, il en est arrivé à reconnaître que l'abandon du principe de l'ancien droit avait eu pour une partie du pays des suites funestes. Le système successoral du Code et l'interprétation de la jurisprudence aurait dû atteindre la grande propriété ; en fait, elle n'a point souffert ; comme les autres ce sont les familles de petits et de moyens propriétaires qui ont été périodiquement désorganisées. « Dans tous les cas où la coutume fondée sur la nature du sol et du climat avait établi la transmission intégrale des domaines ruraux, le nouveau régime porte une fâcheuse atteinte à la condition des petits propriétaires ». Le Play a observé dans les parties les plus différentes du pays, l'effet du droit moderne sur les familles qui pratiquaient sous l'ancien régime la transmission intégrale. Là où cette coutume était maintenue, c'était par l'esprit de sacrifice des frères et des sœurs, grâce à des dispositions de faveur faites par le frère au profit de l'héritier ;... (2).

C'est aux conséquences sociales du droit moderne que

(1) Le Play publia en 1864 la Réforme sociale, œuvre définissant le programme de son école. Après sa mort (1882) son école s'est scindée en deux. L'une continua la tradition avec pour principaux représentants Claudio Jannet qui publia « L'Ecole de Le Play » (1890) et Ch. de Ribbe ; elle fut appelée Ecole de la Réforme Sociale. L'autre dénommée « Ecole de la science sociale » eut pour chef Demolins ; sa tendance individualiste est plus marquée.

(Voir Vignes : La science sociale d'après les principes de Le Play et de ses continuateurs). Actuellement les deux écoles réconciliées n'ont plus qu'un organe unique « Les Etudes Sociales », 31, rue Guyot, Paris (17°).

(2) Nous examinerons plus loin que telle est encore aujourd'hui la coutume basque.

Le Play, en sa qualité de sociologue, attache l'importance la plus considérable. C'est la famille et non l'individu qui est, pour lui, la molécule sociale. La tradition et l'autorité qui se trouvent dans les familles sont la condition de la stabilité et de l'ordre dans l'Etat (3) ».

A la suite de Le Play, de nombreux juristes, économistes, poètes, sociologues, se sont préoccupés de notre régime successoral et l'ont critiqué. En sens inverse, le Code Civil eut des défenseurs parce qu'il permettait à un plus grand nombre d'individus d'accéder à la propriété, but qu'avait recherché la Révolution.

Le Play déclarait : « Les législateurs qui, en 1793, comme en 1803, ont voulu détruire les anciennes classes de grands propriétaires, n'ont pas adopté le moyen employé pour l'Irlande par le Parlement anglais, en 1703 ; ils n'ont point soumis à un régime différent la classe qu'ils voulaient abattre et celle qu'ils voulaient élever. En créant le régime qui devait peu à peu détruire la grande propriété, ils n'ont point organisé au profit de la petite un système conservateur ; ils ne lui ont même pas laissé le bénéfice des coutumes qui la protégeaient depuis un temps immémorial (4) ».

Selon les commentateurs du Code Civil, les articles 826, 832 et ceux qui s'y rapportent indirectement, allaient avoir une très grande influence sur l'état économique du pays agricole et sur l'état social de la France.

Etudions ces deux points de vue :

Section I, Point de vue économique ;

Section II, Point de vue social.

(3) De Brandt. *Op. cit.*, pages 114 et s.

(4) Le Play. *Réforme sociale déduite de l'observation comparée des peuples européens* (1864). Chap. de l'Agriculture.

SECTION I

Point de vue économique

§ I. — INCONVÉNIENTS.

1° *Inconvénients du Partage en nature.*

Lorsqu'un propriétaire meurt, laissant plusieurs héritiers, chacun va réclamer sa part en nature des biens héréditaires. Ces biens peuvent constituer un grand domaine d'un seul tenant, formant à lui seul une unité économique. En effet, le cultivateur aura pu rassembler les terres qu'il a reçues de ses ancêtres, les grouper, grâce aux échanges qu'il a pu effectuer ou grâce au remembrement qui a pu être opéré. Son domaine sera formé de terres labourables, terres à céréales, à pommes de terre, de prés, de vignes, de bois, de pâtures, lui permettant d'exercer son activité tout au cours de l'année.

Dans ce cas, le partage en nature amènera un parcellement de la propriété. Le parcellement ainsi réalisé est la division matérielle de la terre.

Au contraire, les biens héréditaires, tout en constituant un grand domaine quant à la superficie totale, peuvent être éparpillés en un grand nombre de parcelles. La propriété est morcelée. Le morcellement est la division juridique de la propriété. Souvent dans ce cas les héritiers, lors du partage en nature, maintiendront intactes les parcelles ; un prendra une parcelle, l'autre, une autre parcelle, sans les diviser matériellement. Mais l'unité économique de l'exploitation sera rompue et brisée.

Seulement il n'en sera pas toujours ainsi ; le paysan, routinier par nature, ne se contentera pas de cela ; il exigera une part de chaque morceau de terrain. On aboutit à une véritable pulvérisation du sol, et c'est pour cette raison que l'on a appelé le Code Civil une « machine à hacher le sol ».

Le morcellement, la dispersion parcellaire, état parcellaire, parcellement, quel que soit le nom qu'on lui donne pour désigner l'émiettement des propriétés, voilà le mal dont souffre à l'heure actuelle notre agriculture et qui est cause de la crise qui frappe les produits du sol.

« Le morcellement atteint parfois un tel degré qu'on peut dire que la propriété rurale est vraiment pulvérisée. M. Ardouin Dumozet a décrit la ténuité des parcelles de l'île de Ré et des îles bretonnes, dont certaines n'atteignent pas deux mètres carrés. Emile Chevalier cite, dans un de ses ouvrages, la commune de Chaingy (Loiret) dont les 2.179 hectares se divisent en 48.000 parcelles ; beaucoup de ces parcelles de 0 a. 50, 1 are, 1a. 50, ne peuvent être cultivées qu'à la bêche. En Limagne, nous avons eu à évaluer une propriété de 5 hectares qui comprenait 120 parcelles dispersées sur le territoire de 7 communes. Une superficie très considérable du territoire français est occupée par des parcelles inférieures à 10 ares, dont la culture deviendra de plus en plus difficile ⁽⁵⁾ ».

Le parcellement est le résultat de l'état de l'ancien droit, d'une part, du Code Civil, d'autre part, appliqué trop rigoureusement.

C'est ainsi, par exemple, que dans le Morbihan ⁽⁶⁾, lorsque des héritiers ont à partager un domaine, généralement ils appliquent l'article 826 de la manière suivante. Soient cinq héritiers et cinq belles parcelles de même valeur. Normalement, en bonne logique, on devrait attribuer une parcelle à chacun. Mais on n'opérera pas de cette sorte. On partagera chaque parcelle en cinq et chaque enfant aura un

(5) P. Gaziot. La terre à la famille paysanne, page 52.

(6) Renseignements fournis par M^e C..., notaire à Roscoff, ancien notaire dans le Morbihan.

cinquième dans cinq parcelles. On arrive ainsi à avoir à la première division, 25 parcelles. A la génération suivante, s'il s'opère encore un partage entre les petits-enfants, les parcelles seront réduites quant à la superficie, à leur plus simple expression, difficiles à cultiver, enclavées parmi d'autres.

Au lieu d'une parcelle unique on en aura 5, puis 25, puis 125.

Au point de vue production, quels en seront les inconvénients ?

« L'excès de morcellement produit des procès fréquents entre propriétaires contigus, des entraves au choix de l'assolement et à la liberté des cultures, des pertes de temps et de forces nombreuses. Il fait perdre en servitudes et en chemin tortueux, non entretenus, une surface considérable de terrain. Il rend impossible les améliorations foncières. Des causes multiples concourent à ce résultat ; mais la principale est le partage après décès, tel qu'il est actuellement pratiqué, des héritages entre les ayants droit à la succession ⁽⁷⁾ ».

Le principal reproche adressé au parcellement est de faire perdre au cultivateur un temps précieux qui aurait pu être utilisé à des fins plus productrices. Le producteur emploie son temps à se promener d'une parcelle à l'autre, avec ses ouvriers et ses attelages. Il utilise des chemins dits ruraux, mal entretenus, souvent non empierrés. Dans ces chemins, le matériel se fatigue et s'use plus vite, de telle sorte que les frais prévus pour leur amortissement et les réparations sont plus élevés.

Le très grand nombre de parcelles provoque ensuite des erreurs. N'a-t-on pas vu souvent des cultivateurs rechercher leur lopin de terre parmi tous les autres lopins ; labourer ce qu'il croyait être leur champ, alors qu'ils labouraient le champ du voisin, ou bien encore coupant le foin du voisin et le rentrant à la ferme. Ces erreurs ont souvent donné lieu à des différends qui n'ont trouvé leur solution que dans les prétoires des tribunaux.

(7) Unions de la Paix Sociale, L'Etat des familles, série I, fascicule II, 1889, page 31.

Ensuite l'emploi du machinisme en agriculture est entravé par l'émiettement des propriétés. Les machines agricoles, pour qu'il leur soit permis d'être utilisées rationnellement, demandent de vastes étendues. Le cultivateur, pour permettre le passage de ses machines faucheuses à la moisson, par exemple, doit faire un chemin, un passage à la faux. Or, ce travail fait à la main prend du temps. Avec des petites parcelles, lorsque le passage était fait, il ne restait presque plus rien à faire à la machine, ce qui aboutissait à rendre les machines inutilisables.

L'augmentation du nombre des parcelles produit un accroissement des friches, des terres incultes et, par là, une diminution des terrains cultivables. Lorsqu'un propriétaire possède de très petites parcelles, il les abandonne volontiers, par suite des difficultés d'exploitation. Elles peuvent se trouver très éloignées des villages, enclavées au milieu d'autres, de sorte que pour avoir le droit de passage sur la propriété voisine sans être obligé de s'exposer à de fortes indemnités, il sera soumis au bon gré de son voisin ; il devra attendre, pour défruire sa propriété, que le voisin ait lui-même enlevé ses récoltes.

Enfin, l'exiguïté des parcelles qui prennent la forme de longs fuseaux, tout en longueur, rien en largeur, empêche une exploitation intégrale de la parcelle. Le cultivateur, lorsqu'il laboure, remonte sa terre, la parcelle formant un dos d'âne, il ne répand les engrais, les semences, qu'au milieu de la parcelle, de peur que le voisin ne profite du produit de son travail ; de telle sorte qu'à la récolte de la moisson, l'on peut voir des champs bien fournis à leur centre et, sur les bords, les épis sont clairsemés ; il en résulte une perte appréciable de terrain qui n'a pu être fertilisé et semé.

Le grand nombre de parcelles produit leur enchevêtrement même. Les limites sont nombreuses, indécises, mal dessinées ou bien prennent des formes bizarres. Partant de là, les procès en bornage sont fréquents et cause de dissension, voire de haine féroce entre paysans. Des servitudes sont créées arbitrairement, notamment par le moyen prévu dans la loi de la destination du père de famille.

Tous ces inconvénients ont leur répercussion dans le coût des produits du sol. Le coût de la production est augmenté dans de très sensibles proportions.

« Les agriculteurs de Meurthe-et-Moselle ont calculé que :

a) Pour un quintal de blé :

— Lorsque la surface moyenne des parcelles passe :

1° De 1 hectare à 33 ares, les frais de production subissent une augmentation de 33 %.

2° De 1 hectare à 16 ares, les frais de production subissent une augmentation de 79 %.

b) Pour un quintal de pommes de terre :

— Lorsque la surface moyenne des parcelles passe :

1° De 1 hectare à 33 ares, les frais augmentent de 24 %.

2° De 1 hectare à 16 ares, les frais augmentent de 46 % ⁽⁸⁾ ».

Ces chiffres ne sont-ils pas éloquentes par eux-mêmes ?

Le mal dû au parcellement apparaît de plus en plus redoutable. Le législateur l'a très bien compris. Et à l'exemple des pays étrangers, il a voté des lois de faveur permettant le regroupement des propriétés. Parmi ces mesures que nous nous bornons à signaler, nous trouvons la loi du 27 novembre 1918, la loi de circonstance du 4 mars 1919 sur la délimitation, le lotissement et le remembrement des propriétés foncières dans les régions dévastées du fait de la guerre, enfin le décret-loi du 30 octobre 1935 sur le remembrement de la propriété foncière.

Le remembrement appliqué à certaines terres affectées à des cultures particulières aura des effets bienfaisants et nous sommes d'accord avec M. Louis lorsqu'il écrit :

« Ainsi le remembrement aboutit toujours à une réduction des frais de production, c'est-à-dire à une diminution des prix de revient en agriculture. Il est inutile d'insister sur l'intérêt capital que présente pour l'agriculteur une telle réduction. A l'heure actuelle les bénéfices agricoles sont très faibles, sinon inexistants, et on préconise comme remède la revalorisation des produits agricoles. A notre

(8) R. Louis, Le remembrement de la propriété foncière en Lorraine, page 127.

avis, le meilleur remède à cette crise serait la réduction des prix de revient en agriculture, les prix de vente restant les mêmes, le bénéfice réalisé par le cultivateur serait supérieur.

« Cette solution permettrait d'éviter une hausse artificielle des produits agricoles, hausse susceptible de nuire à la classe ouvrière ⁽⁹⁾ ».

Le Code Civil a abouti donc primitivement au morcellement, puis ensuite au parcellement.

A l'appui, citons le cas typique suivant :

« Voici l'exemple d'un arrondissement de France, exclusivement rural, Villefranche-de-Lauraguais.

Toutes les terres sont de bonne qualité, et la race qui l'habite était jusqu'au milieu du XIX^e siècle justement célèbre par sa vaillance et sa fécondité.

La propriété est divisée en métairies de 25 à 30 hectares qui forment des cellules économiques harmonieusement composées et par conséquent prospères.

Pendant cinquante ans, les effets du Code Civil, de 1800 à 1850, ont eu pour résultat de partager les grands domaines en métairies de 25 à 30 hectares.

A partir de cette date, le morcellement des héritages vient diviser ces cellules et par conséquent détruire la vitalité économique.

Les paysans du Lauraguais essaient de lutter contre cette cause de ruines en diminuant le nombre des partageants ⁽¹⁰⁾ ».

Lorsque le parcellement n'est pas pratiqué, mais au contraire le morcellement, ce dernier présente également des inconvénients au point de vue économique :

« Le principe de l'égalité des partages, non seulement en valeur, mais encore en nature, tel qu'il est interprété par la jurisprudence et compris par la pratique notariale, agit comme un diviseur continu de la propriété. A chaque transmission héréditaire, le plus petit domaine peut se diviser en autant de fractions qu'il y a d'héritiers, puis

(9) R. Louis. *Op. cit.*, page 128.

(10) Extrait de l'exposé des motifs de la proposition de loi déposée par Ambroise Rendu, le 7 mars 1923.

chaque parcelle peut se subdiviser à son tour par nature de culture, alors qu'une exploitation agricole forme en général un tout indivisible ne pouvant se détailler en coupures, comme des valeurs mobilières ou une entreprise commerciale. Les parties constitutives de l'exploitation, corps de fermes et terres, sont proportionnées l'une à l'autre : la maison convient au personnel de la ferme, l'écurie ainsi que l'étable et la bergerie s'adaptent aux bestiaux, les granges et greniers aux récoltes. L'exploitation est une organisation complète dont il est impossible de distraire aucune partie sans diminuer considérablement la valeur de l'ensemble. Chacun des copartageants qui, par suite d'un partage, ne possédera qu'une faible étendue de terre, sans bâtiments d'exploitation, ne pouvant la cultiver que dans des conditions défavorables, sera forcé de la vendre.

Avec les prix actuels des matériaux de construction et de main-d'œuvre, l'édification des bâtiments d'exploitation est ruineuse (11) ».

Chaque héritier se trouvera en possession de terrains ne lui permettant pas de vivre, lui et sa famille, avec leurs seuls revenus. Alors que l'exploitation suffisait parfois à peine à son père, lorsqu'elle vient à être démantelée, il en résulte un préjudice pour toute la société : ou bien il quittera la terre natale, affermera ses terres qui seront mal exploitées par les fermiers ; ou bien il s'efforcera de reconstituer une unité économique pour assurer son existence ; il lui faudra un matériel agricole nouveau, une habitation, un cheptel ; pour ce faire, il sera dans l'obligation d'acheter et s'il n'a pas les fonds à sa disposition pour acheter, il hypothéquera ses propriétés. Il achètera également les propriétés voisines des siennes, provenant des ventes volontaires ou des licitations.

« Si le propriétaire consent à rester sur le lopin de

(11) Exposé des Motifs. Proposition de loi tendant à compléter la Législation sur le Remembrement de la Propriété rurale et à modifier dans ce but l'article 832 du Code Civil, présentée par MM. Queuille et Adrien Dariac, députés. Annexe au P.-V. de la deuxième séance du 15 avril 1921.

terre qui lui est échu, il pourra bien un jour ajouter quelque chose à ce dont il avait hérité et constituer un jour un domaine capable de le nourrir, lui et sa famille, mais tout cela est un travail de Pénélope, et à sa mort la situation redeviendra ce qu'elle était au commencement. On se condamne ainsi à l'éternelle médiocrité et le pays à une diminution chaque jour plus sensible de la richesse nationale ⁽¹²⁾ ».

Le cultivateur propriétaire, après reconstitution de l'unité économique de son domaine, recommencera une vie identique à celle qu'ont vécue ses parents. Son domaine sera constitué d'une multitude de petites parcelles, les cultures faites par lui sont diverses. Si l'on interrogeait des paysans sur l'étendue exacte de leurs terres à blé, de leurs terres plantées en pommes de terre, sur la superficie totale de leur exploitation, combien seraient-ils capables de répondre exactement ?

Or si le paysan est incapable de répondre, cela provient de l'excessif parcellement. En cette période de surproduction de produits agricoles tels que le blé, cette ignorance provoque des inconvénients majeurs. Il est impossible de rédiger des statistiques exactes qui peuvent être très intéressantes au point de vue des directives à donner aux paysans au sujet de la production.

« Chercher à étudier le problème du blé, cela semble donc tout simplement se ramener à établir avec le plus grand soin les mouvements relatifs de la production et de la consommation que rendent apparents la comparaison de statistiques correctement établies. Ces mouvements étant connus, la production s'orientera naturellement ou sous l'impulsion officielle, vers son niveau optimum, ce niveau devant être à la fois celui auquel correspondent des prix rémunérateurs pour le producteur et acceptables pour le consommateur ⁽¹³⁾ ».

« La statistique de production présenterait l'avantage

(12) Jonescu. La règle du partage en nature, p. 77-78.

(13) Article de M. Proust : « Les statistiques officielles et privées du blé en France », au *Journal de la Société de Statistique de Paris*, janvier 1936, page 4.

d'éclairer les cultivateurs par des chiffres réels, et ils comprendraient enfin qu'il est nuisible pour eux de se lancer à grands frais dans la voie folle de la surproduction.

La statistique permettrait à l'agriculteur de ralentir la production et de la maintenir au niveau auquel correspondent des prix rémunérateurs pour le producteur et acceptables pour le consommateur.

Le paysan comprendrait alors que son intérêt n'est pas de produire du blé dans les régions où le prix de revient en est trop élevé. La production du blé étant limitée à un certain niveau, le paysan pourrait essayer de tirer de son sol le meilleur parti possible en recourant pour cela à une plus grande variété de produits ; la culture du blé serait réservée aux terres les plus fertiles, dans les autres, au contraire, on entreprendrait des productions de luxe s'adaptant mieux aux goûts raffinés du consommateur moderne ⁽¹⁴⁾ ».

2° Inconvénients de la Licitation

La licitation obligatoire pour les immeubles ruraux non commodément partageables implique à son tour de graves inconvénients.

Lorsque la licitation est opérée par lots, elle dissocie le domaine rural. De plus, celui-ci passe par morceaux, par lots entre les mains d'étrangers, lorsque ces derniers sont admis à participer aux enchères.

Le domaine aura pu être délaissé et perdre de sa valeur économique. Il peut arriver que les héritiers présomptifs, les enfants se soient querellés, qu'il y ait eu des heurts entre eux et qu'un seul enfant habitant avec les parents âgés assure l'exploitation de la ferme. Lorsque les parents ne veulent pas avantager un seul des descendants par rapport aux autres ou priver ces autres en aliénant à un tiers tous les biens, il est bien évident que lors du décès des parents, l'indivision régnant, l'accord ne pourra se faire et la licitation sera inévitable. Dans cette hypothèse,

(14) R. Louis. *Op. cit.*, page 142.

l'enfant exploitant ne voudra pas faire profiter les autres de son labeur, d'où le délaissement des biens se produira inévitablement.

Selon M. Pinatel, lorsque le domaine est licité, il y a « puissance économique amoindrie, tout au moins pendant la période d'adaptation du nouveau propriétaire. De plus, la vente « forcée » ne permet pas aux copartageants d'obtenir le meilleur résultat ; ils ne peuvent choisir ni le moment de la vente, ni l'adjudicataire ; la vente risque ainsi d'être réalisée à un moment inopportun ⁽¹⁵⁾ et à un prix au-dessous de la valeur réelle, malgré une publicité parfois heureuse, mais toujours coûteuse. La vente amiable, au contraire, librement consentie en temps opportun, permet de faire une opération normale ⁽¹⁶⁾ ».

§ II. — AVANTAGES

1° *Avantages du partage en nature*

Les rédacteurs du Code Civil ont adopté la règle du partage en nature à raison des avantages qu'elle présentait à cette époque.

Comme nous l'avons vu antérieurement, la terre et partant de là les immeubles étaient les seules richesses. Or les rédacteurs du Code furent tellement influencés par cette idée, que de toutes les choses mobilières ayant quelque valeur, ils en firent des immeubles fictifs : immeubles par destination. De même les valeurs mobilières étaient rares ; aussi décidèrent-ils que la valeur mobilière « Banque de France » tellement importante pourrait être immeu-

(15) A ce sujet nous signalons à titre documentaire une loi de guerre du 19 mars 1917 qui a cessé d'être appliquée. Cette loi a permis au tribunal saisi d'une demande de partage de succession ouverte durant la guerre de surseoir au partage dans le cas où le partage en nature est difficile, donc la licitation inévitable. En effet durant la guerre, par suite des conditions économiques particulières, la vente aurait eu lieu dans des circonstances défavorables et aurait abouti en partie à une perte inévitable pour les colicitants.

(16) Pinatel. *Op. cit.*, page 81.

ble par déclaration de son possesseur (17). En 1815, il n'y avait que 4 valeurs françaises inscrites à la cote officielle de la Bourse de Paris, représentant un capital de 1.500 millions de francs. Il importait donc au législateur de répandre la propriété entre le plus grand nombre possible de propriétaires.

Pour cela, les mobiles qui le commandaient avaient été surtout politiques : en vulgarisant la propriété, il voulait éviter la reconstitution de la puissance féodale, mais des mobiles économiques étaient également prédominants.

Il désirait, par le partage des terres, augmenter d'une part la richesse générale, d'autre part la richesse de chacun et en lui assurant l'indépendance économique, aboutir à l'égalité civique, principe de l'ordre nouveau. En faisant cela le législateur ne se trompait pas. En effet, grâce à la règle du partage en nature, l'on aboutit à remettre la propriété de la terre entre les mains mêmes de celui qui l'exploite. Le servage disparut. Le propriétaire fera fructifier le bien de la manière la plus satisfaisante pour lui. Au contraire, lorsque la propriété est exploitée par un fermier, un métayer, celui-ci pourra épuiser la terre, ou la laisser en partie inculte.

Arthur Young s'était bien aperçu de cet inconvénient lorsqu'il écrivait : « Toutes les fois que vous rencontrez un grand seigneur, même quand il possède des millions, vous êtes sûrs de trouver ses propriétés en friche ».

Le faire valoir direct est le moyen supérieur très nettement au fermage, au métayage et au faire valoir indirect.

(17) Un Décret du 14 décembre 1936 a supprimé, pour l'avenir, la faculté d'immobiliser les actions. Il n'a rien dérogé en ce qui concerne le passé, les actions immobilisées auparavant y resteront, mais si le propriétaire en fait de nouveau des meubles il ne pourra ensuite plus les immobiliser.

Décret du 14 décembre 1936 (*J. O.* du 22 décembre 1936) :

Art. 9. — Par dérogation aux dispositions de l'article 7 du décret impérial du 16 janvier 1808, la qualité d'immeuble ne pourra plus être conférée aux actions de la Banque dont l'immobilisation n'aura pas été requise avant la publication du présent décret.

Les actions de la Banque dont l'immobilisation aura été requise avant cette publication perdront la qualité d'immeuble si leurs propriétaires en font la demande ; mais dans ce cas, elles ne pourront plus recevoir ultérieurement cette qualité.

« Dans le faire valoir, c'est le propriétaire lui-même qui assume les risques de la production et remplit les fonctions d'entrepreneur, soit qu'il fournisse tout le capital, et avec l'aide de sa famille, tout le travail nécessaire à l'exploitation, comme dans la petite culture paysanne... (18) ».

« Ce régime assure mieux que tout autre la bonne exploitation du sol. Le paysan-propriétaire ne ménage pas ses efforts ; il cultive avec soin et se préoccupe de ne pas épuiser la terre. Bien plus, il fait volontiers à celle-ci des avances sous forme d'améliorations permanentes, parce qu'il a la certitude d'en recueillir lui-même le fruit (19) ».

Ainsi le paysan cultivera sa terre avec tout son cœur ; il la cultivera d'autant mieux qu'elle sera moins étendue ; il arrivera par manque de surface à la production intensive ; il en tirera le rendement maximum.

Ce résultat économique peut être facilement contrôlé en comparant les résultats de la production des grandes propriétés avec les résultats de la production des petites propriétés. En Angleterre, par exemple, le rendement des grands domaines est relativement faible.

2° *Avantages de la licitation*

La licitation obligatoire présente elle-même un avantage économique. Etant employée comme correctif au partage en nature lorsqu'il n'est pas possible de faire des lots égaux ou en nombre suffisant, elle peut donner les résultats suivants.

Si l'exploitation est licitée en bloc, elle évitera son morcellement et lui permettra de passer intégralement entre les mains de l'adjudicataire. Ce dernier n'aura pas à reconstituer l'unité économique de l'exploitation. Il acquerra d'un coup, en échange de ses fonds, une valeur productrice qu'il n'aura pas à forger et à façonner pièce par pièce.

(18) C. Perreau. Cours d'Economie Politique (4^e éd.), tome I, page 128.

(19) Perreau. *Op. cit.*, page 129.

Si l'exploitation est morcelée lors de la licitation et que la vente se fasse parcelle par parcelle, ce pourra être un moyen de tirer le prix maximum de l'adjudication. En effet, chaque parcelle isolément peut être l'objet de convoitise de la part des voisins peu fortunés ou mal lotis qui désirent étendre leur propre domaine. Ces voisins n'hésiteront pas à pousser assez loin les enchères, leurs moyens leur permettant souvent d'acquérir quelques parcelles sans gêner trop leur trésorerie.

On arrivera à ce résultat que l'exploitation vendue par partie aura produit une somme plus forte que si elle s'était vendue en bloc, vente qui eut exigé de la part de l'acquéreur un fort décaissement et des disponibilités très grandes.

Ce résultat a pu être vérifié et est réalisé facilement lorsque, dans les clauses de l'adjudication, la faculté de déclarer command est réservée. Lors de la vente du bloc, un marchand de biens peut se rendre acquéreur. Puis ensuite ce dernier convoque les amateurs à une réunion privée où se pratiquent de nouvelles enchères, parcelle par parcelle. Cette opération étant faite, il ira chez l'officier ministériel qui a fait l'adjudication et déclarera les véritables acquéreurs. La déclaration de command évite la double transmission des biens, donc la double perception des droits perçus par l'enregistrement et permet aux marchands de biens de réaliser parfois de copieux bénéfices.

§ III. — RÉSULTATS AU POINT DE VUE GRANDE ET PETITE PROPRIÉTÉ

La terre en France est extrêmement morcelée. A quoi doit-on attribuer ce résultat ? Est-ce que le parcellement est dû aux dispositions du Code Civil, ou bien sa source n'est-elle pas dans les règles antérieures au Code ?

La cause du morcellement est bien antérieure au Code Civil, puisque dans l'ancien droit, le partage en nature était pratiqué. Grand nombre de petits propriétaires, multi-

tude des parcelles, tels sont les deux traits caractéristiques de l'ancien droit.

« Partout les paysans ont un petit avoir jusqu'à un degré dont nous ne nous faisons pas la moindre idée en Angleterre ». « En somme, les Français sont allés beaucoup trop loin dans le partage des biens, et il en résulte une population malheureuse qui ne saurait même exister à une condition plus vile ⁽²⁰⁾ », constatait Young.

« Boisguillebert, Quesnay et Necker parlent tous à peu près dans les mêmes termes de la multitude des petits propriétaires et les sociétés physiocrates agricoles déplorent le trop grand morcellement du sol ⁽²¹⁾ ».

D'après Gimel ⁽²²⁾, « ce qui dominait sous l'ancien régime, c'était la très petite propriété et la très grande, l'une considérable par le nombre, l'autre par l'étendue ». Il estime le nombre des propriétés paysannes à 4.290.000, celui des propriétés bourgeoises à 400.000, et enfin celui des propriétés nobles ou ecclésiastiques à 100.000.

Au point de vue superficie, Loutchisky déclare que le sol appartient pour 30 % aux paysans, 30,10 % aux nobles, 20,5 % aux ecclésiastiques et 19,4 % à la bourgeoisie ⁽²³⁾.

Un autre fait eut ensuite une grande influence sur la condition des terres : ce fut la vente des biens nationaux sous la Révolution. Les grands domaines des nobles ayant été confisqués, on procéda à leur adjudication par lots :

« Les biens des émigrés furent fractionnés, subdivisés en lots avant d'être vendus. « On n'avait pas l'intention, par cette mesure, dit M. Hottenger, de créer une classe de petits propriétaires qui existait déjà, mais on ne voulut pas que ces châteaux et ces terres eussent pu conserver un semblant de personnalité ; il fallait briser à tout jamais l'esprit féodal et aristocratique qui pouvait encore être attaché à ces terres ». Cela a encore augmenté le

(20) Young. Voyages en France, partie II, chap. XI.

(21) De Brandt. *Op. cit.*, page 53.

(22) Gimel. « La division du sol ». *Journal de la Société de statistique de Paris*, juin 1885, page 228.

(23) Loutchisky. « La petite propriété en France avant la Révolution », pages 32 et 78.

morcellement, car d'après Gimel, sur 452.072 lots, 370.617 allèrent à la très petite propriété foncière, et 500.000 nouveaux propriétaires fonciers apparurent ⁽²⁴⁾ ».

Quelques années à peine après la promulgation du Code Civil, François de Neufchâteau constatait le mal dont souffrait l'agriculture ; il dénonçait le parcellement comme responsable de cet état de choses : « Avec les territoires hachés, cisailés, sans chemins pour arriver aux lambeaux qui les constituent, l'agriculture, froissée par les entraves que le parcours et la vaine pâture multiplient autour d'elle, ne peut pas plus grandir qu'un enfant qu'on garotterait au berceau avec des liens de fer ⁽²⁵⁾ ».

Durant le xix^e siècle, l'industrie se développa d'une manière incroyable. De nouvelles méthodes de production virent le jour : intégration, concentration.

La concentration a-t-elle pu jouer dans l'agriculture ? Comment la terre est-elle répartie entre les petits, les moyens et les grands domaines à l'heure actuelle ? Quelles sont les statistiques à cet égard ?

« En France, les statistiques s'attachent aux dimensions territoriales des exploitations ; elles distinguent : la très petite culture, comportant une superficie inférieure à 1 hectare, la petite culture, de 1 à 10 hectares, la moyenne culture, de 10 à 40 hectares, la grande culture, au-dessus de 40 hectares. En 1882, la superficie totale des exploitations agricoles se répartissait entre ces diverses catégories dans les proportions suivantes : très petite culture, 2,2 % ; petite culture, 22,9 % ; moyenne culture, 29,9 % ; grande culture, 45 %. En 1892, date de la dernière statistique générale publiée par le ministère de l'Agriculture, les proportions sont : pour la très petite culture, 2,7 % ; pour la petite culture, 22,8 % ; pour la moyenne, 29 % ; pour la grande, 45,5 %. Le rapprochement des chiffres ne permet pas de discerner entre les deux époques un mouvement appréciable de concentration. Si, dans la période

(24) R. Louis. « Le remembrement de la propriété foncière en Lorraine ». Thèse Nancy, 1936, page 25.

(25) François de Neufchâteau. Voyage agronomique dans la Sénatorerie de Dijon, 1807.

décennale comprise entre 1883 et 1892, la grande culture a gagné 0,5 % quant aux superficies occupées, la très petite culture a, de son côté, vu ses positions s'améliorer dans des proportions égales. Alors que les grandes exploitations gagnaient 197.000 hectares, les exploitations parcelaires voyaient s'accroître leur domaine de 243.000 hectares. De plus, de 1882 à 1892, le nombre des entreprises agricoles a augmenté de 31.000 et cet accroissement numérique porte exclusivement sur la très petite culture.

Les conclusions qui découlent de ces observations ne sont pas infirmées par les résultats du recensement professionnel de 1906. Le nombre des établissements agricoles occupant un personnel salarié diminue, il est vrai, de 164.000 unités par rapport à la période décennale antérieure (1.336.000 en 1906 contre 1.500.000 en 1896), mais entre les deux dates, la moyenne par établissement du personnel occupé s'est abaissée (2 en 1906 au lieu de 2,3 en 1896). Le nombre des salariés de l'agriculture a donc diminué en même temps et plus vite que celui des patrons. La répartition du personnel agricole ne permet pas davantage de conclure à la concentration. Si les entreprises occupant plus de 10 ouvriers voient augmenter le pourcentage de leur personnel par rapport au personnel total (6,1 % en 1906 au lieu de 5,7 % en 1896), l'augmentation est encore plus marquée pour les petites entreprises qui occupent de 1 à 5 ouvriers (84,1 % au lieu de 82,6). Seules les exploitations intermédiaires occupant de 5 à 10 ouvriers voient diminuer proportionnellement leur personnel (9,8 % en 1906 au lieu de 11,7 en 1896) ⁽²⁶⁾ ».

(26) C. Perreau. *Op. cit.*, tome I, page 215.

Selon M. Colson (Cours d'Economie Politique, 1903, tome II, page 217) la répartition du sol serait en France la suivante : très petite propriété (jusqu'à 1 hectare) 2 à 3 % ; petite propriété (1 à 10 hectares), 20 à 22 % ; moyenne propriété (10 à 40 hectares), 25 à 30 % ; grande propriété (40 à 200 hectares), 25 à 30 % ; très grande propriété (au-dessus de 200 hectares) 20 à 24 %. Dans la grande et très grande propriété rentrent pour une bonne part des biens communaux notamment des forêts.

Selon M. de Foville (*Le Morcellement*, 1885) elle serait : très petite propriété (jusqu'à 2 hectares), 10,5 % ; petite propriété (2 à 6 hectares), 15,2 % ; moyenne propriété (6 à 50 hectares) 38,9 % ; grande propriété (50 à 200 hectares) 19 % ; très grande propriété (plus de 200 hectares), 16,2 %.

« Le nombre des propriétaires de biens immobiliers, qui était en France, à la veille de la Révolution, d'environ 4 millions, s'élevait en 1825, d'après les calculs de M. de Foville, à 6 millions 1/2 et en 1862 à 7 millions 1/2 environ. Vers 1882, d'après les indications combinées de deux documents officiels : « L'Evaluation générale du revenu des propriétés non bâties » et la « Statistique agricole de la France », le nombre total des propriétaires fonciers était évalué à 8.454.218, dont 4.835.426 propriétaires ruraux... Depuis cette époque, le nombre de propriétaires fonciers paraît avoir sensiblement diminué dans l'ensemble. De 14.264.388 en 1880, le nombre des cotes foncières dressées par l'Administration des Contributions directes et s'appliquant à la propriété non bâtie tombe successivement à 14.141.080 en 1890, 13.618.189 en 1900 et 13.392.069 en 1913. D'après « L'Evaluation officielle des propriétés non bâties » effectuée en exécution de la loi du 31 décembre 1907, le nombre total des propriétaires fonciers est, en 1911, de 7.520.922, ce qui, par rapport à une population totale de 38.470.584 individus, représente 1 propriétaire foncier par 5 habitants (exactement 195 sur 1.000) et 6 propriétaires au moins par 10 feux ou ménages (exactement 656 sur 1.000 ⁽²⁷⁾) ».

Comme les statistiques l'indiquent, il existe en France un grand nombre de petites propriétés et un grand nombre de propriétaires. Mais à côté des petits domaines, il en existe encore de grands. Cependant on ne doit pas s'y tromper. Parmi les grands domaines, on range les biens domaniaux tels que forêts, bois, landes, ce qui fausse les statistiques. De plus les statistiques ne tiennent pas compte du rendement économique, mais seulement de la superficie, ce qui est une erreur. Il est bien évident que 10 hectares de marais en Sologne, au point de vue économique, constitueront un petit domaine, alors que 10 hectares de vignes en Anjou seront considérés comme un grand domaine.

(27) C. Perreau. *Op. cit.*, tome II, page 228.

Quelle est l'étendue des domaines ruraux en France ?

« Dans l'ensemble, elle est de 8 ha. 65. Sans doute, c'est une étendue déjà assez considérable et qui pourrait permettre l'emploi de la technique des grands espaces. Mais il faut remarquer que si chaque propriétaire possède et généralement cultive 8 ha. 65, il s'agit le plus souvent d'un total d'un très petit nombre de champs dispersés, qu'il faudrait d'abord rassembler, remembrer, pour les cultiver rationnellement. C'est sous cette forme surtout que le morcellement de la terre est regrettable. Le hasard des héritages a entraîné l'éparpillement des biens partagés et il faudra, pour y remédier, remonter un courant de traditions auxquelles l'homme des campagnes est en général très solidement attaché.

..... On estime que le seul remembrement de la propriété rurale pourra augmenter de moitié le rendement de notre agriculture. De 20 milliards de francs par an, valeur d'avant-guerre, le revenu de la terre française pourra passer à 30 milliards ⁽²⁸⁾ ».

Au sujet de la tendance actuelle vers la concentration ou vers le morcellement des terres, divers avis contradictoires ont été émis.

« M. Woloski soutient, dans son *Enquête sur l'état des familles et l'application des lois des successions*, que le morcellement diminue sous l'empire du Code Napoléon. Il déclare qu'il y a une tendance si forte vers la concentration des terres que le principe de division déposé dans le Code agit d'une manière à peine suffisante pour balancer les effets de cette concentration ⁽²⁹⁾ ».

Au contraire, De Brandt constate l'augmentation de la petite propriété avec cependant une réserve :

« Le partage en nature du Code, dont la jurisprudence et la pratique ont fait un régime de contrainte, n'est donc pas la cause du progrès de la petite propriété, mais il y a plus : en agissant comme « un diviseur continu », il a plutôt amené un émiettement des petites exploitations,

(28) Géographie Universelle Quillet, tome II, pages 47 et 48.

(29) J. Pinatel. *Op. cit.*, page 76.

dont les débris sont venus accroître les grandes, ce qui a rétabli jusqu'à un certain point l'équilibre ».

Selon Claudio-Jannet, disciple de Le Play, la tendance soit vers la petite, soit vers la grande exploitation serait automatique. L'influence du milieu social serait prépondérante.

« Il y a, en effet, une grande loi économique en vertu de laquelle les intérêts privés finissent toujours par s'accommoder à l'intérêt général. Or cette loi oblige et obligera en tous lieux la propriété à prendre les proportions exigées par les conditions locales de l'agriculture.

Si la culture a besoin d'être fractionnée, le grand domaine se divisera un peu plus tôt ou un peu plus tard. Si au contraire elle demande à être concentrée, les petits domaines finiront par se réunir. Ces évolutions économiques, quand la liberté est respectée, s'accomplissent sans secousse et sans imposer une uniformité contraire à la nature des choses ⁽³⁰⁾ ».

Les socialistes, eux, déclarent qu'une aristocratie foncière aurait tendance à se reconstituer et qu'elle détendrait sous sa domination une grande partie de la terre. Ce point de vue ne semble pas en concordance avec les statistiques. D'ailleurs, cette proposition a été contredite par des hommes politiques adversaires des socialistes.

« Le député Jaurès a prétendu que la petite propriété rurale était une légende, que des sept millions et demi d'agriculteurs, à peine un million et demi étaient propriétaires de leurs terres. La petite propriété, dit-on au surplus dans le parti socialiste, ne forme qu'une fraction minime de la superficie totale du pays ; elle n'est représentée que par des domaines minuscules, par des « propriétés de l'étendue d'un mouchoir », et tend à disparaître au profit de la grande propriété qui l'absorbe. Dans sa réplique, aussi remarquable par l'élévation de la forme que par la solidité des arguments, M. Paul Deschanel re-

(30) Claudio Jannet. L'Etat des familles dans la Provence. Enquête de la Société d'Economie sociale, première série, deuxième fascicule, page 390.

connut bien qu'il se faisait un mouvement de concentration de la propriété foncière en certaines régions, mais il crut pouvoir affirmer qu'en général, c'est le mouvement contraire qui se produit : « Il est avéré, il est constant que le Code Civil, cette machine à hacher le sol, ne cesse de transformer la grande propriété en propriété moyenne et la moyenne en petite. Ce n'est pas la grande propriété qui dévore la petite, c'est la petite qui dévore la grande ⁽³¹⁾ ».

De ces quelques observations on peut tirer la conclusion suivante résumée par Henry Muteau :

« La répartition de la propriété, d'une manière générale, tend donc, après un morcellement très marqué, à rester relativement stationnaire, avec cette double remarque : que la superficie des très grandes propriétés et des toutes petites propriétés tend à s'accroître, alors qu'elle tend à baisser pour la moyenne et la grande propriété ⁽³²⁾ ».

(31) De Brandt. *Op. cit.*, page 16.

(32) Muteau. « L'Évolution économique au point de vue agricole d'un département français », page 116.

SECTION II

Point de vue social

§ I. — INCONVÉNIENTS DU PARTAGE EN NATURE ET DE LA LICITATION. DOCTRINE DE LE PLAY ⁽³³⁾

Comme le disait De Brandt, et comme nous l'avons rappelé précédemment, l'honneur d'avoir fait apparaître l'importance économique et sociale du droit successoral sur la condition des campagnes revient à Le Play. Le Play s'est surtout attardé sur les conséquences sociales de notre droit successoral.

De nombreux poètes, de nombreux hommes politiques, des sociologues ont continué son œuvre ou se sont rendus compte eux-mêmes des inconvénients du système actuel. Tocqueville, Auguste Comte, Montalembert, Lamartine, Balzac, Edmond About, Lantrey, Renan, Taine, MM. Landry, Isaac, Duval-Arnould, Méline, Viviani, Chéron, parmi tant d'autres se sont préoccupés de la question. Il n'est que de relire les exposés des motifs des propositions ou projets de lois visant à modifier les articles 832 et 826 et autres du Code Civil, pour connaître les reproches adressés à notre régime successoral.

Le principal inconvénient est, a-t-on soutenu, de désagréger la famille, d'accroître la stérilité dans les mariages, d'entraîner la désertion des campagnes, d'accroître la crise de la main-d'œuvre agricole.

(33) Sur les inconvénients des ventes et des partages, voir Le Play. La Réforme Sociale, tome II, pages 52 à 60.

« Dépopulation, désagrégation et déracinement des familles, évaporation des biens », déclarait Viviani ⁽³⁴⁾.

Il nous faudra néanmoins ramener les attaques contre notre système successoral à leur juste valeur, car certaines peuvent paraître excessives.

En faveur de la thèse de Le Play, M. Rameau a relaté l'historique de la famille des Baulget et a montré le résultat des dispositions du Code.

« Un des disciples les plus convaincus de Le Play, M. Rameau, racontait naguère la grandeur et la décadence d'une humble dynastie de laboureurs, les Baulget, tenanciers censitaires de la Senaudière, près de Gien, lesquels avaient si bien pullulé sur place, que dans les actes authentiques qui ont survécu, on arrive à partager en quatre, non seulement une vigne ou un pré, mais jusqu'à une chambre ou une grange. La fin de l'histoire montrait les Baulget divisés, ruinés, expropriés et la Senaudière tombant avec tout son entourage dans les griffes d'un tanneur de Gien ⁽³⁵⁾ ».

Mais il nous faut relater succinctement la thèse de Le Play, qui se trouve exposée dans son ouvrage « L'Organisation de la Famille ».

Selon Le Play, le Code Civil a pour résultat nécessaire la famille instable avec tous ses maux, dénatalité, perte du culte de la famille et de la patrie. A ce sujet il trace le tableau célèbre de la famille Mélouga. De par l'effet du Code Civil, cette famille fut désorganisée, les membres du groupe se dispersèrent et l'exploitation fut morcelée et émiettée.

Donnons un résumé de cette fameuse description :

La ferme Mélouga, d'une étendue de 18 hectares (14 de prairies), se trouvait à 1.000 m. d'altitude dans la vallée de Lavedan, située dans les Hautes-Pyrénées. Cette ferme avait été transmise intégralement de père en fils aîné depuis 4 siècles. L'aîné, soit un garçon, soit une fille, rece-

(34) Extrait rapporté dans l'Exposé des Motifs de la proposition de loi présentée par MM. Isaac et Duval-Arnould, députés, le 23 février 1922.

(35) De Foville. *Le Morcellement*, p. 42.

vait la propriété de l'exploitation à charge d'indemniser ses frères et sœurs. Souvent d'ailleurs des enfants se mariaient durant la vie du père et ce dernier les indemnisait par avance en les établissant grâce à une constitution de dot.

En 1836, le propriétaire décéda, laissant pour héritiers huit enfants ; la ferme, d'après estimation, valait 17.368 francs. La fille aînée, l'héritière, avait reçu la quotité disponible, soit un quart : 4.342 francs. Il restait donc : 17.368 fr. — 4.342 fr. = 13.026 fr., à partager entre les huit enfants également. Chacun des sept enfants avait droit à 13.026 fr. : 8 = 1.628 fr. 25, et l'héritière à 1.628 fr. 25 + 4.342 fr. = 5.970 fr. 25.

S'il n'y avait pas eu de préciput, la part de chaque héritier, soit 17.368 fr. : 8 = 2.171 francs, eut rendu la reprise du domaine par l'héritière impossible, les soultes à payer à ses co-héritiers étant trop fortes. La vente eut été inévitable.

Deux enfants mariés du vivant du père avaient reçu des avantages équivalents à leur part héréditaire ; trois enfants furent payés en argent de leur part ; les deux autres restèrent célibataires et léguèrent leur part à l'aîné des enfants de « l'héritière », à leur nièce donc.

L'héritière décéda en 1864. Aussitôt le partage fut attaqué par un de ses frères, pour violation des règles de la réserve et du partage en nature. Il perdit son procès, mais son instance avait nui au bien-être de la famille et ébranlé les bases sur lesquelles reposait la tradition dans cette famille.

De 1864 à 1874, le domaine fut possédé par une héritière à nouveau. En 1874, lors du partage des biens, un préciput fut à nouveau accordé à l'héritière. Après la mort de la mère, deux beaux-frères de « l'aînée » exigèrent sans ménagement le paiement de la part successorale revenant à leur femme. Pour ce faire, « l'héritière » vendit 4 hectares de prairies. L'exploitation perdit là son unité économique et la dernière « héritière » aliéna son domaine en 1882.

« L'exemple de la famille Mélouga est significatif, aussi

bien pour la manière dont la succession intégrale a été pratiquée dans les montagnes du Sud, malgré la défaveur des dispositions légales, que pour la décomposition de la tradition et du lien de famille sous l'influence des idées du droit moderne. Il fait toucher du doigt « la lutte ruineuse qui règne dans le Midi entre le principe de la transmission intégrale et les agents du partage forcé », et qui finit souvent par la disparition de la tradition ⁽³⁶⁾ ».

Développant son argumentation, Le Play déclare que le propriétaire, perdant son autorité, n'ayant plus la liberté de tester, pour la retrouver, fera à défaut d'héritier unique un fils unique. On aboutira ainsi à une véritable crise de la natalité.

Le Play déclarait notamment :

« Nous roulons positivement à l'abîme avec le dogme sacro-saint du partage égal. Il n'y a plus pour un homme d'entreprise d'intérêt durable dans l'existence si son œuvre ne peut lui survivre.

Or cette œuvre n'est transmissible que dans son indivisibilité ; autrement, à chaque génération, elle se désagrègera, tombera en poussière par la nécessité de licitation. Des traditions se rompant tous les 20 ans finiront par ne plus même se former. Ce sera une véritable anarchie d'individus livrés à des professions passagères et ne sachant plus même de quelles catégories ils dépendent... Chose extrêmement grave, au point de vue de l'éducation des mœurs publiques ; chose extrêmement menaçante en ce qui concerne la multiplication des fonctionnaires et le déclassement... La transmission du foyer — en prenant le mot suivant son sens le plus large — est indispensable à la continuité de la vie économique.

.... L'établissement poursuivi après l'héritage, maintiendrait le groupement de la famille avec des frères, dont un seul, il est vrai, serait le gérant de la maison du père. Mais ces frères verraient tous, dans la survivance de la maison, le gage éventuel d'un secours, s'il devait leur arriver malheur.

(36) De Brandt. *Op. cit.*, page 211.

L'expérience montre que les familles les plus unies sont celles où l'un des fils a continué l'exploitation paternelle... Pour alimenter l'esprit de famille, il faut un symbole qui parle à l'imagination des hommes. Ce symbole ne peut être que la maison... La maison ferme et stable, malgré les individus qui passent.

A d'autres égards, la transmission intégrale de l'établissement, pensée chère aux calculs de l'homme, est bien pour quelque chose dans l'infécondité des familles. On ne veut pas avoir plus d'un ou deux enfants, parce que l'on ne veut pas que le patrimoine se brise. Si l'on avait la possibilité de laisser à l'un des enfants le principal de son bien, cette restriction volontaire disparaîtrait ». Sous ces quelques lignes, on retrouve toute l'admirable doctrine du vieux maître qui fondait le régime social sur une forte organisation de la famille sous le patronage de la propriété. Conservatisme, dira-t-on, conservatisme sans doute, mais dans son sens vrai, qui n'exclut pas les innovations les plus hardies, quand elles ne portent pas atteinte aux fondements de la société ⁽³⁷⁾ ».

Pour Le Play, la famille idéale serait la famille souche, groupement qui persisterait après la mort du père, située entre l'antique famille patriarcale et la moderne famille instable. On donnerait, selon Le Play, une grande liberté testamentaire et une grande autorité au chef de famille. Il aurait le droit de désigner par testament son successeur et celui-ci, après la mort du père, serait propriétaire des biens à charge de devoirs pour lui. L'héritier devrait recevoir au domicile paternel ses frères et sœurs et même les établir soit par mariage, soit autrement.

Les disciples de Le Play signalent que partout où la liberté testamentaire est grande, les naissances sont nombreuses : Etats-Unis, Angleterre, Australie, Canada, Allemagne.

Un exemple typique peut être cité : il est relatif à deux départements pyrénéens. Il a tendance à nous montrer

(37) Le Play. Cité dans rapport de M^e Robitaille, présenté au 39^e Congrès des Notaires de France tenu à Vichy les 19, 20, 21, 22 juin 1933.

que la transmission intégrale est favorable à la fécondité et que le partage en nature amène la restriction des naissances.

« Un contraste singulièrement caractéristique met en relief l'action très puissante que, toutes circonstances égales d'ailleurs, le régime successoral exerce sur la natalité. Les départements voisins, et pour ainsi dire jumeaux, des Hautes-Pyrénées et des Basses-Pyrénées, maintinrent l'un et l'autre, jusque vers le milieu du XIX^e siècle, la pratique de la transmission intégrale. L'excédent des naissances sur les décès avait été alors en cinq ans (de 1846 à 1850) de 4.397 dans les Hautes-Pyrénées et 3.667 dans les Basses-Pyrénées. A cette époque, le partage forcé supplanta, dans le premier de ces départements, la transmission intégrale qui, au contraire, est toujours demeurée habituelle dans le second. Quel fut le résultat de cette divergence ? L'excédent des naissances s'abaisse (1876-1880) à 2.118 pour les Hautes-Pyrénées et s'éleva à 9.984 pour les Basses-Pyrénées. Trente ans plus tard (1906-1910), l'excédent des naissances, qui restait encore de 7.703 dans ce dernier département, avait fait place dans le premier à un excédent de 2.740 décès.

Citons enfin telle commune des Basses-Pyrénées, celle de St-Jean-le-Vieux, dont M. Etcheverry, ancien député, a tracé la monographie. Là, mieux que partout ailleurs, persiste le régime de la transmission intégrale. Or cette commune a présenté pendant la décade de 1905-1914 un taux moyen de 360 naissances par 100 mariages, égal au taux de l'Allemagne avant la guerre et un excédent moyen de naissances sur les décès de 107 par 10.000 habitants, alors qu'en 1913, le taux des naissances descendait pour l'ensemble de la France à 248 par 100 mariages et l'excédent des naissances à 10 par 10.000 habitants ⁽³⁸⁾ ».

Le problème de la natalité préoccupe actuellement au plus haut point les pouvoirs publics.

« La première constatation que cette étude provoque, c'est que la diminution de notre fécondité nous a fait per-

(38) *Revue de l'Alliance Nationale.*

dre le rang que nous occupions autrefois dans le monde au point de vue numérique.

La population de la France, qui s'était accrue d'un million de 1860 à 1870, n'a augmenté que de 3 millions d'habitants de 1870 à 1935 : cette augmentation correspond, presque exactement, à l'accroissement du nombre des étrangers et des naturalisés. Le nombre des Français de naissance n'a pas changé, 2 millions d'enfants ayant seulement été remplacés par 2 millions de vieillards.

Pendant ce temps, la Grande-Bretagne est passée de 26 à 46, l'Italie de 25 à 43, l'Allemagne de 39 à 67, malgré ses pertes de territoires ; le Brésil est passé de 10 à 47, le Japon de 33 à 68. En 1865, la France était, numériquement, la première de ces puissances ; elle est aujourd'hui la dernière (39) ».

A quoi attribuer la diminution de la natalité ? Est-ce que le Code Civil, avec le partage en nature, est responsable ? S'il l'est, ce n'est qu'en partie. En effet, le partage en nature du Code s'est appliqué depuis 1804. Or, depuis cette date, la population de la France n'a cessé de croître et le nombre des naissances enregistrées en France a atteint son maximum à la fin du Second Empire : 1.034.000 en 1868. Si le phénomène de la dénatalité était lié au partage en nature, il aurait dû se produire dès l'apparition du Code. D'ailleurs, ainsi qu'on l'a remarqué, le partage en nature était pratiqué sous l'ancien droit, période pendant laquelle la population croissait.

Les véritables causes de la dénatalité sont difficiles à trouver.

« Il est impossible d'expliquer jusque dans leurs causes, souvent si complexes, les mouvements démographiques, sans faire intervenir l'homme et tout ce qui le constitue, la partie spirituelle aussi bien que la partie physique de son être : ses facultés, ses croyances, ses désirs, comme ses sens et ses besoins (40) ».

(39) Fernand Boverat. L'Effondrement de la natalité. Editions de l'Alliance Nationale. 1936.

(40) E. Duthoit. Semaine Sociale de Grenoble. Leçon d'ouverture. La population, 1924.

A défaut de causes de la dénatalité actuelle, on peut indiquer les deux causes essentielles de la fécondité passée :

« En France, jusqu'au xix^e siècle, la famille nombreuse a été la règle, la famille restreinte l'exception. La raison fondamentale de cette fécondité a été le règne du christianisme qui a toujours interdit, comme un péché mortel, d'apporter aucun obstacle à la transmission de la vie, et qui était strictement obéi grâce à la crainte alors générale, des châtiments infernaux ; à défaut du christianisme, la profonde ignorance qui régnait dans les masses populaires aurait d'ailleurs suffi à empêcher la limitation de la fécondité.

Aujourd'hui un grand nombre de Français se sont détachés des croyances religieuses et chez beaucoup de ceux qui pratiquent encore, la foi n'a pas conservé la maîtrise absolue de l'esprit et du cœur qu'elle possédait autrefois ; quant aux illettrés, ils ne sont plus qu'une faible minorité, et ils vivent entourés de gens qui connaissent les procédés anticonceptionnels et qui ne se font pas faute de les leur enseigner.

Les deux facteurs essentiels de notre ancienne fécondité ont donc perdu, actuellement, une grande partie de leur puissance mais bien peu de gens se rendent compte du bouleversement qui va en résulter pour notre société.

Certes il n'est pas interdit aux vrais croyants, qui continuent à donner l'exemple d'une grande fécondité, de garder l'espoir d'un renouveau religieux, mais les plus confiants eux-mêmes n'osent guère espérer que ce renouveau se produira brusquement ; en outre, chose extrêmement grave, les familles vraiment nombreuses se raréfient aujourd'hui, malgré les efforts du clergé, même parmi les catholiques pratiquants et aisés, par suite du recours de plus en plus fréquent à la méthode Ogino pour éviter les conceptions.

La France, comme les autres nations de civilisation occidentale, ne pourra donc plus avoir une natalité suffisante que si elle fait agir sur ses jeunes générations de nouveaux facteurs assez puissants pour déterminer les Français à

mettre au monde le nombre minimum d'enfants qu'ils doivent à la société.

Ces facteurs nouveaux de natalité sont une intense éducation morale, une formation intellectuelle mieux orientée que celle d'aujourd'hui, et la péréquation des ressources aux charges familiales ; à leur action se joindra, chez les croyants, celle du sentiment religieux qui en accroîtra considérablement l'efficacité ⁽⁴¹⁾ ».

Comme on le remarque, l'action de ceux qui tendent à encourager la natalité s'efforcent d'agir surtout au point de vue moral ; ce n'est qu'accessoirement qu'ils réclament la modification du régime successoral.

Un autre grave reproche adressé au partage en nature et à la licitation a été d'amener la désertion des campagnes. Les fils de paysans s'en vont vers la ville, ne trouvant pas à la campagne, par suite de l'émiettement des propriétés et des difficultés de la vie rurale, le minimum nécessaire à leur existence et à celle de leur famille.

Ils délaissent la terre de leurs ancêtres attirés vers « les villes tentacules ».

Pourquoi cette désaffection ?

« On se plaint que le rural se dégoûte de la terre et l'abandonne. Mais c'est la terre qui s'effrite sous ses pieds.

Que peuvent faire les enfants d'un paysan, qui savent qu'à la mort de leur père, ce petit bien sera irrévocablement vendu, et qu'il leur restera seulement à chacun quelques écus en poche ? Que peuvent-ils faire, sinon se désaffectionner de la terre et la fuir pour aller, dès qu'ils sont en âge, vers l'usine, vers l'antichambre ou vers quelque administration ? ⁽⁴²⁾. »

Au point de vue social quel est le résultat de ce déplacement des masses de la campagne à la ville ?

Le paysan, désaxé, ayant abandonné le domicile familial, devient un isolé et subit les maux attachés à cet état :

« L'individualisme, en isolant chacun, enlève à celui que frappe la mauvaise fortune l'appui du plus précieux

(41) Boverat. *Op. cit.*

(42) Victor Boret. Pour et par la terre, page 73.

des groupements sociaux : la famille forte et stable. La transformation industrielle en accumulant les populations sur les bassins houillers ou dans les centres manufacturiers, les place dans des conditions d'autant plus misérables que la famille y est plus complètement détruite quand le logis est sordide, la mère à l'atelier, l'enfant abandonné. Les paysans eux-mêmes, cette profonde réserve qui est le fondement de la prospérité d'une race, sont désorganisés chez nous par les lois successorales qui entravent leur ascension et minent même leur stabilité par les licitations et les partages qui obligent chaque génération à tout recommencer à nouveau. Ainsi dans tous les rangs de la hiérarchie sociale mais surtout à ces premiers échelons toujours lents à gravir, toute œuvre durable est interdite ; dans ces foyers démolis s'éteint l'esprit de famille et avec lui disparaît l'amour de la tradition nationale ; sans la famille il n'est pas de patriotisme ⁽⁴³⁾. »

Il est donc temps d'arrêter l'exode rural qui gêne la production par la diminution de la main-d'œuvre agricole. Cette diminution est comblée il est vrai par l'introduction des machines agricoles. Mais des travaux délicats ne peuvent être faits par des machines et exigent une main-d'œuvre spécialisée, telles la culture de la vigne ou la culture maraîchère.

Ainsi que le dit M. Boutaud, il faut retenir à la terre ceux qui la cultivent encore :

« L'article 832 est admirablement adapté à cette fonction de diviseur du sol. Mais il ne s'agit plus aujourd'hui de répartir le sol entre tous, puisque la majeure partie de la population est appelée à un autre rôle qu'à celui de la culture. Il faut retenir au sol ceux qui ne l'ont pas encore déserté et leur donner le moyen de produire le plus possible. Une formule qui tend à rendre tout le monde cultivateur porte à faux dans un pays où les deux tiers de la population ont émigré vers les emplois de l'industrie.

La crise de la main-d'œuvre oblige à se soucier de pourvoir à la culture de domaines de moyenne importance. Il

(43) Unions de la Paix sociale, 2^e série, fasc. 4, 1892, page 5.

faut constituer des exploitations bien groupées où l'utilisation des machines et l'organisation rationnelle du travail permettent de suppléer à la diminution du nombre des ouvriers.

De ce souci est née la formule : la terre à la famille paysanne. Développée par un grand nombre de spécialistes, acceptée par un ministre de l'Agriculture, discutée longuement par le Sénat (séance du 13 juin 1919), cette formule correspond aux exigences actuelles de l'agriculture (44). »

En effet :

« L'agriculture jouit du privilège de pouvoir, mieux que tout autre mode d'activité professionnelle, associer le travail et la vie familiale. La famille constitue par elle-même l'équipe idéale qui peut le mieux assurer l'exploitation d'un petit ou d'un moyen domaine de dix ou vingt hectares. Pour l'entretien de l'étable et de la cour, qui réclament tout spécialement des soins et une vigilance que n'apporte pas au même degré la main-d'œuvre salariée, rien ne vaut l'exploitation familiale (45). »

La famille, cette cellule sociale admirable, base de notre société et de toute société, doit être à l'abri de toute atteinte. Elle subsiste intacte dans la mesure où subsistent la tradition, les mœurs antiques des ancêtres.

Or le partage en nature et la licitation, ont soutenu de nombreux sociologues, détruisent la tradition et séparent l'individu de la souche qui lui a donné naissance.

Sans tradition, que devient l'homme ? Jonescu a dit avec raison :

« L'esprit de famille disparaît là où il n'y a plus de tradition, où par conséquent rien ne rappelle aux enfants le souvenir d'une vie d'efforts soutenus, exemple d'encouragement, et d'autant plus efficace que l'enfant, qui s'attache à continuer l'œuvre du père, se trouve ainsi placé

(44) M.-G. Boutaud. *Op. cit.*, page 85.

(45) E. Duthoit :

Leçon d'ouverture à la Semaine Sociale de Rennes, page 54.

Semaine sociale de Rennes : Le Problème de la Terre dans l'économie nationale.

dans un milieu tant de fois cher à lui et par ce qu'il lui rappelle de souvenirs et par ce qu'il lui impose de devoirs. Vendre la terre et la maison paternelle, c'est ébranler la famille, c'est anéantir un passé de souvenirs pieux, c'est détacher l'homme du berceau où il a vu le jour et qui lui rappelle les heures douces de l'enfance, c'est isoler l'homme et le démoraliser car la moralité, pour la majorité des hommes, n'est que le résultat du milieu ambiant, et il n'y a que les hommes d'élite qui trouvent en eux-mêmes assez de force morale, et pour lesquels le milieu est plus ou moins indifférent. Soustraire les autres au contact immédiat des souvenirs et des influences propres au milieu où ils vivaient, c'est risquer une crise d'acclimatation : les forts sortiront plus robustes, mais la moralité des faibles sortira brisée de cette épreuve ⁽⁴⁶⁾. »

§ II. — AVANTAGES DU PARTAGE EN NATURE ET DE LA LICITATION.

A en croire le tableau précédent si sombre, étalant les inconvénients du partage en nature et ses conséquences, il semblerait qu'il n'y a place pour aucun avantage.

Cependant si le partage en nature a été adopté c'est qu'il présentait des avantages au point de vue social.

Laissant de côté le point de vue strictement politique voulu par le législateur pour abattre la féodalité et éviter la reconstitution de cette puissante aristocratie terrienne, nous allons exposer les avantages du partage en nature.

Le partage en nature selon Pétion, selon Mirabeau, doit servir à développer les naissances, à accroître la population et à développer la richesse. Il est assez remarquable de signaler ici que les partisans du partage en nature et ses adversaires se servent pour défendre leur thèse du même argument. Les uns l'invoquent comme étant le moyen de favoriser la natalité ; les autres, avec Le Play, comme une entrave à la natalité.

(46) G. Jonescu. La règle du partage en nature. Thèse Paris, 1911, pages 104-105.

Pétion soutenait : « C'est une vérité démontrée que la division des propriétés est la source la plus féconde de la prospérité publique ; elle fait fleurir l'agriculture et multiplie les hommes en multipliant les moyens de subsistance ».

Le partage en nature a permis, avec la liberté laissée aux propriétaires dans les transactions, la multiplication du nombre des propriétaires ; il a permis également à de nombreux salariés de devenir propriétaires.

A. De Brandt soutient, par contre, que l'influence du partage en nature sur l'augmentation du nombre des propriétaires n'a été que très réduite et même quasiment nulle.

« Le morcellement des moyennes et des grandes unités d'exploitations a fortifié la petite culture. Le point qui saute le plus aux yeux dans cette dernière évolution, c'est la marche ascendante de beaucoup de journaliers qui entrent dans la classe des propriétaires. La naissance d'un grand nombre de petites propriétés foncières est sans nul doute un fait très satisfaisant au point de vue social : c'est le meilleur contrepoids aux éléments de destruction de la société moderne et une source d'augmentation constante de la richesse nationale. Mais cette évolution est-elle due aux principes du Code Civil sur le droit de succession ? N'aurait-elle pas eu lieu peut-être sous l'empire de l'ancien droit qui laissait un plus libre jeu à la faculté de disposition du père ?

Il ne s'agit pas ici de démontrer s'il y avait de l'unité dans la législation successorale, ni de faire ressortir les avantages de l'ancien droit, mais tout simplement de rechercher si le phénomène que nous étudions doit être considéré comme une conséquence des dispositions du Code sur le partage en nature, dispositions par laquelle il se distingue aussi bien de l'ancien droit que du droit des autres peuples. D'après ce qui a été exposé en ce qui concerne l'ancien régime et d'après les constatations faites dans chaque région isolément, la réponse à cette question ne saurait être favorable à l'influence exercée par le Code. Bien longtemps avant lui, nous avons vu le sol accessible

à la liberté des transactions, réparti entre la masse de la population rurale. Si l'acquisition d'une partie de la propriété foncière lui était interdite, cette défense avait sa raison d'être dans les privilèges de la noblesse et dans les substitutions. Leur abolition aurait suffi pour amener au point de vue de la répartition de la propriété le résultat qui s'est produit sous l'influence du droit héréditaire créé par le Code, et en même temps on aurait évité les autres effets fâcheux qui ont été constatés au cours de notre enquête. L'augmentation de la petite propriété rurale en France depuis la Révolution doit être attribuée en première ligne non pas au droit successoral, mais, abstraction faite de la vente des biens nationaux, à la suppression de la charge excessive d'impôts qui, avant la Révolution, pesait sur la population des campagnes. Il s'est produit en outre, au *xix^e* siècle, un relèvement extraordinaire de la prospérité publique, et en particulier une grande augmentation de la propriété mobilière, qui ont permis au paysan de céder comme il ne l'avait jamais fait à son ambition de fonder et d'agrandir un domaine lui appartenant en propre. Ainsi s'est produite une demande considérable de parcelles de terre, et il en est résulté que la vente parcellaire de la propriété foncière a donné en moyenne un produit plus élevé que la vente en bloc, de là par conséquent la tendance à morceler surtout dans les successions. Pour rendre possible aux petits paysans l'accès de la propriété, il n'est pas besoin de dispositions légales influant sur le morcellement des exploitations dans les héritages, la liberté des transactions immobilières suffit pour arriver à ce résultat ⁽⁴⁷⁾. »

Malgré cette thèse, on peut dire qu'au point de vue social la vulgarisation de la propriété est bienfaisante.

« Si ceux qui ont quelques biens deviennent les défenseurs de l'ordre, ce n'est seulement de l'intérêt personnel ; c'est encore et surtout parce que la propriété moralise l'homme, lui donne plus de respect pour le droit d'autrui,

(47) De Brandt. *Op. cit.*, pages 328 et s.

plus de prévoyance, plus d'attachement pour les intérêts de la famille et de la cité ⁽⁴⁸⁾. »

Cazalès ne disait-il pas ⁽⁴⁹⁾ :

« C'est par l'amour de la propriété qu'on s'élève à l'amour de son pays; c'est par l'amour de la famille qu'on s'élève à l'amour de ses concitoyens » ?

Le grand nombre de propriétaires en France, base de notre démocratie, est un élément d'ordre et de paix intérieure.

En multipliant les propriétaires, en détruisant les aristocraties foncières, les législateurs de 1789 ont grandement servi la France. Ils ont favorisé l'émancipation et donné à la classe des travailleurs ruraux la possibilité d'accéder à la propriété. Notre classe paysanne est saine, robuste, et constitue dans le pays un élément ennemi de toute aventure politique, de quelque côté qu'elle vienne. La propriété répandue dans le plus grand nombre de mains est un moyen de lutter contre la vague de communisme et les révolutions.

Dans tous les pays où dominait la grande propriété l'on a assisté à des secousses sociales sans précédent, notamment en Russie. Dans ce pays, avant-guerre 40 % du territoire approprié formait la grande propriété foncière, y compris les domaines de l'Etat, 34 % constituait les communautés de villages ou mirs, 26 % seulement appartenait à des particuliers.

Notre regretté professeur Lucien Brocard écrivait :

« Quand la propriété de la terre est fortement concentrée, il en résulte que les propriétaires en face de la multitude des exploitants souvent sans ressources qui demandent à la louer, sont les maîtres du marché et imposent parfois des conditions draconiennes qui, tôt ou tard, suscitent des troubles sociaux. Ce sont des difficultés de cet ordre qu'on trouve, avec d'autres d'ailleurs, à la base du conflit plusieurs fois séculaire qui s'est élevé entre l'Irlande et la Grande-Bretagne... Ce sont des causes de même

(48) Cauwès. Cours d'économie politique, tome III, n° 1041.

(49) Assemblée Nationale, séance du 5 avril 1791, *Moniteur*, rapporté par Le Play. L'organisation du Travail, 1870, page 513.

nature qui expliquent en Russie la révolution bolchévique, tout au moins son succès, puis le retour progressif au capitalisme, sous l'influence des anciens adversaires de la propriété... C'est pour des raisons du même ordre, c'est-à-dire pour éviter des perturbations graves qu'en Irlande, en Yougoslavie, en Roumanie, en Grèce, on a réalisé des réformes agraires tendant au morcellement de la propriété ⁽⁵⁰⁾. »

Voici exposés les inconvénients et les avantages du partage en nature.

Sous l'influence des critiques, on a cherché à aménager des correctifs, sans cependant rompre l'égalité entre héritiers, égalité à laquelle notre race est trop fortement attachée. L'on s'est ingénié à trouver des correctifs à l'égalité du partage en *nature*. La pratique, par ses efforts, a utilisé divers procédés, compris soit dans le Code, soit spéciaux et la jurisprudence a donné, en partie, son approbation à ces tentatives. De son côté le législateur a eu son attention attirée vers la petite propriété en faveur de laquelle il a édicté des dispositions particulières.

Ce sont ces procédés dérogatoires aux articles 826 et 832 que nous allons étudier.

(50) Lucien Brocard. Principes d'économie nationale et internationale, tome II, pages 96-97.

DEUXIÈME PARTIE

EXCEPTIONS A LA RÈGLE DE L'ÉGALITÉ
ET DU PARTAGE EN NATURE

COUTUMES BASQUES ET BRETONNES
LÉGISLATION ALSACIENNE ET LORRAINE

Les praticiens et les particuliers, dans le but de mettre en échec la règle de l'égalité du partage en nature, ont songé à se servir d'abord des procédés légaux mis à leur disposition par le Code Civil ; puis d'autres procédés ont été détournés de leur destination première et ont permis ainsi de déroger indirectement à la règle de l'égalité.

Parmi les principaux moyens employés l'on peut citer la donation-partage et le testament-partage, compris sous le nom de partages d'ascendants. L'évolution de la jurisprudence à leur égard est typique et montre le souci d'accommoder les règles du droit à la situation économique.

Après les partages d'ascendants, nous examinerons divers autres procédés, puis les coutumes basques et bretonnes et enfin la loi locale d'Alsace-Lorraine.

CHAPITRE PREMIER

LES PARTAGES D'ASCENDANTS ⁽¹⁾

SECTION I

Généralités

Le Code Civil en l'article 1075 contient la disposition suivante :

« Les père et mère et autres ascendants pourront faire entre leurs enfants et descendants la distribution et le partage de leurs biens ».

Et l'article 1076 décide :

« Ces partages pourront être faits par acte entre vifs ou testamentaires avec les formalités, conditions et règles prescrites pour les donations entre vifs et testaments.

Les partages faits par actes entre vifs ne pourront avoir pour objet que les biens présents ».

Ainsi les donations et les testaments qui sont, par excellence, un des modes de transmission de la propriété à titre gratuit, sont employés ici à des fins différentes.

Le testament-partage ne transforme pas la qualité des héritiers qui restent des héritiers co-partagés et non pas

(1) Notamment d'après :

— Colin et Capitant. Cours élémentaire de Droit Civil, tome III.
— Josserand. Cours de Droit Civil positif français, 2^e éd., tome III.
— Beudant. Cours de Droit Civil français, 2^e éd., publiée par R. Beudant et Lerebours-Pigeonnière. Les donations entre vifs et les testaments par P. Voirin.
— Planiol et Ripert. Droit Civil, tome V.

des légataires. Le *de cujus* répartit seulement les biens qu'il laissera à son décès ; il fait une opération de partage et non une libéralité.

La donation-partage est, quant à elle, en plus d'une disposition à titre gratuit, une opération de partage.

Le partage d'ascendant, qu'il ait lieu entre vifs ou par testament, est un acte grâce auquel le disposant — qui est toujours un ascendant — procède au partage de ses biens. Le disposant répartit lui-même les biens entre ses héritiers présomptifs — descendants légitimes, adoptifs ou naturels.

Lorsqu'il utilise le testament, le *de cujus* fait des lots et partage les biens de sorte que ses héritiers, à sa mort, se trouveront allotis sans avoir à effectuer eux-mêmes le partage judiciaire ou amiable.

Au contraire, lorsqu'il se sert de la donation-partage, le donateur fait lui-même de son vivant l'opération que ses héritiers seraient obligés de faire à sa mort. En même temps qu'il gratifie ses descendants, il fixe les biens leur revenant, il effectue un partage anticipé et les héritiers présomptifs deviennent, non des co-partageants, mais des co-partagés. Avant le décès, les descendants sont des donataires co-partagés ; après le décès, ils deviennent des héritiers co-partagés.

Les partages d'ascendants présentent des avantages sur le partage ordinaire réalisé entre les héritiers ou sur le partage en justice. Ils permettent de réaliser la répartition des biens par attribution, suivant les aptitudes et les goûts des héritiers. Qui donc connaîtrait mieux ces aptitudes que l'ascendant lui-même ? Au lieu d'une répartition aveugle réalisée par tirage au sort comme dans le partage judiciaire, on assistera à une répartition intelligente et mesurée.

De plus, le partage d'ascendant est, a-t-on dit, un instrument de paix familiale ; il sert à éviter les brouilles qui pourraient surgir entre les héritiers pour la composition et l'attribution des lots. Dans la donation-partage, par exemple, la présence même du donateur en impose parfois à certains donataires et permet de triompher de résis-

tances qui, si elles s'étaient manifestées après le décès, eussent été irréductibles. Le disposant, grâce à l'intimidation et aux pouvoirs qu'il a en sa possession (pouvoir d'aliéner, pouvoir de placer les fonds obtenus de l'aliénation à fonds perdu, etc...), amènera ses héritiers à se faire des concessions réciproques, ce à quoi des hommes d'affaires ou les notaires les plus conciliants n'auraient jamais pu aboutir.

La donation-partage réalise, du vivant du donateur, le dessaisissement des biens. Le disposant se trouve déchargé des obligations de leur administration. C'est un moyen, comme le déclare M. le Professeur Voirin, pour l'ascendant de prendre sa retraite.

Enfin, lorsqu'il y a parmi les héritiers présomptifs des incapables, le partage d'ascendant évitera les frais, les complications et les lenteurs du partage judiciaire. Dans la donation-partage il suffira que l'incapable soit représenté par son représentant légal : le mineur non émancipé le sera par son tuteur (art. 463) ; le mineur émancipé se fera assister de son curateur (art. 935, § 2). Néanmoins, les père et mère d'un mineur émancipé ou non, ou les autres ascendants pourront encore accepter pour lui la donation (art. 935, § 3). Si la donation-partage est faite simultanément par les père et mère, la jurisprudence admet que la donation faite par la mère peut être acceptée par le père et inversement. (Rennes, 20 février 1929. Rec. Somm., 1929, n° 3.565.)

La donation-partage constitue un pacte sur succession future exceptionnellement autorisé par la loi et dérogatoire à l'art. 1130 du Code Civil portant prohibition de ces pactes très utilisés par l'ancien droit.

Les partages d'ascendants ont été voulus par les législateurs du Code à raison des avantages et du rôle qu'ils étaient appelés à jouer. Au Conseil d'Etat, à la séance du 4 avril 1803, Maleville déclarait : « Qu'il fallait laisser à la prévoyance et à la tendresse éclairée des pères de famille la distribution économique de leurs biens suivant la position de chacun des enfants, pour éviter un morcellement

que le caprice du sort peut rendre désastreux et bizarre ».

Bigot-Préameneu envisage ainsi le partage d'ascendant, quant à son rôle :

« Il est encore une autre disposition qui doit avoir sur le sort des familles une grande influence ; ce sont les partages faits par le père ou la mère ou d'autres ascendants entre leurs descendants, c'est le dernier et l'un des actes les plus importants de la puissance et de l'affection des père et mère. A qui pourrait-on confier avec plus d'assurance la répartition des biens entre les enfants qu'à des père et mère qui, mieux que tous autres, en connaissent la valeur, les avantages et les inconvénients ; ils rempliront cette magistrature avec impartialité. Le père peut éviter les démembrements, conserver à l'un de ses enfants l'habitation qui pourra continuer d'être l'asile commun, réparer les inégalités naturelles ou accidentelles : la division égale des biens détruit les petites fortunes ; un petit héritage coupé en parcelles n'existe plus pour personne ; si l'héritage demeure entier, il reste un centre commun à la famille (2). »

Mais il ajoutait aussitôt, n'ignorant pas, parmi les nombreux inconvénients tels que l'ingratitude dont furent victimes trop souvent des donateurs, les emportements et les mouvements inconsidérés des disposants, soit contre l'ordre public nouveau, soit contre des héritiers présomptifs : « Cette présomption, quelque forte qu'elle soit en faveur des pères et mères, a cependant encore laissé des inquiétudes sur l'abus que pourraient faire de ce pouvoir ceux qui, par une préférence aveugle, par orgueil ou par d'autres passions, voudraient réunir la majeure partie de leurs biens sur la tête de leurs enfants ».

L'intention du législateur était donc de permettre au père de famille de répartir les biens selon les dispositions et les aptitudes de chacun, de composer les lots selon l'intérêt de chaque héritier et selon l'intérêt de la famille, de

(2) Fenet. Recueil complet des travaux préparatoires du Code Civil, tome XII, page 567.

former les parts héréditaires à son gré, pour le bien-être de tous. Notons encore que, dans le partage d'ascendants, le disposant pourra faire usage de la quotité disponible à sa volonté.

La pratique utilise de manière courante et spécialement à la campagne les partages d'ascendants.

SECTION II

La Jurisprudence

Mais à quelles règles doivent obéir ces partages ? Exigera-t-on l'application des articles 826 et 832 ou bien abandonnera-t-on au père de famille une grande liberté dans la composition des lots, conformément au vœu du législateur ? La jurisprudence, en cette matière, sous l'influence des critiques qui lui furent adressées, allait subir une évolution remarquable. Au début du xix^e siècle, elle appliqua rigoureusement les articles 826 et 832, et exigea l'égalité en nature dans les lots. N'était-ce pas détruire la raison d'être du partage d'ascendant ? Selon les arrêts, au cours de cette période, la règle du partage en nature présente un caractère d'ordre public.

Comme le dit M. le Professeur Voirin, à propos du testament-partage :

« La logique commandait de décider que dans la composition des lots, l'ascendant se conformât aux règles de l'article 832 pour éviter, autant que possible, le morcellement des héritages et faire entrer dans chaque lot la même quantité de meubles, immeubles et créances. Mais alors le testament-partage perdait la plupart de ses intérêts, car l'ascendant ne pouvait partager les lots selon les aptitudes de ses héritiers ⁽³⁾. »

Puis, devant la résistance des praticiens, la jurisprudence battit en retraite. Elle admit que la règle de l'égalité

(3) P. Voisin. Cours de Droit Civil, 3^e année licence, année 1933-34.
« Les partages d'ascendants ».

en nature n'avait pas un caractère d'ordre public. La Cour de Cassation abandonna aux tribunaux le soin de vérifier si l'égalité entre héritiers était respectée.

Etudions la jurisprudence de la Cour de Cassation et des Cours d'Appel, relativement aux partages d'ascendants, d'une manière plus explicite, puisqu'elle aboutit à faire une brèche dans le système de l'égalité en nature du Code.

§ I. — 1^{re} PÉRIODE : JUSQU'À 1898.

Durant tout le cours du XIX^e siècle, la Cour de Cassation exige l'application littérale de la loi et veut que les disposants se conforment à la règle de l'égalité en nature dans les partages qu'ils effectuent. Cependant, malgré cette norme, de nombreuses Cours d'Appel résistaient et voulaient donner une plus grande liberté aux ascendants.

C'est ainsi que la Cour d'Appel de Grenoble, par arrêt du 14 août 1820 (S., 1827-1-86), tranchait la question de la manière suivante :

« Attendu que le chapitre VII du livre III du Code Civil renferme dans les six articles qui le composent toute la volonté du législateur concernant les partages d'ascendants ; que le législateur n'y ayant point prescrit de règles il s'est entièrement confié à eux sur la manière de faire la distribution de leurs biens et qu'il les a rendu arbitres sur le point de décider si leurs immeubles peuvent se partager commodément et si le morcellement peut être nuisible ; qu'il les a rendu maîtres enfin de distribuer leurs biens ainsi qu'ils le jugent convenable pour l'avantage de chacun de leurs enfants suivant leur position... ».

Malheureusement, sur pourvoi, la Cour de Cassation ne se ralliait pas à cette thèse et sa Chambre Civile, par arrêt du 16 août 1826, cassait cette décision (S., 1827-1-86) (4).

(4) Egalement au Rep. D. Dispositions entre vifs et testamentaires, n° 4492.

« La Cour : vu les articles 826 et 832 du Code Civil, considérant que l'article 1075 du Code Civil, donne aux père et mère et autres ascendants le droit de faire entre leurs enfants et descendants le partage de leurs biens ; mais que cet article, ni aucun autre, ne les ayant dispensés de se conformer aux règles qui tiennent essentiellement à la nature des partages, ils sont, par une conséquence nécessaire, tenus de s'y conformer ; que la principale de ces règles est l'égalité des copartageants ; qu'il est visible que cette égalité serait détruite si le père de famille, qui possède un ou plusieurs immeubles susceptibles de division, pouvait arbitrairement donner la totalité à l'un de ses fils et réduire les autres à une condition moins avantageuse, en ne leur assignant qu'une part en argent ; qu'il suit que le père de famille faisant un partage anticipé doit distribuer entre ses enfants tous ses immeubles à moins que ces propriétés ne soient impartageables ou ne puissent être morcelées sans inconvénients ».

Ce système intransigeant aboutit, ainsi que l'écrit M. Josserand, à ce que : « La répartition doit être effectuée en conformité des articles 826 et 832, lesquels sont applicables à tous les partages, par cela même qu'ils sont destinés à faire régner l'égalité entre les copartageants, égalité qui est de l'essence même du partage ; il faut donc que chacun des lots contienne, autant que possible, une même quantité de biens de même nature, il faut satisfaire à l'exigence de l'égalité en nature à peine de nullité, d'ailleurs sous le bénéfice des accommodements que cette exigence comporte pour le partage ordinaire, notamment pour le cas où l'un des biens ne serait pas facilement partageable ⁽⁵⁾ ».

Plusieurs autres arrêts de la Cour de Cassation confirmèrent la directive tracée par l'arrêt Chabert de 1826 (16 août).

Un arrêt du 11 mai 1847 (D., 1847-1-67) déclare :

« Les partages d'ascendants ne sont pas affranchis des

(5) L. Josserand. Cours de Droit Civil positif français, tome III, 2^e édition, 1933, page 1060.

règles qui sont de l'essence des partages et notamment de celles que consacrent les articles 826 et 832 ».

De même, arrêt du 18 août 1859 (S., 1860-1-65) : « Attendu que les partages faits par les ascendants entre leurs descendants comme tous les partages successoraux ont pour base l'égalité, et que ce principe d'égalité entraîne nécessairement, comme dans les partages ordinaires l'application de l'article 832 ».

On peut encore citer dans le même sens les arrêts suivants : De la Chambre Civile, du 23 mars 1869 (D., 1869-1-353), et de la Chambre des Requêtes, des 24 décembre 1873 (D., 1874-1-432) et 26 juin 1882 (D., 1883-1-70).

Des Cours d'Appel suivirent les directives tracées par la Cour de Cassation ; d'autres au contraire ne voulurent pas céder et résistèrent.

Telle la Cour de Nîmes (arrêt du 10 avril 1847 au S., 1848-2-130) qui décida que :

« Si le père de famille ne met pas dans le lot de chacun des enfants copartageants une égale portion de meubles et d'immeubles l'attribution qu'il consacre, déterminée par la nature des biens indivis, conseillée aux parties par leurs convenances réciproques et acceptée par elles, ne peut devenir plus tard le fondement d'une critique légitime ».

De même la Cour de Riom, par arrêt du 10 mai 1851 (S., 1851-2-598) décida :

« Que la faculté inscrite dans l'article 1075 permettait au père de placer dans chaque lot les biens qui pouvaient le mieux convenir à chacun de ses héritiers, eu égard à leur situation respective ; qu'en attribuant à l'un, des immeubles ruraux et à l'autre, un immeuble urbain, les principes en matière de partage pour la composition des lots ont été observés, lorsque surtout l'attribution paraît avoir été faite par le père commun pour éviter les inconvénients qu'il avait su apprécier dans un intérêt égal pour ses enfants ».

Malgré tout, la doctrine de la Cour de Cassation recueillait des adeptes devenant plus royalistes que le roi. Ces adeptes demandaient que l'on pratiquât le tirage au sort,

et même que lorsqu'un immeuble était non commodément partageable que le disposant recoure à la licitation. Mais la Cour de Cassation résista à ces propositions et refusa de s'engager sur ce terrain dangereux.

Par arrêt du 7 août 1860 (D., 1860-1-498) elle décida que le père pourrait attribuer un bien immeuble, lorsqu'il n'est pas commodément partageable, à l'un de ses descendants sans être pour autant obligé de le liciter ou de le tirer au sort.

La Cour d'Agen, par arrêt du 12 décembre 1866 (D., 1867-2-17), édictait : « Que les règles posées par les articles 826 et 832 du Code Civil sont parfaitement justes lorsqu'on les applique aux partages judiciaires ; que les lots doivent alors être tirés par la voie du sort (art. 834) ; qu'on ne peut donc, dans leur composition, tenir aucun compte des convenances personnelles, que le seul moyen de rendre la chance égale pour tous est de mettre, autant que possible, dans chaque lot, une pareille quantité d'objets de même nature (art. 832), mais qu'on pourrait donner à chacun la nature des biens qui convient le mieux à sa position, à ses aptitudes, à ses besoins ; que ce serait ajouter aux dispositions de la loi et dénaturer l'institution patriarcale des partages d'ascendants ».

La Cour de Cassation appliqua donc aux partages d'ascendants exactement les mêmes règles qu'aux partages ordinaires. Seulement elle admit une dérogation à ces normes, lorsqu'un immeuble n'était pas commodément partageable.

Grâce à ce moyen, elle allait faire brèche à son système.

Primitivement, pour elle, un immeuble n'est pas commodément partageable lorsqu'il est matériellement indivisible (Cass., 18 décembre 1855, S., 1856-1-305). Si l'on peut diviser matériellement les biens « en dû-t-il même résulter quelque dépréciation dans les lots », on devra en mettre la même quantité dans chaque lot. Si l'immeuble n'est pas partageable il y aura dérogation au partage en nature et attribution possible à un seul héritier sans danger de nullité.

Sous les efforts des Cours d'Appel, la Cour de Cassation allait jeter du lest. Elle envisagea le cas où les immeubles constituaient des unités, des entités économiques et arrêta qu'on ne devait pas les partager en nature si une trop grande dépréciation en devait résulter, bien que la division matérielle soit possible.

« Attendu que l'arrêt attaqué, appréciant souverainement les déclarations des parties et les documents du procès, déclare que les deux immeubles faisant partie de la succession formaient deux exploitations avec leurs bâtiments et ne pourraient pas être partagés commodément sans dépréciation », déclare la Cour de Cassation par arrêt du 24 décembre 1873 (S., 1874-1-487).

La Cour de Cassation persista dans sa tendance libérale. Elle reconnut aux tribunaux le pouvoir de trancher souverainement si les immeubles pouvaient se partager commodément, mais elle continua à affirmer la nécessité d'observer les règles des articles 826 et 832.

Par arrêt précité du 23 mars 1869, elle déclare :

« Que l'arrêt attaqué se fonde tout particulièrement sur les circonstances et les documents de la cause, dont l'appréciation souveraine lui appartient, pour reconnaître et affirmer que les immeubles dont il s'agit ne pouvaient pas être partagés commodément et sans subir une notable dépréciation ».

§ II. — 2^e PÉRIODE : DEPUIS 1898.

Cette lente évolution fut confirmée par un arrêt de la Chambre des Requêtes du 23 novembre 1898 (arrêt d'Uston, S., 1899-1-94). Elle amena à laisser toute liberté au disposant.

« Sur le troisième moyen tiré de la violation des articles 826, 832, 900, 913, 1021 et 1033 du Code Civil :

Attendu que, en matière de partage, les dispositions relatives à la réserve légale sont d'ordre public, mais que celles qui règlent la composition des lots n'ont pas ce carac-

tère : que, dans un partage d'ascendant, le testateur peut, suivant les circonstances, les convenances ou la situation de ses héritiers, suivant la nature, la consistance de ses biens, ne pas s'astreindre, dans la composition des lots en immeubles ou meubles à une rigoureuse égalité ;

Attendu que l'arrêt attaqué, en se basant sur ces considérations pour maintenir le partage testamentaire n'a pu violer les textes visés au pourvoi ;

Par ces motifs, rejette.... »

Le caractère d'ordre public qui semblait avoir été donné par la Cour de Cassation précédemment est complètement supprimé en ce qui concerne les articles 826 et 832 dans leur application aux partages d'ascendants.

« La question de savoir si l'article 832 du Code Civil est ou non observé, au point de vue de l'égalité, est une pure question de fait laissée à l'appréciation des juges du fond. Les juges du fond peuvent apprécier souverainement qu'il est impossible d'observer l'égalité en nature dans la formation des lots, sans entraîner une dépréciation des biens à partager, ont par voie de conséquence un pouvoir souverain pour déclarer l'inexistence d'un vice du partage, résultant de la violation, au préjudice de l'un des copartageants, de la règle d'égalité dans la composition des lots ⁽⁶⁾. »

Depuis, la jurisprudence de la Cour Suprême s'est maintenue. On peut noter en ce sens un arrêt du 31 mars 1914 (S., 1914-1-447), qui a eu pour but de faire produire effet aux clauses pénales insérées dans les testaments-partages, et sur lesquelles nous reviendrons plus loin.

Comme le laissaient entendre MM. Planiol et Ripert, les tribunaux usèrent largement du pouvoir souverain qui leur était abandonné par la Cour de Cassation.

La Cour de Rennes va même jusqu'à décider qu'il y a lieu de s'arrêter à l'intérêt social, qui a place à côté de l'intérêt particulier. Nous ne pouvons qu'applaudir à de

(6) Planiol et Ripert. Droit Civil, tome V, page 890.

pareilles tentatives. En effet, l'intérêt général n'est-il pas lié à l'intérêt particulier et inversement ? Si l'utilité commune est amoindrie, s'il y a perte de valeur pour l'ensemble de la communauté par suite du partage en nature des biens ruraux, ce partage doit être écarté, ainsi que toute demande tendant à faire annuler des partages commis en violation des articles 826 et 832. La communauté est intéressée à ce que chaque propriétaire ne puisse déprécier les biens qui lui ont été confiés, notamment lorsque sévit une crise économique ou une crise de confiance.

Cet arrêt de la Cour de Rennes du 20 mai 1920 (S., 1921-2-28) mérite l'approbation de tous :

« Attendu que l'appelant invoque vainement la prétendue inégalité de la composition des lots ; qu'en effet, à raison de la consistance des biens donnés et du nombre des enfants, le partage en nature était irréalisable sans morceler les héritages et diviser l'exploitation, opération que l'article 832 recommande précisément d'éviter autant que possible de sorte que loin d'appuyer la demande, ce texte la combat ;

Attendu qu'il importe de n'accueillir les demandes de cette nature qu'avec la plus grande circonspection, à moins qu'elles n'apparaissent avec un sérieux caractère de pertinence, ce qui n'est pas le cas ; qu'elles peuvent, en effet, avoir pour résultat de jeter un trouble néfaste dans les biens ruraux à une époque où ceux-ci requièrent dans l'intérêt social le plus de sécurité. »

La jurisprudence de la Cour de Cassation a été encore confirmée par un arrêt du 8 février 1933 portant rejet d'un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Grenoble, en date du 5 juillet 1931. Cet arrêt est très significatif au sujet de l'application des articles 826 et 832 aux partages d'ascendants, dans son deuxième attendu :

« Attendu que pour repousser la demande des époux B... tendant à faire prononcer la nullité de la donation-partage faite, suivant acte du 13 janvier 1920 par le sieur S... à ses trois filles, les dames F..., B... et V... et portant sur l'immeuble, dit Clos S..., l'arrêt attaqué a, après expertise,

offert aux autres copartageants le supplément de leur part héréditaire par application de l'article 891 du Code Civil, et qu'ainsi se trouve écartée l'action en nullité fondée sur la lésion ;

Attendu, d'autre part, en ce qui concerne la demande en nullité de la donation-partage reposant sur l'inégalité de la composition des lots, que les dispositions du Code Civil qui en règlent la formation n'étant pas d'ordre public, l'ascendant donateur peut, suivant les circonstances, ne pas s'astreindre à une rigoureuse égalité ; que, dans l'espèce il résulte des constatations de l'arrêt attaqué qu'aux termes de l'acte du 13 janvier 1920, les parties avaient reconnu qu'il était de l'intérêt de tous d'attribuer l'immeuble à un seul des enfants, la dame F... moyennant le prix de 30.000 francs partagé entre eux dans la proportion de leurs droits héréditaires, compte tenu de la part précipitaire, et à charge par la dame F... d'exécuter les clauses et conditions imposées par ladite donation ;

Attendu, en conséquence, que l'égalité se trouvant rétablie entre les copartageants, par suite de l'offre de la dame F..., faite en application de l'art. 891 du Code Civil, la Cour d'Appel était en droit de ne pas prononcer la nullité de la donation-partage pour inégalité dans la composition des lots ; d'où il suit que la Cour a légalement justifié sa décision... (7). »

(7) Répertoire du Notariat, n° 23565, 1933.

SECTION III

De quelques actions intentées contre les partages d'ascendants

Nous venons de voir quel était actuellement l'état de la jurisprudence et que cette dernière tendait à maintenir les partages d'ascendants lorsqu'ils étaient attaqués pour violation des règles sur l'égalité du partage en nature, qu'il se faisait un mouvement très net vers l'égalité en valeur.

Malgré tous ces efforts, les partages d'ascendants sont encore menacés de destruction par les actions d'une part en nullité, d'autre part en réduction, enfin en rescision pour lésion. Nous laisserons de côté volontairement certaines actions qui relèvent des principes généraux du droit civil : nullité et révocation (incapacité des parties, vices du consentement, vices de forme, omission d'un enfant, révocation pour cause d'inexécution des charges, pour ingratitude du donataire, action paulienne) ; parmi elles, d'aucunes font tomber seulement la libéralité et le partage est maintenu ; d'autres ne font tomber les libéralités qu'en partie (action paulienne) ; d'autres encore font tomber tout l'acte juridique.

Nous n'examinerons que le point de départ, l'ouverture des actions, et l'action prévue à l'article 1079, § 2 du Code Civil.

§ I. — OUVERTURE DES ACTIONS.

En ce domaine, la Cour de Cassation ne s'est pas montrée libérale, au point de vue du maintien des partages

d'ascendants. Pour tendre à leur conservation elle aurait dû restreindre le domaine d'application des actions afin de mettre ces pactes de famille à l'abri de toute entreprise. Il aurait fallu avancer le plus possible le point de départ du délai de prescription de ces actions, de sorte que leur extinction eût été plus rapide. Toutes les difficultés relatives aux actions ont surtout été soulevées à propos des donations-partages à raison de leurs caractères spéciaux.

En effet, le testament étant un acte révocable au gré du disposant, selon ses goûts et sa fantaisie, ne saurait avoir des conséquences juridiques qu'au jour du décès du *de cujus*. Jusque-là il n'est qu'un projet ⁽⁸⁾ et c'est la mort du testateur qui, en lui donnant sa constitution définitive, lui assure sa pleine valeur juridique. Ne produisant des effets qu'à l'ouverture de la succession, il ne peut être attaqué auparavant, et les actions dirigées à son encontre ne peuvent être exercées utilement que dès ce moment. Le point de départ de la prescription des actions, d'ouverture des actions contre un testament-partage est le jour d'ouverture de la succession, donc du décès.

Mais au contraire, la donation-partage produit des effets du vivant du donateur ; elle donne aux descendants, dès que le contrat est conclu, la qualité de donataires et de copartageants dans leurs rapports entre eux.

A quel moment pourra-t-on intenter les actions ? Est-ce à partir du jour de l'acte, ou bien à partir du décès du donateur ?

La réponse dépend de la nature des actions. L'action en nullité pour cause d'incapacité ou vice du consentement, l'action en révocation peuvent être mises en œuvre dès que le contrat est passé. Aucune difficulté n'est possible à cet égard. De même aucune controverse ne s'est élevée au sujet des actions en nullité pour omission d'un descendant,

(8) Sur la nature exacte du testament avant le décès consulter le rapport de M. le Conseiller Pilon rapporté sous un arrêt de la Cour de Cassation (Req.) en date du 19 janvier 1937, *Gazette du Palais*, 10 février 1937.

et en réduction pour atteinte à la réserve; elles ne peuvent être exercées qu'après le décès car ce n'est qu'à ce moment que l'on saura s'il y a omission (art. 1078) ou atteinte à la réserve.

Mais que décider pour les actions en rescision pour cause de lésion, pour l'action spéciale prévue à l'article 1079, § 2, et pour les actions basées sur l'inégalité en nature des lots (art. 826 et 832) ?

La Cour de Cassation avait d'abord déclaré que ces actions peuvent être exercées dès le jour de la donation (Req., 4 février 1845. S., 1845-1-306) ; elle consolidait indirectement les partages, en évitant de laisser trop longtemps dans l'incertitude ceux qui étaient menacés par les actions. Pour justifier son système, elle considérait que la donation-partage entraînait l'ouverture fictive de la succession du donateur quant aux biens donnés.

Comme dit le Doyen Josserand ⁽⁹⁾, la jurisprudence considéra alors : « que la donation-partage est un pacte de famille, irrévocable de sa nature, se suffisant à lui-même et constituant un îlot qu'elle détache du patrimoine du constituant et qui reste définitivement distinct des biens non-partagés ».

Avec ce principe, le partage se trouvait à l'abri de toute critique dès que la prescription de 10 ans était acquise. De plus, l'on n'avait pas à craindre les variations trop considérables de valeur qui se manifestent dans les biens. La lésion, quand elle existait, pouvait être chiffrée dès le jour de la donation-partage.

Mais la Cour de Cassation ne persista pas dans cette voie, bien que les conséquences tirées du principe de l'ouverture fictive anticipée de la succession fussent excellentes. Par arrêt du 13 février 1860 (D., 1860-1-169) la Cour de Cassation abandonna son système ; cet arrêt décide que les biens donnés par la donation-partage doivent entrer en ligne de compte pour le calcul de la quotité disponible et en conséquence que le *de cujus* ne laisse qu'une seule succession qui s'ouvre à son décès.

(9) Josserand, *Op. cit.*, tome III, page 1073.

En toute logique elle décida de même que l'action en nullité prenant son fondement dans la violation des articles 826 et 832 ne peut être exercée qu'après le décès (dans la mesure où elle est encore admise).

La jurisprudence appliqua ce même principe à l'action en rescision de plus du quart prévue à l'article 1079, de sorte que cette action possède un domaine plus large dans le temps ; les immeubles doivent être estimés d'après leur état au jour de la donation-partage et d'après leur valeur au jour du décès (art. 890 et 922 par analogie) ⁽¹⁰⁾. Pour elle le moment du partage est celui du décès de l'ascendant donateur. Et comme le déclare A. de Brandt ⁽¹¹⁾ : « Il peut facilement arriver qu'un changement de valeur se produise entre le jour du partage de fait et celui du partage de droit. Cette interprétation multiplie les cas de nullité des partages pour lésion de plus du quart, d'autant plus que l'on n'admet pas la renonciation à l'action en nullité pour lésion. La Cour de Cassation y voit, en effet, un pacte sur succession future ».

La Cour de Cassation tranche même, que lorsque deux parents ont fait une donation-partage conjonctive à leurs descendants, l'action en rescision ne s'ouvre, et ceci même vis-à-vis des biens du prémourant qu'au décès du survivant ⁽¹²⁾.

De même l'action spéciale de l'article 1079, § 2, que nous allons étudier, ne pourra être exercée qu'après le décès du disposant.

§ II. — ACTION SPÉCIALE DE L'ART. 1079 DU CODE CIVIL

L'article 1079 du Code Civil porte la disposition suivante :

(10) Req. 16 décembre 1878, D. 1879, I, 223.

Req. 12 novembre 1923, *Gazette du Palais* du 28 décembre 1924.

(11) De Brandt. *Op. cit.*, page 101.

(12) Civ. 18 juin 1867. D. 1867, I, 274 ; Req. 25 février 1890, D. 1890, I, 345 ; et Trib. Epinal, 26 novembre 1931, Répertoire du Notariat, n° 23207.

« Le partage fait par l'ascendant pourra être attaqué pour cause de lésion de plus du quart ; il pourra l'être aussi dans le cas où il résulterait du partage et des dispositions faites par préciput que l'un des copartagés aurait un avantage plus grand que la loi ne le permet ».

La première partie de l'article est la reproduction de l'article 887 du Code Civil relatif au partage ordinaire : « Il peut aussi y avoir lieu à rescision, lorsqu'on des cohéritiers établit, à son préjudice, une lésion de plus du quart ».

Nous n'étudierons donc pas ce cas mais au contraire la deuxième disposition, laissant de côté également l'action en réduction de droit commun.

L'article 1079 *in fine* prévoit une hypothèse spéciale. On suppose qu'un descendant est d'une part, donataire ou légataire, c'est-à-dire qu'il lui est attribué par préciput et hors part une partie ou la totalité de la quotité disponible et, d'autre part, alloti par le partage. Or, il peut advenir que cet enfant reçoive plus que la loi ne lui permet. L'article 1079 jouera dans ce cas ; mais il faut que l'enfant donataire ou légataire par préciput soit avantagé par le partage d'ascendant même. S'il n'en était pas ainsi, ce sont les actions ordinaires en réduction ou en rescision qu'il faudrait employer.

On peut illustrer l'espèce visée par l'article 1079 *in fine* par l'exemple suivant :

Soit un ascendant possédant des immeubles pour une valeur de 200.000 francs ; il veut partager ces biens entre ses enfants au nombre de quatre et avantager l'un d'eux, Paul.

Les enfants étant quatre, la quotité disponible sera de $\frac{1}{4}$, soit 50.000 francs. Le père attribue par préciput et hors part à Paul ces 50.000 francs. Puis il procède au partage des 150.000 francs représentant la réserve entre les 4 enfants. La part de chacun rigoureusement exacte devrait être de 37.500 francs. Mais par suite d'erreur dans

la composition des lots, ou par suite de variation de valeur des lots entre l'époque du partage et celle du décès il se trouve que Paul touche 40.000, Pierre 35.000, Jacques 37.500 et Louis 37.500.

En combinant le partage avec la libéralité il s'ensuit que Paul touchera des biens pour une valeur de 90.000 francs, Pierre pour 35.000 francs, Jacques et Louis chacun pour 37.500 francs. Or Paul, d'après les dispositions de la loi, n'aurait pas dû toucher plus de 87.500 francs. Sa part est excédentaire de 2.500 francs. Peut-on dire que Paul, dans ces 90.000 francs pris en bloc, a reçu 50.000 francs représentant la quotité disponible et 40.000 francs provenant du partage, de sorte que la réserve n'est pas atteinte et que l'avantage qu'il retire, soit 2.500 francs, provient d'une mauvaise répartition du partage ?

Ou, au contraire, peut-on arguer que le partage a été fait justement de sorte que chaque enfant, sauf Pierre, a reçu exactement 37.500 francs et que Paul a reçu par libéralité 52.500 francs et qu'ainsi la réserve est atteinte en partie pour 2.500 francs ?

La jurisprudence considère que l'action prévue par 1079 *in fine* est une action en réduction spéciale ; de là on déduit qu'elle ne peut atteindre un étranger gratifié.

Etant une action en réduction et non en rescision, elle a pour effet d'enlever au gratifié ce qu'il a reçu en plus de la quotité disponible ; elle sera dirigée contre le descendant donataire seul qui ne pourra l'arrêter en offrant au demandeur une somme d'argent ; l'héritier lésé a droit à sa part en nature dans la réserve, et ceci est une règle d'ordre public qu'on ne saurait éluder. Il y aura remaniement, mais non annulation du partage. Cette conséquence que le descendant ne peut arrêter l'action en réduction par une valeur compensatrice est fâcheuse. A l'inverse, si la jurisprudence avait considéré l'action de l'article 1079 *in fine* comme une action en rescision pour lésion, conformément à l'article 891, le défendeur aurait pu se soustraire

aux effets de cette action en offrant au demandeur le complément de sa part, en argent ou en nature ⁽¹³⁾.

On voit ici tout l'avantage dont la jurisprudence aurait pu faire profiter les partages d'ascendants en refoulant de manière indirecte l'égalité en nature de ses limites trop avancées, en la faisant reculer jusqu'aux limites plus strictes, mais plus étroites de la rescision.

Les partages d'ascendants, d'un autre côté et ceci est un avantage, ne seront pas annulés mais rectifiés, puisqu'il y a lieu à réduction.

Cette jurisprudence ⁽¹⁴⁾ pourtant acquise est justement contestée par M. le Professeur Voirin :

« Pour qu'il y ait lieu à réduction il faut que la libéralité excède la quotité disponible. Or ici la quotité disponible n'a pas été dépassée ; c'est le partage qui n'a pas été fait de façon absolument égale ; dans le partage il n'y a pas eu de lésion de plus du quart ; par conséquent un enfant ne peut pas se plaindre de l'exagération de la libéralité reçue par l'autre. Il pourrait se plaindre tout au plus de la manière dont les biens ont été partagés. Si les biens formant la quotité disponible avaient été attribués à un étranger, le partage serait inattaquable, car la lésion n'est pas supérieure à un quart. Donc, dans ce cas particulier, il semble que la loi a établi une action spéciale en rescision, puisque c'est au partage que l'on s'en prend ⁽¹⁵⁾ ».

(13) Article 891 C. Civ. : « Le défendeur à la demande en rescision peut en arrêter le cours et éviter un nouveau partage en offrant et en fournissant au demandeur le supplément de sa portion héréditaire, soit en numéraire, soit en nature ».

(14) Req., 30 juin 1852, D. 1854, I, 434.

Poitiers, 23 janvier 1905, D. 1905, II, 169.

(15) P. Voirin. Cours de Droit Civil, 3^e année, 1933-1934. Des Partages d'ascendants.

SECTION IV

Procédés de la pratique pour éviter la destruction des partages d'ascendants

Gravement menacés par les actions en nullité, en rescision, en réduction, les partages d'ascendants risquent fort de rester sans effets juridiques. Aussi la pratique s'est-elle ingéninée à conjurer ces défauts.

M. le Professeur Voirin déclare : « Ces solutions ont l'inconvénient de faire peser sur les partages d'ascendants une grave menace ; tant que l'ascendant n'est pas mort, on ignore si le partage sera valable parce que par exemple une omission d'enfant a pu se produire, ou une inégalité en nature a pu se révéler dans la composition des lots. Aussi la pratique a-t-elle voulu échapper à ces causes d'insécurité par le procédé du double acte ; l'ascendant fait une donation à ses enfants qui deviennent alors propriétaires indivis des biens donnés et les descendants procèdent eux-mêmes au partage des biens sous le contrôle du donateur. La pratique a encore introduit d'autres clauses pour assurer la sécurité des partages d'ascendants : la clause précipitaire, la clause pénale, la clause de porte-fort en cas d'enfant omis ». Ce dernier cas, l'omission d'enfant étant rare, nous ne nous occuperons pas de ladite clause de porte-fort.

§ I. — PROCÉDÉ DU DOUBLE ACTE.

Ce procédé consiste à dédoubler l'acte. Ceci n'est possible que pour les donations-partages. Dans le dédoublement,

L'on aura deux actes distincts : une donation, un partage entre les donataires. Grâce à la donation de l'ensemble des biens, les donataires en deviennent copropriétaires indivis ; il ne leur reste ensuite plus qu'à partager les biens. Pour que l'indépendance des deux actes soit réalisée, il faut que les descendants procèdent au partage « hors la présence et en dehors de toute indication de l'ascendant donateur ». (Req. 2 juillet 1878 - D - 1878 - 1 - 463, Bordeaux, 10 novembre 1903 - D - 1904 - 2 - 143). Seulement grâce à ce moyen le but recherché est dépassé : il n'y a plus partage par ascendant, mais un simple partage entre copropriétaires indivis, entre les donataires de sorte qu'ils n'ont pas à observer dans la composition des lots les règles des articles 826 et 832 du Code Civil.

Cette ingénieuse combinaison ne pourra pas jouir des avantages du partage d'ascendant, notamment lorsque des mineurs seront présents à l'opération. Dans le partage d'ascendant il suffit que les mineurs soient représentés par leur représentant légal. Le donateur compose lui-même les lots et les répartit entre ses descendants, suivant leurs convenances. Au contraire, dans un partage ordinaire de droit commun, la représentation légale par un tuteur ou l'assistance du curateur n'est pas suffisante : il faut, en plus, que la règle du partage en nature soit observée et que les formes judiciaires soient utilisées. On a bien cherché à éviter, en pratique, ces inconvénients en faisant comparaître aux lieu et place des mineurs leur tuteur qui se porte fort pour eux, ou leur ascendant, dont ils doivent recueillir la succession ; mais l'acte juridique demeure cependant fragile, comme nous le verrons plus loin.

Lorsque les parties réalisent les deux actes par un seul *instrumentum*, ou si les parties réalisent le partage sur l'indication de l'ascendant, malgré son absence, la jurisprudence remembre l'opération. Elle déclare que les contractants ont voulu effectuer non pas un partage postérieur à une donation, mais une donation-partage. (Req. 5 novembre 1877. S-1878-1-214).

Ce n'est que lorsque le donateur est resté complètement

étranger à l'acte « de fait et d'intention » que la jurisprudence ne remembre pas l'opération. (Req. 8 mars 1932. S-1932-1-168).

§ II. — CLAUSE PRÉCIPUTAIRE.

Lorsque le disposant répartit les biens entre ses descendants, il doit s'astreindre dans la composition des lots à l'égalité. Si une lésion de plus d'un quart venait à se révéler au détriment d'un enfant, celui-ci serait fondé à attaquer le partage. Pour éviter cette action en rescision, le disposant déclarera qu'au cas où un lot serait supérieur à un autre, l'attributaire de ce lot sera gratifié de la partie qui excède ce dont à quoi il a droit, par préciput et hors part.

La clause préciputaire sera valable mais elle ne permettra pas cependant de porter atteinte à la réserve. Si la réserve est atteinte, l'héritier lésé aura, non pas l'action en rescision pour lésion, mais l'action en réduction.

Illustrons ce cas par l'exemple suivant :

Un père fait donation-partage à ses deux enfants de ses biens immeubles propres et compose deux lots évalués 150.000 francs chacun. Prévoyant que, entre le jour de l'acte et celui de son décès, une variation de valeur est susceptible de se produire, il fait insérer dans la donation-partage la clause préciputaire.

A sa mort, une estimation des biens a lieu suivant l'état des biens au moment de la donation. Le premier enfant, Michel, est propriétaire d'un lot ayant une valeur de 200.000 francs ; le deuxième enfant, Jacques, a vu la valeur de son lot baisser ; elle se chiffre à 100.000 francs. Jacques est ainsi lésé de 50.000 francs. Il n'a reçu que 100.000 francs au lieu de 150.000 francs. La lésion est exactement du tiers, supérieure au quart prévu par la loi. Normalement, il a le droit de demander la rescision du partage pour cause de lésion (art. 1079). Mais il en sera empêché grâce à l'insertion de la clause préciputaire. Les biens au décès

valant 300.000 francs, les enfants étant au nombre de deux, la quotité disponible sera d'un tiers, soit 100.000 francs. Il resterait à partager, si Michel prélevait entièrement la quotité disponible, 200.000 francs en deux parts. La part de Jacques, soit 100.000 francs, est justement équivalente à celle qui lui a été attribuée par la donation-partage. Il n'est donc pas lésé et le partage opéré par l'ascendant sortira son plein et entier effet.

Notons que la clause précipitaire peut être aussi bien insérée dans un testament-partage que dans une donation-partage.

§ III. — CLAUSE PÉNALE.

Le but de la clause pénale, comprise soit dans une donation-partage, soit dans un testament-partage, est d'intimider et de décourager toute entreprise visant à la destruction de l'acte. L'enfant qui voudra attaquer le partage d'ascendant, s'il ne veut pas être privé de sa part dans la quotité disponible, ne devra engager son action qu'à bon escient.

La clause pénale sera rédigée de cette manière, dans une donation-partage :

« M. X..., donateur, impose expressément aux donataires, la condition de ne pas attaquer le présent partage anticipé; si, cependant, il venait à être attaqué, ou si une action en partage était formée au mépris des présentes, par l'un ou plusieurs donataires, pour quelque cause de nullité que ce soit, M. X..., donateur, déclare priver de toute part dans la quotité disponible, celui ou ceux qui se refuseraient à son exécution, et, pour ce cas, il fait donation par préciput et hors part, de la quotité disponible dans sa succession à celui ou à ceux des donataires contre lesquels la demande serait formée, ce qui est accepté par les donataires ».

La validité des clauses pénales a été discutée. Pour la jurisprudence, la clause pénale sera valable lorsque la disposition dont elle tend à assurer l'intégrité n'est pas contraire à l'ordre public ; au contraire, elle n'aura aucune

valeur lorsqu'elle aura pour but d'assurer l'exécution d'une disposition contraire à l'ordre public (art. 900 C. Civ.), notamment dans le cas où elle vise à priver un héritier de sa réserve. Mais, même à supposer la clause pénale valable, elle ne jouera pas quand les mobiles auxquels a obéi le demandeur sont légitimes ; cette légitimité sera appréciée par le juge.

La clause pénale sera très utile pour éluder la règle de l'égalité en nature dans les partages d'ascendants. C'est d'ailleurs par cette voie détournée que la jurisprudence est arrivée à la solution indiquée plus haut. Elle a commencé à valider la clause pénale frappant d'une pénalité le descendant qui attaquerait le partage pour inégalité dans la composition des lots (Req. 26 juin 1882-D-P-1883-1-70).

Or, reconnaître la validité de cette clause c'est admettre que la disposition qu'elle sanctionne est d'ordre privé et n'est pas contraire à l'ordre public. Par suite, la règle d'égalité en nature n'étant pas d'ordre public, rien n'empêche de l'éliminer directement lors de la répartition des lots. C'est à ce résultat qu'est arrivé la Cour de Cassation par ses arrêts des 23 novembre 1898 et 31 mars 1914.

Une clause pénale inscrite dans le partage d'ascendant entravera toute action dirigée contre le partage, basée sur l'inégalité en nature des lots et consolidera l'œuvre voulue et réalisée par l'ascendant.

CHAPITRE DEUXIEME

DE DIVERS AUTRES PROCEDES POUR ELUDER LA REGLE DE L'EGALITE DU PARTAGE EN NATURE

Si nous nous sommes attardés sur les partages d'ascendants, c'est à dessein, car, comme la jurisprudence l'a bien compris, ils permettent aux ascendants de régler la dévolution de leurs biens, de leur vivant ou à leur mort, selon les convenances personnelles des disposants et des descendants.

Nous nous sommes également attardés sur les partages d'ascendants parce que de tous les moyens pour éviter l'application de l'article 826, c'est un des plus employés. On utilise ces partages, en particulier la donation-partage, dans les régions de la France entière. Cette institution répond à un réel besoin et mérite tous les encouragements, notamment au point de vue fiscal.

N'est-ce pas là un moyen d'éviter le démembrement ? M. Robert Louis le croit. Mais nous estimons qu'à elle seule cette institution ne suffit pas. M. Louis déclare notamment dans sa thèse :

« Le père de famille, de son vivant, partagera ses terres entre ses enfants, mais on peut lui faire confiance, ce n'est pas lui qui provoquera un nouveau morcellement du sol. Il répartira ses fonds entre ses enfants de la manière la plus judicieuse. Si un père de famille ayant deux enfants possède deux parcelles remembrées, valant, l'une 100.000 francs, l'autre, 80.000 francs, et 40.000 francs de valeurs mobilières, il pourra, au lieu de démembrer les deux immeubles, et pour le plus grand bien de l'agriculture, pla-

cer un immeuble dans chaque lot, sauf à n'attribuer à l'enfant qui recueille l'immeuble de 100.000 francs, qu'une part de 10.000 francs de valeurs mobilières et 30.000 francs à l'autre enfant qui recueille l'immeuble de 80.000 (1). »

Mais la pratique a imaginé d'autres procédés pour éluder les dispositions du Code Civil. Les efforts ont été l'œuvre des particuliers eux-mêmes, mais surtout l'œuvre des praticiens, des notaires. On est arrivé parfois à éviter le partage en nature par des institutions qui ont été détournées de leur destination première et la jurisprudence a même sanctionné des procédés qui peuvent paraître dangereux.

« On peut douter de l'excellence et de la nécessité de la garantie cherchée par la loi dans l'obligation au partage judiciaire. Ses avantages, s'ils peuvent quelquefois servir des intérêts menacés, sont toujours payés fort cher par l'ensemble des cohéritiers, y compris celui que la loi entend protéger ; formalités longues et dispendieuses, résultats qui ne satisfont personne. Aussi, la pratique s'ingénie-t-elle à tourner la loi. Aucune ressource n'existe quand la nécessité des formes judiciaires est imposée par le désaccord des parties (art. 823). Il en est différemment quand on se trouve dans l'hypothèse des cohéritiers incapables ou absents (2). »

Lorsque la mort a surpris le père ou la mère sans qu'ils aient eu le temps de faire « leurs arrangements » et qu'ils se trouvent parmi les héritiers des incapables ou des absents, les parties peuvent procéder à un partage amiable dans lequel le représentant légal de l'incapable interviendra et se portera fort pour lui ; ou bien les héritiers majeurs se porteront forts pour l'incapable, les uns vis-à-vis des autres.

D'autres fois, les parents auront paré à toute éventualité. Lorsque leurs enfants seront près d'être majeurs, ils pourront leur imposer de rester dans l'indivision pendant un

(1) R. Louis. *Op. cit.*, page 165.

(2) Planiol. *Traité pratique du Droit civil français*, tome IV, page 607.

temps déterminé ; arrivés à leur majorité, ces descendants pourront éluder le partage judiciaire et la règle d'égalité en nature et agir comme ils l'entendront, à leur gré.

Enfin les parents essayeront d'avantager un ou plusieurs de leurs enfants, soit par attribution de la quotité disponible, soit par achat au nom de leurs enfants, soit par vente à ceux-ci.

Il restera à examiner en dernier lieu le partage transactionnel et l'exécution testamentaire.

Nous allons étudier successivement :

Section I. — Le Porte-Fort ;

Section II. — L'indivision prolongée ;

Section III. — L'usage de la quotité disponible ;

Section IV. — La vente à un successible ;

Section V. — L'achat par un ou pour un successible ;

Section VI. — Le partage transactionnel ;

Section VII. — L'exécution testamentaire.

SECTION I.

Porte-Fort ⁽³⁾

Pour éluder les règles du partage judiciaire résultant de l'incapacité ou de l'absence d'un héritier, la pratique a songé à utiliser la promesse de porte-fort.

Le porte-fort a été créé dans notre législation actuelle par l'article 1120 du Code Civil, rédigé en ces termes :

« Néanmoins, on peut se porter fort pour un tiers, en promettant le fait de celui-ci ; sauf l'indemnité contre celui qui s'est porté fort ou qui a promis de faire ratifier, si le tiers refuse de tenir l'engagement ».

En bref, les engagements ne font naître des obligations qu'entre les parties contractantes. Mais parfois il peut être utile de contracter pour un tiers, incapable ou absent, en se portant fort pour lui. Une des parties s'engage personnellement à faire apporter la ratification de la personne pour laquelle elle s'est obligée. Cet engagement est valable aux termes de l'article 1120 du Code Civil. Si l'incapable ratifie le contrat, celui-ci est rétroactivement consolidé ; s'il refuse de ratifier, en attaquant le contrat ou en refusant de l'exécuter, le porte-fort sera tenu de tous dommages-intérêts envers eux, à qui la non-ratification porte préjudice.

Le porte-fort rend de grands services à la pratique, no-

(3) Voir à ce sujet l'article de R. Savatier, dans Répertoire du Notariat, numéros 21592 et 21605.

tamment en présence d'incapables, comme le fait remarquer justement M. Savatier :

« La plupart des incapacités en droit français spécialement sous le régime de la tutelle, sont entourées d'un formalisme si lourd que la première victime en est l'incapable lui-même...

Il paraît si lourd qu'on se passe de lui et qu'on se résigne à agir irrégulièrement, au grand préjudice de la sécurité des tiers. Pour remédier à ce double écueil, le porte-fort rend les plus grands et les plus légitimes services. Grâce à lui, les excès de formalisme sont écartés, au bénéfice de l'incapable, puisqu'on peut passer contrat à son avantage, sans être arrêté par les lenteurs, les complications et les frais de la réglementation légale. Précisément, les contrats dans lesquels on ne craint pas de se porter fort pour l'incapable, sont généralement ceux qu'on a tout lieu de penser lui devoir être avantageux, sans quoi on n'assumerait pas volontiers le risque de non-ratification. Pourtant, comme on laisse l'incapable libre de ne pas ratifier, le contrat ne le lie en rien si, par aventure, il lui devient désavantageux. En somme, l'incapable a tout à gagner et rien à perdre. Les tiers, eux-mêmes, ne courent aucun autre risque que l'insolvabilité du porte-fort, celui-ci devant les indemniser en cas de non-ratification. C'est le porte-fort seul qui assume toutes les mauvaises chances de l'opération, sa bonne volonté doit être, dans l'intérêt de l'incapable, non pas condamnée, mais favorisée par une saine conception des incapacités (4). »

Le porte-fort joue un grand rôle dans les partages pour éviter « les frais, les lenteurs et les hasards du partage judiciaire ». On l'utilise soit pour procéder à un partage proprement dit, soit lors de la vente des biens indivis à des tiers.

1° *Partage* : Les copartageants procèdent comme s'ils étaient tous majeurs, sans se conformer aux règles spécia-

(4) Savatier. Article précité.

les édictées pour le cas où il y a des indivisaires incapables. Ils règlent le partage à leur guise, selon leur gré. Ils peuvent ne pas observer les règles de l'égalité du partage en nature. S'ils le jugent à propos, ils peuvent attribuer la totalité des biens immeubles à un seul héritier, les valeurs mobilières, aux autres, compenser des inégalités probables grâce à des soultes.

Mais dans un tel partage, les cohéritiers majeurs, quelques-uns ou tous, se portent forts pour le mineur. Ils s'engagent à lui faire apporter, lorsqu'il aura atteint sa majorité, sa ratification à l'acte.

Lorsque tous les cohéritiers majeurs se portent forts pour le mineur, un résultat appréciable est déjà acquis. Grâce à ce moyen, le partage devient pour eux, inattaquable. Aucun d'eux ne peut en soulever la nullité. Ensuite, en cas de non-ratification par le mineur, le recours en dommages-intérêts n'est pas possible, ces dommages-intérêts sont réciproques et par suite, se compensent.

D'autres fois, on exigera un porte-fort complémentaire. Ce sera soit un ascendant du mineur — son père, sa mère, par exemple — soit son tuteur. Dans ce cas il est bien évident que le mineur, comme dans les cas précédents, ne sera pas obligé de ratifier à sa majorité, et que le porte-fort sera tenu à des dommages-intérêts, de ce fait. Mais la situation peut devenir plus compliquée pour le mineur ; il en sera ainsi lorsque la succession du porte-fort entrera dans le patrimoine du porté-fort, avant la ratification. Si le porté-fort a accepté purement et simplement la succession du porte-fort, il ne pourra pas se soustraire à l'obligation de ratification. Le seul moyen de se garantir contre cette obligation est d'accepter la succession sous bénéfice d'inventaire ou encore d'y renoncer, sa liberté de décision sera complète.

« En réalité, il y a le plus grand intérêt pour la sécurité des autres parties, à ce qu'il émane (engagement de porte-fort) d'une personne dont le porté-fort doit hériter, par exemple de son père ou de sa mère. En effet, le refus de ratifier l'expose à une exhérédation. Bien plus, si la ques-

tion de ratification se pose après le décès du porte-fort, un refus de ratification n'est pas possible en cas d'acceptation pure et simple de cette succession. Cette dernière comprenait, en effet, l'obligation de garantir la ratification, obligation indivisible, qui grève dorénavant tous les héritiers. Même en cas d'acceptation bénéficiaire, le refus de ratification qui devient alors possible, oblige l'héritier à indemniser, sur la succession, l'autre contractant ⁽⁵⁾ ».

En pratique, les mineurs ratifient presque toujours les partages faits pour eux, dans leur intérêt, durant leur minorité.

Lorsqu'ils se refusent de ratifier, ce sera dans les périodes troublées par des crises économiques ou surtout monétaires. Dans ces périodes, les biens changent de valeur et le mineur peut avoir un intérêt pécuniaire à demander la nullité du partage.

Cependant, les cas de nullité seront rares en proportion du nombre des porte-fort engagés.

En effet, lors de la composition des lots, les mineurs ne sont pas lésés, car, souvent, les héritiers majeurs et le porte-fort accessoire prennent un grand soin à ne pas leur porter préjudice, par crainte, justement, de la non-ratification. Et même, s'il y avait lésion pour le mineur, le copartageant avantageé éviterait l'action du porte-fort et l'amènerait à ratifier, grâce à l'octroi d'une indemnité ; il achètera sa ratification.

D'autre part, la personne qui s'est portée fort pour le mineur agira dans toute la mesure du possible de son autorité morale sur la volonté du mineur pour se soustraire à l'obligation éventuelle de responsabilité qui pèse sur elle. Cette personne aura d'autant plus d'influence qu'elle sera ordinairement un parent du mineur, et que les intérêts d'affection que le mineur lui porte, amènera la ratification par crainte de lui susciter des ennuis.

2° *Vente* : Certains praticiens et indivisaires, au lieu de

(5) R. Savatier. Article précité.

procéder au partage des biens, usent de la licitation. Une fois le prix obtenu, il se répartit entre tous les indivisaires en proportion de leurs droits. La vente des biens indivis peut être réalisée selon les formalités indiquées pour la vente des biens de mineurs, à savoir aux enchères publiques, après délibération du conseil de famille homologuée par le tribunal (art. 459 C. Civ.).

Des auteurs ont soutenu, notamment M. Josserand ⁽⁶⁾ que cette liquidation était contraire au vœu du législateur, l'autorisation d'aliéner ne devant être donnée que pour cause de nécessité absolue ou par suite d'avantage évident, en conséquence, le tribunal saisi d'une telle demande devrait se refuser à l'homologation.

Quoi qu'il en soit, légal ou illégal, on ne voit guère quelle est l'économie du moyen. Ce procédé est aussi compliqué, coûteux, que le partage judiciaire ou la licitation ordonnée par le Tribunal.

D'un autre côté, les indivisaires, sans recourir à ces formalités exigées pour la vente des biens de mineurs, ont également la ressource de vendre les immeubles, soit à l'amiable, soit aux enchères, en se portant forts pour le mineur. L'acheteur peut exiger en plus un porte-fort accessoire, qui sera le tuteur ou la personne dont le porté-fort est héritier présomptif. La garantie sera plus forte et semblable à celle donnée dans le même cas, dans le partage, comme il vient d'être expliqué.

Lorsqu'il y a vente avec porte-fort, si l'incapable ratifie, celle-ci sera consolidée rétroactivement. Si le mineur, devenu majeur, se refuse à cette ratification, l'acheteur aura droit à une action en dommages-intérêts contre les porte-fort. Quant à la validité de la vente, elle sera subordonnée au résultat du partage qui aura lieu postérieurement ou à l'interprétation de la volonté des parties.

Cependant, le procédé du porte-fort reste dangereux :

Pour les acquéreurs, en suite des ventes, qui risquent de se voir évincés ;

(6) Josserand. *Op. cit.*, tome III, page 671.

Pour les porte-fort, qui s'exposent, en cas de non-ratification, à indemniser ceux à qui elle porte préjudice ;

Pour les officiers ministériels qui reçoivent des actes dans lesquels une des parties se porte fort ; ils peuvent être tenus solidairement responsables des dommages-intérêts auxquels ont été condamnés les porte-fort, s'ils n'ont pas averti les parties du danger du porte-fort.

Il ne saurait être employé qu'avec grande prudence, soit dans les partages, soit dans les ventes de biens appartenant à des indivisaires parmi lesquels se trouve un incapable.

A l'appui du danger que présente le porte-fort, on peut citer, à titre d'exemple, dans une espèce de vente de biens de mineurs, espèce voisine des cas que nous étudions, l'arrêt suivant :

« — Faits : Aux termes d'un acte d'adjudication reçu par M^e X..., notaire, le 24 février 1924, des immeubles appartenant à Mlle P..., alors mineure, ont été vendus par adjudication amiable. Cette adjudication a eu lieu à la requête de M. I..., négociant en immeubles, et déclarant agir comme mandataire de MM. B..., B..., L..., C..., Q... et V..., lesquels se portaient forts de la ratification de la mineure. Celle-ci, devenue majeure, a refusé de ratifier la vente ; en conséquence, l'adjudication a été annulée par justice. Les acquéreurs ont demandé des dommages-intérêts aux porte-fort, et ceux-ci ont appelé en garantie M. I..., intermédiaire de la vente, et le notaire, rédacteur de l'acte. En première instance, l'intermédiaire et le notaire ont été déclarés responsables des conséquences de la non-ratification de la vente par la mineure et condamnés à garantir les porte-fort des condamnations qui pourraient être prononcées contre eux.

Sur appel, Cour de Besançon, 23 décembre 1931, arrêt confirmatif.

— Sur l'appel de I... ;

— Sur l'appel de X..., notaire ;

Considérant qu'un notaire doit éclairer les parties sur les conséquences des actes qu'elles veulent faire dresser,

surtout lorsque, comme en l'espèce, les parties sont de simples cultivateurs, ignorants des choses du droit, clients habituels de l'étude, ce qui n'est pas contesté, et qu'il s'agit de ventes de biens de mineurs ; qu'à la vérité X... soutient avoir, sur ce point, renseigné le vendeur et avoir reçu de celui-ci l'assurance que ses mandants étaient amplement renseignés par lui, négociant en immeubles et habitué aux ventes immobilières ; que toutefois, X... a commis une imprudence revêtant le caractère de faute en ne s'assurant pas personnellement auprès des mandants d'I... qu'il en était ainsi, et en n'attirant pas leur attention, ainsi que celle des acquéreurs, sur les conséquences que pouvait entraîner la non-ratification de la vente par la mineure P... ; que de ce chef, il est, avec I..., responsable des conséquences de cette non-ratification, et doit être, ainsi que l'ont estimé les premiers juges, tenu à garantir B..., B..., L... et C... des condamnations pouvant être prononcées contre eux... (7). »

Notons enfin que le procédé du porte-fort peut être utilisé également dans la donation-partage pour parer à l'omission d'un enfant ou pour parer à la non-présence (Civ., 28 décembre 1926. S-1928-1-273).

Lorsque l'ascendant se porte fort pour l'enfant omis, son patrimoine renferme l'obligation de garantie vis-à-vis des descendants allotis, de sorte que si l'enfant omis recueille la succession de son auteur, il sera tenu de respecter cette obligation.

(7) Répertoire du Notariat, n° 23208.

SECTION II

Indivision prolongée

L'indivision étant un état néfaste au regard du législateur, ne saurait durer. C'est pourquoi, dans l'article 815, il a édicté cette règle que nul n'est contraint de rester dans l'indivision. Mais l'article 815-2° prévoit qu'il pourra être sursis au partage, que l'indivision se prolongera si telle est la volonté des ayants droit, durant un délai n'excédant pas cinq années.

L'indivision prolongée n'est évidemment pas une solution permettant de tenir directement en échec la règle du partage en nature, elle permet seulement de reculer dans l'avenir l'opération que l'on devrait réaliser dans le présent. Dans certains cas, ce sursis présente des avantages indéniables.

Lorsqu'il y a parmi les indivisaires un mineur, normalement l'on devrait recourir au partage judiciaire. Si ce mineur doit être bientôt majeur, en gagnant du temps, on évitera les formalités judiciaires, longues et coûteuses ; une fois majeur, cet indivisaire pourra réclamer le partage et les parties pourront s'entendre à l'amiable, à leur gré.

L'avantage du maintien de l'indivision est également manifeste si les circonstances économiques sont franchement mauvaises et si l'on doit liciter un immeuble impartageable. Le maintien de l'indivision permettra de surseoir à cette licitation et d'opérer la vente aux enchères publiques lorsque l'état économique sera devenu à nouveau normal. Le maintien de l'indivision pourra être voulu par tous

les indivisaires, grâce à une convention, ou leur être imposé par le testateur.

§ I. — INDIVISION PROLONGÉE PAR CONVENTION.

Tous les indivisaires peuvent se lier par convention et s'engager par contrat au maintien de l'indivision. Leur action en partage sera « mise en veilleuse » pour le temps pendant lequel ils sont tenus ; elle ne pourra être mise en œuvre que lorsque le délai fixé par le contrat sera écoulé. Si, parmi les indivisaires, certains sont mineurs ou interdits, leur tuteur les représentera au contrat après qu'il se sera muni d'une autorisation du Conseil de Famille homologuée par le Tribunal ⁽⁸⁾.

La convention ne pourra pas être faite aux termes de l'art. 815-2°, pour une durée supérieure à cinq années ⁽⁹⁾.

Cette limitation de la durée de l'indivision forcée à cinq ans, est d'ordre public, mais la sanction n'en est pas obligatoirement la nullité. Ce qui veut dire que si une convention est fixée pour une durée supérieure à cinq ans, elle sera ramenée au délai maximum possible. Si aucun délai n'est imparti, la sanction sera la nullité. Mais ces deux sanctions n'ont pas un caractère inéluctable. Le juge chargé d'interpréter la convention recherchera quelle était l'intention des parties lors de leur consentement ⁽¹⁰⁾.

La convention d'indivision faite conformément aux prescriptions de la loi peut être renouvelée indéfiniment, mais elle ne pourra l'être par anticipation ; si elle l'était, le nouveau délai courrait à partir du jour du renouvellement. Donc, jamais les indivisaires ne peuvent se lier pour une durée supérieure à cinq années.

(8) Précis formulaire du Notariat, n° 23510.

Répertoire général pratique du Notariat, n° 7706.

— En ce sens : Tribunal de Lisieux, 5 août 1903, rapporté au Répertoire Général pratique du Notariat, n° 13544.

(9) Lyon, 25 août 1875, S. 76, II, 68.

(10) Josseland. *Op. cit.*, t. III, n° 1067, 2^e éd., p. 611.

La convention d'indivision produit des effets à l'égard des co-contractants et à l'égard des tiers.

A l'égard des indivisaires, le principal effet est d'empêcher l'action en partage de s'exercer avant le terme convenu. L'indivision se prolonge. Les indivisaires ont pu ensuite introduire dans le pacte toutes clauses utiles à l'administration des biens.

A l'égard des tiers, et notamment des créanciers personnels des héritiers, le caractère obligatoire de la convention a été discuté. Comme les créanciers des héritiers ne peuvent, conformément à l'article 2205 du Code Civil, qu'introduire l'action en partage que du chef de leurs débiteurs et non pas en leurs propres noms, ils ne peuvent avoir plus de droits que ceux-ci. En conséquence, leurs débiteurs ayant passé une convention d'indivision, celle-ci leur devient opposable. Néanmoins, les créanciers pourraient la méconnaître si la convention avait été passée en fraude de leurs droits. « *Fraus omnia corrumpit* », et ce, en basant leur action sur l'article 1167 du Code Civil. Tel est l'état de la doctrine et de la jurisprudence en la matière ⁽¹¹⁾.

Ce pis-aller qu'est la convention d'indivision, ne donne pas les résultats recherchés, notamment par suite du caractère d'ordre public du délai de cinq années de l'article 815.

Aussi, des cohéritiers ont-ils cherché à échapper à la règle de l'article 815, grâce au procédé de la Société civile. En constituant une société civile, ils pourront fixer la durée de cette société, et cette durée peut être supérieure à cinq années. L'actif de la société sera constitué par les biens indivis. La société sera régie par les articles 1832 et suivants du Code Civil et par les statuts. A la dissolution de la société l'on appliquera les règles relatives au partage des biens héréditaires (art. 1872 C. Civ.).

L'état de société ne se présume pas et doit être prouvé.

(11) Jossierand, *Op. cit.* t. III, pages 612 et 613, numéros 1057 et 1068 ; et Beudant Ch., *Cours de Droit Civil français* (2^e édition), par R. Beudant, Lerebours-Pigeonnière et Le Balle, tome V bis, page 304, n° 651.

C'est ce qu'a décidé la Cour de Colmar, par un arrêt en date du 5 décembre 1934.

« Attendu en droit, que la thèse soutenue par F... se fonde sur le fait que les parties ont acquis ensemble le domaine litigieux dans un but commercial, qu'il existe, dès lors, entre eux, un état de société qui ne revêt en aucune façon les caractères de l'indivision à laquelle s'appliquent les termes de l'article 815 précité ; que, dès lors, il existe entre les ayants cause une société d'indivision créée et voulue, ayant un but commercial et qui doit échapper aux prescriptions du législateur lorsqu'il décide que nul n'est tenu de demeurer dans l'indivision ;

Mais, attendu que cet état particulier d'indivision, qui est à la base de l'argumentation de F..., et que ne méconnaît pas la jurisprudence, ne saurait se présumer et s'affirmer sur de simples présomptions ; qu'il serait nécessaire pour qu'il pût être admis par le juge qu'il prît sa force dans un contrat précis, que sur ce point l'appelant se trouve dans l'impossibilité d'apporter un texte constituant la loi des parties et établissant le contrat passé entre elles.....

Par ces motifs, en la forme, reçoit F... en son appel, au fond, l'en déboute..... »

§ II. — INDIVISION IMPOSÉE PAR TESTAMENT.

Le *de cujus* a pu introduire dans son testament une disposition en vertu de laquelle ses héritiers seraient tenus de rester dans l'indivision pendant un délai maximum de cinq années. Cette disposition peut être également imposée aux légataires auxquels le testateur a légué ses biens.

Une telle clause, lorsqu'elle est valable, produit les mêmes effets que la convention d'indivision passée entre les cohéritiers ⁽¹²⁾. Elle peut être inspirée par les mêmes mobiles que le pacte volontaire. Sa durée ne saurait excéder cinq années à partir du décès du testateur.

(12) La clause ne doit pas porter atteinte aux droits d'héritier réservataire.

Mais quelle est, justement, la validité d'une telle clause ?

Sur ce point, la doctrine et la jurisprudence sont divisées. Certains soutiennent la validité ⁽¹³⁾, d'autres la contestent ⁽¹⁴⁾.

Ceux qui condamnent la clause testamentaire font valoir que l'article 815, dans son premier alinéa, interdit le maintien de l'indivision, permet l'action en partage « nonobstant prohibitions et conventions contraires ». Par le terme « prohibitions », le législateur vise les clauses testamentaires ; par le mot « conventions », le législateur vise les pactes passés entre les héritiers.

Mais, dans le deuxième alinéa de l'art. 815 du Code Civil, le législateur a permis une dérogation en faveur des héritiers « cette convention ne peut être obligatoire » ; rien ainsi n'a été inséré en faveur du testateur qui ne saurait donc, valablement, introduire une clause d'indivision forcée dans son testament.

On fait ensuite remarquer que lorsque le testateur fait son acte de dernière volonté, il n'est pas à même de juger, comme les héritiers à son décès, s'il y a intérêt au maintien de l'indivision. Il peut, en effet, s'écouler un temps assez long entre le jour de la rédaction du testament et le jour du décès, pendant lequel les circonstances économiques auront pu évoluer.

En sens contraire, pour reconnaître la validité de la disposition du défunt on déclare qu'elle était admise dans l'ancien droit (Pothier, *Successions*, ch. IV, art. 1, § 1) ; que, de plus, l'argumentation tirée de l'article 815 est assez subtile et que la finale de l'article 815-1° est une redondance, si familière aux rédacteurs du Code.

(13) En ce sens : Aubry et Rau, t. X, § 622-6°. Cass., 20 janvier 1836, S. 1836, I, 83. Tribunal de la Seine, 6 juillet 1849, D. P. 1849, III, 76 ; Cour de Riom, 10 mai 1928, *Gazette du Palais*, 1928, II, 282, Demolombe, XV, 511.

(14) Baudry-Lacantinerie et Wahl. Succ., 2^e édit., II, 2186 ; Laurent, X, 243 ; Bordeaux, 20 avril 1831.

Metz, 3 juillet 1855, D. P. 1856, II, 204 ; Tribunal Civil de Lille, 23 juin 1894, *Gazette du Palais*, 1894, II, 307 ; Tribunal Civil de la Seine, 17 juillet 1925, *Revue Trimestrielle de Droit Civil*, 1926, p. 196.

Quoi qu'il en soit, en l'état actuel de la doctrine et de la jurisprudence, le testateur ne peut pas être certain de la validité de la clause que renferme son testament relativement à la continuation de l'indivision entre ses héritiers après son décès. Tout dépendra de l'interprétation des Tribunaux ; or, ceux-ci ne sont pas d'accord sur ce point. Pour éviter le partage en nature, le testateur devra prévoir un autre moyen, qui nous est donné dans certains cas, par l'exécution testamentaire, que nous examinerons plus loin.

Certains procédés permettent au père de famille, non seulement de faire échec au partage en nature, mais à l'égalité tout court.

SECTION III

Usage de la quotité disponible

Grâce à la possibilité d'user de la quotité disponible, soit dans un testament, soit dans un partage d'ascendant, soit dans une donation ordinaire, le père de famille aura le moyen de rompre l'égalité parfaite entre ses descendants. Il pourra attribuer par préciput et hors part, à un de ses descendants, une partie de ses biens ; il peut désigner les biens mêmes formant la quotité disponible.

Seulement, lorsqu'il agira ainsi, il devra prendre garde de ne pas porter atteinte à la réserve. Cette dernière, en suite de la quotité disponible, varie suivant le nombre des enfants et suivant leur qualité (légitimes, naturels). Lorsque la réserve est atteinte, il y a lieu à réduction. La réduction se fera en nature, sauf à appliquer, si c'est possible, la disposition de l'article 866 du Code Civil, que nous avons précédemment expliquée.

L'héritier gratifié pourra conserver, grâce à la quotité disponible, les biens héréditaires sans avoir de soultes trop considérables à payer lors du partage, ou les racheter plus facilement s'ils viennent à être licités.

SECTION IV

Vente à un successible

Pour éviter le risque de réduction, les parents pourront aliéner leurs biens à un de leurs descendants.

Ce moyen est indiqué par M. Pinatel.

« 1° Les ascendants ne pouvant obtenir l'assentiment de tous leurs enfants pour une donation-partage, craignant à leur décès la dislocation de leur exploitation, décident de vendre leurs biens aux enchères publiques. Sans doute, pour employer une expression vulgaire, ce procédé « est cousu de fil blanc », mais il réussit généralement. Les voisins, au courant de la situation et des désirs des parents, s'abstiendront, et le successible désigné se portera adjudicataire. Si un héritier présomptif mécontent veut faire monter les enchères, son rival ira jusqu'à un prix élevé, car il sait qu'il n'aura pas à le payer ou qu'il n'en paiera qu'une faible partie. Ce procédé est parfois employé aussi quand le bénéficiaire d'une institution contractuelle a quitté la maison pour un motif ou pour un autre ; pour lui enlever le bénéfice de cette institution et favoriser un héritier, on aura recours à la vente aux enchères.

2° On use aussi dans la pratique, de la vente amiable avec intervention des cohéritiers (15). »

Pour notre part, nous ne croyons pas à la valeur d'un tel moyen, qui est coûteux.

Il est rare que les parents usent de la vente aux enchères

(15) Pinatel. *Op. cit.*, page 107.

publiques pour faire « passer » leurs biens à un de leurs descendants. Le principal obstacle est d'ordre fiscal ; les frais de mutation des immeubles sur les ventes sont assez élevés. De plus, le dessaisissement immédiat des biens par la vente ne laisse aucun recours particulier aux ascendants en cas d'ingratitude.

Sans doute, pour éviter les droits fiscaux, au lieu de procéder à une vente publique, les parents, de concert avec leur successible, pratiqueront une vente amiable permettant de réaliser des dissimulations de prix ou l'absence de prix réel.

Mais, comme dit M. Pinatel, ces procédés sont cousus de fil blanc. Le successible qui est privé de sa part dans les biens vendus pourra demander la nullité de la vente sous prétexte de recel civil. S'il arrive à prouver le recel, l'héritier, que les parents avaient voulu gratifier, verra le moyen employé se retourner contre lui, et il sera privé de tous droits dans les biens, objets du recel civil.

Suivant la Cour de Cassation, sera considéré comme recel civil « toute manœuvre dolosive, toute fraude commise sciemment et qui a pour but de rompre l'égalité du partage... quels que soient les moyens employés pour y parvenir (16). »

La jurisprudence applique l'article 792 relatif au recel civil, non seulement aux manœuvres qui rompent l'égalité du partage après le décès, mais également aux faits accomplis du vivant des parents et ayant pour but de rompre l'égalité du partage futur.

Sera ainsi atteinte par la sanction de l'article 792 C. Civ., la vente simulée, consentie par le père de famille à un tiers, avec mission de rétrocéder le bien à un de ses successibles, le prix étant fictif (Cass. Civ., 9 juillet 1929, *Gazette du Palais*, 20 octobre 1929). De même sera annulée la vente fictive faite par le *de cujus* à un de ses héritiers présomptifs pour leur permettre d'accaparer certains

(16) Ch. Civ., 15 avril 1890, D. 1890, I, 437.

biens. La sanction joue bien que la fraude soit l'œuvre du défunt. (Req. 22 octobre 1928. D-1929-1-101) (17).

Parfois, lorsque des parents cèdent leurs biens à leurs héritiers présomptifs, par une vente, l'opération manque son but. Désirant se garantir contre les faits d'ingratitude, ne voulant pas se démunir complètement avant leur mort et pour s'assurer une retraite, ils se réservent l'usufruit des biens vendus ou bien ils stipulent à leur profit une rente viagère. Ainsi, ils vendent les biens à fonds perdu à un de leurs successibles en ligne directe. Ce procédé, en vertu de l'article 918 du Code Civil, ne devra pas être considéré comme une vente, mais comme une donation. C'est là une présomption de la loi ; celle-ci considère que la donation est faite par préciput et hors part. Cette présomption, suivant l'opinion générale, est *juris et de jure* ; elle ne peut pas être combattue par la preuve contraire.

L'article 918 est édicté dans le but de sauvegarder la réserve des cohéritiers ; l'acte qui revêt le caractère onéreux n'est pas présumé sincère, et est considéré comme donation. Le droit d'invoquer les dispositions de l'article 918 appartient aux cohéritiers « qui n'auraient pas consenti à l'aliénation ».

Pour mettre la convention à l'abri de la demande de réduction pour atteinte à la réserve, il suffit de faire intervenir à l'acte les cohéritiers ; vis-à-vis d'eux l'acte sera, du fait de leur ratification, sincère. Le consentement donné par eux, soit dans l'acte d'aliénation même, soit dans un acte postérieur, empêchera ces héritiers d'attaquer plus tard l'aliénation. Ce pacte sera un pacte sur succession future exceptionnellement autorisé par loi, comme les donations-partages.

La disposition de l'article 918 C. Civ. étant spéciale, la jurisprudence l'a interprétée restrictivement. Elle a refusé de l'appliquer à l'aliénation faite avec réserve d'un droit d'usage ou d'habitation (Cass., 14 janvier 1884. S-1884-1-97).

(17) Jossierand. *Op. cit.*, t. III, 2^e éd., n° 856.

Ainsi, grâce à l'intervention des cohéritiers à l'acte d'aliénation, le père de famille fera consolider l'opération qu'il visait, à savoir : attribuer des biens à un de ses successeurs, sans risque d'atteinte à la réserve ou de nullité pour fraude.

Lorsque le père de famille désire mettre en échec non pas l'égalité elle-même, mais la règle de l'égalité en nature, il emploiera le moyen suivant, notamment en cas de résistance d'un de ses successeurs à toute combinaison, telle que donation-partage ou refus de ratification à une vente à fonds perdu. Pour transmettre l'intégralité de l'exploitation à un seul de ses enfants, il lui vendra les biens moyennant un prix réel payable à terme, et, comme terme, il fixera son décès ; le prix sera payable aux ayants droit du *de cuius*. L'acheteur sera tenu de verser intégralement le prix, mais il en touchera à nouveau une partie, correspondant à ses droits. Les autres cohéritiers toucheront leur part du prix également. De la sorte, l'égalité en valeur se trouvera substituée à l'égalité en nature.

Les cohéritiers ne sont pas lésés et ne sauraient se plaindre ; il n'y a pas, en ce cas, donation — (l'article 918 du Code Civil ne vise pas cette hypothèse) — ni recel civil — (le prix n'étant pas fictif).

L'inconvénient principal déjà signalé pour ces ventes se rencontre dans les frais d'enregistrement ; les droits fiscaux sont très élevés.

SECTION V

Achat par un ou pour un successible

Le père de famille ayant l'intention d'accorder un avantage plus grand que la loi ne lui permet, à un de ses successibles, à l'aîné, par exemple, pour le récompenser de l'aide apportée à la bonne marche de l'exploitation, alors que les cadets essaieraient et, prévoyant son abdication prochaine, achètera des biens pour son aîné.

1°) L'aîné achètera lui-même les biens ; il donnera son consentement à l'acte juridique et le prix de la vente sera, en réalité, payé par le père grâce à un don manuel que celui-ci lui aura fait ;

2°) Ou bien le père comparaitra à l'acte, mais au lieu d'acheter pour lui, en son nom, il achètera au nom et pour le compte de son fils, il se portera fort pour lui et il indiquera qu'il paye le prix des deniers de son mandant.

Ou bien encore, le père achètera l'usufruit de l'immeuble pour lui, à son nom, et la nue-propriété pour son fils aîné. Il paiera dans les mêmes conditions que précédemment, c'est-à-dire d'après sa déclaration, des deniers de son mandant et de ses deniers personnels.

Les immeubles acquis dans ces conditions seront personnels à l'aîné, et, lors du décès du père, n'auront pas à être compris dans l'actif héréditaire.

SECTION VI

Partage transactionnel

La pratique a songé encore à utiliser un moyen pour éviter les longueurs et les frais d'un partage judiciaire, en présence d'incapables. Elle s'est servi de la transaction, bien que ce procédé puisse paraître employé en fraude de la loi ⁽¹⁸⁾.

« La transaction est un contrat par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître, en se faisant des concessions réciproques ».

La transaction est réglementée par les articles 2044 et suivants du Code Civil. En ce qui concerne la transaction relative aux mineurs, l'article 467 du Code Civil exige qu'elle soit accomplie par le tuteur autorisé du conseil de famille. De plus, elle devra recevoir l'approbation du Tribunal après que trois jurisconsultes auront donné leur avis.

« Le tuteur ne pourra transiger au nom du mineur, qu'après y avoir été autorisé par le conseil de famille, et de l'avis de trois jurisconsultes désignés par le Procureur de la République près le Tribunal de première instance.

La transaction ne sera valable qu'autant qu'elle aura été homologuée par le Tribunal de première instance, après avoir entendu le Procureur de la République ».

Nous voyons de suite en quoi le procédé peut paraître frauduleux. Pour qu'il y ait transaction, il est nécessaire

(18) Hamel. Du partage transactionnel et de son application en présence d'incapables. Thèse, Paris, 1909.

qu'une contestation, qu'un litige soit susceptible de naître ou que le différend existe. Au contraire, lorsque la loi exige, en présence d'incapables, le partage judiciaire, l'action en partage qui est intentée n'est pas une véritable action, le juge fait acte de juridiction gracieuse, il n'y a pas de litige à juger ; le litige n'est ni à naître, ni existant. Le recours à la transaction pour éviter le partage en nature est susceptible d'être critiqué.

« La légitimité du procédé est fort discutable, il se ramène, en somme, à un détournement par rapport à son but, d'une institution dont les frontières sont déterminées par la loi, c'est-à-dire, en définitive, à une fraude de la loi ⁽¹⁹⁾ ».

Demolombe contestait déjà la validité du procédé.

« La loi, en effet, a distingué dans l'administration de la tutelle différentes espèces d'actes, et elle a soumis les uns et les autres, en raison même de leur nature différente, à un certain ordre de formalités spéciales à chacun d'eux. C'est ainsi qu'elle a exigé certaines conditions pour le partage et certaines autres conditions pour la transaction. Or, est-il permis de bouleverser sa nomenclature et ses classifications et de transporter dans la classe des transactions une opération qui n'est, en réalité, qu'un partage ? On peut en douter sérieusement ⁽²⁰⁾. »

Pour que la transaction vaille et tienne lieu de partage il faut qu'il y ait réellement différend. Les parties alléguent la contestation pour justifier du procédé. Sans doute, si le différend est fictif, l'acte pourra être annulé comme étant frauduleux. Mais on doit constater qu'en cette matière la jurisprudence fait montre d'une grande libéralité ; les apparences suffisent (Cassation Civ., 5 décembre 1887. S-1888-1-485 D-1888-1-241. Angers, 7 août 1874. D-1875-2-35).

Si la ruse est découverte, l'on appliquera à la transaction les règles régissant le partage ; on traitera l'acte conformé-

(19) Jossierand. *Op. cit.*, tome III (2^e éd.), p. 670.

(20) Demolombe, tome XV, n^o 608, p. 587.

ment à ce qu'il est en réalité sans s'occuper de l'étiquette qui le recouvre ; notamment en cas de lésion, le cohéritier frustré aura l'action en rescision pour cause de lésion de plus du quart prévue à l'article 888 du Code Civil.

En général, ce procédé est peu employé. Son application est restreinte, car il risque de manquer son but pour cause de fraude à la loi.

Ensuite, son emploi, quoiqu'on ait pu dire, est assez onéreux, par suite de la nécessité d'une délibération du conseil de famille et de l'homologation par le Tribunal. Son mécanisme est compliqué. On ne saurait recommander un tel moyen pour une utilisation courante. Son seul avantage est d'éviter le tirage au sort des lots et de permettre l'attribution des lots.

SECTION VII

Exécution testamentaire

Certains testateurs, pour éviter le partage en nature, ou mieux, les formalités judiciaires qui sont de rigueur en présence de mineurs, ont eu recours à l'institution de l'exécution testamentaire.

L'exécution testamentaire est réglée dans les articles 1025 à 1034 du Code Civil.

L'exécuteur testamentaire est une personne mandataire que le testateur charge de la mission d'assurer l'exécution de ses dernières volontés. Il puise ses pouvoirs soit dans un testament, soit dans un acte indépendant pourvu qu'il soit revêtu des formes testamentaires, même s'il ne contient aucun legs.

Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire sont différents selon que le *de cuius* lui aura ou non conféré la saisine (art. 1026). La saisine est limitée au mobilier, aux meubles même en présence d'héritiers réservataires ; elle ne peut s'étendre aux immeubles (art. 1026) ; d'ailleurs, pour eux, elle n'aurait pas de raison d'être à raison de l'hypothèse légale qui est conférée sur les immeubles aux légataires (art. 1017).

Le testateur pourra donner à l'exécuteur testamentaire, même en l'absence de saisine, pouvoir de provoquer la vente du mobilier, lorsqu'il sera nécessaire, pour acquitter les legs ⁽²¹⁾.

(21) Jossierand. *Op. cit.*, t. III, n° 1570.

Mais, que décider de la clause par laquelle le testateur confère à l'exécuteur testamentaire saisi ou non, le pouvoir de provoquer la vente des immeubles pour régler les legs ?

La jurisprudence a reconnu la validité d'une telle disposition, même s'il y a parmi les héritiers un mineur, dans le cas où il n'existe pas de réservataires. Le partage judiciaire est ainsi évité. Le mandataire posthume réalise, après le décès, ce que le mandant aurait pu faire de son vivant. En ce sens, on peut citer un arrêt de la Cour de Paris du 22 juillet 1901 (D. P. 1907-2-385, note Boistel) ⁽²²⁾.

« Considérant qu'il appert de l'examen des dispositions testamentaires de la dame S..., que sachant que sa maison d'Auxerre était impartageable en nature, et jugeant que, dans l'intérêt de ses trois légataires, il faudrait réaliser tout son actif mobilier et immobilier, elle a entendu ne leur léguer que le produit de cette réalisation en chargeant son exécuteur testamentaire de l'opérer sans observer les formalités de justice, malgré la minorité du jeune F...

Considérant que la testatrice, qui n'avait pas d'héritiers à réserve, et qui était libre de ne rien donner aux légataires universels qu'elle a choisis, a pu leur imposer ces conditions particulières de réalisation d'actif même immobilier, lesquelles ne sont contraires ni à la loi, ni à l'ordre public ; que L... (exécuteur testamentaire) a pu valablement requérir la vente de l'immeuble de la succession... ».

M. Boistel, qui a annoté cet arrêt, recherche si le moyen était correct et le critique :

En effet, pour aliéner des biens de mineurs, il faut recourir aux formalités de l'article 457 et 460 du Code Civil. Or, les biens appartenaient au mineur pour partie et non à l'exécuteur testamentaire. Ils devaient être vendus, licités par justice, car, dès le décès du testateur, la propriété était passée sur la tête des légataires, parmi lesquels se trouvait

(22) Egalement Cass., 8 août 1848, S. 1849, I, 66.

le mineur, et non pas sur la tête de l'exécuteur testamentaire.

Selon M. Boistel, le procédé imaginé aurait dû ne pas réussir, et il indique le remède à ce défaut. Le *de cujus*, au lieu d'exécuteur testamentaire, devrait instituer un légataire universel à charge de réaliser la fortune immobilière et de la répartir entre les trois personnes bénéficiaires, dont lui-même. De cette façon, la propriété des immeubles à aliéner serait passée sur la tête du légataire universel qui pourrait les réaliser, quitte ensuite à exécuter la charge. Aucune objection résultant des dispositions légales édictées pour protéger les incapables n'aurait pu être soulevée.

Quoi qu'il en soit du procédé de l'exécution testamentaire utilisé par le testateur, la jurisprudence facilite le maintien de la volonté du *de cujus* lorsqu'elle emprunte cette forme. Les juges auront à rechercher derrière les mots employés la véritable intention du disposant (analogie, art. 116 du Code Civil). Les Tribunaux décideront quelle est la véritable qualification et si l'on se trouve en présence d'un véritable exécuteur testamentaire ou d'un légataire universel. Lorsque l'autorité judiciaire aura jugé que le testateur a voulu instituer, en réalité, un légataire universel à charge de réaliser les biens, d'en distribuer le prix, l'opération sera inattaquable et échappera à l'objection relatée plus haut.

On peut indiquer, en dernier lieu, un procédé voisin de l'exécution testamentaire permettant d'éviter le partage en nature.

Supposons qu'un testateur lègue ses biens meubles et immeubles à plusieurs légataires, sans vouloir faire les parts de chacun. Il y aura indivision entre eux et le recours au partage judiciaire sera obligatoire, soit en présence de mineurs, soit en cas de désaccord entre majeurs.

Pour éviter les formalités judiciaires, avec toutes les règles qui s'y rattachent, le testateur confiera le soin de

fixer les parts qui reviendront à chaque légataire à une tierce personne. Ce tiers peut désigner soit la quotité de ces parts, soit les biens qui entreront dans la formation des lots, soit les deux à la fois. Ce moyen, dérivé du legs avec faculté d'élire, est valable (Cass. 17-8-1922. S-1924-1-97).

CHAPITRE TROISIEME

EXCEPTIONS COUTUMIERES ET LOCALES A LA REGLE D'EGALITE DU PARTAGE EN NATURE

Le système du Code Civil exigeant que chaque héritier reçût sa part en nature dans les biens héréditaires, en particulier dans les biens ruraux, n'a pas été appliqué rigoureusement dans toutes les régions de la France.

Certaines régions : le Nord-Est de la France, par exemple, ont appliqué à la lettre les prescriptions de la loi et ont abouti en partie au morcellement exagéré des terres. A l'inverse d'autres régions, qui, avant l'application du Code possédaient des coutumes particulières, ont résisté à l'introduction de la loi nouvelle qui unifiait le droit en France. Dans ces contrées, les familles et les praticiens ont tenté de maintenir et de faire rentrer les prescriptions des anciennes coutumes dans la loi du Code Civil. Ils se sont ingéniés à conserver les anciennes traditions qui réglaient la transmission intégrale des domaines ruraux à un seul héritier.

Le Play et ses disciples, De Brandt, également, ont observé cette tendance conservatrice dans la région des Flandres, dans la Basse-Bretagne, dans le pays basque, en Savoie, dans la partie sud du Massif Central.

Les traditions de ces contrées sont si profondément implantées dans les mœurs qu'elles ont résisté à la législation du Code Napoléon.

On peut signaler de même la législation spéciale à l'Alsace et à la Lorraine, qui permet l'attribution intégrale

des biens héréditaires à un seul héritier, lorsque certaines conditions sont réalisées. Cette particularité provient du fait du maintien en Alsace et en Lorraine de la loi allemande. Après 1918, l'on n'a pas voulu remplacer brusquement la législation allemande par la législation française. De cette situation délicate il en est résulté que ces provinces sont soumises pour certains points soit à la législation française, soit à la législation allemande antérieure, soit à une législation spéciale qui n'est ni française, ni allemande (1).

Par ailleurs, M. Maxence Van der Meersch décrit notamment un village des Flandres où la tradition règne encore en maîtresse. Voici ce qu'il a observé au sujet de Fort Mardyk :

« C'est une immense plage, illimitée. Elle s'étale à l'ouest de Dunkerque, jusqu'à Gravelines, sans obstacle, comme une irrésistible coulée, une marée de sable montée à l'assaut des Flandres. La haute mer y vient battre la dune, laisse aux maigres hoyats des paquets d'écume sale. La basse mer s'en retire si vite, et si prodigieusement loin à l'horizon qu'elle n'est plus là-bas qu'une longue et mince barre indigo très sombre, coupant d'un brutal trait rectiligne les deux infinis vides de la grève et du ciel. Et le sable désertique, à perte de vue, sous la dure lumière solaire, blanchit, coupé par places de lagunes effilées et miroitantes, allongées sur cette plage, comme des lames métalliques, où les coulis et les bécasses de mer au vol acrobatique viennent virevolter et s'ébattre, poussant parfois leur grand cri plaintif, mélancolique comme la sauvage lamentation de cette solitude.

Si vaste, si saharienne est cette étendue pâle et dorée, ourlée du mince galon bleu sombre de la mer, qu'on y assiste, à de certaines heures, à d'étonnants mirages, comme en pleine steppe. Tout devant soi, soudainement, on voit

(1) Nous employons ces termes comme base de comparaison. Il est bien évident que toute la législation d'Alsace-Lorraine est française en ce sens que les lois ont été soit maintenues, soit édictées par le Parlement français.

quelquefois paraître et glisser étrangement sur le sable, irréal, vaguement tremblotant, comme une projection de cinéma, l'image d'un grand navire fantôme qui n'est pas là, qui semble passer au large, très loin, on ne sait où.

En plein jour, en plein soleil, seul dans cette solitude, infiniment loin de tout être, et devant le mirage d'un navire qui n'existe pas, on se sent saisi, malgré la lumière, le vent libre et le beau ciel pur, d'une oppression inexplicable en présence de l'énormité de cette nature inhumaine et hallucinante. Et l'on éprouve un malaise, une inquiétude mystérieuse qui ressemble bien à la peur...

Là est Fort-Mardyck. Village perdu, dont les habitants sont hostiles à l'étranger. Ils pêchent surtout la crevette. Ils entrent dans la mer jusqu'aux aisselles, et s'avancent, tout vêtus, tout trempés, guidant devant eux, comme la poignée d'une charrue, le manche du filet qui traîne sur le sable. Ils tendent à marée basse d'autres filets bas, des « bas-parcs » où la haute mer apporte le poisson. Ils chassent aussi à la côte, vont attendre à l'aube, blottis dans un « huttot », le vol des oiseaux migrateurs, sur l'infinie désolation des lagunes et des plages. Beaucoup, enfin, vont « à Islande ».

Tous, ils sont gens de mer, et ils ne peuvent être que cela. Depuis trois siècles, ils obéissent à la volonté et continuent d'observer les prescriptions d'un grand roi.

Louis XIV et Colbert voulaient pour le pays une population de marins. Il existait de Dunkerque à Calais des landes inhabitées. Le Roi Soleil fit don d'un large lambeau de ces dunes à quatre familles venues de Picardie. Il fut entendu qu'elles garderaient la jouissance de ce sol aussi longtemps qu'elles fourniraient des gens de mer au pays.

Ainsi naquit Fort-Mardyck. Ainsi dure-t-il.

Tout inscrit maritime habitant le village depuis un an reçoit en se mariant une parcelle de terre prélevée sur la réserve communale et qui mesure environ 2.500 mètres. Il y bâtit sa demeure. Sol et maison lui appartiennent. Mais

son fils n'en héritera que s'il accepte, à son tour, le métier de pêcheur ou de marin. S'il abandonne la tradition, le bien est vendu aux enchères, un autre marin s'en porte acquéreur et l'héritier ne reçoit que de l'argent.

Jamais un bien n'est morcelé. Autant d'enfants, autant de parcelles à prendre sur la réserve commune, et qui deviendront à leur tour biens de famille. On se marie donc entre soi, on garde le métier pour garder le domaine paternel. Et comme on n'a pas l'inquiétude des enfants à établir, on élève de grandes familles dont chaque membre à son tour est sûr de posséder un jour sa terre et sa maison.

La physionomie du village est typique. Pas deux maisons qui se touchent. Un damier d'enclos soigneusement cultivés, limités par des haies vigoureuses. Et au milieu de chaque enclos, une petite maison blanche au toit rouge, isolée des autres. Cela vous prend, au milieu de la tristesse des dunes, un curieux aspect bocager.

Nos quatre ménages picards, depuis trois siècles, ont donné au pays des milliers de marins, et créé un village d'aujourd'hui 2.000 habitants, où tout le monde est un peu cousin et porte le même nom.

Voici donc un mode de propriété qui favorise au lieu d'entraver la natalité. Il a sur la propriété classique l'avantage d'exiger du bénéficiaire un service en contre-partie. Sur le communisme, il offre celui de laisser à l'homme la possibilité de transmettre aux siens le fruit de sa peine. Il assure enfin et surtout à tout être de bonne volonté la certitude que lui et tous ses enfants posséderont en se mariant un bout de terre bien à eux.

D'autres villages côtiers ont supprimé le régime colbertiste, estimé anachronique. Les habitants ont acheté définitivement la terre. Là sont apparus, comme partout ailleurs, le malthusianisme, le paupérisme et l'inégalité. Maux inconnus et impossibles à Mardyck.

Le cas vaut qu'on y pense. Nous avons assez de terre inemployée en France. Ne pourrions-nous créer des générations de terriens comme Louis XIV créa des générations de marins ? Et ne serait-ce pas un grand pas sur la voie d'une justice supérieure que d'assurer à tout Français qui le demande et s'engage à le travailler, un morceau du sol de France ?

Nous avons un peu trop, je crois, l'illusion qu'avant nous n'ont régné que les ténèbres. Nos vieilles institutions peuvent nous servir encore d'exemple quelquefois. Pour moi, à cette heure où les Français se jettent à la tête les mots de collectivisme, communisme, droit de propriété, je n'ai pas cru mauvais de rappeler la leçon de Fort-Mardyck, extraordinaire petit village où l'on voit réalisé depuis trois siècles, par le grand ministre d'un grand roi, ce rêve à nos yeux impossible : Assurer, sans léser personne, à tout homme de courage et à ses descendants, un coin de terre où ils seront « seul maître après Dieu » (2) ».

Pour notre part, nous nous bornerons seulement à étudier les particularités du pays basque, de la Basse-Bretagne et de l'Alsace-Lorraine, relatives au partage en nature. Nous examinerons comment les dispositions de la loi ont été appliquées dans ces régions et comment les habitants ont réagi sous l'influence de leurs traditions à la mise en vigueur d'une loi uniforme régissant le pays entier (sauf pour le cas spécial de l'Alsace-Lorraine).

Notre étude portera d'abord sur le pays basque, ensuite sur la Basse-Bretagne, enfin sur l'Alsace-Lorraine.

(2) Article de M^e Maxence Van der Meersch paru dans le journal *Le Journal* du 10 décembre 1936 intitulé : La leçon de Fort-Mardyck.

SECTION I

Coutumes basques ⁽³⁾

§ I. — ORIGINE ET FONDEMENT

Le département des Basses-Pyrénées est peuplé par deux races : à l'Ouest, les Basques, d'origine ibérique, et à l'Est, les Béarnais, dont les caractères les rapprochent des Gascons. Seulement la communauté d'intérêts et la facilité des relations ont rapproché tous les habitants de la contrée.

La race basque est très ancienne et fut protégée des invasions qui l'ont refoulée dans la montagne par la nature même du pays. Les Celtes, les Goths, les Arabes, les Francs ont traversé le pays sans s'y fixer, en empruntant les deux plus anciennes routes reliant la France à l'Espagne : la route du bord de mer et la route du col de Roncevaux. Les voies de communication dans cette partie des Pyrénées étant aisées, la frontière politique n'a pas isolé les éléments basques habitant l'Espagne (400.000 environ) des éléments basques résidant en France. Tous les basques, français ou espagnols, parlent encore leur langue primitive, la langue euskuara ; leurs mœurs indépendantes sont restées pures, malgré la présence des deux voies de communication importantes. Le peuple basque français habitant des vallées larges, aux versants en pente

(3) D'après Campagne. La conservation du bien de famille chez les Basques français. Thèse Paris, 1911.

Et d'après Pinatel, *Op. cit.*

douce, ouvertes sur la plaine du Labourd et du Béarn, fertiles et bien arrosées, pratique la culture et l'élevage ; le commerce de produits agricoles et de bétail est important entre la plaine et la basse vallée d'une part, la haute vallée d'autre part. Le genre de vie est cependant plus pastoral qu'agricole (4).

Les caractères physiques ont leur influence sur la manière de vivre et les mœurs des habitants. Dans la famille, le père est considéré comme un véritable chef. Chaque vallée est considérée comme une république indépendante.

Devant une telle race, dotée de règles propres et de principes très anciens, le Code Civil allait rencontrer, quant à son application, une source de résistance. Le peuple basque résista particulièrement à l'introduction de la règle de l'égalité du partage en nature. Ce fait s'explique non pas par l'esprit de révolte, de contradiction, mais bien parce que la transmission intégrale pratiquée depuis fort longtemps est le mode le plus favorable à la vie économique du pays. La vie économique du pays basque repose sur l'institution très forte de la famille.

« La population (du département des Basses-Pyrénées) est en grande partie de souche basque, dont le vieux droit avait un caractère si fortement marqué. Famille et propriété y sont liées de la façon la plus étroite. Les maisons situées à la campagne s'appellent « ethecoudo » dans la langue populaire, c'est-à-dire la maison-souche. L'établissement en fermes isolées et la grande extension des prairies et pâturages concourent à expliquer l'antique coutume de la transmission intégrale (5) ».

L'amour de la famille par tous les descendants facilite la transmission intégrale à un seul enfant. Ce système s'explique par l'état de la culture ; la nature a torturé le relief, les vallées sont fertiles, les montagnes arides, la maison en ce lieu constitue une véritable unité économique ; la morceler, c'est la frapper de mort.

(4) D'après : Gallouédec et Maurette, *Géographie de la France et Géographie Universelle* Quillet, pages 349 à 358, tome I.

(5) De Brandt. *Op. cit.*, page 211.

Les Etats du Béarn s'adressaient en 1775 au roi de France en ces termes : ⁽⁶⁾

« Les Etats répondent : le droit naturel appelle tous les enfants au partage égal de la succession. Mais, dans un pays où le sol est resserré en proportion de la population, des propriétés trop divisées causeraient de fréquentes révolutions dans l'état des familles. Dans un climat dont les variations continuelles dérangent l'ordre des saisons et rendent les revenus des terres trop casuels, il faut des propriétaires qui trouvent dans la fertilité d'une partie de leurs domaines la compensation de la stérilité de l'autre, qui soient en état de supporter des pertes, de faire les avances nécessaires pour les reproductions et d'acquitter les salaires. Ces vues politiques ont dû faire établir en Béarn le partage inégal des successions. Cette loi convient à l'intérêt général des pays, parce qu'elle favorise la levée des subsides et qu'elle force à l'activité le commerce et l'industrie, à l'intérêt particulier des familles, parce qu'elle maintient leur stabilité ⁽⁷⁾ ».

En l'an X, Serviez, préfet des Basses-Pyrénées, écrivait dans un rapport :

« Autant la division des grandes propriétés sur un sol fertile peut être favorable à l'agriculture, autant lui est funeste, dans cette contrée montueuse et stérile, le morcellement d'un héritage déjà très borné ».

L'intérêt économique commande le maintien, sans atteinte, des biens héréditaires qui, réunis, forment un tout, une unité.

L'aîné recueille ordinairement la charge de perpétuer la maison. Les cadets ne sont pas sacrifiés pour autant ; ils épouseront soit une « héritière », ou bien ils partiront, riches d'espoir, tenter la fortune « aux Amériques » ; leur lot est souvent meilleur que celui de l'aîné ; ils

(6) Représentation adressée au roi le 9 septembre 1775.

(7) Batcave. L'institution et l'organisation de la famille et du patrimoine sous le for en Béarn. Enquête sur l'état des familles de la Société d'Economie sociale, 2^e série, 4^e fascicule, 1894, p. 118.

auront de suite leur part, nette, franche, alors que le bien héréditaire, la maison qui se trouve entre les mains de l'aîné, sera grevé d'hypothèque résultant des scultes à payer aux cadets.

La situation de l'aîné n'est pas toujours très enviable.

« Presque toujours, il doit s'endetter pour payer à ses frères des dots que le père seul ne serait pas arrivé à amasser et qui favorisent les établissements éloignés beaucoup mieux que les dots immobilières. Qu'importe en effet au cadet qui part pour l'Amérique un carré de champ avec un lambeau de touyas ⁽⁸⁾ et quelques pieds de chêne ! Ne lui est-il pas plus profitable de laisser toute sa part à son frère et d'emporter comptant un petit pécule qui lui servira là-bas à débiter dans la fortune. C'est ainsi qu'il faut compter l'émigration parmi les causes qui ont favorisé la transmission intégrale ⁽⁹⁾ ».

De plus, les cadets se réservent le droit de revenir à la maison ; celle-ci leur sert de refuge en cas d'insuccès et ils se gardent bien de la détruire par des demandes en partage en nature inconsidérées.

« Au fond de la conception organique de la famille béarnaise se trouve un véritable culte d'où tout dérive, le culte de la « maison ». Ce culte peut se rencontrer dans d'autres régions, mais pas au même degré en tout cas, si nous en jugeons par les heureuses conséquences sociales engendrées par ce culte en Béarn et que l'on ne relève pas ailleurs. La maison est pour le Béarnais le plus pur des symboles et non pas un abri passager...

Au surplus, si ses hôtes passent, la maison ne meurt pas...

La grande préoccupation du Béarnais est précisément de ne pas laisser mourir sa maison ⁽¹⁰⁾ ».

Le désintéressement des cadets est sublime et digne de

(8) Terrains incultes recouverts de genêts et de bruyère.

(9) Campagne. La conservation du bien de famille chez les Basques français, p. 161.

(10) Bonnecase. La philosophie du Code Napoléon appliquée au Droit de famille, p. 239-240.

tout éloge parfois. Pour assurer la continuité de la maison souche, M. Etcheverry nous déclare :

« Les enfants non avantagés ne se sont pas prévalus, pour détruire la maison, des facilités que le Code leur offre, mais dont il ne les force pas à user : partage en nature, licitation, estimation rigoureuse du bien. Ils n'ont même pas toujours réclamé leur part entière ; vendeurs de droits successifs, célibataires, prêtres, émigrants ⁽¹¹⁾ ».

Et sous la plume du R. P. Lhande, nous lisons dans *Mirentchu* (p. 6 et 7) :

« Jusqu'à ce jour, la famille primitive des Guztizederra n'a jamais été supplantée. Fidèles à l'antique coutume des provinces basques, qui permettait au père « en sa qualité de législateur domestique » de léguer librement son bien à un de ses enfants qu'il instituait héritier et successeur, ces paysans se sont transmis de père en fils leur beau domaine, tandis que les cadets essaïmaient au dehors. Ainsi, à travers les révolutions et les guerres dont ces montagnes ont été le théâtre, se sont conservées, avec le nom et la race, les traditions des ancêtres : l'alternance des céréales et celle des fourrages, l'époque des semailles et le temps de la récolte, les heures de la prière et les instants du repos. Et le maître actuel du domaine refait, quand il manie le hoyau ou conduit la charrue, le geste que ses aïeux laboureurs ont tracé mille fois sur ces mêmes mottes où s'imprima la trace de leurs pas.

Quelque régulière et monotone qu'elle soit, cette succession des charges de famille en pays basque ne va pas toujours sans orages. Malgré la commune entente pour la conservation du foyer natal, malgré le prestige des volontés suprêmes du maître mort, il ne se passe guère de génération où l'âtre des chalets paysans ne voie se dérouler quelque drame douloureux et rapide. Puis la force sourde de l'instinct de race triomphe ; les discordes s'apaisent ; l'union s'établit autour du successeur. Et le vieux foyer,

(11) Unions de la Paix sociale, première série, fasc. 1, 1885, p. 79.

cité immuable de la tradition, recommence d'abriter pour un nouveau demi-siècle les arrière-petits-enfants de ceux qui l'ont bâti ».

La maison pour le Basque est quelque chose de sacré.

« C'est une chose qui est au-dessus de toute estimation d'argent : c'est une chose qui n'est pas seulement un bien à nous, les vivants, mais encore la relique de ceux qui l'ont chérie dans le passé et le patrimoine de ceux qui viendront après nous ! Or une chose comme celle-là, une chose aussi sacrée, divine, et en quelque sorte immortelle de droit, mérite qu'on la conserve et qu'on la sauve au prix de tout l'or, le travail, le sang... ⁽¹²⁾ ».

Cette maison reste ouverte à tous. Dans le pays basque il y a déshonneur de ne pas aider à sa conservation. On arrive à la transmission intégrale au moyen de procédés irréguliers.

Comme nous l'écrit un officier ministériel du pays basque ⁽¹³⁾ :

« Procéder comme en Béarn, serait dans d'autres régions jouer avec le feu. L'âme paysanne est ici vraiment noble... J'ai l'impression que j'exerce un sacerdoce... S'il y a des « durs », leur résistance tombe vite à la pensée de l'exemple qu'ils ont à donner à leurs propres enfants et aux cohéritiers de leur conjoint, si le conjoint est lui-même dans la situation d'un précipitaire. Heureux les peuples où règne encore le culte du foyer natal... ».

Combien sont fortes les traditions d'une telle race ! Pour assurer la continuité de telles traditions, les praticiens aident le père de famille.

« Ce dernier trouve même souvent des auxiliaires, car la mentalité est telle qu'on ne croit pas faire mal en devenant complice de ces fraudes. Et, en allant au fond des choses, peut-on en conscience reprocher d'aider ce père de famille qui veut maintenir intacte son œuvre, empêcher le

(12) Lhande. « Mirentchu », page 310.

(13) M^e Claverie, notaire à Sauveterre de Béarn.

morcellement d'un bien qu'il a si péniblement acquis ? Certes, la loi doit être obéie, mais quand toute une population la viole avec sérénité, n'est-ce pas un signe certain que cette loi doit être réformée parce qu'elle ne répond pas aux besoins, aux sentiments, aux mœurs ⁽¹⁴⁾ ».

Examinons donc les procédés employés pour assurer la transmission intégrale du bien rural, qui a pour but de répondre surtout aux besoins, aux sentiments des races basque et béarnaise.

§ II. — PROCÉDÉS TECHNIQUES ⁽¹⁵⁾

Au Pays Basque, l'on fait usage pour assurer la transmission intégrale du bien de l'institution contractuelle. L'héritier gratifié sera ordinairement l'aîné, qu'il soit garçon ou fille. La coutume exige que les aînés se marient avec des cadettes. Ces cadettes reçoivent une dot en argent de leurs parents.

L'on sait que l'institution contractuelle ne peut avoir lieu que dans le cadre du contrat de mariage ou dans les contre-lettres annexées à ces conventions. Ce moyen était fort pratiqué dans l'ancien droit pour conférer aux aînés des familles la certitude de recevoir une partie de l'héritage qui était mise ainsi à l'abri des libéralités du disposant. Supprimé sous la Révolution par la loi du 17 nivôse an II, il fut rétabli par le Code Napoléon. L'institution contractuelle aboutit à donner à l'héritier une réserve contractuelle.

Cette donation, faite dans le contrat de mariage, peut être consentie par n'importe quelle personne capable à cet effet, parente ou non de l'institué. Ordinairement ce seront les père et mère qui se porteront donateurs. Lorsque ceux-

(14) Pinatel. *Op. cit.*, page 123.

(15) D'après les renseignements qu'ont eu l'amabilité de nous fournir MM. les officiers ministériels des Basses-Pyrénées.

Et d'après Pinatel, notaire à Peyrehorade. *Op. cit.*

ci, ou l'un de ceux-ci sera décédé, leurs héritiers agiront en leur défaut, pour réaliser l'institution.

Les parents, habituellement, disposent de la quotité disponible en faveur de l'enfant qui est appelé à conserver le patrimoine, en faveur de l'aîné (16). Mais ils stipulent qu'ils se réservent le droit de disposer entre eux de l'usufruit de la quotité disponible. L'aîné reçoit donc une donation de la nue-propriété des biens présents et à venir. Ensuite la dot que la belle-fille (ou le gendre), une cadette selon la coutume, a reçue de ses parents est remise à titre de collocation entre les mains des beaux-parents, père et mère du précipitaire. Enfin à la garantie du remboursement de cette dot, remboursement qui n'aura lieu qu'au décès du survivant des époux, les parents du précipitaire affectent et hypothèquent au profit de leur belle-fille leur domaine. Cette créance de la belle-fille contre les beaux-parents ne sera pas productrice d'intérêts. Cette dot apportée par une cadette et remise à ses beaux-parents servira à ces derniers et leur permettra de constituer à leur tour une dot à la sœur du fils précipitaire lorsqu'elle épousera un héritier (17).

Pour rendre plus claires ces explications, illustrons-les par un exemple (18).

Le père et la mère Y... ont trois enfants, Jean, Pierre et Marie.

Jean a travaillé toujours avec ses parents. Après son retour du régiment, il est venu reprendre sa place au foyer natal. Il est l'aîné. Pierre, après avoir accompli son service militaire, est parti nanti d'un bon pécule nécessaire à son voyage pour les Amériques. Quant à Marie, elle se mariera prochainement avec l'aîné d'une famille voisine.

Jean, voulant se marier avec une cadette, Jeanne, avertit ses parents de son intention. Après avoir réfléchi, les père

(16) Renseignements fournis par M^e Arribe, notaire à Laruns.

(17) Renseignements fournis par M^e Claverie, notaire à Sauveterre du Béarn.

(18) D'après les renseignements donnés par M^e Gueraçague, notaire, à Saint-Palais.

et mère et le fils décident de passer contrat de mariage.

Le père et la mère Y... attribuent par préciput et hors part à leur fils, par contrat de mariage, la nue-propriété de la quotité disponible des biens qui composeront leurs successions. Cette quotité disponible est du quart, le nombre des enfants étant de trois.

Jeanne de son côté reçoit une dot de 15.000 francs, de ses parents ; ces 15.000 francs, au lieu de les conserver, elle les remet entre les mains de M. et Madame Y..., ses beaux-parents, qui pour garantir le remboursement de cette somme hypothèquent leurs biens au profit de leur belle-fille Jeanne.

Marie, à son tour, épouse l'aîné d'une autre famille. Elle donne son consentement à un contrat de mariage en tous points semblables à celui de son frère aîné. Ses parents lui attribuent une dot en argent liquide de 15.000 francs.

Quelques années plus tard M. et Madame Y... se font des donations entre époux de l'usufruit de la quotité disponible.

M. Y... venant à décéder, Jean continuera l'exploitation, l'indivision étant maintenue.

La mère, Madame Y..., survit peu de temps. A son décès, il y aura lieu de liquider la situation.

Pour faciliter la reprise du bien héréditaire, de la maison par Jean, les héritiers feront une estimation relativement basse. Il faut noter que cette estimation est faite sans arrière-pensée, c'est-à-dire non pas pour frauder le fisc, mais pour éviter des soultes trop élevées.

La maison à attribuer à Jean est évaluée à 75.000 francs.

Il y aura lieu de liquider la masse héréditaire de la façon suivante :

Cette masse se compose au point de vue actif de la maison, soit 75.000 francs, du rapport de la dot de Marie soit 15.000 francs, en tout 90.000 francs.

L'héritier, Jean aura droit : d'abord à la reprise de la dot de sa femme Jeanne, soit 15.000 francs. Reste donc :

$90.000 - 15.000 = 75.000$ francs à partager entre les héritiers. Jean, préciputaire et héritier, a ainsi à prélever : $1/4 + 1/4 = 1/2$ de la masse, soit 37.500 francs.

En tout sur le bien héréditaire, sa part, avec ce qui revient à sa femme, est de $37.500 + 15.000 = 52.500$ francs.

L'Américain, Pierre, a droit à 18.750 francs, de même que Marie.

Marie, ayant déjà eu 15.000 francs de dot, n'a finalement à prélever dans la succession que $18.750 - 15.000 = 3.750$ fr.

Jean, grâce à sa part virile, à son quart préciputaire, à la reprise de la dot de sa femme, en tout 52.500 francs, deviendra propriétaire d'un bien familial valant 75.000 francs. Pour cela, il lui suffit de payer à Pierre et à Marie le montant des soultes, soit 18.750 francs d'une part, et 3.750 francs d'autre part.

En pratique, ces soultes ne seront pas payées ou payées seulement pour partie. Pierre abandonnera sa part gracieusement, mais demandera à être hébergé dans la maison de famille lors de ses voyages en France.

Lorsque les parents n'ont pas fait d'institution contractuelle, ils opèrent de leur vivant le partage anticipé du domaine constitué par les générations anciennes. Ce domaine comprenant des immeubles construits, des cheptels, des terres de diverses natures, est sous-estimé et déclaré impartageable, ce qui favorise le jeu des soultes et la reprise par un seul héritier.

L'usufruit du tout est réservé à l'ascendant survivant donateur comme condition de sa propre donation « sans laquelle elle n'aurait pas eu lieu ». Les soultes fixées seront payées par l'attributaire par exemple, soit $1/2$ au décès du prémourant des donateurs, soit $1/2$ au décès du survivant sans intérêts jusque-là.

Lors de l'exigibilité de ces soultes, elles sont payées généralement sans délai ou tout au moins quittancées contre signatures de billets les représentant. La créance change de cause. L'action en rescision pour lésion ne peut

plus être exercée ; on agit ainsi en connaissance de cause pour l'éviter.

Si, au décès d'un époux, il n'y a pas eu d'arrangement de famille, de donation-partage réalisée, il est d'usage d'attribuer amiablement la totalité de l'usufruit au survivant des parents relativement aux biens ruraux.

Enfin, si les deux parents sont décédés, on procède à des cessions de droits successifs, notamment entre héritiers majeurs. S'il y a mésentente, la licitation sera inévitable. Lorsqu'il y a des mineurs, « l'héritier » achète les droits successifs de ses cohéritiers. Ces derniers peuvent se porter parfois forts pour le mineur. Sinon l'héritier acquerra petit à petit les droits de ses cohéritiers au fur et à mesure de leur majorité. Il deviendra propriétaire de la presque totalité des droits sur le bien ; il se bornera à attendre l'arrivée à majorité du mineur. Celui-ci ne se soustraira pas à l'obligation de vendre sa part à l'héritier. Il ne demandera ni sa part en nature, ni la licitation. La coutume et la tradition auront raison de ses tentatives de résistance au cas où elle aurait tendance à se manifester, à raison de la réprobation universelle et du déshonneur qui l'atteindraient.

Notons enfin qu'en pays basque l'héritier préciputaire, en vertu de la donation, a la charge de nourrir et entretenir ses père et mère dans la maison « tant en santé qu'en maladie ».

On peut signaler, de plus, ce fait qui dénote bien les caractères de la race basque et la confiance qui règne entre tous les membres d'une même famille. C'est la facilité avec laquelle les rapports de dot sont effectués même au cas où il s'agit de dons manuels. L'on sait qu'habituellement la preuve du don manuel est malaisée en raison des circonstances dans lesquelles il a été réalisé. En Béarn et en Pays basque, il n'y a pas généralement de difficultés ; le bénéficiaire, de son propre aveu, indique les dons qu'il a

reçus de la main à la main de la part de ses auteurs (19).

Voilà expliquée succinctement la coutume du département des Basses-Pyrénées. Nous ne pouvons avoir que du respect pour la race basque qui a su conserver intactes ses mœurs, qui a su maintenir si forte la notion de la famille et de la solidarité de ses membres, malgré toutes les vicissitudes de notre époque.

La fécondité des mariages est restée élevée dans cette partie de la France. Le partage en nature, le morcellement, le parcellement excessif ont été évités. Ces faits ont frappé depuis longtemps déjà les sociologues qui se basent sur eux pour réclamer la réforme de la loi française sur les successions, sur la quotité disponible afin de sauver notre agriculture et notre classe de paysans au cœur si généreux.

La coutume et les mœurs basques ont pu se perpétuer jusqu'à présent. Que réserve l'avenir ? En sera-t-il longtemps de même ? Il est difficile de répondre à une pareille question.

Sans doute lorsque certains héritiers, rompant avec les antiques habitudes, réclament l'application stricte de la loi, les tribunaux ne peuvent se soustraire à cette obligation. Leur exemple peut être pernicieux. La transformation des manières de vivre, la recherche de plus en plus poussée de la satisfaction des intérêts matériels peuvent agir sur les caractères des indigènes. De même le service militaire, en enlevant loin du pays pendant de longs mois les jeunes gens des montagnes et en leur montrant l'apparence de vie facile et de luxe de la ville, peut les détourner du retour à la terre. L'industrie sous toutes ses formes et y compris l'industrie touristique, en amenant dans la région des éléments étrangers pourra apporter des modifications dans les mœurs et finalement dans la manière de régler la dévolution amiable des biens héréditaires.

(19) D'après les renseignements fournis par un notaire de l'arrondissement d'Orthez.

Comme le déclare M. Auzelet :

« Les mœurs..., les caractères du montagnard ont gardé beaucoup d'originalité et, pourrait-on dire, de saveur. Il faut se hâter de les saisir et de les goûter avant que le progrès industriel n'ait consommé la banalisation totale... ⁽²⁰⁾.

... Le touriste se réjouit à son tour des facilités d'accès. Qu'il se hâte, car si la nature ne doit pas trop souffrir du progrès, si « ses contrastes accentués », ce charme « qui résulte moins de l'ampleur des ensembles que de l'opposition hardie des détails » n'est pas trop amoindri, n'oublions pas qu'un autre élément du pittoresque sera frappé à mort : le montagnard. Il restera sans doute des Pyrénées, peut-être n'y aura-t-il plus de Pyrénéens ⁽²¹⁾ ».

(20) Géographie Universelle Quillet, page 360.

(21) Géographie Universelle Quillet, page 363.

SECTION II

Coutumes bretonnes

§ I. — CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES (22)

La Basse-Bretagne, qui comprend les trois départements du Finistère, des Côtes-du-Nord et du Morbihan, forme une presqu'île exposant trois de ses faces à la mer. Sa situation éloignée du centre de la France en dehors de tous courants et invasions qui ont traversé le pays, sa composition géologique, tous ces caractères ont contribué à laisser à la Bretagne son cachet. Isolée du reste du pays, cette région a conservé sa langue, ses coutumes, ses croyances.

La Basse-Bretagne, pour autant ne forme pas une contrée uniforme. Grand pays rural malgré la proximité de la mer, la condition des paysans y est très diverse suivant les cantons et la constitution géologique du pays.

La constitution géologique, l'exposition à la mer exercent une grande influence sur l'agriculture.

Au point de vue géographique on peut distinguer deux zones qui contrastent entre elles très nettement par la population (au point de vue densité seulement, car la population de la Basse-Bretagne est d'origine celtique) et par la vie économique. Ces deux zones sont l'Ar-Mor et l'Ar-Coat.

L'Ar-Mor ou zone maritime a pour elle d'abord le

(22) Géographie Universelle Quillet, tome I, pages 103 à 145.

climat maritime, tempéré et très humide. Elle reçoit de plus le courant marin de l'Océan : le Gulf-Stream qui la réchauffe. Ce climat favorise énormément la vie rurale, en particulier la culture maraîchère. La côte de la zone maritime est très déchiquetée ; les baies avec les alluvions, y sont profondes.

Sur la côte septentrionale qui comprend le pays de Saint-Malô, le Penthievre avec Saint-Brieuc, le Trégorrois avec Paimpol et Tréguier, le pays de Morlaix, le pays de Léon avec Saint-Pol et Roscoff, la vie rurale est très prospère, l'agriculture est riche. L'on y cultive le blé, les pommes de terre, les oignons, choux, choux-fleurs, fraises, artichauts. La culture y est intensive, les engrais sont fournis par la mer et sont constitués par le varech, le goémon.

« C'est une illusion pourtant de regarder cet Ar-Mor comme une ceinture dorée continue dont la prospérité et la richesse s'opposeraient à la misère de l'intérieur. C'est seulement sur quelques points et sur quelques étroites zones favorisées que l'Ar-Mor présente ce spectacle...

Il y a cependant sur l'Ar-Mor des cantons privilégiés au point de vue de leurs ressources culturelles. Ces ressources s'expliquent par des conditions spéciales du sol et d'exposition et par les bonifications faciles dues aux aménagements marins, goémon et maërl. Autour de Lézardrieux et Tréguier les champs de pommes de terre donnent des produits hâtifs et abondants, comme près de Saint-Malo.

La côte de Roscoff et de Saint-Pol-de-Léon, tournée à l'Est, abritée par la chaussée de l'île de Batz, fertile par elle-même et de longue date travaillée et engraisée avec acharnement, donne en quantité de nombreuses espèces de légumes, oignons, artichauts, choux-fleurs, pois et haricots verts, que l'instinct trafiquant des « Roscovites » sait écouler à bon prix sur les marchés de France et d'Angleterre ».

Les Bretons sont marins et terriens. Mais la plupart des habitants de la côte sont plus cultivateurs que pêcheurs,

quoique la pêche soit un des principaux revenus de la Bretagne.

La culture a pris dans ces pays un essor particulier dû en grande partie au développement des moyens de communication, que ce soit par mer ou par fer. Les principaux débouchés pour les produits du sol breton sont le centre de la France (Paris) et l'Angleterre.

La côte occidentale est moins riche et moins peuplée que la côte nord.

Quant à la côte méridionale, elle présente à peu près les mêmes caractères que la côte septentrionale. Elle est cependant moins riche, souffrant de l'absence d'arrière-pays qui serait pour elle un débouché. Cette côte comprend le pays de Cornouailles et le Vannetais.

Cette zone maritime ou ceinture dorée, comme on l'appelle parfois, est la région essentiellement vivante de la Bretagne.

La deuxième zone ou Ar-Coat comprend les versants intérieurs des deux plateaux Nord et Sud et la dépression de Chateaulin. Ce pays est recouvert de landes et de fourrés. Il y a alternance de bonnes et mauvaises terres, de prairies ou de landes. On peut cultiver, suivant l'état de la terre, soit du blé, soit du sarrazin, du seigle, de l'avoine.

« Le peuple rural, robuste et prolifique qui y vit, pourrait sans doute appliquer avec profit quelques perfectionnements d'ordre pratique. Mais dans l'ensemble il a tiré le meilleur parti de ce sol ingrat en lui demandant du seigle, du blé noir, la nourriture des petites vaches laitières de la race bretonne... Ce qui montre le mieux la bonne économie rurale du pays, c'est que le sol demeure fécond en hommes. C'est là surtout de Josselin à Loudéac, à Rostrenen et au Faouët qu'il faut chercher la Bretagne prolifique... »

Dans le Bassin de Chateaulin, la terre est plus meuble. Les prairies et les terres labourables sont plus nombreuses et la culture est plus riche que dans l'arrière pays.

Autrefois, dans l'Ar-Coat, les paysans bretons tiraient du sol la nourriture de leur famille ; ils ne lui demandaient que leurs moyens de subsistance. On cultivait notamment les céréales pauvres (sarrazin), on élevait des porcs, des moutons, des chevaux. Actuellement, la vie se transforme ; le paysan cherche des débouchés et des moyens d'échanges, il se tourne vers l'exportation, il apporte plus de soin à l'élevage, notamment aux vaches laitières. Les produits de la ferme, tel le beurre, peuvent s'expédier au loin et sont vendus au centre de la France, en Belgique, en Angleterre.

§ II. — PROCÉDÉS JURIDIQUES.

Avant 1789, le droit coutumier régnait dans l'Ouest. La noblesse foncière était prédominante et exerçait une grande influence sur le pays. Le Clergé également jouissait d'un grand pouvoir. Il en est résulté, au moment de la Grande Révolution de 1789, les nombreux soulèvements qui ont décimé la population.

Les grands domaines, propriété des nobles, se rencontraient souvent dans l'Ouest. Pour cette raison, après la Révolution, le métayage était très pratiqué.

Un autre mode d'exploitation de la culture de l'Ancien Droit s'est perpétué. C'est le **domaine congéable, tenure spéciale**. Le domaine congéable se rencontre en Finistère et dans le Morbihan. Cette sorte de bail, dont il est difficile de trouver l'origine qui paraît très lointaine, met en présence deux parties : le propriétaire du sol et le fermier, propriétaire des bâtiments, des édifices. Le fermier est propriétaire également des améliorations. Le propriétaire est libre de donner congé au fermier en lui remboursant la valeur des constructions. De même le domanier peut déguerpir, faire l'exponse contre une indemnité.

Grâce à un tel contrat, des générations de fermiers ont pu se perpétuer et exploiter le même domaine.

« La grande propriété tient une partie considérable de

la région ; elle tient même les hommes par des pratiques encore subsistantes, au moins à l'intérieur du Morbihan, du domaine congéable qui n'est pas autre chose qu'une répercussion affaiblie du vieux servage personnel ⁽²³⁾ ».

Les baux à domaine congéable ont subsisté jusqu'à nos jours. Cependant il n'en reste que quelques-uns. Les autres ont été rachetés il y a une dizaine d'années environ. La tendance, en ce qui concerne les baux à domaine congéable, est nettement à la disparition.

Le métayage a subi tour à tour les faveurs et les défaveurs de la population.

« Au commencement du siècle, d'après l'estimation de Gasparin, la moitié de la superficie totale cultivée était l'objet de contrats de métayage. Jusqu'à la crise agraire, le métayage a perdu lentement du terrain en faveur du bail à ferme ; depuis 1880, il en regagne et est même remis en vigueur dans les contrées où il était déjà disparu. Tandis que les économistes ont, depuis la fin du siècle dernier, dénoncé le métayage comme préjudiciable aux progrès techniques, un revirement en sa faveur s'est produit dans l'appréciation des agronomes à la suite de l'observation qui fut faite, que dans les contrées où il prédomine, la crise agricole a été souvent supportée plus facilement qu'ailleurs. En conséquence, on a commencé en faveur de son extension une propagande qui n'est pas restée sans succès ⁽²⁴⁾ ».

Quoi qu'il en soit du métayage ou du bail à ferme et de leurs avantages, aucun de ces modes d'exploitation n'est supérieur à la mise en valeur par le paysan même. Alors qu'avant-guerre dans le pays de Léon très peu de paysans étaient propriétaires, actuellement le pourcentage est élevé : 75 % environ des terres sont possédées par eux ⁽²⁵⁾.

Pour ce qui est de la transmission héréditaire et du

(23) Géographie Universelle Quillet, tome I, page 135.

(24) De Brandt. *Op. cit.*, p. 180-181.

(25) Renseignements fournis par M^e Lemoine, notaire à Saint-Pol-de-Léon.

partage des biens, on peut dire que les anciennes coutumes successorales se sont perpétuées.

La coutume ancienne attribuait les biens nobles dans la proportion de deux tiers au fils aîné, et les biens roturiers pouvaient devenir sa propriété contre indemnité aux puînés. La coutume de juveigneur était en usage cependant dans le comté de Rohan (Morbihan) où c'était un puîné qui était avantagé par rapport aux autres enfants.

Donc, pour les biens roturiers, c'était le principe du partage égal qui était en vigueur.

Actuellement, dans la zone maritime ou Ar-Mor, le partage se fait en nature.

Dans le pays de Léon, la propriété est très morcelée, notamment à cause de la culture maraîchère qui exige relativement à la surface cultivée beaucoup de soins. La très grande richesse de la terre exige son morcellement à chaque succession. Si un seul héritier reprenait l'intégralité de la terre, les soultes qu'il aurait à payer seraient trop considérables. Les fermes se composent d'une infinité de parcelles ; on peut citer le cas d'une ferme de 175 ares se décomposant en 17 parcelles ayant chacune un numéro cadastral différent ⁽²⁶⁾.

Le partage en nature est d'autant plus aisé que la terre est, dans ces pays, d'une grande valeur. Dans le pays de Saint-Pol de Léon, par endroits, la valeur de l'hectare dépasse 100.000 francs ⁽²⁷⁾. Dans les environs de Plouescat, Plounevez-Lochrist la terre dépasse également, pour la culture maraîchère, la valeur de 30 à 40.000 francs par hectare ⁽²⁶⁾.

On conçoit, dans ces conditions, que le parcellement soit réalisé. Le danger du parcellement excessif n'échappe pas cependant aux praticiens qui nous signalent que, dans un avenir prochain, ce sera une entrave à la culture.

(26) Renseignements fournis par M^e Geffroy, notaire à Plouescat.

(27) Renseignements fournis par M^e Lemoine, notaire à Saint-Pol-de-Léon.

Le terrain employé à la culture est très morcelé sur les autres côtes de l'Ar-Mor. Dans la partie Ouest de la commune de Crozon et dans la commune de Roscanvel il est d'usage à chaque succession de morceler la terre par celle par parcelle dans le sens de la longueur. Le résultat auquel on arrive est que les parcelles, longues d'environ 100 à 150 mètres, ne sont larges que de quelques mètres (1 m. 50 parfois). La culture devient impossible à réaliser rationnellement.

Ces fractionnements successifs de la terre font que l'on rencontre des fermes de un hectare, 50 ares ou même moins, comme dans le Léon. Pour gagner le complément nécessaire à l'existence, les fermiers passent quelques mois en Angleterre à vendre les oignons, soit comme associés, soit comme employés. Ou bien ils recherchent un appoint dans la pêche.

On opère de même le morcellement sur la côte du Morbihan et des Côtes-du-Nord. A Pont-Croix, dans le Finistère, la terre de même est morcelée.

L'inconvénient du parcellement est d'autant plus grand que les familles nombreuses ne sont pas rares. En Basse-Bretagne, une famille de quatre ou cinq enfants est normale.

A l'intérieur du pays la coutume successorale est différente de celle de la zone maritime.

« Tandis que les professions dues au voisinage de la mer et la culture maraîchère de la côte permettent l'égalité du partage de la propriété rurale par succession, celui-ci est rendu difficile à l'intérieur du pays par le mode d'établissement en fermes isolées, joint à la moindre fertilité naturelle et à la difficulté des débouchés. La conséquence de ces faits a été le maintien de la coutume de la transmission intégrale ⁽²⁸⁾. »

Le Play constatait que l'enfant auquel on attribuait la

(28) De Brandt. *Op. cit.*, page 184.

ferme était généralement l'aîné, sans être pour cela une règle absolue.

« L'enfant qui hérite du domaine paternel n'est pas toujours le fils aîné ; dans beaucoup de familles c'est l'aîné des enfants, sans distinction de sexe (29). »

L'enquête agricole de 1866 signalait le même usage.

Ce même usage existe encore dans la région située au sud de l'Aulne. Dans cette partie de l'arrondissement de Châteaulin et dans l'ensemble de l'arrondissement de Quimper (sauf zone maritime), le droit d'aînesse — s'il est encore permis d'appeler par ce nom l'attribution intégrale du bien contre indemnité — subsiste toujours.

Cette coutume est observée également à l'intérieur des terres dans le Morbihan et dans les Côtes-du-Nord.

Par quels moyens juridiques va-t-on réaliser l'attribution intégrale ou les circonstances favorables qui lui permettront de se faire ?

En Basse-Bretagne, on peut dire que l'on ne pratique pas comme en pays basque. Alors qu'en pays basque le contrat de mariage est en faveur, ici il recule.

Les contrats de mariage très en honneur autrefois, notamment dans les familles aisées, ont tendance à se faire plus rares, à raison du droit fiscal qui les frappe trop lourdement. Le droit civil ne joue pas correctement, selon la volonté des parties, entravé par les droits exorbitants prélevés par l'Administration de l'Enregistrement.

Quand il y a contrat, on ne rencontre pas d'institution contractuelle. Le régime adopté par les époux est celui de la communauté réduite aux acquêts. La dot est constituée soit par les époux eux-mêmes avec le montant de leurs économies ou avec les dons manuels reçus des parents, soit par leurs père et mère.

Le contrat de mariage ne facilite donc pas la transmission intégrale, qui se réalise au contraire grâce à la donation-partage.

(29) Le Play. Ouvriers européens, t. IV. Bordier de la Basse Bretagne, page 347.

La donation-partage est très en faveur et se fait conformément aux règles générales du droit civil en cette matière ⁽³⁰⁾.

De leur vivant, les père et mère attribuent leur bien rural à l'aîné des enfants généralement. Les autres enfants reçoivent leur part en numéraire versé soit par les parents si leur situation de fortune le permet, soit par le co-héritier grâce à une soulte.

Dans l'acte de donation-partage un préciput est donné à l'enfant à qui sont attribués les biens ruraux. Ce préciput n'est que la juste rémunération du travail à l'exploitation familiale et la récompense de la peine qu'il a eue d'élever ses frères et sœurs.

« Le privilège d'aînesse est, là où il subsiste, si fortement enraciné dans l'esprit des populations qu'il n'est point considéré comme un privilège injuste, d'autant plus qu'il n'est point sans charges. Les frères et sœurs restent en effet le plus souvent sur le bien jusqu'à ce qu'ils aient trouvé l'occasion de devenir eux-mêmes chef de maison ⁽³¹⁾. »

L'aîné n'est pas autrement récompensé de son labeur, et de celui de sa femme s'il s'est marié, que par l'acte de donation-partage. Les enfants « qui ne doivent pas rester à la ferme », selon l'expression usitée, épousent parfois une fille, « l'aînée » d'une famille qui se verra attribuer l'exploitation familiale. S'ils sont trop nombreux, ils s'engagent dans la Marine Nationale ou l'Armée. Quant aux filles qui ne trouvent pas à se marier au pays elles partent à Paris généralement se placer comme domestiques.

Comme nous le disions plus haut, les enfants non-attributaires de la ferme reçoivent leur part en argent ; quelquefois il est mis dans leur lot une parcelle de terrain à bâtir située à proximité du bourg, sur laquelle ils pour-

(30) Renseignements fournis par M^e C..., notaire à Roscoff.

(31) De Brandt. *Op. cit.*, page 185.

ront faire édifier une maison qu'ils viendront habiter, la retraite acquise... (32).

Les soultes mises à la charge de « l'aîné » pour permettre l'attribution intégrale de l'exploitation ne sont payées qu'au fur et à mesure que l'attributaire obtient des disponibilités. Pour garantir ces soultes il n'est pas d'usage de prendre inscription de privilège au bureau des hypothèques.

L'enfant attributaire de l'exploitation a la charge de nourrir, loger, vêtir, soigner et entretenir ses vieux parents tant en santé qu'en maladie. Il est prévu au contrat que si une difficulté quelconque surgissait, cette obligation serait convertie en une rente viagère.

De plus ordinairement, il est stipulé que l'enfant préciputaire aura la charge des frais funéraires des parents.

(32) Renseignements fournis par un clerc de notaire de l'arrondissement de Chateaulin.

SECTION III

Législation d'Alsace-Lorraine ⁽³³⁾

§ I. — GÉNÉRALITÉS (*article 73 de la loi du 1^{er} juin 1924*).

La législation qui a régi l'Alsace-Lorraine a connu, au cours des derniers siècles, divers changements dus à la fortune des armes.

Le Code Civil avait supplanté les coutumes diverses en vigueur au XVIII^e siècle. Cependant il resta vivace l'usage de transmettre le bien rural intégralement à un successeur dans certaines régions.

La transmission s'opérait grâce aux procédés techniques du contrat de mariage, et des donations et des testaments ⁽³³⁾.

Aussitôt après l'annexion des deux provinces par l'Allemagne, le législateur allemand apporta des remèdes aux dispositions du Code Civil que l'on jugeait trop rigide, notamment par la loi du 1^{er} décembre 1873 et par la loi du 14 juin 1888, en particulier.

Enfin, la législation allemande fut unifiée et s'appliqua en Alsace-Lorraine grâce à la promulgation du Code Civil. Ce Code Civil entra en vigueur le 1^{er} janvier 1900. Grâce à cette législation, la quotité disponible était fixée à la moitié des biens et la transmission intégrale était grandement facilitée.

Après le retour de l'Alsace-Lorraine à la France il ne

(33) D'après l'ouvrage de A. Blas. De la transmission héréditaire intégrale d'une exploitation en Alsace et Lorraine.

pouvait être question ni de maintenir le droit allemand en vigueur, ce qui eut constitué deux législations dans la « République une et indivisible », ni d'introduire purement et simplement le système successoral français, qui sur certains points était inférieur au régime allemand.

Ces considérations firent que l'on aboutit au système particulier alsacien-lorrain actuel. Ce système devait servir de base à une réforme plus générale qui aurait uniformisé le droit en France.

Sans entrer dans le détail des débats des projets, des contre-projets, des propositions qui, quoique très instructifs en la matière, n'ont pas à retenir notre attention, l'on peut noter le projet du Gouvernement du 9 mars 1922, et le contre-projet de M. Jaeger du 26 juin 1923.

Finalement, le Parlement vota la loi du 1^{er} juin 1924.

Cette loi, qui comprend 269 articles, est intitulée : « Loi du 1^{er} juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ». Parue au *Journal Officiel* du 3 juin 1924, elle est entrée en application le 1^{er} janvier 1925.

En ce qui concerne la matière faisant l'objet de la présente étude, elle devait être essentiellement temporaire.

Art. 14 : « Pendant un délai de dix ans, à partir de la mise en vigueur des lois civiles françaises, sont provisoirement applicables les règles qui font l'objet du présent titre. A l'expiration de ce délai, une loi déterminera les modalités d'application des dispositions correspondantes du droit français ».

Or l'article 73 est compris dans le titre II, temporaire.

Selon le désir du législateur, le délai de dix ans devait être suffisant pour lui permettre d'édicter de nouvelles règles uniformes pour toute la France. Mais son travail n'a pas été accompli dans le temps voulu, et par la loi du 23 décembre 1934 il lui a fallu prolonger pour une

nouvelle durée de dix ans l'application de la loi transitoire ⁽³⁴⁾.

Ce délai sera-t-il suffisant ? On peut en douter d'autant plus que, selon une boutade, en France ce n'est que le provisoire qui dure. Néanmoins il faudra se mettre à l'œuvre un jour prochain. Si on continuait de vivre dans cet état provisoire, des conflits seraient inévitables.

En effet, l'interprétation des Français de « l'intérieur » et des Français « d'Alsace-Lorraine » se poursuit de plus en plus. Des Alsaciens-Lorrains émigrent en France et inversement des habitants des autres contrées vont résider en Alsace. Ce phénomène présente, au point de vue juridique, des inconvénients.

L'article 73, dérogation au partage en nature, est une institution successorale soumise à la loi personnelle du défunt (article 5 de la loi du 24 juillet 1921) ⁽³⁵⁾ et non pas une institution de propriété. Il jouera donc lorsque le *de cujus* aura été de son vivant alsacien-lorrain, soumis au droit local. Son application sera évidente et normale lorsque les biens seront situés dans les provinces recouvrées. Mais l'article 73 jouera également si les biens sont situés à l'intérieur du pays ⁽³⁶⁾.

Le caractère personnel de cette disposition apparaît exorbitant. Le transfert intégral à l'intérieur de la France pourra ou non se réaliser suivant que le *de cujus* est ou non Alsacien. Voilà ressuscités les privilèges de la personnalité des lois.

(34) Loi du 23 décembre 1934 (*J. O.* du 27 décembre 1934).

Art. 1. — Le délai prévu par l'article 14 de la loi du 1^{er} juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle est prorogé jusqu'au 1^{er} janvier 1945.

(35) Art. 5 : « Les successions sont régies, sans distinction entre la masse mobilière et la masse immobilière par la loi qui détermine l'état et la capacité du *de cujus* au moment du décès.

Toutefois la procédure de la liquidation et du partage et toutes autres procédures, ainsi que les mesures de publicité sont déterminées par la loi du lieu de la situation des biens ».

(36) A ce sujet, voir Niboyet. Introduction des lois civiles françaises en Alsace-Lorraine, pages 142, 143, et également A. Blas, *op. cit.*, page 101.

Il importe donc de remédier au plus tôt à cette dualité qui n'est gênante que lorsqu'elle se réalise en dehors d'Alsace-Lorraine.

Pour invoquer le bénéfice de l'article 73 de la loi du 1^{er} juin 1924, il faudra être, selon M. Blas, de statut personnel alsacien-lorrain.

« Par conséquent le *de cujus* pourra avoir été, de son vivant :

1° Une personne réintégrée de plein droit en vertu du Traité de Versailles ;

2° Un individu devenu français par réclamation ;

3° Un descendant légitime ou naturel des précédents, quelle que soit la date de sa naissance ;

4° Un enfant né de parents inconnus, dans les trois départements ;

5° Une femme française d'origine ayant épousé une personne appartenant à l'une des quatre catégories qui précèdent ; celle-ci a en effet pris le statut de son mari (article 2 de la loi du 24 juillet 1921) (37). »

Quelle est la teneur de l'article 73 de la loi du 1^{er} juin 1924 ?

« Lorsque le don ou legs fait à un successible en ligne directe ou au conjoint survivant a pour objet une exploitation agricole, industrielle ou commerciale unique, le donataire ou légataire peut, par dérogation à l'article 866 du Code Civil, retenir en totalité l'objet de la libéralité même si la valeur de cet objet excède la quotité disponible et quel que soit cet excédent, sauf à récompenser les cohéritiers ou héritiers en argent ou autrement.

Il en est de même lorsque le don ou legs fait au conjoint survivant concerne les objets mobiliers ayant servi au ménage commun des époux.

L'estimation d'une exploitation agricole se fait, à dire d'experts, sur la base du revenu net moyen de l'exploitation à l'époque de l'ouverture de la succession.

(37) A Blas. *Op. cit.*, page 101.

Les avantages résultant, pour le donataire ou légataire d'une exploitation agricole, des délais accordés pour le paiement des sommes dues aux héritiers, ne constituent pas une libéralité imputable sur la portion disponible et sur la réserve légale même si les sommes sont stipulées non productives d'intérêts, pourvu toutefois que le paiement ne soit pas retardé au delà de cinq ans à partir de l'ouverture de la succession du disposant. En cas de vente totale ou partielle des immeubles légués ou donnés avant l'expiration du délai de libération, les sommes encore dues deviennent immédiatement exigibles. »

§ II. — BÉNÉFICIAIRES DE L'ARTICLE 73.

Aux termes de l'article 73, deux catégories de personnes peuvent réclamer à leur profit la transmission intégrale de l'exploitation : ce sont les successibles en ligne directe et le conjoint survivant :

A) *Successibles en ligne directe* : Par successible en ligne directe la loi a voulu viser les héritiers à réserve. Ce seront donc les ascendants et les descendants.

On comprend mal que la loi ait réservé cette faculté aux ascendants ; sans doute il y a eu erreur involontaire de la part du législateur. Ils auront le droit d'invoquer la disposition théoriquement. Pratiquement, cette hypothèse sera exceptionnelle.

Par descendants, le législateur a visé d'abord les descendants légitimes, ou légitimés. Les descendants de ceux-ci, venant à la succession du *de cujus* de leur chef ou par représentation, jouissent des mêmes droits.

L'enfant naturel reconnu sera compris aussi parmi les successibles, sauf la disposition de l'article 337 du Code Civil, s'il a été reconnu durant le mariage de l'auteur de la reconnaissance.

Quant aux enfants adultériens ou incestueux, ils n'auront pas le droit d'invoquer l'article 73, n'ayant aucune

vocation héréditaire à la succession de leur parent. Ils n'ont même pas le droit de recevoir à titre gratuit en raison de l'incapacité spéciale qui les frappe (art. 908 du Code Civil).

L'enfant adoptif sera assimilé à l'enfant légitime ; par contre, l'ascendant adoptif ne pourra se prévaloir de la disposition.

B) *Conjoint survivant* : La loi a prévu le cas du conjoint survivant. Pour avoir cette qualité, le divorce ne devra pas avoir été prononcé par justice.

Quid du conjoint séparé ? L'on sait que la jurisprudence a étendu à la séparation de corps la perte des avantages matrimoniaux prévus pour le cas de divorce (art. 299). Par analogie on refusera au conjoint séparé de corps le bénéfice de la disposition de l'article 73, bien qu'il ait obtenu la séparation en sa faveur.

On peut ajouter que le vœu du législateur est qu'une personne vivant en communauté avec le chef de famille lui succède, soit un descendant, soit le conjoint. Or ce ne serait pas le cas du conjoint séparé de corps judiciairement puisqu'une décision de justice a justement mis fin à la communauté de vie et d'habitation.

De plus, il est à présumer en pratique que si le *de cujus* a fait de son vivant une donation à son conjoint, ou rédigé son testament, le jour où la séparation de corps sera prononcée il modifiera, dans la mesure où cela lui est possible, les dispositions prises en faveur de son conjoint.

Difficultés : La loi n'a pas prévu l'ordre dans lequel les bénéficiaires de l'article 73 pourraient s'en réclamer. Si le *de cujus* a légué ou donné l'exploitation par préciput et hors part à plusieurs héritiers et à son épouse, que décider ?

La solution qui s'impose est que l'exploitation doit être continuée en indivision, en commun par ces héritiers.

Le législateur a laissé ce point délicat sans réponse. Il semble qu'il aurait pu adopter un système semblable à

celui employé pour les habitations à bon marché que nous verrons plus loin.

§ III. — BIENS OBJETS DE LA LIBÉRALITÉ VISÉE A L'ARTICLE 73.

Le bien objet de la libéralité, don ou legs, doit être soit une exploitation agricole, soit une exploitation industrielle ou commerciale. Ces deux derniers cas ne sont pas compris dans la présente étude. Seul le côté rural nous intéresse.

Nous laissons de côté également l'attribution intégrale des objets mobiliers au conjoint survivant.

Pour que l'attribution intégrale puisse se réaliser, il faut se trouver en présence d'une exploitation agricole unique.

De suite on peut signaler que la loi n'a fixé aucune valeur pour l'exploitation, à la différence de la loi sur le bien de famille. Cette valeur de l'exploitation peut être quelconque, faible, moyenne ou élevée.

Ce point étant déterminé, quel est le critère de l'exploitation agricole unique ?

Par ce terme il faut entendre l'ensemble des biens ruraux, terres, prés, fermes, vignes, bâtiments, immeubles par destination. Cet ensemble de biens fonciers se complètera d'avantages tels que droits à certains baux, droits d'emphytéose, servitudes, etc...

Le caractère d'exploitation agricole résultera du fait que l'exploitant tire la majorité de ses revenus des produits de la terre ou de ses accessoires (bétail, etc...), de la culture, de l'élevage.

Le législateur a voulu que l'exploitation soit « unique ». Par l'unité de l'exploitation on doit entendre que les diverses parties se complètent et sont dans la dépendance les unes des autres au point de vue économique. Si l'on enlève une partie de l'exploitation, la prospérité de l'ensemble sera compromis au point de vue rendement. Pour qu'une exploitation agricole soit unique, il faut que l'on rencontre une certaine harmonie entre les diverses natures

de biens qui la forment ; tout doit être proportionné : prés, champs, vignes, bâtiments, bois, cheptel, etc...

Suivant le rapporteur de la loi, « l'exploitation doit représenter une entité économique de laquelle aucune partie ne peut être détachée sans briser ou même seulement compromettre son unité, peu importe l'éloignement des terres, bois ou prés par rapport à l'entreprise, du moment qu'ils sont nécessaires à une exploitation rationnelle. »

Comme on le voit, il est difficile de trouver un critère exact. Le pouvoir de dire si l'on se trouve en présence d'une exploitation agricole unique est abandonné au juge du fait qui tranche souverainement.

§ IV. — NATURE DE LA LIBÉRALITÉ VISÉE A L'ARTICLE 73.

Pour que le transfert intégral de l'exploitation soit possible, il est nécessaire qu'elle ait fait l'objet d'un don ou d'un legs. L'article 73 est formel : « Lorsque le don ou legs... ». Mais de plus une condition est exigée : celui-ci doit être effectué *avec dispense de rapport*. L'article 73 indique que le donataire ou légataire peut, « par dérogation à l'article 866 du Code Civil », retenir en totalité l'objet.

Or l'article 866 vise le cas où la donation est faite par préciput et hors part.

Pour les legs aucune difficulté ne se présente plus depuis la loi du 24 mars 1898. Depuis la promulgation de cette loi, le legs est présumé fait par préciput et hors part. Si le *de cujus* a légué par testament le domaine à un successeur, celui-ci pourra se réclamer de l'article 73 pour le conserver intégralement et ne pas effectuer le rapport en nature, lorsque la quotité disponible est dépassée.

Au contraire, dans la donation effectuée par le disposant, il ne suffit pas que le successeur reçoive le domaine. Il faut de plus qu'il lui soit attribué un préciput. Le domaine doit lui avoir été donné avec dispense de rapport.

Cette dispense de rapport peut être expresse ou tacite, concomitante ou non de la donation.

Lorsque la donation par préciput sera régulière, constatée par acte authentique, la demande d'attribution intégrale ne soulèvera pas de contestations.

Les seules contestations qui puissent surgir résulteront des donations irrégulières : donations déguisées ou donations par personnes interposées (38).

Le successible devra faire la preuve qu'il existe bien un préciput, condition primordiale exigée pour que l'article 73 puisse jouer.

Remarque : Le transfert intégral se réalisera facilement lorsque le *de cujus* a donné ou légué une exploitation agricole à lui propre.

Mais comment réaliser le transfert intégral d'une exploitation unique commune entre les époux ?

A) Par le moyen de la donation :

1° Les deux époux devront concourir à l'acte de donation préciputaire.

2° Le père pourra seul, conformément à l'article 1422

(38) D'un arrêt de la Cour de Colmar (1^{er} Ch.) en date du 14 décembre 1932 (rapporté à la *Revue Juridique d'Alsace-Lorraine*, 1933, 552), il résulte que : « La cession faite par un ascendant sous la forme d'un contrat de vente de la majeure partie de ses biens à l'un ou plusieurs de ses héritiers pour un prix payé en nature par les services rendus par les acquéreurs constitue une libéralité déguisée, dont les cohéritiers peuvent demander le rapport à la masse héréditaire.

Les dispositions de l'art. 73 de la loi du 1^{er} juin 1924, autorisant le donataire ou légataire d'une exploitation agricole, industrielle ou commerciale à retenir en totalité l'objet de la libéralité, même dépassant la quotité disponible, sauf récompense aux cohéritiers, sont à interpréter très restrictivement.

La libéralité doit être une donation par préciput dispensée du rapport, faite à un seul successible et portant sur une seule exploitation.

Pour rentrer dans le cas prévu par l'art. 73, l'exploitation doit constituer un bien unique, qui ne peut être morcelé sous peine d'en diminuer la valeur.

Une donation déguisée au profit de plusieurs héritiers et portant sur plusieurs fermes, du bétail et une forêt, ne présente donc pas le caractère de la libéralité visée par l'art. 73 ; les cohéritiers non bénéficiaires de la libéralité ont en conséquence la faculté d'exiger le rapport en nature à la masse des biens ainsi légués ».

du Code Civil, faire une donation d'un immeuble de communauté à un de ses enfants.

La donation sera régulière et valable car elle a pour but l'établissement d'un enfant commun, l'expression « l'enfant commun » étant pris dans son sens le plus large et désignant les enfants et petits-enfants.

Si la donation était consentie à un enfant du premier lit, la sanction en serait la nullité. Mais pour agir en nullité, l'épouse devrait attendre la dissolution de la communauté et le résultat du partage. Elle ne pourra agir que si elle accepte ladite communauté et si l'exploitation est mise dans son lot.

3° La mère seule ne pourra jamais donner valablement avec dispense de rapport une exploitation commune à un de ses descendants.

B) Par le moyen du testament :

Le testament conjonctif étant nul, les deux époux ne pourront agir de concert (sauf exception prévue à l'art. 137 de la loi du 1^{er} juin 1924).

Suivant que le testament sera ou non l'œuvre du père ou de la mère, on appliquera les solutions légales et jurisprudentielles de l'article 1423 du Code Civil.

En bref : le legs fait par la femme est nul. Si c'est le mari qui lègue l'exploitation, le legs s'exécutera en nature, si l'exploitation léguée est mise dans le lot des héritiers du mari, lors du partage. Le successible pourra, dans ce cas, invoquer l'article 73.

On peut illustrer ce cas par un exemple : Deux époux ayant deux enfants possèdent deux exploitations communes, une agricole, une industrielle de valeur égale à la première. Le père lègue par préciput et hors part l'exploitation agricole (valeur 60.000) à un enfant.

L'exploitation industrielle vaut 60.000 francs.

A la mort du père, on liquidera la communauté. L'exploitation agricole étant mise dans le lot des enfants, l'enfant préciputaire réclamera à bon droit le bénéfice de l'article 73. Si au contraire l'exploitation avait été mise

dans le lot de la femme, l'attribution intégrale n'aurait pu avoir lieu. L'héritier gratifié n'aurait pu demander qu'un équivalent ⁽³⁹⁾.

§ V. — EFFETS DU TRANSFERT INTÉGRAL.

La loi prévoit que l'attributaire devra récompenser ses cohéritiers « en argent ou autrement » de la portion qui excède sa part dans la masse successorale.

L'attributaire devra verser le complément de leur part aux autres successibles. Ceux-ci toucheront leur réserve en valeur et non pas en nature. Cependant lors du règlement de partage l'attributaire pourra donner en paiement des biens (dation en paiement) ou abandonner les droits qu'il détient sur le reste de la masse héréditaire. Il y a dans ce cas dérogation au partage en nature.

Suivant les cas d'espèces, les héritiers toucheront soit leur part en valeur intégralement, soit leur part composée de certains biens héréditaires.

Seulement, il y a lieu de fixer d'abord la valeur du bien objet de transmission intégrale. L'estimation de l'exploitation agricole se fera obligatoirement par l'intermédiaire d'experts. Le chiffre fixé par eux ne s'impose pas au juge qui reste libre de le modifier (article 323 du Code de procédure civile).

Pour établir ce chiffre, la loi, contrairement à toute attente, n'a pas voulu comme base le prix de vente possible, la valeur vénale de l'exploitation. Elle déclare que

(39) Premier cas : La communauté se monte à 120.000 francs. La femme reçoit dans son lot l'exploitation agricole (60.000 francs). Pas de transfert intégral possible. L'enfant avantagé aura deux tiers de l'exploitation industrielle indivise, l'autre un tiers.

Deuxième cas : L'exploitation agricole est mise dans le lot du mari (60.000 francs). Le transfert intégral est possible. L'enfant avantagé dont la part se monte à 40.000 francs prendra l'exploitation agricole à charge de payer à son frère une soulte de 20.000 francs (contrairement à l'article 866).

l'estimation se fera : « sur la base du revenu net moyen de l'exploitation à l'époque de l'ouverture de la succession ».

Le législateur a craint, en prenant la valeur vénale comme base, que le prix d'estimation ne soit trop élevé et en conséquence les soultes à payer trop fortes.

La terre, selon la théorie de Rodbertus Jagetzow, n'est pas un capital, mais une source de revenus. Cette idée domine la disposition de l'article 73.

Les experts rechercheront, durant les années qui ont précédé la mort du disposant, quel était le revenu brut de l'exploitation. D'un autre côté, ils établiront la somme des frais généraux durant le même nombre d'années (salaires, assurances, frais d'entretien, etc...). Pour leur servir de modes de comparaison, ils se serviront des comptabilités rédigées par les propriétaires d'exploitations similaires, toutes choses égales d'ailleurs. Après avoir déduit du revenu brut, les frais généraux, ils diviseront le résultat de la soustraction par le nombre d'années sur lesquelles ils ont fait porter leurs recherches. Ce nombre représente le revenu net moyen. Pour obtenir la valeur de l'exploitation permettant de réaliser les opérations de partage il suffit de rechercher à quel capital correspond ce revenu. Pour ce faire, on tiendra compte du loyer usuel de l'argent.

Cette estimation étant faite, on procédera aux opérations de partage. L'on fixera le montant des droits de chaque héritier, la quotité de la soulte qui revient à chacun, compte tenu des dettes, chirographaires et hypothécaires.

La loi a organisé dans l'article 73-4°, un procédé original de paiement dérogatoire au droit commun. Le disposant dans son testament, ou dans la donation préciputaire, peut autoriser le bénéficiaire à ne pas payer de suite à son décès, les soultes dues aux cohéritiers. Le délai maximum qu'il puisse accorder est de cinq années, pendant lesquelles les soultes ne produiront aucun intérêt moratoire.

L'attributaire est avantagé sur de nombreux points :

d'abord il reçoit un préciput, ensuite l'exploitation est évaluée en-dessous de sa valeur vénale, enfin pour les soultes à payer il obtient des délais sans payer pour autant d'intérêts de retard.

Si le *de cujus* a concédé à l'attributaire un délai supérieur à cinq années pendant lesquelles les soultes ne porteront pas intérêts, la circulaire ministérielle du 1^{er} décembre 1924 décide que le délai ne sera pas ramené à cinq années ; mais l'excédent sera considéré comme étant une libéralité préciputaire. La nouvelle libéralité porte sur les intérêts que l'attributaire est dispensé de payer ⁽⁴⁰⁾.

La dispense d'intérêt pendant cinq années prévue à l'article 73 équivaut indirectement à l'élargissement de la quotité disponible, lorsque le préciput accordé à l'attributaire est déjà égal au maximum possible par la loi dans l'espèce.

Conformément à l'article 74-4° le débiteur sera déchu du bénéfice du terme, s'il a aliéné en totalité ou en partie l'exploitation agricole avant sa libération complète.

De même les soultes seront exigibles de suite, si le débiteur tombe en faillite ou en déconfiture ou s'il diminue les sûretés (art. 1188 du Code Civil).

L'attribution intégrale étant une opération de partage, d'allotissement, les garanties conférées ordinairement aux copartageants appartiendront aux co-héritiers de l'attributaire.

Ceux-ci auront pour garantir leur créance le privilège

(40) Exemple : Une exploitation agricole valant 100.000 francs, il est attribué par testament à un héritier un préciput de 1/10. Le *de cujus* laisse 2 enfants. Chaque héritier aura : le gratifié, 45.000 plus 10.000 égalent 55.000, l'autre 45.000 francs. L'attributaire s'est vu conférer pour payer la soulte de 45.000 francs un délai de 15 ans avec dispense d'intérêts. Selon la circulaire ministérielle après les cinq années, il y a libéralité quant aux intérêts. Si l'intérêt légal est de 5 %, la libéralité nouvelle sera représentée par les intérêts de 45.000 francs pendant 10 ans à 5 % soit 22.500 francs. Le gratifié reçoit donc en réalité un préciput de 10.000 plus 22.500 égalent 32.500 francs correspondant à une quotité disponible de 3,25/10 au lieu de 1/10. Cette quotité étant inférieure à celle autorisée par la loi (un tiers), l'opération sera correcte.

de copartageant. Ils pourront demander la rescision du partage pour cause de lésion. Seulement le partage ayant un effet déclaratif, ils ne pourront user de l'action résolutoire en cas de non-paiement de la soulte.

De son côté l'attributaire du bien sera garanti contre tous troubles et éviction conformément au droit commun des articles 884 et 885 du Code Civil.

Cette législation locale, bien que plus satisfaisante que celle française, est cependant encore insuffisante. Elle vise un cas bien déterminé : celui où il y a eu don ou legs au profit d'un sucssible fait par préciput et hors part. Elle est critiquable en ce qu'elle a laissé de côté le cas où la donation n'est pas faite avec dispense de rapport et le cas de succession *ab intestat*.

TROISIEME PARTIE

LES RÉFORMES

Nous avons vu précédemment quels étaient les moyens employés par les ayants droit pour faire échec à la règle d'égalité du partage en nature et à la licitation. Ces moyens sont parfois entachés de nullité ou dangereux, de telle sorte que celui qui les emploie n'est pas certain que le but qu'il recherche sera atteint. Seule la prescription leur donne autorité, ou bien la consécration par les cohéritiers lorsqu'ils en sont juridiquement capables.

Comme le signale De Brandt :

« Les coutumes héréditaires sont encore aujourd'hui en contradiction avec les principes du droit en vigueur. On y voit souvent encore la propriété passer exclusivement à un enfant qui reçoit la quotité disponible par préciput..... Mais, en pratique, le privilège exclusif de succession et ce qui en reste sont en contradiction avec la disposition fondamentale du Code, d'après laquelle chaque enfant a droit à une part égale dans chacun des biens de la succession, souvent même les anciens usages se maintiennent au moyen d'une convention illégale au détriment des héritiers qui cèdent, et, par conséquent, en opposition directe aux prescriptions de la loi, sans, cependant, qu'un acte de ce genre soit considéré comme une injustice (1) ».

Les procédés employés dans certaines régions n'ont qu'un seul but : maintenir intacte la propriété et en particulier la petite propriété qui, si elle était démantelée, serait condamnée à disparaître.

Le législateur a bien été forcé de reconnaître les effets néfastes de la règle du partage en nature et de la licitation lorsqu'il a décidé des règles sur les habitations à bon marché, sur la petite propriété et sur le bien de famille insaisissable. La propriété a un rôle moralisateur, elle est un

(1) De Brandt. Op. cit., page 336.

facteur d'ordre dans la vie sociale. Si dans un pays il y a de nombreux propriétaires, l'ordre public aura tendance à ne pas être troublé.

La règle du partage en nature, qui a pu paraître bonne aux législateurs de la Révolution, quand elle frappait les grands domaines, présente des conséquences néfastes lorsqu'elle joue vis-à-vis des petites propriétés.

Aussi, en 1894, le Parlement français a-t-il fait brèche dans le système antérieur et a admis des dérogations particulières. Il a commencé à admettre que des règles spéciales devaient être édictées en faveur des petits propriétaires ; les articles 826, 832 et 815 du Code Civil seront écartés ; il sera possible d'abord de continuer l'indivision, ensuite de pratiquer le transfert intégral à un seul cohéritier.

Cette législation de faveur vise les habitations à bon marché et le bien de famille insaisissable.

CHAPITRE PREMIER

REFORMES REALISEES — LOIS SPECIALES

SECTION I

Lois sur les habitations à bon marché et la petite propriété

La première loi qui a dérogé aux lois ordinaires sur les successions est la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché (loi Siegfried).

Ensuite, d'autres lois la modifiant ou la complétant, ou encore puisant leurs bases dans cette loi de 1894, furent votées.

On peut signaler particulièrement :

La loi du 12 avril 1906 ;

La loi du 10 avril 1908 ;

La loi du 5 décembre 1922 (modifiée plus tard par celle du 13 juillet 1928) a codifié la législation en vigueur relative aux habitations à bon marché et à la petite propriété ;

Enfin, la loi du 13 février 1937 a harmonisé les deux législations sur le bien de famille et les habitations à bon marché, en ce qui concerne les dérogations au régime successoral de droit commun.

§ I. — LOI DU 30 NOVEMBRE 1894 (2)

1°. — *Son but.*

La loi de 1894, sans nous intéresser outre mesure au cours de cette étude, est cependant typique, car elle nous montre l'évolution qui s'est faite dans l'état d'esprit du législateur, et parce qu'elle servit de modèle à des lois postérieures.

Le législateur de 1894 avait été frappé des conséquences néfastes de l'immigration urbaine et de l'augmentation considérable du nombre des salariés non-propriétaires. N'ayant pas de logis convenables, propres et coquets, les ouvriers en étaient réduits à vivre dans des taudis loués fort cher. La loi de 1894 sur les habitations à bon marché avait pour but de mettre à la disposition des ouvriers des habitations salubres et, de plus, de les en rendre propriétaires, de les « embourgeoiser » pour calmer leurs récriminations contre l'ordre social.

On peut lire notamment dans l'exposé des motifs de la loi :

« L'insuffisance et le déplorable état des petits logements produisent à la fois divers maux regrettables : répulsion pour le foyer domestique, dispersion et destruction de la famille, corruption de l'enfance, attrait irrésistible du cabaret, sourdes colères contre la société ».

Voilà les maux que le législateur voulait écarter en multipliant le nombre des petits propriétaires.

La législation est faite en faveur des petits propriétaires seulement :

« Les présentes dispositions ont pour objet d'encourager la construction des maisons salubres et à bon marché en

(2) J. Challamel. Du nouveau régime successoral inauguré par la loi du 30 novembre 1894.

A. Mellet. Des modifications apportées au Code Civil par la loi du 30 novembre 1894.

faveur des personnes peu fortunées et notamment des travailleurs vivant principalement de leur salaire » porte l'article 1 de la loi du 5 décembre 1922.

Le but de la loi est donc un but social. Le législateur veut accroître le nombre et le bien-être des propriétaires, et en cela il suit les traditions des hommes de la Révolution. Pour favoriser et faciliter l'acquisition des habitations à bon marché par les ouvriers, la loi a prévu des conditions spéciales. Elle a organisé la constitution de sociétés chargées de faire des avances aux ouvriers pour leur permettre l'acquisition ou la construction de maisons à bon marché. Pour garantir le remboursement du prêt, une hypothèque est prise sur le bien. Le remboursement s'effectue par annuités qui sont composées ainsi, partie par une fraction du capital, partie par les intérêts du capital. De plus, une assurance sur la vie est contractée par le propriétaire ; en vertu du contrat d'assurance, les annuités à échoir depuis le décès du propriétaire seront payées par la Compagnie d'Assurances, de sorte que les héritiers seront libérés et ne seront pas tenus de la dette qui pesait sur la tête de leur auteur.

Nous n'avons pas à examiner ici les conditions d'application de la loi sur les habitations à bon marché.

Supposons qu'une habitation à bon marché se trouve dans la masse héréditaire du *de cujus*.

Examinons les règles spéciales dérogoires au Code Civil qui ont à retenir spécialement notre attention.

2°. — Règles dérogoires au droit commun.

Le législateur, ici, a dérogé à la règle du partage en nature sans déroger à la règle de l'égalité en valeur. Son seul but a été de permettre la transmission intégrale du bien. Il n'a pas voulu que le bien si laborieusement acquis soit, au décès d'un des parents, licité, étant normalement impartageable en nature et constituant, dans la plupart des cas, le seul actif de la succession.

Comme le disait au Sénat M. Diancourt : « L'article 8 envisage l'éventualité de la mort du père de famille. Que va devenir la maison si laborieusement acquise ? Elle sera forcément vendue, c'est-à-dire, sacrifiée, si l'on s'en tient aux prescriptions impératives du Code Civil. C'est la grande préoccupation de l'ouvrier qui a placé là ses économies ; c'est cette pensée qui le fait hésiter et souvent reculer devant un contrat d'acquisition ⁽³⁾ ».

Quel est cet article 8 dérogatoire au droit commun ?

Il a été reproduit dans la loi du 5 décembre 1922 par l'article 81 :

« Lorsqu'une maison individuelle, construite dans les conditions édictées par les présentes dispositions, figure dans une succession et que cette maison est occupée au moment du décès de l'acquéreur ou du constructeur par le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants, il est dérogé aux dispositions du Code Civil, ainsi qu'il est dit ci-après :

1° Si le conjoint survivant est copropriétaire de la maison, au moins pour moitié, et s'il l'habite au moment du décès, l'indivision peut, à sa demande, être maintenue pendant cinq ans, à partir du décès et continuée ensuite de cinq en cinq ans, jusqu'à son propre décès.

Si la disposition de l'alinéa précédent n'est point appliquée et si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue, à la demande du conjoint ou de l'un de ses descendants, pendant cinq années à partir du décès.

Dans le cas où il se trouve des mineurs parmi les descendants, l'indivision peut être continuée pendant cinq années, à partir de la majorité de l'aîné des mineurs, sans que sa durée totale puisse, à moins d'un consentement unanime, excéder dix ans.

Dans ces divers cas, le juge de paix prononce le maintien ou la continuation de l'indivision après avis du conseil de famille s'il y a lieu ;

(3) *Journal Officiel*, Débats Parlementaires, Sénat, séance du 8 novembre 1894, page 839.

2° Chacun des héritiers, et le conjoint survivant, s'il a un droit de copropriété, a la faculté de reprendre la maison sur estimation. Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux, s'il est copropriétaire pour moitié au moins. Toutes choses égales, la majorité des intéressés décide. A défaut de majorité, il est procédé par voie de tirage au sort. S'il y a contestation sur l'estimation de la maison, cette estimation est faite par le comité de patronage et homologuée par le juge de paix. Si l'attribution de la maison doit être faite par la majorité ou par le sort, les intéressés y procèdent sous la présidence du juge de paix, qui dresse un procès-verbal des opérations ».

3°. — *Commentaires*

La loi, dans ses dispositions, permet, d'une part, de prolonger l'indivision, d'autre part, l'attribution intégrale.

a) Cette loi de 1894 joue pour les habitations à bon marché seulement. De ce fait, une première remarque s'impose. Pour un même individu décédé, plusieurs successions s'ouvriront. On pourra voir jouer, pour les biens ordinaires, la succession du Code Civil, pour certains biens donnés, une succession anormale, et, pour l'habitation à bon marché, la succession prévue à l'article 81 de la loi du 5 décembre 1922.

b) On remarque en deuxième lieu, la dérogation aux règles de l'article 815. Alors que, suivant cet article du Code Civil : nul n'est contraint de rester dans l'indivision, et que la volonté d'un seul héritier impose la loi à tous en demandant le partage, ici l'inverse se produit ; la volonté d'un seul suffira pour assurer la continuation de l'indivision. Sans doute, cet état ne sera que provisoire, mais il présentera parfois des avantages.

La loi a prévu pour assurer le maintien de l'indivision, les cas suivants :

1° Lorsque le conjoint du *de cujus* est copropriétaire de

la maison pour moitié au moins — ce qui sera ordinairement réalisé lorsque l'immeuble est acquêt de communauté — il suffira à ce conjoint de demander l'indivision tous les cinq ans, jusqu'à son décès —. Ce droit existe dès que le conjoint habite la maison lors du décès.

2° Lorsque le *de cujus* laisse des descendants, en plus du conjoint, l'un quelconque des descendants peut demander le maintien de l'indivision pendant cinq années au maximum à partir du décès. Une fois ce délai de cinq ans écoulé, la volonté d'un seul sera inopérante.

3° S'il y a des mineurs parmi les descendants, le délai du maintien de l'indivision est spécial. Cette indivision peut être continué pendant cinq années à partir de la majorité de l'ainé des mineurs, sans pouvoir excéder dix ans.

On comprend mal que la loi ait fixé comme point de départ des cinq années l'arrivée à la majorité de *l'ainé* ; il eût semblé plus logique de fixer ce point à l'arrivée à majorité du plus jeune des mineurs (4). Sans doute peut-on dire que parfois, s'il en avait été ainsi, le délai eût été trop grand.

Cet état instable d'indivision ne peut durer, il y aura lieu de liquider la situation à un certain moment. Comment faire ?

c) En troisième lieu, la loi de 1894 a dérogé au Code Civil en permettant l'attribution intégrale du bien (art. 81-2°, loi du 5 décembre 1922).

Cette innovation est la plus importante qui ait pu être introduite dans la loi. La règle de l'égalité du partage en nature est mise directement en échec au profit de la règle de l'égalité en valeur.

On permet à un héritier quelconque ayant un droit sur l'immeuble, que ce droit soit très important au point de vue quotité ou soit, au contraire, minime, ou au conjoint

(4) Ce point de départ vient d'être modifié dans le sens que nous indiquions par la loi du 13 février 1937. Voir page 219.

copropriétaire, de réclamer pour lui seul l'attribution intégrale de l'immeuble à bon marché. La reprise est faite sur estimation ; s'il y a différend sur l'estimation, elle sera faite par le comité de patronage.

L'attributaire intégral sera fixé dans l'ordre suivant : Aura ainsi la pleine liberté d'acquérir l'immeuble (ou de refuser) d'abord celui qui a été désigné par le défunt, ensuite l'époux copropriétaire de moitié au moins.

Si ces deux personnes se dérobent, ou si le *de cujus* n'a pas fait de choix et que l'époux refuse, la majorité des ayants droit tranchera, ou à défaut de majorité, l'attributaire sera tiré au sort, sous le contrôle du juge de paix.

Par descendants, on ne doit entendre que les enfants légitimes, naturels ou adoptifs.

Ce procédé original évite le partage en nature et la licitation.

Cependant, la loi est restée muette sur le mode de paiement des soultes résultant de l'attribution intégrale, et c'est peut-être là le point faible de la loi.

Quoi qu'il en soit, la brèche dans l'antique édifice du partage en nature était commencée ; le législateur avait compris qu'il est néfaste de détruire la maison qui abrite le foyer, lorsque cette maison est à peu près l'unique bien de la succession et que si les règles du Code Civil avaient joué, la licitation eût été inévitable.

Entraîné dans cette voie de l'exception, le Parlement allait continuer cette évolution par la loi du 12 avril 1906.

§ II. — LOI DU 12 AVRIL 1906.

La loi du 12 avril 1906, dite loi Strauss, a eu pour but d'élargir et de compléter la loi du 30 novembre 1894. Elle a été reprise par la loi du 5 décembre 1922.

Ce qui nous intéresse, ici, c'est l'extension de la législation spéciale aux habitations à bon marché, aux dépendances de la maison.

L'abbé Lemire a consacré ses efforts à ce but. En 1897,

il fondait une fédération nationale dénommée « Ligue française du coin de terre et du foyer ». En 1906, la loi dite loi Strauss, était votée.

L'article 2, § 3 de la loi du 5 décembre 1922 porte que :

« Seront considérés comme dépendances de la maison pour l'application des présentes dispositions, sauf en ce qui concerne l'exemption temporaire d'impôt foncier, les jardins d'une superficie de 10 ares au plus, attenant ou non attenant aux constructions et possédés dans la même localité par les mêmes propriétaires ».

La loi prévoit deux hypothèses différentes :

1° Lorsque le jardin est attenant à la maison, on lui applique la même législation qu'à la maison ; ceci est logique, car le jardin et la maison forment bien, dans ce cas, une propriété unique ; il n'y avait pas lieu d'appliquer à cette propriété deux législations différentes.

2° Lorsque le jardin sera situé dans la même localité, bien que n'étant pas attenant à la maison, on lui applique la législation particulière des H. B. M. Le jardin ne doit pas être d'une superficie supérieure à 10 ares.

Dans le deuxième cas, l'innovation de la loi est intéressante. Le législateur a envisagé l'ensemble des biens, jardin et maison, comme formant un tout indivisible juridiquement, bien que divisible matériellement. Cette notion nouvelle est la conséquence du point de vue qui a amené le législateur à considérer le côté social et moral de la fonction dévolue à la propriété.

§ III. — LOI DU 10 AVRIL 1908.

La loi du 10 avril 1908, dite loi Ribot, vise les petits propriétaires ruraux. Jusqu'à présent, seul l'ouvrier de la ville avait retenu les faveurs du Parlement, mais on pensa vite que l'ouvrier rural était aussi digne d'intérêt que l'ouvrier de la ville. Pour lui permettre d'acquérir et de conserver intacte sa propriété on lui étendit les dispositions

de la loi sur les habitations à bon marché. Des prêts pourront être accordés à cette classe laborieuse :

Cette loi a été comprise dans la loi du 5 décembre 1922, article 46 :

« Les sociétés de crédit immobilier peuvent consentir des prêts en vue de l'acquisition de jardins ou champs n'excédant pas un hectare, pourvu :

1° Que la valeur locative réelle du logement de l'acquéreur n'excède pas, au moment de l'acquisition, le chiffre fixé pour la commune par l'article 2 ci-dessus ;

2° Que le prix d'acquisition, y compris les charges, ne dépasse pas 1200 francs ;

3° Que l'acquéreur s'engage, ..., à cultiver lui-même ce terrain ou à le faire cultiver par des membres de sa famille.

Si l'acquéreur.....

Tous les avantages prévus pour les maisons à bon marché, sauf l'exception temporaire d'impôt foncier, s'appliquent aux jardins ou champs visés au présent article ».

Et la loi du 13 juillet 1928 a modifié la loi du 5 décembre 1922 et édicte dans son article 19 :

« Les dispositions de la présente loi s'appliquent également à la construction, à l'acquisition d'immeubles déjà existants en vue de leur reconstitution, à l'aménagement, à la réparation et à l'assainissement des habitations destinées au logement des ouvriers agricoles et des propriétaires ou petits exploitants peu fortunés, travaillant habituellement seuls ou avec un seul ouvrier et avec des membres de leur famille, salariés ou non, habitant avec eux, ainsi qu'aux logements avec atelier pour artisans ».

Telles sont les conditions d'application de la législation dérogatoire au droit commun, relative aux immeubles ruraux de peu d'importance, appartenant à de petits propriétaires.

SECTION II.

Loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable

Le mouvement de faveur vis-à-vis de la petite propriété se continua par la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille.

Cette loi fut modifiée par la loi du 14 mars 1928 et son domaine d'application étendu par la loi du 22 février 1931.

Semblable au système américain du « homestead », le bien de famille sera soumis à un régime spécial, d'abord du vivant du chef de famille, ensuite après sa mort.

Le bien de famille comprend soit une habitation unique, soit une habitation et des terres attenantes ou non, pourvu qu'elles soient exploitées par la famille. La propriété dont la valeur ne doit pas dépasser 40.000 francs, deviendra insaisissable. Pour qu'elle soit constituée en bien de famille, il suffit d'une déclaration devant notaire, d'un testament ou d'une donation (art. 6) et d'accomplir certaines formalités de publicité.

Le but voulu et recherché par le législateur était d'entraver l'exode rural, en maintenant intact le foyer, même à l'encontre des créanciers. L'expropriation, la saisie ne pourront s'exécuter sur le bien de famille. Le législateur luttait également contre les hypothèques et la licitation, sources de démembrement de la propriété.

A la mort du père de famille, ou mieux, de celui qui a constitué le bien de famille, la destinée du bien sera la suivante :

1°) *Indivision prolongée.* — L'insaisissabilité du bien

sera la conséquence de son maintien dans l'indivision. Le législateur n'a pas voulu que la mort du constituant entraînant la destruction du foyer, notamment dans le cas où il y a des enfants mineurs. Dans ce cas seulement, l'indivision pourra être prolongée jusqu'à la majorité du plus jeune des enfants.

Le temps pendant lequel l'état d'indivision, pour le bien de famille, peut être maintenu est donc différent du délai fixé pour les habitations à bon marché (5 ans après l'arrivée à majorité de l'ainé de mineurs) (5).

Cette disposition, qui est un progrès sur la loi du 30 novembre 1894, résulte de l'article 18 de la loi du 12 juillet 1909. (5).

« S'il existe des mineurs au moment du décès de l'époux propriétaire de tout ou partie du bien, le juge de paix peut, soit à la requête du conjoint survivant, du tuteur ou d'un enfant majeur, soit à la demande du conseil de famille, ordonner la prolongation de l'indivision jusqu'à la majorité du plus jeune et allouer, s'il y a lieu, une indemnité pour ajournement du partage aux héritiers, qui sont ou qui deviennent majeurs et ne profitent pas de l'habitation ».

La volonté d'un seul fera maintenir l'état d'indivision, contrairement à la règle de l'article 815 du Code Civil.

2° *Transfert intégral*. — Mais ce qui est le plus important dans la loi de 1909, c'est que la règle du partage en nature et la licitation sont évitées et le transfert intégral permis.

Art. 19 : « Le survivant des époux, s'il est copropriétaire du bien et s'il habite la maison, a la faculté de réclamer, à l'exclusion des héritiers, l'attribution intégrale du bien sur estimation.

Ce droit s'ouvre à son profit, soit au décès de son conjoint, si tous les descendants sont majeurs, ou même lorsqu'il y a des mineurs, si la demande en maintien d'indivi-

(5) Voir *infra* les modifications apportées par la loi du 13 février 1937.

sion a été rejetée, soit à la majorité des enfants, lorsque l'indivision a été maintenue ».

La loi de 1909 a, à la fois, étendu et restreint le domaine du bénéfice d'attribution intégrale.

Dans le sens de l'extension : A la différence de la loi de 1894, lorsque le conjoint réclame à son profit le bénéfice de la loi, on exige qu'il soit propriétaire pour partie seulement (la loi de 1894 exigeait qu'il soit copropriétaire de moitié au moins du bien) ; le législateur s'est donc montré plus libéral pour le conjoint.

Dans le sens de la restriction : aucun des héritiers ne peut demander le tranfert intégral. Alors que la loi de 1894 réservait ce droit à celui désigné par le défunt, ou bien désigné conformément aux règles de l'article 81-2° de la loi du 5 décembre 1922, la loi de 1909 a voulu que, seul, le conjoint survivant profite du transfert intégral. Le droit d'aînesse, que l'on a voulu voir reparaître si une telle disposition avait été votée en faveur des successibles, a empêché qu'il soit permis au *de cujus* de désigner l'attributaire intégral.

Le conseiller Flourens, du Conseil d'Etat, déclarait notamment :

« La désignation par le défunt serait, sous une autre étiquette, le partage d'ascendant. Que masquerait ici cette désignation ? La résurrection probable du privilège de masculinité sinon la réhabilitation du droit d'aînesse, le passe-droit en faveur du préféré. Ces injustices demeureraient théoriquement possibles à l'aide de quelques articles presque oubliés de la législation de 1804. Quel besoin de remettre ces textes en lumière et d'en faire la loi commune ? La Révolution avait proclamé l'égalité d'homme à homme, pourquoi s'acharner à la supprimer de frère à frère ? Cette réforme serait non seulement contraire à l'équité et à l'esprit de nos lois, mais aussi à l'intérêt de la société. La vie n'est qu'un perpétuel devenir, l'idéal social n'est pas de

figer la situation et de constituer de petits majorats démocratiques (6) ».

Le conseiller Flourens n'a-t-il pas confondu et fait erreur ? On ne peut pas dire qu'il y ait de préféré car chaque héritier recevra en valeur ce qu'il ne reçoit pas en nature. La règle de l'égalité entre héritiers (ayant des quote-parts égales) n'est pas liée obligatoirement avec la règle du partage en nature. Il suffit pour qu'aucun héritier ne soit lésé que l'égalité en valeur soit respectée.

L'attributaire devra verser aux autres ayants droit des soultes. Le montant des soultes sera fixé soit amiablement, soit, à défaut d'entente, après expertise, par le juge de paix (art. 14 et 15 du décret du 26 mars 1910).

(6) Exposé des motifs du projet Rau. *J. O.*, Documents parlementaires, n° 1095, page 23, Chambre 1905.

SECTION III

Loi du 13 février 1937 harmonisant les lois sur les habitations à bon marché et le bien de famille ⁽⁷⁾

La loi récente du 13 février 1937 a harmonisé le régime successoral des habitations à bon marché et du bien de famille. Votée à la Chambre sans débat, elle a modifié les articles 81 de la loi du 5 décembre 1922, et 18 et 19 de la loi du 12 juillet 1909. Après le vote de cette loi, on peut dire que le régime successoral dérogatoire au droit commun est uniforme. Il n'y a plus dualité de législation spéciale.

Les lois du 5 décembre 1922 (30 novembre 1894 modifiée) et du 12 juillet 1909 présentaient des points communs. Mais, alors que la première était plus libérale que la seconde dans un certain sens (en faveur des descendants), la seconde était plus libérale dans un autre sens (continuation de l'indivision, droit du conjoint survivant pour l'attribution intégrale, indemnité en cas de maintien d'indivision). Le législateur de 1937 s'est borné, pour ainsi dire, à élargir les exceptions au droit commun pour l'une ou l'autre loi sans dépasser les limites fixées en 1909 et 1894. Avant 1937, les deux lois visées n'avaient que certaines dispositions communes ; actuellement, toutes leurs dispositions sont semblables.

Ceci fait que les exceptions au partage en nature et la

(7) V. annexe, page 285.

possibilité d'attribution intégrale sont devenues plus nombreuses qu'auparavant.

Quelles sont les modifications apportées ?

1° *Extension de la loi du 5 décembre 1922 dans le sens de la loi du 12 juillet 1909.*

a) Conjoint survivant. — Pour que le conjoint survivant puisse réclamer le maintien de l'indivision ou l'attribution intégrale à son profit de la maison à bon marché, il suffit qu'il soit seulement copropriétaire. Peu importe la quotité de son droit de copropriété ; il n'est plus nécessaire que son droit soit au moins de la moitié, comme auparavant ; quel que soit son droit, si infime soit-il, il a droit à réclamer le bénéfice de la législation spéciale.

b) Délai d'indivision. — Lorsqu'il y a parmi les descendants des mineurs, l'indivision pourra être continuée jusqu'à la majorité du plus jeune des mineurs. Ce délai remplace le délai de : « cinq années à partir de la majorité de l'aîné des mineurs, avec maximum de dix années ».

c) Indemnité pour ajournement du partage. — La loi de 1894 ne prévoyait pas cette indemnité. Cet oubli est réparé. Le juge de paix statue sur le maintien ou la continuation de l'indivision, après avis du conseil de famille. Si le partage est ajourné, par suite du maintien de l'indivision, le juge de paix règle, toujours après avis du conseil de famille, le montant de l'indemnité à allouer aux héritiers qui sont ou deviennent majeurs et ne profitent pas de la maison.

En effet, comme le délai du maintien de l'indivision a été modifié et peut être parfois très long, il est juste que l'héritier majeur touche en compensation une indemnité. Cette innovation de la loi est la conséquence logique de la modification du délai précitée.

2° *Extension de la loi du 12 juillet 1909 dans le sens de la loi du 5 décembre 1922.*

a) Conjoint survivant. — Le conjoint survivant copropriétaire du bien peut demander le maintien de l'indivision, au cas où il n'existe pas de descendants, de cinq

ans en cinq ans jusqu'à son propre décès. Ce cas est nouveau.

De même, est nouvelle l'hypothèse suivante. Lorsque le défunt laisse des descendants, le conjoint ou l'un des descendants pourra demander le maintien de l'indivision durant les cinq années qui suivront le décès du *de cujus*. Un seul ayant droit impose l'indivision aux autres cohéritiers, alors qu'auparavant, dans cette hypothèse, le droit commun s'appliquait (article 815 du Code Civil).

b) Attribution intégrale. — L'attribution intégrale peut être effectuée au profit des descendants, alors qu'antérieurement, elle ne pouvait jouer qu'au seul profit du conjoint survivant. L'innovation est très importante ici. Elle pourra permettre de réaliser indirectement ce que l'on ne peut faire directement : l'attribution intégrale du domaine rural peu important. On utilisera pour ce transfert intégral le moyen détourné de la constitution du bien de famille insaisissable. Le père de famille, lorsque ce sera son désir de transmettre le bien rural à un seul de ses enfants, remplira les formalités voulues pour constituer un bien de famille. A son décès (ou à celui de son conjoint) l'enfant choisi et désigné par lui, réclamera l'attribution intégrale à son profit.

L'inconvénient du procédé réside dans les longueurs et les frais des formalités.

Pour la désignation de l'attributaire, l'ordre suivant est établi :

D'abord l'héritier désigné par le défunt, ensuite le conjoint copropriétaire.

Si plusieurs héritiers réclament le bénéfice de la loi, la majorité des héritiers décide ; à défaut de majorité, il est procédé par tirage au sort.

c) Contestation sur l'indemnité. — Ici on ne peut pas dire à proprement parler que l'on se trouve en présence d'une extension de la loi sur les H. B. M. au bien de famille. Il y a plutôt simplification.

L'art. 20 de la loi du 12 juillet 1909 portait que les contestations relatives à la petite propriété rurale seraient

soumises à la compétence d'un Conseil Supérieur de la petite propriété rurale, constitué auprès du Ministère de l'Agriculture. Parmi les différends soumis à ce conseil, figuraient les contestations sur l'indemnité.

Pour l'avenir, l'article 19 *in fine* porte que les contestations sur l'estimation du bien seront tranchées par l'Office Agricole du département où le bien est situé. Il n'est donc rien dérogé quant aux autres contestations qui demeureront portées devant le Conseil Supérieur.

3° *Cas de divorce ou séparation de corps.* — En cas de divorce ou de séparation de corps, il n'y aura pas lieu à la continuation de l'indivision mais au transfert intégral, soit de la maison à bon marché, soit du bien de famille.

L'ordre des attributaires sera fixé ainsi qu'il suit : d'abord le conjoint en faveur duquel la séparation de corps ou le divorce aura été prononcé, à condition qu'il soit copropriétaire. En cas de prononcé du jugement aux torts réciproques, le bien sera attribué, s'il le demande, à l'époux à qui est confiée la garde des enfants. Si ces deux éléments de préférence font défaut, et si les deux époux demandent l'attribution, elle aura lieu par tirage au sort.

Que décider du cas de séparation de biens judiciaire, quoiqu'il n'ait pas été prévu par le législateur ?

Ou bien on peut songer à étendre la législation à cette hypothèse, car la séparation de corps entraînant séparation de biens, les deux situations seront, au point de vue des biens, semblables.

Ou bien on évitera d'assimiler le cas de séparation de biens à la séparation de corps. La législation spéciale dérogatoire doit être interprétée restrictivement ; le législateur n'ayant pas visé la séparation de biens, on ne doit pas lui étendre les règles édictées pour la séparation de corps.

Nous adopterons personnellement cette dernière solution, d'autant plus que la séparation de biens ne mettant pas fin nécessairement à la communauté de vie entre époux, à la différence du divorce et de la séparation de corps, des collusions seraient à craindre.

SECTION IV

Mise en œuvre des lois spéciales sur les H. B. M. et le bien de famille insaisissable

On peut déclarer sans hésiter que ces lois n'ont pas abouti au résultat escompté par le législateur .

Lorsque nous avançons cette proposition, nous entendons parler du point de vue successoral.

La loi sur les habitations à bon marché a favorisé, en France, surtout après la guerre, la construction d'un grand nombre d'immeubles. Cette œuvre d'édification répondait à un réel besoin, car la crise du logement sévissait particulièrement grave. Mais, seule, la partie de la loi présentant des avantages pécuniaires intéressait les citoyens.

La loi de 1909 sur le bien de famille est restée lettre morte. Elle enlevait tout crédit au propriétaire qui constituait un bien de famille ; de plus, les formalités étaient longues et coûteuses, notamment les formalités de publicité. A la différence de la loi sur les habitations à bon marché, qui avait favorisé la construction des bâtiments et ne jouait pas pour le régime successoral seulement, le régime successoral du bien de famille ne pût jouer faute de biens de famille constitués.

Pour quelles raisons le régime successoral relatif aux habitations à bon marché n'a-t-il pas fonctionné, été mis en œuvre ?

La raison principale est que les dispositions de la loi en cette matière sont restées ignorées des individus et des praticiens. De nombreux praticiens chargés du règlement des

successions n'en connaissent pas le mécanisme ou bien ne sont pas assez familiarisés avec ce genre d'opérations.

Une autre raison de la non-application de la loi est, a-t-on déclaré, la répugnance qu'ont les parties de soumettre leurs différends au juge de paix, qui, à leurs yeux, ne possède pas les capacités voulues et dont, en particulier, l'autorité n'est pas suffisante. Ce motif, s'il pouvait avoir quelque poids autrefois, a perdu, aujourd'hui, sa valeur, le recrutement des juges de paix étant assuré de façon plus satisfaisante et présentant beaucoup plus de garanties pour les justiciables qu'antérieurement.

Au sujet de la non-application quasi-générale de ces lois, M. Garrigou déclarait :

« On sait avec quelle indifférence les intéressés ont accueilli en France la législation sur les habitations à bon marché, et celle toute récente sur l'insaisissabilité du bien de famille. Les résultats sont, à ce jour, presque nuls, les praticiens se montrent sceptiques ⁽⁸⁾ ».

De même, M. Planiol écrit :

« Cette législation spéciale, d'ailleurs insuffisante, est mal comprise, est peu en faveur dans le public français et n'a qu'une application insignifiante ⁽⁹⁾ ».

(8) Garrigou. *Influence du régime successoral français sur l'état de la propriété foncière*. Thèse Paris, 1911, page 179.

(9) Planiol. *Traité*, tome IV, page 591.

SECTION V

Le décret-loi du 30 octobre 1934 sur le remembrement ⁽¹⁰⁾

Le décret-loi du 30 octobre 1935 constitue, à l'heure actuelle, la base juridique de l'opération du remembrement des parcelles éparses. Ce décret-loi modifiant et abrogeant la loi du 27 novembre 1918 et les lois antérieures sur le remembrement de la propriété rurale, paraît avoir été hâtivement rédigé. Pris en vertu des pouvoirs exceptionnels conférés par les Chambres au Gouvernement par la loi du 8 juin 1935, il doit être soumis à la ratification du Parlement. On peut espérer que, lors de cette ratification, ce décret sera complété. En effet, une lacune grave s'y présente.

On pouvait s'attendre à ce que le législateur ait prévu l'avenir des biens remembrés et qu'il ait édicté des règles spéciales à ces biens, semblables à la législation des habitations à bon marché.

Le législateur aurait pu déroger aux articles 815, 826 et 832 du Code Civil, relativement à ces biens et éviter le partage en nature.

Le morcellement des parcelles remembrées ne se serait pas produit, et un émiettement nouveau des terres n'aurait pas été à craindre. Si une parcelle se trouve trop grande, la liberté entière laissée au propriétaire, de son vivant, aurait suffi à en corriger les résultats. Il aurait pu agir dans les limites de ses droits conférés par l'article 544 du Code Civil.

(10) A ce sujet, consulter l'ouvrage de M. Louis, *op. cit.*

Le décret-loi du 30 octobre 1935, dans son article 6, contient la disposition suivante :

« En cas de partage ultérieur des immeubles remembrés, il devra être conservé ou attribué à chacune des subdivisions des accès équivalents à ceux de l'immeuble partagé. Tous actes contraires seront nuls ».

Donc, on ne rencontre pas ici de clauses permettant l'indivision prolongée par la volonté d'un seul, ou l'attribution intégrale à un ayant droit.

L'article 6 vise ainsi seulement les voies d'accès des parcelles. Aucune enclave ne pourra être créée. Chaque nouvelle parcelle doit conserver une issue sur la voie publique, au moins équivalente à celle que la propriété, objet du démembrement, avait avant le partage.

Selon M. Louis, il découle de ce texte que « l'on ne peut donc pas diviser une parcelle dans le sens de la largeur, car l'accès sur la voie publique serait diminué, et l'acte de partage serait nul. Cette interdiction constitue une servitude qui grève la terre en quelque main qu'elle passe ⁽¹¹⁾ ».

La loi est manifestement incomplète et il y aura lieu, lors de la ratification, d'apporter des modifications au texte.

Y aura-t-il lieu de décider un minimum légal des parcelles remembrées au-dessous duquel on ne pourra descendre ?

Au moment de la préparation du Code Rural de 1808, cette solution fut déjà proposée. Mais elle fut repoussée en raison des inconvénients qu'elle aurait présentés, les régions diverses de la France étant très dissemblables.

En attendant une réforme plus générale de notre système successoral sur le partage en nature, il y aurait seulement à interdire, lors du partage entre cohéritiers des biens du *de cujus*, un nouveau parcellement des biens remembrés, et de les considérer comme matériellement et juridiquement indivisibles.

(11) R. Louis. *Op. cit.*, page 166.

CHAPITRE DEUXIEME

PROJETS DE REFORME

Durant tout le cours du XIX^e siècle, après que Le Play eût attiré l'attention sur le sort des paysans, les conditions des terres et les effets du Code Civil sur le monde rural, un vaste mouvement se produisit en faveur d'une modification du régime successoral.

Le Gouvernement se pencha vers l'Agriculture, après que de nombreuses pétitions d'agriculteurs, d'industriels, de commerçants, même, lui furent adressées. Aussitôt le Gouvernement ordonna une enquête sur l'état de l'agriculture, qui eut lieu de 1866 à 1870. Cette enquête révéla qu'il subsistait dans les diverses parties de la France des coutumes successorales tendant à échapper à la rigueur du Code Civil.

Malheureusement, cette œuvre gigantesque tomba dans l'oubli par suite de la guerre avec la Prusse. Mais, auparavant, néanmoins, le Gouvernement impérial avait, en 1867, présenté un projet de loi qui écartait la nécessité du tirage au sort des lots et la licitation lorsqu'il se trouvait parmi les héritiers des mineurs.

Ce projet fut rejeté par le Corps Législatif. Le Gouvernement prépara un nouveau projet de loi relatif au partage d'ascendant. Selon ce projet, le père de famille n'aurait pas été astreint à se conformer à l'article 826 du Code Civil lorsqu'il aurait effectué le partage des biens de son patrimoine entre ses enfants. La même faculté était étendue au juge dans les partages judiciaires en présence d'incapables.

La guerre de 1870-1871 arrêta, pour un temps, cette œuvre législative.

Sous la III^e République, de nombreuses propositions furent présentées au Parlement.

Toutes celles qui eurent pour but d'étendre la quotité disponible furent invariablement vouées à l'échec, le peuple français étant trop attaché aux idées égalitaires.

D'autres propositions eurent pour objet d'assouplir les règles du mécanisme du partage en nature avec ses corollaires (tirage au sort et licitation) ou bien d'établir une législation spéciale aux biens ruraux, semblable à celle édictée pour les habitations à bon marché, pour tenir compte de la fonction sociale de la propriété foncière.

A côté des initiatives parlementaires ou gouvernementales, il y eut des initiatives privées. Notamment la Société d'Etudes législatives, les Congrès des Notaires et les Congrès de l'Alliance Nationale s'occupèrent de la question de la réforme successorale.

Nous allons examiner successivement les initiatives parlementaires et gouvernementales, puis les initiatives privées.

SECTION I

Initiatives gouvernementales et parlementaires

§ I. — PROJETS DE SUBSTITUTION DE LA RÈGLE DE L'ÉGALITÉ EN VALEUR A LA RÈGLE DE L'ÉGALITÉ EN NATURE, AVEC DIVERSES MODALITÉS.

1°. — *Proposition Brun et Baragnon (17 mai 1871).*

Aussitôt après la guerre de 1870-1871, quand le calme fut revenu, les députés Brun et Baragnon déposèrent à l'Assemblée Nationale une première proposition de loi, le 17 mai 1871.

La proposition visait, d'une part, à supprimer dans l'article 826 du Code Civil, l'expression : « Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession », et, dans l'article 832, l'expression « autant que possible » ; d'autre part, le deuxième paragraphe de l'article 832 devait être remplacé par le suivant : « Chaque lot peut être composé exclusivement ou en quantités différentes de meubles ou d'immeubles, de droits ou de créances de mêmes nature et valeur ».

Ce projet avait pour but exclusif de remplacer la règle de l'égalité en nature par celle de l'égalité en valeur. Il ne dérogeait pas aux règles habituelles du tirage au sort en cas de partage judiciaire et ne permettait pas le partage par voie d'attribution.

Cette proposition voulait protéger l'agriculture et les héritages ruraux contre le morcellement.

On peut lire notamment dans l'exposé des motifs : « De

nombreuses plaintes s'élèvent dans le monde agricole contre les excès du morcellement. C'est par suite de l'application exagérée de l'article 832. D'autre part, depuis plus de trente ans, la richesse mobilière, considérablement accrue, entre pour une grande part dans la plupart des successions ; ces valeurs mobilières ne sont généralement pas susceptibles de division et doivent être attribuées à un même copartageant. De même, certaines exploitations agricoles fondées sur un système d'assolement régulier ou qui demandent pour être améliorées des travaux d'ensemble qui ne peuvent être entrepris et menés à bonne fin que si un même propriétaire est appelé à en recueillir les fruits, ne doivent pas être divisés ».

La proposition des députés Brun et Baragnon fut renvoyée par l'Assemblée Nationale à la Commission d'Etudes Parlementaires.

Puis une période troublée et difficile survint pour la République naissante. Aucun projet ne fut soumis au Parlement jusqu'en 1890.

Il est vrai que durant ce temps le Gouvernement et les Assemblées avaient à consolider la forme du régime, besoin plus pressante et plus impérieuse que celle de la réforme du partage en nature.

2°. — *Proposition De Mun (4 mars 1890)*

Le 4 mars 1890, le comte De Mun déposait une nouvelle proposition de loi. La campagne qui allait suivre devait être couronnée de succès en 1894 par le vote de la loi sur les habitations à bon marché. Le comte de Mun demandait, de même que les députés Brun et Baragnon l'avaient fait en 1871, que la règle de l'article 832-1° prévalut sur celle de l'article 826.

Selon lui, la rédaction des articles devait être la suivante :

Art. 826 : « Chacun des cohéritiers ne peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succes-

sion que sous réserve de la disposition de l'article 832 ; néanmoins... (le reste comme au Code Civil) ».

Art. 832 : « Dans la formation et composition des lots, on doit éviter de morceler les héritages et de diviser les exploitations. Chaque lot peut être composé exclusivement ou en quantités différentes de meubles et d'immeubles, de droits et de créances de mêmes nature et valeur ».

Cette proposition avait pour motif d'empêcher surtout les licitations par suite de la difficulté de composer des lots égaux. Ce pouvoir de mettre dans chaque lot des valeurs différentes appartenait aussi bien au père, lors du partage d'ascendant, qu'au juge, lors du partage en justice. Mais le tirage au sort était de rigueur et aucune attribution possible.

M. De Mun voulait de même faire modifier l'art. 1079 du Code Civil pour assurer plus de sécurité aux partages d'ascendants en réduisant les délais pendant lesquels on peut les attaquer.

Art. 1079, § 2 : « En cas d'une action intentée par l'un des copartageants, les biens devront être estimés d'après leur valeur à l'époque du partage. Cette action sera prescrite par deux ans à partir du décès de l'ascendant quand il s'agira d'un partage entre vifs et par cinq ans quand il s'agira d'un partage testamentaire ».

La proposition de Mun, semblable à la proposition Brun, fut rejetée comme elle.

3°. — *Projet Chéron (22 janvier 1920) (1)*

Une troisième tentative eut pour auteur M. Adolphe Chéron, ministre de l'Agriculture. Le projet de M. Chéron fut déposé sur le bureau de la Chambre des Députés le 22 janvier 1920. M. Chéron demandait que l'art. 832 du Code Civil soit rédigé de la manière suivante : « Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploi-

(1) V. Annexe, page 277.

tations, et il convient, à l'exception des successions comportant des terres de culture, de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur ».

Il est à remarquer ce fait important que cette modification de l'art. 832 est inscrite dans un projet de loi « tendant à favoriser l'accroissement de la natalité ».

Ce projet de M. Chéron dérogeait non pas seulement à la règle de l'égalité en nature, mais également à la règle édictée à l'art. 815.

M. Chéron proposait d'ajouter un 3^e alinéa à l'art. 815 de la teneur suivante :

Art. 815, § 3 : « Dans les successions comportant des terres de culture exploitées au moment du décès par le conjoint du défunt décédé sans avoir usé de la faculté prévue à l'art. 1078 § 2, ou par l'un de ses enfants, l'indivision peut être maintenue à la demande de ceux-ci pendant cinq années renouvelables, à partir du décès, et nonobstant la présence de mineurs parmi les descendants. Le juge de paix prononce le maintien ou la continuation de l'indivision en cas de difficulté et après avis du conseil de famille s'il y a lieu ».

Ainsi l'égalité en nature, d'après ce projet, devait subsister pour les successions, sauf celles comportant des terres de culture. Dans les successions comprenant des biens ruraux, l'égalité en valeur suffisait.

De plus l'état d'indivision pour les héritages ruraux pouvait être prolongé à la demande soit du conjoint, soit d'un enfant, lorsqu'ils travaillaient avec le défunt, c'est-à-dire lorsqu'il y avait exploitation familiale, si le *de cujus* n'avait usé de la faculté réservée à l'alinéa deuxième de l'art. 1078 transcrit ci-après.

On peut saisir de suite une faiblesse du projet lorsqu'il parle du conjoint. Il n'exigeait même pas que le conjoint soit copropriétaire du bien pour lequel il réclamait le maintien de l'indivision.

L'article 1078, § 2, aurait permis au *pater familias* de

désigner les enfants qui auraient reçu en partage les lots de culture, et de former ces lots.

Art. 1078, § 2 : « Lorsque les biens à partager comportent des terres de culture, l'ascendant a la faculté de désigner par testament le ou les attributaires de lots de culture. Il pourra même composer des lots sans être tenu de comprendre dans ses dispositions des biens d'autre nature, mais sous réserve de l'article 833 ».

En d'autres termes, le projet visait à donner, mais au père de famille seulement et non au juge, vis-à-vis des biens ruraux, le droit d'effectuer un partage par voie d'attribution ; le tirage au sort était exclu pour eux. Pour les autres biens, il n'était pas dérogé au droit commun.

Pour cela il fallait ajouter le paragraphe suivant à l'article 834 :

« Ils sont ensuite tirés au sort, le tout sous réserve des dispositions prises par l'ascendant en vertu de l'article 1078, § 2 ».

Le projet, insuffisant, puisqu'il n'organisait pas l'état d'indivision, qu'il ne permettait pas au testateur de l'imposer, fut repoussé et renvoyé à la Commission d'Agriculture.

4°. — *Projet Boret-Chéron (2 décembre 1920) (2)*

Le projet Boret-Chéron du 2 décembre 1920 est la première tentative intéressante pour réaliser l'attribution intégrale des petits domaines ruraux. Manifestement inspiré de la loi du 30 novembre 1894 sur les habitations à bon marché et de la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable (et décret du 26 mars 1910), le texte s'efforce de remettre la cellule familiale à sa place, à savoir entre l'Etat et l'individu. Le but visé par les auteurs de la loi est d'éviter la désertion des campagnes et de développer la production agricole.

On peut lire notamment dans l'exposé des motifs les extraits ci-dessous :

(2) V. Annexe, page 278.

« Le développement de la propriété familiale et de l'exploitation familiale est, à l'heure actuelle, la condition essentielle du développement de notre production et de la reconstitution de la population agricole.

Depuis 1804, la Société s'est transformée ; les idées et les choses se sont modifiées ; un ordre social et économique nouveau s'élabore...

Entre l'individu et l'Etat, on tend à interposer des groupements de toutes sortes, parmi lesquels la famille a sa place. Les grands domaines ont disparu, le Code Civil continue à « hacher le sol », mais il ne trouve plus devant lui que de petites propriétés, qu'il divise au moment où tout exige la conservation des propriétés et des exploitations familiales...

Il faut donc modifier le Code Civil et donner à la petite propriété rurale la stabilité et la continuité qui lui manquent. On peut le faire sans ressusciter le passé ni bouleverser toute la société. Le problème juridique qui nous préoccupe a d'ailleurs été déjà envisagé et résolu par le législateur, en ce qui concerne le foyer familial.

Le foyer familial, tout comme l'exploitation familiale agricole, risque en effet d'être détruit, par division ou vente, au décès du chef de famille. Pour en assurer la continuité, le législateur a employé deux moyens, d'une part l'attribution intégrale en nature à un seul des héritiers, moyennant le paiement de soultes aux cohéritiers, d'autre part le maintien de l'indivision pendant une durée illimitée ».

Et après avoir rappelé les dispositions légales des Habitations à Bon Marché et du Bien de famille insaisissable, les auteurs du projet ajoutent :

« Ce sont ces dispositions que nous vous proposons d'étendre à certains domaines ruraux ».

L'application en serait limitée aux domaines d'une contenance inférieure à 40 hectares, c'est-à-dire à ceux qui sont susceptibles d'être exploités par une famille, et pour lesquels la division ou la vente présente le maximum d'inconvénients.

Le conjoint survivant et chacun des héritiers pourrait demander soit l'attribution intégrale à son profit, soit le maintien de l'indivision pour une durée déterminée. Il peut se faire, en effet, que l'attribution définitive ne soit pas possible, parce qu'aucun intéressé ne dispose encore des avances indispensables, ou parce que celui des héritiers qui pourrait continuer l'exploitation est encore trop jeune.

Mais alors que l'attribution serait de droit lorsqu'elle serait demandée, l'indivision devrait être consentie ou ordonnée et pourrait toujours être refusée.

L'attribution ou l'indivision ne pourront être imposées par testament. Le propriétaire du domaine pourra seulement, en vue du cas où l'attribution ou l'indivision seraient demandées, désigner par testament un bénéficiaire, sauf à celui-ci à réaliser les intentions du testateur.

Au cas de demandes concurrentes, un ordre de préférence est établi... ».

Selon le projet Boret-Chéron, le maintien de l'indivision et l'attribution intégrale pourraient être réalisés pour les domaines ruraux d'une superficie inférieure à 40 hectares. Le droit de demander l'attribution ou le maintien de l'indivision existe pour le conjoint survivant du *de cujus* et les héritiers.

On distingue les deux cas suivants à la mort du *de cujus*.

1° Il n'y a pas de demande d'attribution. Si tous les héritiers sont majeurs, l'indivision peut être continuée durant cinq années à partir du décès, en cas de désaccord entre eux, par décision du Juge de Paix ; s'il se trouve parmi les héritiers des mineurs, le maintien de l'indivision peut être ordonné jusqu'à l'arrivée à majorité du plus jeune des mineurs.

2° Il y a une demande d'attribution. Dans ce cas aucune demande d'indivision ne peut être acceptée. La demande d'attribution peut être faite soit au décès du *de cujus*, soit à l'expiration des périodes d'indivision.

Le prix d'estimation sera fixé amiablement par les parties lorsqu'elles sont majeures. A défaut d'accord entre

elles, ou s'il y a des héritiers mineurs ou incapables, il sera fixé après expertise judiciaire.

Si plusieurs ayants droit demandent en leur faveur le bénéfice de l'attribution intégrale, le Juge se référera à la loi, qui a établi l'ordre suivant :

1° L'héritier désigné par le défunt.

2° Le conjoint survivant s'il est copropriétaire.

3° L'héritier qui exploitait déjà le domaine avant le décès du *pater familias*.

Dans les autres cas, la désignation de l'attributaire est mise aux voix par le Juge de Paix ; si aucune majorité ne peut se former, il est procédé au tirage au sort de l'attributaire.

L'attributaire du domaine est soumis à une obligation : celle de ne pas aliéner en tout ou en partie l'héritage pendant 10 ans, sauf autorisation du Juge de Paix.

Le projet de loi prévoyait l'organisation de l'état d'indivision et cette tentative est louable. Si l'indivision est maintenue, l'administrateur ou exploitant du domaine est désigné par le Juge de Paix. Une indemnité est accordée aux autres parties par suite du préjudice qui leur est causé par l'ajournement du partage.

Le projet de MM. Boret et Chéron fut renvoyé à la Commission de l'Agriculture. Le 16 novembre 1921, la Commission proposait à son tour le texte modifié (3).

L'on est frappé de stupeur par les modifications apportées.

Sans doute l'art. 4 du projet Boret-Chéron relatif à l'interdiction d'aliéner pendant 10 ans est supprimé. A cela pas d'objection à faire.

Mais ce qui est exorbitant, c'est que la Commission ait voulu protéger les grandes exploitations et non les petites. Les petites exploitations peuvent être morcelées, les grandes peuvent seules faire l'objet d'attribution intégrale. On se croirait revenu au temps de la féodalité et des majorats des nobles.

(3) V. Annexe, page 279.

Il n'est que de lire le texte proposé pour s'apercevoir de l'erreur magistrale de la Commission :

Article premier. — « Lorsqu'un domaine rural d'une valeur *supérieure* à 40.000 francs figure dans une succession, chacun des héritiers et le conjoint survivant a le droit de demander l'attribution intégrale à son profit ou le maintien de l'indivision pendant une durée déterminée.

Si les circonstances le justifient, un règlement d'administration publique pourra modifier la valeur *maxima* fixée ci-dessus ».

MM. Boret et Chéron parlaient de « domaines de contenance inférieures à 40 hectares ».

On comprend aisément que cette fixation était arbitraire. On ne peut établir un type d'exploitation pour la France entière. Le type d'exploitation varie essentiellement suivant les régions. La nature du sol, des cultures, le climat varient trop. Peut-on dire qu'une exploitation de 40 hectares de vignes en Bourgogne, de cultures maraîchères en Ar-Mor, de céréales en Beauce correspondent comme valeur économique à une exploitation de 40 hectares de marais en Sologne, de landes en Ar-Coat ou de pâturage dans les Alpes ? Le maximum fixé en superficie ne résiste pas à la critique. Ce maximum, il est logique de le fixer en valeur, et le texte modifié par la Commission aurait dû être le suivant :

« Lorsqu'un domaine rural d'une valeur *inférieure* à 40.000 francs...

... Un règlement d'administration publique pourra modifier la valeur *maxima* fixée ci-dessus ».

Tel qu'il était proposé par la Commission d'Agriculture, le texte était voué à l'échec le plus certain, ce qui se produisit d'ailleurs.

La Chambre, gardienne des libertés du peuple et des grands principes démocratiques de 1789, n'aurait pas pu se résoudre à voter cette proposition qui n'aurait pas moins tendu qu'à rétablir l'aristocratie foncière, semblable

à celle d'autrefois, et à frapper de mort notre grande démocratie rurale.

C'est donc avec raison que la proposition de la Commission d'Agriculture fut repoussée.

5°. — *Proposition Isaac et Duval-Arnould*
(23 février 1922) (4)

Le 23 février 1922, MM. Isaac et Duval-Arnould, députés, déposaient sur le bureau de la Chambre une proposition de loi portant « modification des articles 826, 827, 830, 832, 913 et 1075 du Code Civil ».

Ces députés demandaient d'abord un élargissement de la quotité disponible fixée ainsi :

Si le *de cuius* laisse un enfant légitime à son décès, la quotité disponible sera de $1/2$.

S'il laisse plusieurs enfants, la quotité disponible sera de $1/5$, $2/5$ pouvant être attribués à un ou plusieurs enfants, les 2 derniers cinquièmes formant la réserve.

Grâce à cette extension de la quotité disponible, les députés avaient l'intention de faire reculer la dénatalité.

On peut lire dans l'exposé des motifs :

« Tous les pays où la liberté testamentaire a été maintenue ou rétablie ont une natalité incomparablement plus élevée que la nôtre. Dans ceux de ces pays où coexistent la liberté testamentaire et d'autres législations plus ou moins restrictives de cette liberté, les provinces qui pratiquent le premier de ces régimes sont de beaucoup les plus prospères et proportionnellement les plus peuplées ».

Cependant, malgré les intentions et les mobiles fort louables des auteurs de la proposition, nous ne pouvons souscrire à la modification de l'article 913 dans le sens indiqué. Le droit d'aînesse eût été rétabli (sans doute non au profit de l'aîné, mais au choix du *de cuius*) et les autres enfants en auraient été réduits à la portion congrue.

Par contre, l'article 2 du projet est plus intéressant.

(4) V. Annexe, page 280.

L'égalité en valeur est substituée à l'égalité en nature dans l'art. 826 ; l'art. 832 autorise en conséquence la composition de lots de valeurs diverses, en totalité ou en partie. Les prélèvements se font également en valeur à défaut de rapport en nature. Les ascendants qui effectuent le partage anticipé ou testamentaire de leurs biens ne sont pas tenus eux aussi à l'égalité en nature. La licitation des immeubles aura lieu si la majorité des héritiers estime qu'elle est avantageuse.

Enfin, pour consolider les partages d'ascendants, les délais des actions en nullité ou en rescision étaient réduits à deux années pour les partages entre vifs et à cinq années pour les partages testamentaires.

Cette proposition de loi fut renvoyée à la Commission de législation civile et criminelle, car elle ne visait pas spécialement les héritages ruraux.

6° *Projet Colrat-Chéron* (19 octobre 1922) (5)

Le projet Chéron du 22 janvier 1920 fut repris par MM. Colrat, garde des Sceaux, ministre de la Justice, et Chéron, ministre de l'Agriculture qui, après l'avoir modifié, le déposèrent le 19 octobre 1922 devant le Parlement.

Les auteurs du projet voulaient faire concorder les articles 826 et 832 et mettre fin au dualisme des principes qu'ils édictent. De plus, un système particulier d'attribution intégrale de la propriété rurale était prévu.

L'exposé des motifs du projet, qui est très court et dont nous donnons copie, est significatif à cet égard.

« L'article 815 du Code Civil a posé le principe que nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision.

Sans doute, l'article 832 a-t-il disposé que dans la formation des lots, on doit éviter, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations. Ce n'est là qu'une recommandation sans effet impératif.

D'autre part, en décidant qu'il convient de faire entrer

(5) V. Annexe, page 281.

dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur, le législateur semble avoir détruit la portée de sa propre recommandation.

Quoi qu'il en soit, le système actuel du Code Civil en matière de partage, conduit au morcellement de la propriété rurale dans des conditions telles que le mauvais vouloir d'un ou de plusieurs cohéritiers peut détruire le résultat des efforts de celui ou de ceux d'entre eux qui sont demeurés attachés à l'exploitation d'un bien rural.

Au moment où chacun reconnaît la nécessité d'assurer le retour à la terre et ainsi d'accroître dans l'intérêt général la production nationale, il paraît indispensable, sans toucher aux principes généraux du Code Civil, de réaliser sous une forme concrète la pensée qui avait inspiré les rédacteurs du premier paragraphe de l'article 832 du Code Civil.

... La disposition ainsi projetée (attribution intégrale à un des cohéritiers) assurera la sécurité de la propriété rurale et permettra au père de famille de travailler avec plus de confiance à l'amélioration de sa terre, puisqu'il aura la certitude, si un ou plusieurs de ses héritiers en continuent l'exploitation, que son bien ne sera pas livré aux hasards d'une licitation ou d'un partage.

Il importe de remarquer que l'application du système proposé est d'autant plus facile qu'à la différence de ce qui existait au moment de la rédaction du Code Civil, le nombre et la valeur des biens autres que les immeubles ruraux se sont considérablement accrus et par là même la facilité de remplir de leurs droits les héritiers autres que les attributaires du bien rural. Il est superflu d'ajouter que l'intervention du Tribunal Civil, après expertise et fixation par lui des soultes nécessaires, garantit les droits des mineurs.

Il est bien entendu que, conformément à la jurisprudence, les règles de l'article 832 du Code Civil ainsi modifiées reçoivent leur application dans les partages d'ascen-

dants faits par actes entre vifs ou par actes testamentaires ».

Les auteurs du projet voulaient, ainsi, sans modifier les règles du Code Civil relatives au partage en nature, ajouter à l'article 826 actuel, après la première partie : « sauf ce qui est dit à l'article 832 ».

Selon eux, l'article 832 est maintenu, mais on y ajoute un 2^e et un 3^e alinéas permettant l'attribution intégrale des héritages ruraux.

Pour cela, il faut que l'exploitation soit d'une superficie de moins de 20 hectares. L'attributaire devrait avoir exploité depuis au moins cinq ans, soit avec le *de cujus*, soit avec des coindivisaires. L'estimation du bien serait faite à l'amiable ; à défaut d'accord, ou s'il y a parmi les copartageants des mineurs, après expertise, le Tribunal fixerait la valeur de l'héritage. Enfin, l'aliénation du bien en totalité ou en partie serait prohibée, sauf le cas d'exceptions spécialement prévues.

Le projet supprimait donc l'égalité en nature pour les héritages ruraux seulement.

On peut en souligner brièvement les défauts.

D'abord, l'arbitraire de la superficie (20 hectares), ensuite la prise de la superficie comme élément de base servant à différencier les petits héritages ruraux, et les autres héritages ruraux (grands et moyens).

Le projet décide ensuite que l'expertise sera effectuée par justice s'il y a parmi les héritiers « des mineurs ». Cette hypothèse n'est pas la seule ; il faut en prévoir d'autres et en conséquence il aurait fallu remplacer le mot « mineur » par les mots « incapables ou absents ».

Enfin, le projet est muet sur le conflit d'attribution, cas toujours possible. Si plusieurs copartageants demandent l'héritage, auquel devra-t-on l'attribuer ?

Le projet passe également sous silence le mode de paiement des soultes et les délais qui devraient pouvoir être, le cas échéant, octroyés d'office par le juge au débiteur des soultes.

Incomplet, le projet fut renvoyé à la Commission de législation civile et criminelle ⁽⁶⁾. Discuté au Sénat le 17 décembre 1923 après audition du rapporteur, le projet fut ajourné ⁽⁷⁾.

7°. — *Proposition Pol Chevalier* (14 novembre 1922) ⁽⁸⁾

La proposition Pol Chevalier, présentée le 14 novembre 1922, tend « à relever la natalité et à éviter le morcellement des biens par une réforme du régime successoral ».

Le but recherché par le sénateur Chevalier était d'abord d'élargir la quotité disponible, ensuite de modifier le quantum que chaque héritier recevait de la succession ; le système proposé, assez compliqué, tenait compte, en effet, de l'état de l'héritier (célibataire, marié ou veuf), de son âge, du nombre de ses propres enfants. Cette partie de la proposition de loi ne saurait, au cours de cette étude, retenir notre attention.

Ensuite, l'auteur du projet de loi ne prévoyait aucune modification à apporter à l'article 826 actuel du Code Civil ; le partage en nature était maintenu.

Mais s'il n'était pas possible de partager commodément les immeubles et s'il n'était pas procédé à la vente par licitation, les héritiers, les légataires universels ou à titre universel auraient eu le droit de réclamer l'attribution intégrale de l'exploitation agricole, à charge de verser des soultes aux copartageants.

En cas de pluralité de demandeurs, l'attribution aurait été effectuée au profit de celui ayant la plus forte part dans l'hérédité ; et en cas encore d'égalité, le tirage au sort eût décidé qui serait attributaire.

Une règle spéciale visait l'hypothèse où plusieurs exploitations distinctes, autonomes, dépendaient de la succession.

La proposition de loi envisageait, pour faciliter le finan-

(6) *J. O.*, Sénat, Déb. Parl., 1922, p. 1213.

(7) *J. O.*, Sénat, Déb. Parl., 1923, p. 1260.

(8) V. Annexe, page 281.

cement des opérations qu'elle prévoyait, la création d'une Caisse Nationale de Crédit Successoral.

En raison même de ce qu'elle tendait à modifier trop profondément le régime successoral du Code Civil et, en particulier, la quotité disponible et les parts des copartageants, la proposition de loi de M. Chevalier ne fut pas votée et renvoyée à la Commission de législation civile et criminelle (9).

8°. — *Projet Colrat (30 novembre 1923) (10)*

M. Maurice Colrat, Garde des Sceaux, ministre de la Justice, déposait à nouveau un projet de loi « tendant à assurer la transmission intégrale de la propriété agricole en ligne directe » le 30 novembre 1923.

Le projet de loi vise d'abord, dans son article premier, le cas de donation.

Lorsqu'un domaine agricole unique a fait l'objet d'une donation à un successible en ligne directe, le rapport en moins prenant sera de rigueur. Il en sera ainsi même au cas où l'exploitation aura été donnée par préciput et hors part et excédera la quotité disponible et la part de réserve du donataire, pourvu que l'excédent ne soit pas supérieur à la moitié de la valeur de l'exploitation.

Le projet supprime donc, dans une faible mesure, la nécessité du rapport en nature lorsqu'il y a eu donation.

Il vise dans le deuxième article le cas où il est nécessaire de liciter l'immeuble.

Les immeubles indivis entre héritiers en ligne directe constituant une exploitation agricole unique ne sont mis en licitation devant étrangers que si tous les indivisaires y consentent.

A défaut de ce consentement unanime, la licitation a lieu entre les héritiers seulement. La mise à prix est fixée à l'amiable ; à défaut d'accord ou s'il y a des incapables

(9) *J. O.*, Déb. parl., Sénat, 1922, p. 1350.

(10) *V. Annexe*, page 282.

ou des absents parmi les indivisaires, l'estimation préalable a lieu par experts.

Le renvoi devant notaire est ordonné quand les étrangers ne sont pas admis à participer aux enchères.

Ce projet fut renvoyé à la Commission de législation civile et criminelle ⁽¹¹⁾.

On peut signaler que les dérogations aux art. 866 et 924 du Code Civil étaient insuffisantes.

9°. — *Proposition Duval-Arnould et Schumann*
(15 novembre 1934) ⁽¹²⁾

Au moment où la législation spéciale d'Alsace-Lorraine édictée par la loi du 1^{er} juin 1924 pour 10 ans allait prendre fin et où, par conséquent, il fallait envisager de nouvelles mesures, MM. Duval-Arnould et Schumann déposèrent une proposition de loi. Ces deux députés demandaient que l'on étendît à la France entière, à tous les Français, les dispositions de l'article 73 de la loi du 1^{er} juin 1924 relatives à la transmission intégrale des exploitations et dérogatoires aux articles 859 et 866 du Code Civil.

Nous ne reviendrons pas sur ce projet, puisque nous avons eu l'occasion de l'étudier en détail antérieurement.

La proposition de MM. Duval-Arnould et Schumann fut renvoyée à la Commission de la législation civile et criminelle.

Tous les projets et propositions de lois présentés jusqu'à présent au Parlement pour modifier ou éluder les règles relatives à l'égalité du partage en nature ont été voués à l'échec.

Les Chambres, par crainte de rénover indirectement le droit d'aînesse, imbuës de l'idée d'égalité comprise dans son sens le plus strict, ont eu peur des réformes proposées ; elles n'ont voulu déroger que très exceptionnelle-

(11) *J. O.*, Déb. parl., Chambre des Députés, 1923, p. 3850.

(12) *J. O.*, 1934, Sess. extra. Chambre des Députés, Doc. parl. n° 4117, page 108 et Chambre des Députés, Déb. parl., page 2346.

ment au principe du partage en nature qui seul permet de former des lots conformes aux quotités des indivisaires dans la masse successorale.

§ II. — PROJETS DE RÉFORME TENDANT A ÉVITER LE DÉMEMBREMENT DES HÉRITAGES RURAUX REMEMBRÉS

Aussitôt après la guerre de 1914-18, on sentit la nécessité du remembrement. Le sol, dans les départements du Nord et du Nord-Est si favorables à la culture, avait été dévasté et demeurait improductif. Il fallait donc pratiquer la culture intensive dans les autres régions. D'autre part, les campagnes manquaient de main-d'œuvre : de nombreux paysans étaient morts pour la défense de la France et de leur terre. Pour compenser les pertes de travailleurs, il fallut introduire le machinisme dans la culture. Or ce machinisme exige, pour être utilisé rationnellement, des parcelles de grande étendue. Pour faciliter le remembrement, le Parlement vota la loi du 27 novembre 1918 et la loi du 4 mars 1919 relative aux régions dévastées. Le Gouvernement édicta ensuite le décret du 5 juillet 1920.

Mais comme aucune disposition législative n'assurait dans l'avenir la conservation des biens remembrés, des parlementaires, pour combler cette lacune, déposèrent des propositions de lois.

1°. — *Projet Boret-Chéron (2 décembre 1920) (13)*

Le 2 décembre 1920, MM. Boret et Chéron, en même temps qu'ils déposaient le projet de loi expliqué plus haut, présentaient un autre projet de loi original.

Ce projet visait à instituer le retrait agricole qui devait favoriser le remembrement.

D'après l'article premier du projet, au cas de vente d'une parcelle dont la superficie est inférieure à deux hectares, les propriétaires des fonds limitrophes ou l'un des

(13) V. Annexe, page 283.

copropriétaires du fonds vendu auraient eu le droit d'exercer, à leur profit, le retrait. Le retrayant prenait ainsi le lieu et place du retrayé, de l'acquéreur primitif. Les propriétaires voisins ou les copropriétaires n'auraient pas eu le droit de retrait si la vente avait été faite à l'amiable à l'un d'entre eux, ou avait eu lieu par voie de justice ou par adjudication publique, ou encore si l'immeuble avait été vendu en bloc avec d'autres moyennant un prix unique.

Ce projet, renvoyé devant la Commission d'Agriculture, fut dans son principe accepté par elle. Cependant, à cause des nombreuses objections soulevées, le Parlement repoussa ce projet.

2°. — *Proposition Queuille et Dariac* (15 avril 1921) ⁽¹⁴⁾

Le 15 avril 1921, MM. Queuille et Dariac, députés, revenaient à la charge avec une proposition plus complète, relative aux héritages remembrés. Cette proposition fut renvoyée à la Commission d'Agriculture de la Chambre, sous réserve de l'avis de la Commission de législation civile et criminelle ⁽¹⁵⁾.

L'exposé des motifs de cette proposition de loi est assez long et adresse des critiques particulièrement à la jurisprudence et non pas seulement à la loi.

Le but recherché par les auteurs est de soustraire au partage en nature les héritages ruraux remembrés.

Dans l'exposé des motifs, il est signalé que « la législation sur le remembrement de la propriété rurale restera en effet incomplète si le législateur, allant jusqu'au bout de sa tâche, n'assure pas le maintien de son œuvre et sa durée, par une modification de notre régime successoral dont le libre jeu ramènerait le retour à l'ancien état de choses, au morcellement des terres ».

Lors du décès du *de cujus*, deux cas sont prévus :

1° L'héritage est attribué sur estimation à l'héritier désigné par le défunt ; si aucune désignation n'a été faite,

(14) V. Annexe, page 284.

(15) J. O., Déb. parl. Chambre des Députés, 1921, p. 1696.

le domaine rural remembré est attribué à celui qui le demande, s'il est capable de le faire valoir.

2° S'il y a opposition d'un héritier ou pluralité de demandeurs, le Tribunal statuera soit sur l'attribution, soit sur le partage, soit sur la licitation.

S'il y a eu institution d'héritier, l'attributaire pourra demander qu'il soit sursis au partage pendant cinq ans, ou s'il y a des mineurs, jusqu'à l'arrivée à majorité du plus jeune, le tout contre indemnité.

Enfin la proposition interdisait toute cession, par le moyen d'acte sous seings privés, de droits successifs ou de droits indivis portant sur un immeuble remembré ; celle-ci ne pouvait être faite que par acte notarié.

La Commission d'Agriculture refusa d'entériner ce texte. En effet il ne s'appliquait qu'aux seules exploitations remembrées, ce qui n'était pas suffisant. D'autre part, quand pouvait-on dire que l'on se trouvait en présence d'exploitation remembrée ?

Suffisait-il qu'un seul échange ait eu lieu pour joindre une parcelle à une autre ? Ou bien devait-on considérer qu'il y avait exploitation remembrée lorsqu'il y avait eu un grand nombre d'échanges réalisés ?

L'exploitation devait-elle être d'un seul tenant ou dispersée en parcelles remembrées d'une grande superficie ?

Enfin ajoutons qu'au cas où une exploitation très importante eut été remembrée, elle aurait pu faire l'objet de transmission intégrale, ce qui n'est guère souhaitable dans un régime démocratique. De vastes domaines ruraux auraient été soustraits à la règle du partage en nature, alors que de petits domaines non remembrés auraient été émiettés.

§ III. — PROJET DE RECONNAISSANCE DES PACTES SUR SUCCESSION FUTURE ⁽¹⁶⁾

Le 7 novembre 1924, MM. Lemire, Macarez, Loucheur, Daniel Vincent, Delesalle, députés, déposaient sur le

(16) *J. O.*, Déb. parl session extra. Chambre des Députés, 1924, Annexe n° 630, page 94. Débats, page 3403.

bureau de l'Assemblée dont ils faisaient partie, la proposition suivante.

Le texte proposé remédie de manière indirecte à la règle du partage en nature :

Article premier. — L'article 791 du Code Civil est modifié ainsi qu'il suit :

« On ne peut, sauf par contrat de mariage ou par un autre acte authentique, renoncer à la succession d'un homme vivant.

On ne peut, sous aucune forme, aliéner les droits éventuels qu'on peut avoir à cette succession ».

Article deux. — L'article 1130 du Code Civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

On ne peut cependant renoncer à une succession non ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, sinon par acte authentique et avec le consentement de celui de la succession duquel il s'agit ».

Quel est le but recherché par les auteurs du projet ? Celui de favoriser la transmission intégrale des exploitations et le remembrement, et d'éviter les inconvénients du morcellement. L'exposé des motifs est explicite à cet égard.

« Plusieurs propositions de loi ont été déposées pour faciliter la transmission intégrale de la petite exploitation rurale. Mais aucune de ces propositions de loi n'a visé la pratique, très fréquente autrefois, de la renonciation faite par l'un des enfants à la succession de ses parents. Ce pourrait être cependant une solution à la question de la conservation du patrimoine, même en présence de plusieurs enfants ».

D'après les auteurs de la proposition, le père de famille offrirait, lorsqu'il a plusieurs héritiers, de constituer une dot à ceux qui ne présenteraient pas d'affection particulière à l'exploitation ; grâce à cette dot, l'enfant s'exilerait et s'établirait selon son goût et ses aptitudes ; en contrepartie, l'enfant doté renoncerait à toute prétention et à tout droit sur la succession future du disposant.

La renonciation à la succession ne pourrait avoir lieu que par acte authentique ou par contrat de mariage.

(Remarquons en passant que le contrat de mariage est un acte authentique, puisque passé obligatoirement devant notaire).

Le concours de la personne à la succession de laquelle on renonce serait nécessaire.

La cession des droits éventuels à une succession ne pourrait en aucune façon exister.

Selon le texte proposé, grâce aux arrangements qui seraient pris entre les cohéritiers futurs et le père de famille, l'attribution intégrale pourrait se faire. Le partage en nature ne se produirait nullement. L'attributaire, certain de recueillir plus tard le fruit de ses efforts, resterait sur le domaine, l'aménagerait, le perfectionnerait et ferait toutes les améliorations utiles.

De plus, il y aurait avantage évident pour les parents qui ne se dessaisiraient pas de leur vivant de leurs biens ; dans le pacte, ils introduiraient des clauses réservant l'avenir.

Cependant la Chambre des Députés, influencée par le passé d'avant 1789, rejeta la proposition.

Avant 1789, pour conserver l'éclat du nom et les biens dans la famille, les nobles utilisaient les pactes sur succession future. Les cadets et les filles, par ces pactes, étaient sacrifiés. Les renonciations à succession se trouvaient incluses surtout dans les contrats de mariage ; c'est ce souvenir qui réapparaît dans la proposition de modification de l'article 791 par ces mots : « sauf par contrat de mariage ».

La terre, principale richesse et base de la puissance de la féodalité, ne se morcelait pas et passait intacte, de génération en génération, dans les familles nobles.

Aussi, lorsque les hommes de la Révolution édictèrent la règle du partage en nature et supprimèrent les privilèges de la noblesse, par conséquence, ils furent amenés à condamner les pactes sur succession future, instrument de conservation des grands domaines.

En plus des raisons politiques, le projet présentait des inconvénients : il n'était pas complet. Que décider lorsqu'il y a parmi les héritiers des incapables par exemple ? Quelle personne les représentera au pacte ?

§ IV. — PROPOSITION DE LOI TENDANT A FAVORISER
LA TRANSMISSION INTÉGRALE GRACE A L'ASSURANCE (17)

Cette proposition, extrêmement originale, fut présentée le 7 mars 1923 par M. Ambroise Rendu, député.

Le moyen proposé pour remédier au partage en nature imposé par le Code Civil est l'assurance sur la vie et l'assurance dotale.

Le père de famille garantirait grâce à une assurance non seulement le risque de mort, mais aussi l'intégrité du patrimoine. Il lui suffirait de stipuler que les immeubles de la succession ne seront plus sujets à partage jusqu'à concurrence du montant de l'assurance.

Le montant que l'enfant non attributaire aurait à toucher de la compagnie d'assurances devrait être au moins égal à sa part de réserve dans les immeubles soustraits au partage.

On peut lire dans l'exposé des motifs :

« On peut poser en thèse qu'il est de la nature de l'assurance sur la vie et qu'en tout cas, il est dans l'intention du contractant de constituer par l'assurance un droit étranger à son propre patrimoine (Dupueich, note Dalloz 1908-1-129).

Ce n'est donc pas seulement une forme de prévoyance qu'il y a le plus grand intérêt à divulguer, surtout dans nos campagnes ; c'est un moyen de constituer en dehors du patrimoine proprement dit une valeur de remplacement qui permettra d'assurer, dans l'intérêt supérieur des familles et de la nation, la continuité des exploitations agricoles et des établissements industriels et commerciaux si gravement compromise par le partage obligatoire, sans pour

(17) V. Annexe, page 284.

cela porter atteinte à la règle de l'égalité entre les enfants.

Le but de la proposition dont s'agit est de compléter ainsi qu'il suit les articles 1076 et 1079 du Code Civil ».

Le projet prévoyait également une modification à l'article 1079. En cas de lésion de plus du quart, s'il y a eu attribution intégrale grâce au système de l'assurance, l'héritier réservataire qui subit le préjudice aura une action pécuniaire en complément de sa part.

La proposition de M. Rendu, qui laissait de côté le cas de succession du *de cujus* n'ayant pas usé du partage d'ascendant, fut renvoyée à la Commission de la législation civile et criminelle, sous la réserve de l'avis de la Commission d'Agriculture.

SECTION II

Initiatives privées

§ I. — SOCIÉTÉ D'ETUDES LÉGISLATIVES

Comment peut-on remédier aux inconvénients du partage en nature ? La Société d'Etudes Législatives s'est préoccupée dans ses travaux de cette question si souvent débattue, d'abord en 1905, puis en 1926 ⁽¹⁸⁾.

M. Piédclievre fut nommé rapporteur sur le projet de modification à la règle de l'égalité en nature. En 1926, il reprit les mêmes conclusions qu'en 1905. Quelles sont-elles ?

D'abord, il ne doit point être dérogé en règle générale aux articles 826 et 832 du Code Civil. Seulement le principe dominant, contrairement à la jurisprudence, devrait être celui qui évite de morceler les héritages et les exploitations ; ce n'est que subsidiairement que chaque héritier pourrait demander l'égalité en nature entre les lots.

Ensuite, la licitation serait de droit lorsque les immeubles ne peuvent se partager commodément ou « sans dépréciation notable ».

Enfin, les articles 826 et 832 ne seraient pas applicables aux partages d'ascendants, qu'ils soient effectués par testament ou par donation.

Rien ne devrait être changé dans le partage ordinaire quant à la règle du tirage au sort.

(18) Bulletin de la Société d'Etudes législatives, année 1926, n° 2, p. 169 et s. et année 1927, p. 31 et s.

En faveur de sa thèse, M. Piédelièvre faisait valoir les deux arguments suivants :

1° Le principe du partage en nature est un principe traditionnel.

2° Les législations étrangères modernes, pour la plupart, procèdent à la répartition des lots, par tirage au sort et non par attribution.

La Commission, dans sa séance du 22 mars 1926, adopta le point de vue du rapporteur et émit un vœu favorable à l'extension aux petits domaines ruraux de la législation des habitations à bon marché.

L'assemblée générale du 26 novembre 1926 confirma le point de vue de la Commission, mais ajouta à l'article 970 du Code de Procédure civile un troisième alinéa.

§ II. — CONGRÈS DES NOTAIRES

Les notaires, au cours de leurs Congrès annuels, à maintes reprises, ont tenté d'attirer l'attention des pouvoirs publics et du Parlement sur la nécessité de ne pas oublier la réforme du partage en nature.

Mieux que quiconque (et ici nous parlons de ces modestes notaires de campagnes qui, confidents des paysans, participent à leurs joies et plus souvent à leurs peines), les notaires connaissent les difficultés de la pratique. Leur opinion, leurs vœux ont donc une portée considérable.

S'ils réclament une réforme du partage en nature, c'est qu'ils en sentent le besoin. Leur voix mérite d'être écoutée et leurs avis pris en considération.

Au Congrès de Nice, tenu en mai 1929, M^e Boutrolle, notaire à Rouen, déposait un rapport sur « Le Patrimoine familial devant la loi française ».

Ce rapport fut continué par le rapport de M^e Robitaillie, notaire à Neuilly-sur-Marne, présenté au Congrès de Vichy en juin 1933.

Le Congrès donna son approbation entière aux conclusions de M^e Robitaillie.

Les remèdes suivants aux inconvénients des articles 826 et 832 étaient mis en avant :

« 1° Renforcement de l'autorité du père de famille, non par l'extension de la quotité disponible, mais (en vue d'éviter la division, le démembrement et ainsi d'assurer la stabilité et la continuité), permettant la désignation de l'attributaire du domaine de l'héritage-activité (exploitation agricole, commerciale, industrielle), soit le conjoint ou le plus qualifié des enfants : système de l'article 73 de la loi du 1^{er} juin 1924 applicable en Alsace-Lorraine.

2° Etablissement d'un mode aussi bien de répartition, d'attribution et de désignation par le chef de famille, que d'option, par le conjoint ou les descendants, et de constitution de société familiale.

3° Prolongation de la durée du pacte d'indivision et mieux, facilités de constitution de sociétés familiales, étendues à l'héritage-activité.

4° Modification de l'article 832 par la suppression, tout au moins l'atténuation de l'obligation absolue du partage égal en nature ; l'application des articles 826 et 832 devant toujours être écartée pour les partages d'ascendants ; atténuation proposée par la Société d'Etudes Législatives, tant pour l'article 832 que pour les articles 815, 827, 1076 du Code Civil, 970 du Code de procédure ou toutes autres atténuations.

5° Dispense de rapport en nature, définitive, aussi bien pour les immeubles que pour les meubles, sauf rapport en moins prenant, avec évaluation incommutable au jour de la transmission (donation même déguisée, vente, etc...) et non à l'ouverture de la succession.

6° Extension des lois sur les habitations à bon marché et la constitution du bien de famille, à tous les biens familiaux, dans le sens du projet de la Société d'Etudes Législatives, permettant au survivant ou à l'un des enfants, le plus apte, le mieux qualifié, de reprendre l'héritage-activité sur estimation ; facilités de constitution de sociétés familiales pour l'exploitation des héritages.

7° Institution d'une procédure d'estimation, simple et

définitive, du patrimoine familial, à la date de la transmission, au lieu de l'obligation de l'évaluation au jour du décès, qu'il s'agisse de vente, de donation, etc..., procédure présentant les plus sérieuses garanties ; protégeant contre les réclamations intempestives, la transmission par le père de famille à son conjoint ou à l'un et l'autre de ses descendants, de l'héritage-activité.

8° Réforme du partage judiciaire permettant l'attribution du domaine rural, du fonds d'héritage-activité, à un enfant ou par priorité au conjoint, même, à défaut de désignation par le défunt, à celui, le plus qualifié, qui désirerait le conserver, soit qu'il exploite le fonds pour son compte, soit qu'il l'ait exploité en collaboration avec le défunt.

9° Abaissement du droit de vente et licitation en ligne directe et collatérale et autres allègements fiscaux pour les transmissions du bien de famille au conjoint, aux descendants et même aux collatéraux, réduction, même exonération des droits de soulte, réduction des droits de mutation par décès, de donation entre vifs.

10° Plus généralement refonte des projets et propositions de lois en cours, notamment de la proposition Isaac-Duval-Arnould combinée avec un élargissement des lois sur les habitations à bon marché et le bien de famille, aussi, de l'article 73 de la loi du 1^{er} juin 1924.

Parmi les modalités à prévoir — interdiction de vendre, pour un certain temps, pour assurer la continuité et éviter la spéculation, les injustices ; prévoir l'exigibilité des prix et soultes, en cas de vente totale ou partielle, ou de résiliation des baux, en cas d'apport ou de fusion en société, de cessation d'exploitation par l'attributaire, de liquidation ou de déconfiture ».

CHAPITRE TROISIEME

CONCLUSION

Toutes les réformes générales proposées jusqu'à ce jour ont échoué. Seules ont pu être votées les lois spéciales aux habitations à bon marché, au bien de famille insaisissable et à l'Alsace-Lorraine.

Le mouvement en faveur d'une réforme du partage en nature ne se ralentit pas malgré les insuccès répétés. Il dénote que la question est toujours d'actualité et est primordiale pour la vie du pays. Si certaines réformes entreprises ont réussi, c'est parce que l'idée que l'égalité en nature n'est pas un dogme intangible et immuable, a pénétré peu à peu dans les esprits. Les exceptions au principe du partage en nature sont devenues de plus en plus nombreuses ; elles le deviendront encore et finiront par emporter la règle elle-même.

Mais le changement ne peut s'opérer que progressivement et avec ménagement pour ne pas heurter la sensibilité excessive du Parlement.

Comme le dit M. Planiol :

« Une grande prudence s'impose dans l'administration de ces réformes, qui souvent soulèvent toutes des questions fort complexes. Assouplir plutôt que bouleverser semble être l'objectif à poursuivre (1) ».

La réforme des articles 826 et 832 du Code Civil est réclamée par le monde rural. Certaines contrées de la France demandent avec plus d'insistance que les autres

(1) Planiol et Ripert. Traité pratique de Droit Civil français, t. IV, p. 627.

des dispositions légales qui permettent l'attribution intégrale du domaine rural à un seul enfant. L'attribution intégrale, le non fractionnement est une nécessité vitale dans ces contrées pour l'exploitation agricole (Béarn, par exemple).

Est-ce à dire que l'on souhaite le rétablissement du droit d'aînesse ? Evidemment non.

Certains auteurs ont proposé des remèdes. Le Play et son école, demande pour le père de famille le rétablissement du droit de tester. Il demande que la quotité disponible soit très élevée. Le père de famille se choisirait un continuateur, un héritier unique et la famille instable se transformerait en une famille souche, assurée d'un avenir prospère.

D'autres encore ont préconisé le retour au droit de primogéniture.

Bien qu'il ne faille pas voir, comme certains l'ont fait, dans la thèse de Le Play des tendances aristocratiques qu'elle ne possédait pas, on est obligé de la rejeter, ainsi que les thèses qui admettent le droit d'aînesse pur et simple parce que son application lèserait les héritiers non choisis. Les cadets subiraient un trop grave préjudice.

D'ailleurs, le Parlement, comme le peuple français qu'il représente, est trop attaché à la règle de l'égalité pour qu'une réforme exhérédant les cadets ait quelque chance d'aboutir.

La règle de l'égalité est un dogme qu'il nous faut conserver, mais avec certaines modalités que nous croyons compatibles avec elle.

On ne saurait donc, dans les circonstances présentes, demander un élargissement de la quotité disponible. Cette réforme dans le sens de l'extension de la part dont le père a la libre disposition, quoique réclamée dans quelques régions de la France (Pays basque), ne nous paraît pas désirable. D'ailleurs toute tentative de réforme du partage en nature liée à la demande d'extension de la quotité disponible a été vouée à l'échec.

Pour avoir quelque chance de réussir, la seule réforme

du partage en nature doit être sollicitée du Parlement, en ayant garde de ne pas toucher à la règle de l'égalité.

Les modifications à apporter aux articles 826, 832 et autres du Code Civil doivent tenir compte des nécessités économiques du moment, des besoins nouveaux qui se manifestent.

Au point de vue strictement agricole, l'intérêt particulier de chaque héritier ne doit pas aller à l'encontre de l'intérêt général, qui exige une agriculture saine, dotée de moyens puissants, produisant à bon marché tous les produits de première nécessité et pouvant lutter sur le marché économique sans la protection de barrières douanières trop élevées.

Pour arriver à un tel résultat, il faut édicter une législation spéciale sur les biens ruraux de petite importance et retoucher dans ce sens le Code Civil.

Nous demandons en conséquence le remplacement de la règle de l'égalité en nature par la règle de l'égalité en valeur, et la possibilité du transfert intégral des petites exploitations agricoles.

Sans doute, ces solutions, dont nous ne revendiquons pas la paternité, ont été préconisées depuis longtemps. En les mettant en avant de nouveau (et en leur apportant quelques modifications que nous croyons utiles), notre but est de les rappeler à la mémoire. Comme on le dit parfois : « ce n'est à force de taper sur le même clou que l'on arrive à l'enfoncer ».

Examinons de suite les solutions proposées.

SECTION I

Egalité en valeur

Les hommes de la Révolution de 1789, imbus des idées d'individualisme et d'égalité outrancière, estimaient que chacun dût recevoir sa part en nature de chaque espèce de biens de la succession.

Chabot de l'Allier déclarait : (2)

« Le partage a pour objet de faire cesser l'indivision et d'attribuer à chaque cohéritier la portion à laquelle il a droit sur la masse commune ; il n'est question dans un partage que de distribuer à chacun la juste valeur de ce qui lui appartient et de ce qu'il possédait auparavant par indivis. Tout consiste à régler divisement la portion dont chacun était propriétaire dans la masse indivise. Il faut donc que l'égalité règne dans les partages, elle y est rigoureusement nécessaire et toutes les conséquences qui en résultent doivent être maintenues avec soin. Aussi chacun des cohéritiers ayant également son droit sur chaque espèce de biens de la succession, chacun d'eux peut demander sa part en nature des meubles et des immeubles... ».

On poussait de cette manière l'égalité très loin. On ne voulait pas qu'un des héritiers puisse conserver les immeubles, élément principal de richesse, alors que les autres auraient été réduits à recevoir des meubles, de l'argent, biens présentant moins de sécurité que les immeubles. De plus, si le partage n'était pas susceptible d'être réalisé en

(2) Fenet, t. XII, page 210.

nature, les héritiers devaient être mis sur le même pied d'égalité et recevoir leur part en argent provenant de la vente des biens indivis.

Mais aujourd'hui, les conditions ont tellement changé qu'on ne peut plus dire que les immeubles forment la richesse principale. Les valeurs mobilières occupent actuellement le premier rang.

Si un héritier trouve dans son lot des valeurs mobilières, ou même des biens immeubles auxquels il n'est pas particulièrement attaché, de grandes facilités de réalisation lui sont offertes ; il est certain de rencontrer toujours un amateur qui les lui achètera. Grâce aux disponibilités ainsi acquises, il pourra en faire l'utilisation qu'il jugera à propos.

Pourvu que chaque héritier soit rempli de sa quotité, cela doit suffire ; qu'importe la consistance de son lot.

Comme le dit M. Pascaud : (3)

« Ce n'est pas la nature, la quantité et la valeur combinées des meubles et immeubles qui, dans les successions ou donations-partages, doivent former la base rationnelle de la composition des lots.

Qu'importe en effet que Pierre ait un lotissement en immeubles ou en argent provenant soit directement de l'hérédité, soit d'une soulte que le premier serait chargé de payer au second ? Si l'estimation des biens immobiliers et mobiliers a été faite avec le soin requis, on arrivera au seul résultat sérieux qu'il y ait à poursuivre en cette matière : à savoir que les deux lots évalués en numéraire aient une importance identique.

L'argent est, en effet, le critérium d'appréciation le mieux qualifié et le plus couramment usité pour déterminer ce qu'est la valeur, dans le sens économique du mot, pour synthétiser, dans un élément uniforme et perceptible pour tous, les utilités diverses dont elle se compose. Nous admettrions donc que tout copartageant pourrait recevoir son lot soit en nature, soit en argent, et il n'en résulterait aucun dommage pour les intéressés ».

(3) Pascaud. *Revue critique*, novembre 1899, pages 566 et s.

Précisons notre pensée lorsque nous réclamons la substitution de l'égalité en nature par l'égalité en valeur.

Nous ne demandons pas la suppression du *partage en nature*, mais la suppression de *l'égalité en nature seule*, celle-ci devant être remplacée par *l'égalité en valeur*.

De la sorte, les héritiers pourront demander leur part dans la masse héréditaire ; *ils toucheront les biens mêmes qui se trouvaient en la possession du défunt*, mais l'on ne sera pas obligé de mettre dans chaque lot les mêmes espèces de biens.

Ainsi si le défunt laisse des valeurs mobilières, de l'argent comptant et des immeubles, et trois héritiers, il sera possible de composer trois lots égaux dont l'un comprendra les immeubles, le deuxième les valeurs mobilières, le troisième l'argent comptant.

L'égalité en valeur sera seule réalisée, ce qui n'empêchera pas les héritiers de trouver dans leurs lots, en nature, les biens mêmes du défunt.

Au contraire avec la règle de l'égalité en nature, il aurait fallu composer les lots ainsi : 1/3 en valeurs mobilières, 1/3 en immeubles, 1/3 en argent.

Il y aurait lieu aux changements suivants :

L'article 826 serait modifié comme suit : « Chacun des cohéritiers peut demander sa part des biens de la succession : néanmoins... (sans changement) ».

De même les premier et deuxième alinéas de l'art. 832 seraient modifiés dans le sens de la proposition Isaac et Duval-Arnauld (23 février 1922).

« Dans la formation et composition des lots on évitera de morceler les héritages et de diviser les exploitations.

Chaque lot peut être composé, soit en totalité, soit en partie de meubles ou d'immeubles, de droits ou de créances de même valeur. »

Article 833 : « L'inégalité des lots se compense par un retour, soit en rente, soit en argent ».

Grâce à ce système, l'égalité en valeur remplace l'égalité en nature, mais l'égalité est maintenue.

Certains ont soutenu qu'il n'est peut-être pas indifférent à un héritier d'être loti en argent provenant, soit de la soulte, soit de l'hérédité, et que l'héritier peut avoir un intérêt moral à recevoir des biens en nature auxquels il est spécialement attaché.

Cette objection tirée de l'intérêt moral, quelque poids qu'elle puisse avoir, doit être écartée en présence d'intérêts supérieurs.

Y a-t-il, comme d'autres l'ont dit, expropriation ? On peut répondre affirmativement à la question. Mais est-ce que tout partage n'est pas une expropriation ? En effet, le partage transforme des droits indivis en des droits divis; le droit que chaque héritier avait sur chaque parcelle de toute chose de l'hérédité est déplacé et se porte sur toutes les parcelles d'une seule chose. Il y a donc bien expropriation dans tout partage, et cet argument ne peut pas plus valoir à l'encontre de l'égalité en valeur qu'à l'encontre de l'égalité en nature.

En conséquence de l'égalité en valeur, il y a lieu de modifier l'article 827 du Code Civil (1^{er} alinéa) comme l'indiquait la proposition de MM. Isaac et Duval-Arnould. En effet, il peut être parfois utile de vendre les immeubles indivis. Mais à la différence de ce que proposaient les députés ci-dessus nommés qui réclamaient que la majorité des héritiers aurait qualité pour demander la vente, nous proposons le système suivant :

Art. 827, 1^{er} alinéa :

« Si la moitié au moins des héritiers, ou si des héritiers ou un héritier dont la somme des parts dans la masse indivise est au moins égale à un demi, estiment que la vente des immeubles est avantageuse, il y est procédé par licitation devant le Tribunal ».

Notre système présente un avantage sur celui de MM. Isaac et Duval-Arnould. Selon eux, la majorité des héritiers seule était nécessaire pour requérir la licitation. Mais quand il y a un nombre pair d'héritiers, que décider si aucune majorité ne peut se former, par exemple trois héritiers demandent la vente, trois refusent ? Nous esti-

mons qu'il y a lieu de donner la préférence à ceux qui réclament la vente et c'est la raison pour laquelle nous avons substitué à la « majorité » l'expression « la moitié au moins ».

Cependant, nous avons jugé utile d'ajouter un additif et de prévoir une deuxième hypothèse.

Que signifie la moitié au moins des héritiers ? C'est la loi du nombre qui joue dans ce cas. Or, il peut arriver que la moitié au moins des héritiers en nombre, ne représente, au point de vue quotité, qu'une infime partie des droits des indivisaires sur la masse successorale.

Exemple : Dans une succession, le *de cujus* laisse 7 héritiers. Six héritiers, dont les droits sont de $\frac{1}{4}$, peuvent imposer la vente par licitation au dernier héritier dont les droits sont de $\frac{3}{4}$, alors que l'inverse n'aurait pu se produire. L'héritier ayant $\frac{3}{4}$ de la propriété n'aurait pu exiger la licitation de ses cohéritiers.

Grâce à la deuxième proposition introduite, la vente par licitation pourra aussi être requise par l'héritier ou les héritiers ayant l'intérêt le plus fort sur l'immeuble.

L'article 830 du Code Civil est également transformé et voit son deuxième alinéa supprimé :

Art. 830 : « Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers, à qui il est dû, prélèvent une valeur égale sur la masse successorale ».

La substitution de la règle de l'égalité en valeur à la règle de l'égalité en nature implique corrélativement la modification des principes réglant la formation de la masse indivise et des opérations préalables au partage.

Il y a lieu d'admettre, dans les rapports à succession, la règle du rapport en moins prenant qui sera le principe ; le rapport en nature sera l'exception ; il ne sera de rigueur que lorsque le disposant l'aura expressément spécifié. Les articles 859 et suivants du Code Civil sont à modifier en ce sens ⁽⁴⁾.

(4) On peut signaler une proposition de loi, modifiant les articles 860 et suivants du Code Civil, adoptée par le Sénat le 19 mars 1937. Cette proposition est notoirement insuffisante, à notre avis, en ce qui concerne le mode de rapport. V. Annexe, page 287.

De plus, ces règles recevront leur application dans les partages d'ascendants. Conformément au projet de loi Isaac et Duval-Arnould les délais des actions contre ces actes seront réduits, pour en assurer la sécurité, dans le laps de temps le plus court possible.

Doit-on modifier l'article 834 qui est relatif au tirage au sort et permettre le système de l'attribution par le juge ?

M. Planiol est un adversaire de l'attribution des lots par la justice ; il croit ce moyen dangereux, notamment au cas où le Tribunal ne serait pas suffisamment renseigné et éclairé sur les aptitudes, les goûts et les intérêts des héritiers.

M. Piedelièvre, dans son rapport présenté en 1905 à la Société d'Etudes législatives, critiquait également l'emploi de ce procédé :

« Si le système qui permet ainsi au juge d'intervenir est théoriquement séduisant, s'il élève et étend son rôle en faisant de lui non seulement le magistrat appelé à trancher des litiges par une exacte application des règles strictes de la loi, mais encore l'homme que son intelligence, son instruction, son expérience des affaires, désignent naturellement pour régler dans telles hypothèses données, des situations de fait auxquelles sont subordonnés de graves intérêts économiques ou sociaux, il ne faut pas se dissimuler qu'un tel système rencontrerait dans l'opinion publique une assez vive résistance. En lui confiant une telle mission, on fait de lui plutôt un conciliateur qu'un juge, ce qui n'est certes pas un mal, mais en même temps, on le mêle d'une façon plus intime aux affaires de la famille, et c'est là le point faible du système. ⁽⁵⁾ »

Nous ne croyons pas ces arguments convaincants, à notre avis.

Ne voit-on pas, en effet, le juge mêlé de façon plus intime aux affaires de la famille dans les litiges relatifs aux divorces, aux recherches de paternité, aux interdic-

(5) Bulletin de la Société d'Etudes législatives, 1905, page 229.

tions par exemple, « affaires intimes » par excellence, que dans une simple affaire d'allotissement ?

Le juge connaît des situations intéressantes, au plus haut point, l'honneur et la considération des individus et des familles. N'est-ce pas lui faire injure que de le trouver incapable de résoudre des questions où l'intérêt matériel domine plus que l'intérêt moral !

Pour notre part, nous admettons que le juge puisse procéder par attribution. Pour ce faire, le Tribunal recueillera tous les renseignements qu'il jugera utiles, aussi bien au point de vue valeur des biens fixée par expert, qu'aptitude des cohéritiers.

Le système de l'attribution permettra d'une part la distribution des biens selon les goûts et les besoins des cohéritiers, d'autre part d'éviter parfois la mise en jeu de soultes considérables et de faciliter la composition des lots.

Comme corollaire du procédé d'attribution nous suggérons que lors de la transcription de l'acte de partage, une inscription d'office soit prise sur les immeubles (ou les fonds de commerce) pour garantir le paiement des soultes.

Toutes les modifications proposées auront indirectement comme conséquence d'éviter le morcellement des exploitations agricoles. Mais les règles édictées dans les articles 826 et 832 modifiés ne seront pas formelles, en ce sens qu'elles n'interdiront pas absolument le parcellement, le morcellement, la division des exploitations.

En effet, le morcellement des grandes exploitations agricoles (puisque les héritages ruraux nous intéressent spécialement) est un bien lorsqu'il aboutit à augmenter le nombre des propriétaires.

Mais il faut empêcher le fractionnement de petites exploitations et pour elles le transfert intégral est nécessaire.

De quelle manière sera-t-il réalisé ?

SECTION II

Transfert intégral des petits héritages ruraux

Et d'abord, que doit-on entendre par petit héritage rural ?

Prendra-t-on comme moyen de base la superficie ? Selon MM. Boret et Chéron serait petit héritage rural celui dont la superficie ne dépasse pas 40 hectares. Mais, comme nous l'avons dit, la superficie ne signifie rien, car les biens peuvent être de valeurs diverses. Nous ne pouvons donc accepter ce critère.

On devra considérer comme petite exploitation agricole celle qui permet à une famille paysanne, travaillant avec ses seuls moyens, aidée de un ou deux salariés au plus, de vivre convenablement. C'est ce type de propriété que l'on rencontre en France. Quelle est la valeur approximative d'une telle exploitation ?

On peut chiffrer la valeur maxima d'un tel héritage actuellement à 100.000 francs. Au-dessus de ce chiffre toute propriété sera réputée grand domaine, soumise au droit commun du Code Civil, et ne pourra être prise en considération par faveur du législateur. Seul le petit domaine harmonieusement composé (bâtiments, instruments d'exploitation, vignes, bois, prés, champs, cheptel, etc...), de valeur inférieure à 100.000 francs, fera l'objet de la législation spéciale d'attribution intégrale.

Lors de la transmission de propriété, quelle valeur prendra-t-on pour faire l'estimation ? Certains pays comme la Suisse et l'Allemagne se servent de la valeur de rendement comme base. En équité et justice cette valeur est

insuffisante et inférieure à la valeur vénale, qui se trouve être la valeur réelle du patrimoine ; nous envisagerons donc comme base de l'estimation la valeur vénale de l'hérédité.

L'estimation se fera au moment du transfert du bien, soit par accord amiable ou par expertise amiable, si toutes les parties sont capables, soit par expertise ordonnée par autorité de justice, s'il y a désaccord ou s'il y a des incapables parmi les ayants-droit.

Quel sera l'attributaire de l'exploitation rurale unique, de valeur inférieure à 100.000 francs ?

Nous devons distinguer deux cas et pour donner les solutions, nous nous inspirerons de la législation édictée en faveur des habitations à bon marché et du bien de famille insaisissable.

Premier cas : Le disposant donne, avec ou sans précipui, ou lègue, l'exploitation rurale unique à l'un de ses descendants ou à son conjoint. L'attributaire sera le gratifié. Même au cas où la réserve sera atteinte, notamment lorsque l'héritage constituera le seul actif, il n'y aura pas réduction en nature. La récompense aura lieu en argent ou en dation en paiement.

Toutes les difficultés qui pourraient surgir seront réglées suivant les mêmes principes que celles se présentant pour le cas ci-dessous, notamment en ce qui concerne la valeur du bien héréditaire.

Deuxième cas : L'ascendant n'a fait de son vivant aucune disposition libérale par donation, ou bien son testament ne contient pas de legs de l'exploitation.

L'attributaire sera fixé dans l'ordre suivant :

Ce sera d'abord le conjoint survivant copropriétaire. Normalement les époux, lorsqu'ils se marient, ne font pas de contrat de mariage ; ils se trouvent placés sous le régime de la communauté légale. Il est donc à présumer que si l'époux est copropriétaire de l'héritage rural, dans la plupart des cas son droit sera de $1/2$, presque toujours plus fort que celui du ou des descendants. Voilà la raison de notre préférence.

Ensuite, ce sera l'héritier désigné par le défunt. Mieux que quiconque le défunt connaît les goûts et les aptitudes de ses descendants. Il y a lieu de lui faire confiance sur ce point. La désignation sera contenue dans un acte testamentaire ou dans une déclaration notariée. Lorsque l'exploitation est propre au *de cujus* cet attributaire sera le premier en rang puisque le conjoint survivant ne sera pas copropriétaire et ne pourra en conséquence réclamer à son bénéfice l'attribution intégrale.

En troisième lieu, l'attributaire pourra être l'héritier majeur qui a exploité le domaine depuis au moins cinq années avec le *de cujus* ; en cas de pluralité d'héritiers dans le même cas et demandant chacun pour soi l'attribution, il sera procédé, comme il est dit ci-dessous pour la pluralité de demandes ; mais le concours sera limité aux seuls héritiers répondant aux conditions voulues pour ce cas.

Enfin, à défaut d'attribution intégrale à des héritiers visés dans les trois cas ci-dessus et si un seul autre co-héritier demande l'exploitation rurale, le domaine lui sera transmis.

Si plusieurs héritiers réclament l'héritage rural il y aura lieu à une adjudication entre tous les postulants ; celle-ci pour être empreinte de toute la dignité voulue, et pour éviter les discordes se produisant lorsque les enchères se produisent de vive voix, aura lieu par plis cachetés déposés entre les mains du Président du Tribunal. Cette mise en adjudication sera écartée si les ayants-droit se mettent d'accord.

Ajoutons encore que si aucun ayant-droit ne réclame le bénéfice des dispositions de la loi sur les petits domaines ruraux, il y aura lieu à application du droit commun.

Toutes les opérations d'attributions seront effectuées sous le contrôle du Président du Tribunal.

S'il y a contestation sur la valeur du bien seulement et non sur la personne de l'attributaire, ou s'il y a des mineurs ou des interdits, l'estimation sera faite par experts.

Lors du décès d'un ascendant, deux cas pourront se présenter :

1° Le domaine rural unique fait partie avec d'autres biens de la succession et lors du partage il n'est pas nécessaire de fixer de soultes ou elles sont peu importantes. L'égalité des lots étant réalisée, l'attribution intégrale aura lieu pour ainsi dire sans déroger au droit commun (que nous avons supposé être l'égalité en valeur). L'attributaire pourra payer généralement immédiatement les soultes mises à sa charge. S'il ne le pouvait pas, il devrait réclamer le bénéfice des facilités prévues pour le cas ci-dessous.

2° Le domaine rural unique forme à lui seul tout l'actif de la succession. L'attribution intégrale est demandée par un héritier. Malgré que parfois le *de cujus* aura disposé en sa faveur de la quotité disponible, les soultes qu'il devra payer seront importantes. Pour garantir ces soultes, le privilège du copartageant portera sur les immeubles.

Mais si un cohéritier veut toucher de suite le montant de sa soulte, que faire ? Le projet de réforme devra prévoir la création de Caisses Spéciales de Règlement successoral, semblables aux Caisses de Crédit Agricole ou en dépendant. D'ailleurs les Caisses de Crédit Agricole, en vertu de la loi du 5 août 1920 (art. 1^{er}), ont pour objet de faciliter l'acquisition, l'aménagement et la reconstitution des exploitations rurales. Le montant des avances ne peut excéder 40.000 francs (6).

Il y aurait lieu d'abord de prévoir que le montant des avances pourra s'élever jusqu'à 100.000 francs.

La Caisse Spéciale de Règlement successoral paierait immédiatement les co-héritiers non attributaires et serait subrogée dans tous les droits et actions des copartageants, notamment dans le privilège. D'ailleurs, pour éviter toute fraude qui pourrait se commettre aux dépens de la Caisse,

(6) Ce chiffre a été fixé en 1920. Il est nettement insuffisant depuis que le franc a subi trois amputations successives en 1928, 1936-37. Il serait nécessaire de le relever et de ramener la valeur qu'il exprimait à son juste niveau.

elle aurait le droit d'adjoindre aux opérations d'expertise ordonnées son expert attitré. Enfin elle pourrait exiger l'expertise même au cas où tous les héritiers sont d'accord.

L'attributaire rembourserait la Caisse grâce aux versements d'annuités, comprenant partie du capital, partie des intérêts. Les délais accordés par la Caisse seraient assez longs.

Avec l'utilisation de la Caisse on n'obligerait pas les co-héritiers, qui désirent toucher de suite leur argent, à ne recevoir qu'une créance à terme.

En contre-partie de tous les avantages concédés à l'attributaire, il y aurait lieu d'exiger de lui qu'il cultive lui-même le bien transmis et en même temps il lui serait interdit d'aliéner tout ou partie, sans motifs graves soumis à l'appréciation du Président du Tribunal ou à l'approbation de la Caisse.

En cas de vente, les soultes deviendraient de plein droit exigibles ; de même si les sûretés étaient diminuées, selon le droit commun, l'attributaire serait déchu du bénéfice du terme.

Enfin, pour faciliter le libre jeu de la transmission intégrale, l'indivision, qui est une solution d'attente, pourrait être demandée.

Dans cette hypothèse, la valeur vénale de l'héritage rural serait déterminée au moment où prend fin l'indivision.

L'ajournement du partage permettra au futur attributaire de se procurer en totalité ou en partie les fonds destinés à payer les soultes.

Quant aux personnes qui pourraient demander le maintien de l'indivision, pour les déterminer on pourrait adopter le même système que pour les habitations à bon marché (système harmonisé avec celui du bien de famille insaisissable).

L'indemnité à payer pour ajournement du partage, au lieu d'être une somme forfaitaire, pourrait être une annuité, basée d'après les revenus de l'héritage et la part de l'héritier la réclamant.

Rien ne s'oppose d'autre part à ce que le domaine rural

de valeur inférieure à 100.000 francs soit, au cas de divorce ou séparation de corps, attribué à un époux, selon les mêmes règles que l'habitation à bon marché ou le bien de famille insaisissable. Dans cette hypothèse, si le bien est indivis entre les deux époux, comme il y a partage, le débat sera limité entre eux seuls, à l'exclusion des descendants qui sont sans droit. L'indivision prolongée ne trouve plus ici sa raison d'être.

L'ordre de préférence d'attribution sera : le conjoint en faveur duquel le divorce ou la séparation a été prononcé ; le conjoint qui a la garde des enfants, en cas de torts réciproques ; si ces éléments de préférence font défaut, il y aurait lieu à mise en adjudication, sous pli cacheté, entre les deux époux. (Pour les habitations à bon marché il y a lieu, dans ce cas, à tirage au sort.)

La réforme du droit civil devrait être suivie de celle du droit fiscal. L'attributaire intégral, contrairement à ce que l'on peut croire, ne sera pas l'héritier ayant la plus belle part. Que de charges il aura à supporter ! Il importe donc de ne pas les aggraver et c'est pour cela qu'il y aurait lieu de l'exonérer (en totalité ou en partie) de tous droits de timbre, d'enregistrement, de transcription et d'inscription.

Les lois du 13 juillet 1925 et 4 avril 1926 ont assimilé à des ventes, les licitations entre héritiers et les soultes de partages. Nous demandons la suppression de ces taxes, mais seulement lorsqu'il y aura attribution intégrale d'un petit héritage rural à la suite d'indivision par décès, ou séparation de corps ou divorce.

*
**

Parvenu ainsi au terme de notre étude, combien imparfaite, nous déclarons avoir écrit tout ceci sans ambition.

Notre seul désir était d'attirer l'attention sur le monde rural et de montrer que, pour sortir l'Agriculture du marasme économique, des réformes sont nécessaires. Les modifications que nous avons proposées laissent paraître de nombreuses imperfections. Quoi qu'il en soit, la réforme

du partage en nature est utile dans les circonstances présentes, de même que l'adoption d'une législation spéciale aux « petits majorats démocratiques ».

Que doit-on attendre de cette réforme ? Est-ce que la crise de natalité, la désertion des campagnes si funestes toutes deux, seront arrêtées ?

Ce serait attendre trop de la réforme, et croire bien grand le rôle des articles 826 et 832 du Code Civil en cette matière. La réforme des articles peut avoir des incidences en ce sens, mais il importe avant tout d'agir sur les esprits et sur les mœurs.

Pour qu'une réforme ait quelque chance d'aboutir, il faut indiquer au paysan les besoins qu'il sent confusément en son esprit et en son cœur ; lui montrer les avantages qu'il pourrait en tirer.

Le paysan est méfiant par nature, même lorsque les projets qu'on lui soumet sont à son avantage.

« Pour expliquer ce dont le paysan souffre, il faut bien constater que lui-même l'ignore à peu près. Nous n'avons aucune intention de reproche, mais nous sommes obligés de mentionner ici l'ignorance générale du monde paysan. Nous ne parlons pas seulement de son ignorance scolaire, mais également de son ignorance des chiffres qui sont l'expression de la précision d'esprit (7). »

L'éducation du paysan est à faire ; l'instruction scolaire est à compléter. Comme la scolarité vient d'être prolongée d'une année, il est souhaitable d'introduire dans les programmes des classes primaires des pays ruraux des notions sommaires sur le droit « rural ». On pourrait en quelques leçons enseigner aux élèves les inconvénients du morcellement, de même par réciproque les avantages du remembrement, par des cas typiques frappant les esprits des enfants. On peut être certain que ces leçons leur reviendraient en mémoire en temps utile, car l'empreinte laissée par les maîtres dans les esprits est difficile à effacer.

Pour retenir le paysan à la terre d'autres réformes, qui

(7) R. Louis. *Op. cit.*, page 181.

ne sont pas du cadre de cette étude, seraient à faire : celle du régime fiscal, par exemple.

La paysannerie française a l'impression de payer trop d'impôts par rapport aux autres classes du pays. Le cultivateur possède toute sa richesse « au soleil ». Ses biens sont apparents : terres, prés, maisons. D'après l'étendue de son domaine, la qualité du sol, il est très facile de connaître ses revenus. De plus, les transmissions de propriété des parcelles sont lourdement frappées par les taxes du fisc. En est-il de même des valeurs mobilières ? Non, évidemment. Les féodaux de l'argent ne sont pas connus, ni leurs revenus. Les taxes sur les valeurs mobilières lors de leur transmission sont loin d'être aussi élevées que celles s'appliquant aux transmissions des biens fonciers.

L'agriculteur souhaite voir se généraliser les valeurs nominatives. Econome et travailleur, le paysan repousse toute idée de spéculation. S'il réalise quelques économies il veut les placer sûrement. Ennemi des aventuriers de la finance, son désir est que les opérations se réalisent au grand jour et franchement ; que les spéculateurs soient connus et sévèrement châtiés lorsqu'ils ruinent l'épargne et dissipent leur capital péniblement amassé.

Le paysan prend peu à peu conscience de son rôle et de sa force. Des Associations se fondent un peu partout. C'est aux fondateurs et aux membres directeurs de ces associations de continuer l'éducation et l'instruction post-scolaires du monde rural par des conférences.

L'Agriculture se défend de plus en plus ; le législateur contribue à sa défense, il légifère sur le remembrement, la petite propriété. L'œuvre du législateur restera imparfaite s'il ne permet, grâce au moyen de dispositions spéciales, d'éviter le démembrement et le parcellement, maux qui rongent et garottent notre Agriculture.

Celle-ci doit se développer librement, se tenir au courant des innovations de la science et s'adapter au progrès. Son importance est et restera primordiale.

Ainsi que l'écrit M. Blondel :

« En dépit de l'importance que l'industrie et le com-

merce ont prise dans nos sociétés contemporaines, l'Agriculture reste toujours la première industrie de l'homme, celle qui, réunissant dans une admirable combinaison ces trois éléments : terre, travail, capital, reste le type le plus parfait de l'activité économique (8). »

L'Agriculture doit être secondée, car le monde rural a, à l'heure actuelle, une fonction sociale considérable à jouer. Ayons tout le respect possible pour les payans qui sont peu souvent à l'honneur, mais bien souvent à la tâche. Personnellement élevé au milieu d'eux, nous leur gardons toute notre reconnaissance, notre fidélité et notre estime.

La classe rurale, profondément attachée à l'idéal démocratique, constitue en ces moments l'élément pondérateur, facteur d'équilibre et d'ordre social ; elle est ennemie de toute aventure politique de quelque côté qu'elle vienne, comme nous l'avons déjà dit.

Gardant intactes les traditions, elle représente par ses qualités, le meilleur de la race française.

Notre paysannerie donne aux heures difficiles l'exemple de l'abnégation et du sacrifice. C'est en elle que la nation vient puiser des forces nouvelles et demander un sang pur et régénéré ; elle est une réserve incomparable.

Aidons l'agriculture. En contribuant à son salut et à sa prospérité, nous contribuerons également au salut et à la prospérité du pays.

Vu :

Nancy, le 17 Juillet 1937

Le Président de la Thèse,

SIMONNET.

Vu :

Nancy, le 21 Juillet 1937

Le Doyen,

SENN.

Vu et permis d'imprimer,

Nancy, le 23 Juillet 1937.

Pour le Recteur de l'Université de Nancy

Le Vice-Président du Conseil de l'Université,

R. CORNUBERT

(8) A. de Brandt. *Op. cit.* Préface de M. Blondel, page 1.

ANNEXE

Proposition de loi tendant à favoriser l'accroissement de la natalité, présenté le 22 janvier 1920, par M. Adolphe Chéron (Sess. Ord. 1920, Doc. Parl., annexe n° 201, p. 97).

ART. 20. — L'article 832 du Code Civil est modifié ainsi qu'il suit :

« Dans la formation et composition des lots, on doit éviter autant que possible de morceler les héritages et de diviser les exploitations, et il convient, à l'exception des successions comportant des terres de culture, de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles de droits ou de créances de même nature et valeur. »

ART. 21. — Il est ajouté à l'art. 815 un paragraphe 3 ainsi conçu :

« Dans les successions comportant des terres de culture exploitées au moment du décès par le conjoint du défunt décédé sans avoir usé de la faculté prévue par l'article 1078 paragraphe 2, ou pour l'un de ses enfants, l'indivision peut être maintenue à la demande de ceux-ci pendant cinq années renouvelables, à partir du décès et nonobstant la présence de mineurs parmi les descendants. Le juge de paix prononce le maintien ou la continuation de l'indivision en cas de difficultés et après avis du conseil de famille s'il y a lieu ».

ART. 22. — Il est ajouté à l'art. 1078 du Code Civil un paragraphe 2 ainsi conçu :

« Lorsque les biens à partager comportent des terres de culture l'ascendant a la faculté de désigner par testament le ou les attributaires de lots de culture. Il pourra même composer des lots sans être tenu de comprendre dans ses dispositions des biens d'autre nature, mais sous réserve de l'article 833. »

ART. 23. — L'article 834 du Code Civil est modifié ainsi qu'il suit dans son paragraphe 2 :

« Ils sont ensuite tirés au sort, le tout sous réserve des dispositions prises par l'ascendant en vertu de l'article 1078, paragraphe 2. »

Proposition de loi autorisant l'attribution intégrale et l'indivision temporaire de certains domaines ruraux figurant dans les successions, présentée le 2 décembre 1920 par MM. Victor Boret et Adolphe Chéron (Session extraordinaire 1920, Doc. Parl., annexe n° 1745, page 384).

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'un domaine rural d'une contenance inférieure à 40 hectares figure dans une succession, chacun des héritiers et le conjoint survivant a le droit de demander l'attribution intégrale à son profit ou le maintien de l'indivision pendant une durée déterminée.

La demande est adressée au Juge de Paix du lieu de l'ouverture de la succession, qui convoque tous les intéressés ou leurs représentants et statue dans les conditions de la présente loi.

ART. 2. — L'attribution sur estimation est de droit lorsqu'elle est demandée. Le maintien de l'indivision ne peut être prononcé qu'à défaut de toute demande d'attribution.

L'attribution sur estimation peut être demandée soit au décès, soit à l'expiration de chaque période fixée pour le maintien de l'indivision.

ART. 3. — S'il n'y a pas de contestation sur la valeur du domaine, et que toutes les parties soient présentes ou dûment averties, majeures et maitresses de leurs droits, le Juge de Paix prononce l'attribution à celle des parties qui l'a demandée.

S'il y a contestation sur la valeur du domaine, ou s'il y a des mineurs ou des interdits, le Juge de Paix surseoit à l'attribution et nomme un ou plusieurs experts pour faire l'estimation. Sur le rapport du ou des experts, le Juge de Paix fixe lui-même, d'après les éléments de la cause, et après avoir convoqué les parties, le prix du domaine et procède ensuite à son attribution.

Lorsque l'attribution est demandée par plusieurs ayants-droit, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis au conjoint survivant, s'il est co-propriétaire, puis à celui qui exploite le domaine.

Toutes choses égales, le Juge de Paix met aux voix la désignation de l'attributaire, les héritiers qui viennent par représentation d'une même personne n'ayant droit ensemble qu'à un suffrage ; à défaut de majorité, il procède séance tenante au tirage au sort.

Il est sur-le-champ dressé procès-verbal de l'attribution ainsi que des conventions relatives au paiement des soultes et autres conditions accessoires.

ART. 4. — L'attributaire du domaine ne peut pendant 10 ans l'aliéner en tout ou en partie, à moins d'une autorisation du Juge de Paix.

ART. 5. — Lorsque les parties sont d'accord sur la durée et les conditions de l'indivision, il leur en est donné acte par le Juge de Paix.

Le pacte d'indivision ainsi conclu est définitif, même au regard des mineurs et des interdits, sans qu'il soit besoin d'homologation.

ART. 6. — En cas de désaccord, le Juge de Paix statue d'après

les circonstances, en vue du plus grand intérêt de la famille et de la meilleure exploitation du domaine.

Il peut, s'il y a lieu, prononcer le maintien de l'indivision pendant 5 ans à partir du décès, lorsque tous les héritiers sont majeurs, et, lorsqu'il y a des mineurs, jusqu'à la majorité du plus jeune.

Il désigne en même temps l'administrateur ou l'exploitant du domaine lorsque l'exploitation était assurée par le défunt et que l'un des héritiers ou le conjoint survivant demande à continuer cette exploitation.

Dans ce dernier cas, à défaut d'entente entre les ayants-droit, le Juge de Paix, avant de procéder à la désignation de l'exploitant, ordonne une expertise en vue d'établir l'état des immeubles et la valeur des cheptels et d'évaluer l'indemnité à allouer pour ajournement de partage à ceux des héritiers qui ne participeront pas à l'exploitation. Sur le rapport de l'expert, il fixe lui-même, après avoir convoqué les parties, l'indemnité pour ajournement de partage.

Lorsque l'autorisation de continuer l'exploitation est demandée par plusieurs ayants-droit, il est procédé à la désignation de l'exploitant conformément aux paragraphes trois et suivants de l'article 3 ci-dessus.

ART. 7. — A l'expiration du délai pour la première période, ou en cas de décès de l'exploitant avant l'expiration du délai fixé, l'indivision peut être continuée, soit par consentement unanime, soit par décision du Juge de Paix. Dans ce dernier cas, la préférence est accordée à l'exploitant qui demande le renouvellement.

A moins d'un consentement unanime, l'indivision ne peut être continuée pour une période supérieure à cinq années ; toutefois si l'exploitant est le conjoint survivant, elle peut être continuée de 5 ans en 5 ans jusqu'au décès de ce dernier.

ART. 8. — Le Juge de Paix, à défaut d'entente entre les ayants-droit, statue après expertise, s'il y a lieu, sur toutes les contestations relatives à l'exécution du pacte d'indivision.

ART. 9. — Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux domaines ruraux constitués en bien de famille, conformément à la loi du 12 juillet 1909, ni aux jardins ou champs visés par la loi du 10 avril 1908, relative à la petite propriété et aux habitations à bon marché.

ART. 10. — Un règlement d'administration publique détermine la mesure d'application de la présente loi.

Texte proposé le 16 novembre 1921 par la Commission de l'Agriculture chargée d'examiner la proposition de loi de M. Victor Boret, autorisant l'attribution intégrale et l'indivision temporaire de certains domaines ruraux figurant dans les successions, sur le rapport de M. Paul Mercier, député (Session extra. 1921, annexe n° 3350, Doc. Parl. (page 152).

ARTICLE PREMIER. — Lorsqu'un domaine rural, d'une valeur supérieure à 40.000 francs, figure dans une succession, chacun des héritiers et le conjoint survivant a le droit de demander l'attribution intégrale à son profit ou le maintien de l'indivision pendant une durée déterminée.

Si les circonstances le justifient, un règlement d'administration publique pourra modifier la valeur maxima fixée ci-dessus.

Proposition de loi portant modification aux articles 826, 827, 830, 832, 913 et 1075 du Code Civil, présentée le 23 février 1922 par MM. Isaac et Duval-Arnould, députés (Session ordinaire de 1922, Doc. Parl., annexe n° 3940, page 241).

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du premier paragraphe de l'article 913 du Code Civil sont remplacées par les suivantes : « Les libéralités, soit par actes entre vifs, soit par testament, ne pourront excéder la moitié des biens du disposant s'il ne laisse à son décès qu'un enfant légitime ; s'il en laisse plusieurs, elles ne pourront excéder le cinquième de ses biens ; deux autres cinquièmes pourront être attribués par lui à un ou plusieurs de ses enfants à l'exclusion des autres ; les deux derniers cinquièmes seront partagés entre tous. »

ART. 2. — Les articles 826, 827, 830, 832 et 1075 du Code Civil sont modifiés comme suit :

ART. 826. — Les mots : « chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et immeubles de la succession » sont supprimés ainsi que le mot « néanmoins » qui les suit.

ART. 827. — Le premier alinéa est ainsi modifié : « Si la majorité des héritiers estime que la vente des immeubles est avantageuse, il y est procédé par licitation devant le tribunal ».

ART. 830. — Le premier alinéa est ainsi modifié : « Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohéritiers à qui il est dû prélèvent une valeur égale sur la masse de la succession ». Le second alinéa du même article est supprimé.

ART. 832. — Cet article est ainsi modifié : « Dans la formation et composition des lots, on doit éviter de morceler les héritages et de diviser les exploitations. Chaque lot peut être composé, soit en totalité, soit en partie, de meubles ou d'immeubles, de droits ou de créances de valeur équivalente. »

ART. 1075. — Cet article est ainsi modifié : « Les pères et mères et autres ascendants, pourront faire entre leurs enfants et descendants la distribution et le partage de leurs biens. Les dispositions de l'article 832 sont applicables à ces partages. Les délais de l'action en nullité ou en rescision seront réduits à deux ans pour les partages entre vifs et à cinq ans pour les partages testamentaires. »

Projet de loi tendant à la modification des articles 826 et 832 du Code Civil, relatifs au partage, présenté le 19 octobre 1922 par M. Colrat, garde des Sceaux et ministre de la Justice, et M. H. Chéron, ministre de l'Agriculture (Sénat, session extra. 1922, annexe 589, page 3).

ARTICLE UNIQUE. — Les articles 826 et 832 du Code Civil sont modifiés comme suit :

ART. 826. — Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des meubles et des immeubles de la succession sauf ce qui est dit à l'article 832 (le reste sans changement).

ART. 832. — La composition des lots doit avoir lieu de manière à faire entrer dans chaque lot s'il se peut, la même quantité de meubles ou d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur tout en évitant le morcellement des héritages et la division des exploitations.

Quand un ou plusieurs des copartageants auront exploité depuis au moins cinq ans soit avec le *de cujus* soit par eux-mêmes une propriété rurale dépendant d'une indivision et d'une contenance inférieure à vingt hectares ils pourront demander que cette propriété soit comprise dans leur lot pour la valeur qui sera fixée d'accord entre les parties. En cas de désaccord ou si parmi les copartageants il y a des mineurs, cette valeur sera fixée par le Tribunal après expertise.

Les attributaires du bien ne peuvent pendant cinq ans l'aliéner à des tiers en tout ou en partie sauf en cas de décès ou pour l'extinction d'un passif héréditaire. Mention de l'interdiction d'aliéner sera faite dans l'acte de partage.

(N° 750, Sénat, 27 nov. 1923).

Proposition de loi tendant à relever la natalité et à éviter le morcellement des biens par une réforme du régime successoral, présentée le 14 novembre 1922 par M. de Chevalier, sénateur (Sénat, session ex. de 1922, Doc. Parl., annexe n° 657, page 81).

ARTICLE PREMIER. — Les articles 745, 752, 753, 755, 757, 765, 766, 826, 827, 830, 913 et 1476 du Code Civil sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 826. — Sous les réserves exprimées à l'article 827 chacun des héritiers peut demander sa part en nature de meubles et d'immeubles de la succession ; néanmoins, s'il y a des créanciers saisissants ou opposants ou si la majorité des cohéritiers juge la vente nécessaire pour l'acquit des dettes et charges de la succession, les meubles sont vendus en la forme ordinaire.

ART. 827. — Si les immeubles ne peuvent se partager commodément, il doit être procédé sous les réserves ci-après à la vente par licitation devant le tribunal ou devant un notaire par lui désigné.

Néanmoins, il sera loisible à chacun des héritiers, comme aux légataires universels ou à titre universel de réclamer l'attribution

en nature de l'exploitation agricole ou autre qui dépendrait de la succession, à charge de soultes envers les co-partageants ; si plusieurs réclament cette attribution elle se fera au profit de celui qui aura la plus forte part, et en cas d'égalité par voie de tirage au sort.

L'exploitation comprend les immeubles par nature et par destination constituant l'ensemble du fond exploité. En cas de pluralité d'exploitations distinctes, la priorité d'attribution se déterminera déduction faite pour chaque héritier de la valeur de l'exploitation dont il sera nanti.

Une caisse nationale de crédit successoral sera créée pour faciliter l'application des dispositions ci-dessus.

ART. 830. — Si le rapport n'est pas fait en nature les cohéritiers à qui il est dû prélèvent une valeur égale sur la masse de la succession.

ART. 913. — La quotité de biens dont on peut disposer, soit par libéralités entre vifs, soit par testament en cas d'existence d'un ou plusieurs enfants légitimes est d'un tiers au profit d'un ou plusieurs enfants ou descendants sous réserves du cas ci-dessous.

Cette quotité est de moitié lorsque le défunt laisse un enfant unique âgé de vingt-cinq ans révolus sans enfant.

Projet de loi tendant à assurer la transmission intégrale de la propriété agricole en ligne directe, présenté par M. Maurice Colrat, garde des Sceaux et ministre de la Justice, le 30 novembre 1923 (Session extra., Doc. Parl., annexe n° 6660, page 432).

ARTICLE PREMIER. — Par dérogation à l'article 859 du Code Civil le rapport, par un successible en ligne directe, se fait en moins prenant si les immeubles à lui donnés constituent une exploitation agricole unique.

Dans le même cas, si par dérogation aux articles 866 et 924 du Code Civil, les immeubles donnés avec dispense de rapport, ou légués, excèdent la quotité disponible augmentée de sa part de réserve, le donataire ou légataire a le droit de retenir les immeubles, sauf à récompenser ses cohéritiers en argent ou autrement, pourvu que l'excédent ne soit pas plus de moitié de la valeur desdits immeubles.

ART. 2. — Par dérogation aux articles 460, 827, 839 et 1687 du Code Civil, lorsque les immeubles indivis entre successibles en ligne directe constituent une exploitation agricole unique, les étrangers ne sont appelés à la licitation que du consentement de tous les co-propriétaires.

Au cas où des étrangers ne sont pas appelés, la mise à prix est, à la demande d'une seule partie intéressée, nécessairement déterminée après estimation à dire d'experts et fixée à la valeur vénale réelle de l'immeuble au moment de la licitation.

L'estimation préalable, à dire d'experts, est obligatoire si tous les cohéritiers ne sont pas présents ou s'il y a, parmi eux, des interdits ou des mineurs.

Le renvoi devant notaire est ordonné par le Tribunal quand la licitation ne comporte pas l'admission des étrangers.

Proposition de loi instituant le Retrait agricole présentée par M. Victor Boret le 2 décembre 1920 (Session extr. 1920. Doc. parl. annexe n° 1744, page 383).

ARTICLE PREMIER. — Au cas de vente d'un fonds rural, composé d'une seule parcelle, ou de parcelles contiguës, et dont la contenance totale n'excède pas deux hectares, chacun des co-propriétaires dudit fonds, et des propriétaires des fonds limitrophes a la faculté d'exercer un droit de retrait à moins que la vente n'ait été faite à l'un d'entre eux.

Doivent être considérées comme fonds limitrophes, les terres voisines, séparées par des ruisseaux, fossés ou chemins d'exploitation.

ART. 2. — Le droit de retrait ne peut s'exercer :

1° Au cas de vente judiciaire ou par adjudication publique.

2° Lorsque le fonds est vendu en même temps que d'autres immeubles et moyennant un prix unique.

ART. 3. — Lorsqu'il y a lieu à application de la présente loi, la vente doit être, par les soins de l'acquéreur, soit publiée dans la commune où est situé le fonds, au moyen d'une affiche apposée à la porte de la mairie, soit notifiée par lettre recommandée à chacun des co-propriétaires et des propriétaires des fonds limitrophes.

La publication ou la notification doivent indiquer notamment les noms et domicile du vendeur et de l'acquéreur, la désignation sommaire et la situation du fonds, la date de l'enregistrement de l'acte de vente, et le bureau où l'enregistrement a été effectué.

ART. 4. — Les intéressés ont un délai de 20 jours à partir, soit de la publication, soit de la notification, pour demander communication à l'enregistrement des conditions de la vente et exercer le droit de retrait.

Au cas où les formalités prévues à l'article précédent n'ont pas été observées, ce délai est prorogé jusqu'à l'expiration du troisième mois qui suit l'entrée en possession par l'acquéreur.

ART. 5. — Celui qui veut exercer le droit de retrait en forme la demande par voie de déclaration au greffe du Tribunal civil de l'arrondissement où est situé l'immeuble. A l'expiration des délais prévus ci-dessus, le président du Tribunal civil convoque les parties et statue par simple ordonnance non susceptible d'opposition. Cette ordonnance sera transcrite et vaudra titre de propriété.

Lorsque le retrait est demandé par plusieurs ayants-droit, la préférence est accordée d'abord au co-propriétaire, puis à celui qui est propriétaire du fonds de moindre contenance. Toutes choses égales, on préférera celui qui a, le premier, demandé le retrait.

ART. 6. — Le retrayant est soumis à toutes les conditions qui ont été stipulées dans le contrat de vente.

Il est tenu de rembourser au retrayé :

1° Le prix de la vente, tel qu'il résulte de l'acte de vente, ou le prix réel au cas d'exagération dans le prix déclaré, ainsi que les frais et loyaux coûts occasionnés par la vente.

2° Les frais nécessaires et utiles faits sur la chose vendue.

3° Les intérêts des sommes prévues aux paragraphes précédents, à partir du jour où elles ont été payées.

ART. 7. — Un règlement d'administration publique détermine les conditions d'application de la présente loi.

Proposition de loi tendant à compléter la législation sur le Remembrement de la Propriété rurale et à modifier dans ce but l'article 832 du Code Civil présentée par MM. Queuille et Dariac, députés le 15 avril 1921 (Session Ordinaire 1921. Doc. parl. annexe 2511, p. 1337).

ARTICLE UNIQUE. — L'article 832 du Code Civil est complété ainsi qu'il suit, par dérogation aux articles 826, 859 et 866, sur l'action en partage et les rapports :

« S'il existe parmi les immeubles à partager une exploitation agricole remembrée, par suite d'échanges effectués par application de la loi du 27 novembre 1918, elle est attribuée, sur estimation, ainsi que les immeubles par destination qui en dépendent, à l'héritier désigné par le défunt ou, à défaut d'héritier institué, à celui qui la demande et qui apparaît apte à la faire valoir.

« En cas d'opposition d'un héritier ou si des compétitions se produisent, le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession prononce comme en matière sommaire sur l'attribution, le partage ou la licitation.

« L'héritier auquel l'exploitation a été attribuée peut demander qu'il soit sursis au partage pendant cinq ans, et, lorsqu'il y a des mineurs, jusqu'à la majorité du plus jeune, à la charge d'allouer à ses cohéritiers une indemnité pour ajournement du partage.

« La cession totale ou partielle de droits successifs ou de droits indivis sur un immeuble remembré ne peut être consentie, avant le partage définitif à des personnes étrangères à la succession que par acte passé en la forme authentique devant notaire. »

Proposition de loi ayant pour objet d'ajouter un paragraphe concernant les Assurances sur la Vie ou dotales à l'article 826 du Code Civil, présentée par M. Ambroise Rendu le 7 mars 1923. (Session ordinaire 1923, Déb. Parl., annexe n° 5729, page 757).

ARTICLE PREMIER. — L'article 1076 du Code Civil est complété ainsi qu'il suit :

« Les père et mère et autres ascendants possédant une exploitation agricole, industrielle ou commerciale dont ils veulent em-

pêcher la division, pourront disposer de cette exploitation, meubles et immeubles compris, en faveur de l'un de leurs enfants ou descendants, à charge par eux de contracter une assurance sur leur vie, ou une assurance dotale en faveur de leurs autres enfants ou descendants, pour une somme égale à celle devant leur revenir, à titre de réserve, par le partage de l'exploitation aliénée.

« Le contrat d'assurance devra mentionner la cause de l'attribution et le bénéfice en sera ainsi définitivement attribué aux héritiers réservataires autres que l'attributaire de l'exploitation, dans la proportion de leurs droits héréditaires. »

ART. 2. — L'article 1079 est complété ainsi qu'il suit :

« Si l'un de ses parents ou ascendants ayant usé de la faculté que lui donne le dernier paragraphe de l'article 1076 du Code Civil, un des héritiers à réserve prétend avoir été ainsi lésé de plus du quart, et en ce cas seulement, il aura une action pécuniaire en complément de sa part contre celui auquel l'exploitation aurait été attribuée. »

Loi du 13 février 1937 tendant à harmoniser le régime successoral des habitations à bon marché et du bien de famille insaisissable (Journal Officiel du 14 février 1937).

ARTICLE PREMIER. — L'article 81 de la loi du 5 décembre 1922 est modifié comme suit :

« Lorsqu'une maison individuelle, construite dans les conditions édictées par les présentes dispositions, figure dans une indivision résultant soit d'un décès, soit d'un divorce ou d'une séparation de corps, et que cette maison est occupée, au moment de l'événement qui crée l'indivision, par le défunt, son conjoint ou l'un de ses enfants ou encore par l'un des époux divorcés ou séparés de corps, il est dérogé aux dispositions du Code Civil, ainsi qu'il est dit ci-après :

« 1° Si le conjoint survivant est copropriétaire de la maison, et s'il l'habite au moment du décès, l'indivision peut, à sa demande, être maintenue pendant cinq ans à partir du décès et continuée ainsi de cinq ans en cinq ans jusqu'à son propre décès.

« Si la disposition de l'alinéa précédent n'est point appliquée et si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue, à la demande du conjoint ou de l'un de ses descendants, pendant cinq années à partir du décès.

« Dans le cas où il se trouve des mineurs parmi les descendants, l'indivision peut être continuée jusqu'à la majorité du plus jeune et, avec le consentement unanime des parties, prolongée durant les cinq années qui suivront cette majorité. Il peut être alloué, s'il y a lieu, une indemnité pour ajournement de partage aux héritiers qui sont ou qui deviennent majeurs et ne profitent pas de l'habitation.

« Dans ces divers cas, le juge de paix prononce le maintien ou la continuation de l'indivision, après avis du conseil de famille, s'il y a lieu.

« Il règle également, s'il y a lieu, après avis du conseil de

famille, le montant de l'indemnité pour ajournement de partage ;

« 2° Lors de la cessation de l'indivision, si elle a été maintenue, et, dans le cas contraire, lors du décès de l'auteur commun, chacun des héritiers, et le conjoint survivant, s'il a un droit de copropriété, a la faculté de reprendre la maison sur estimation. Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux s'il est copropriétaire. Toutes choses égales, la majorité des intéressés décide. A défaut de majorité, il est procédé par voie de tirage au sort ;

« 3° En cas de divorce ou de séparation de corps, le conjoint en faveur duquel le divorce ou la séparation aura été prononcé pourra, s'il est copropriétaire de la maison, en obtenir l'attribution sur sa demande. Si le divorce ou la séparation de corps a été prononcé aux torts des deux époux, l'attribution du bien aura lieu, sur sa demande, au profit de celui des époux à qui aura été confiée la garde des enfants. A défaut de ces éléments de préférence, si l'attribution est demandée par les époux, elle aura lieu par voie de tirage au sort.

« Dans tous les cas envisagés aux deux alinéas qui précèdent, s'il y a contestation sur l'estimation de la maison, cette estimation est faite par le Comité de patronage et homologuée par le juge de paix. Si l'attribution de la maison doit être faite par la majorité ou par le sort, les intéressés y procèdent sous la présidence du juge de paix qui dresse procès-verbal des opérations.

« Les dispositions du présent article sont applicables à toute maison, quelle que soit la date de la construction, dont la valeur locative n'excédera pas les limites fixées par l'article 2. »

ART. 2. — Les articles 18 et 19 de la loi du 12 juillet 1909 sont abrogés et remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 18. — L'insaisissabilité peut également se prolonger par l'effet du maintien de l'indivision prononcé dans les conditions et pour la durée ci-après déterminées.

« Si le conjoint survivant est copropriétaire du bien et s'il l'habite au moment du décès, l'indivision peut, à sa demande, être maintenue pendant cinq ans à partir du décès et continuée ainsi de cinq ans en cinq ans, jusqu'à son propre décès.

« Si la disposition de l'alinéa précédent n'est point appliquée et si le défunt laisse des descendants, l'indivision peut être maintenue, à la demande du conjoint ou de l'un de ses descendants pendant cinq années à partir du décès.

« Dans le cas où il se trouve des mineurs parmi les descendants l'indivision peut être continuée jusqu'à la majorité du plus jeune et, avec le consentement unanime des parties, prolongée durant les cinq années qui suivront cette majorité. Il peut être alloué, s'il y a lieu, une indemnité pour ajournement de partage aux héritiers qui sont ou qui deviennent majeurs et ne profitent pas de l'habitation.

« Dans ces divers cas, le juge de paix prononce le maintien ou la continuation de l'indivision, après avis du conseil de famille, s'il y a lieu.

« Il règle également, s'il y a lieu, après avis du conseil de famille, le montant de l'indemnité pour ajournement de partage.

« Art. 19. — Lors de la cessation de l'indivision, si elle a été maintenue, et dans le cas contraire lors du décès de l'auteur commun, chacun des héritiers et le conjoint survivant, s'il a un droit de copropriété, a la faculté de reprendre le bien de famille sur estimation. Lorsque plusieurs intéressés veulent user de cette faculté, la préférence est accordée d'abord à celui que le défunt a désigné, puis à l'époux s'il est copropriétaire. Toutes choses égales, la majorité des intéressés décide. A défaut de majorité, il est procédé par voie de tirage au sort.

« En cas de divorce ou de séparation de corps, le conjoint en faveur duquel le divorce ou la séparation aura été prononcé pourra, s'il est copropriétaire de la maison, en obtenir l'attribution sur sa demande. Si le divorce ou la séparation de corps a été prononcé aux torts des deux époux, l'attribution du bien aura lieu, sur sa demande, au profit de celui des époux à qui aura été confiée la garde des enfants. A défaut de ces éléments de préférence, si l'attribution est demandée par les deux époux, elle aura lieu par voie de tirage au sort.

« Dans tous les cas envisagés aux deux alinéas qui précèdent, s'il y a contestation sur l'estimation du bien, cette estimation est faite par l'office agricole du département où le bien est situé et homologuée par le juge de paix. Si l'attribution du bien doit être faite par la majorité ou par le sort, les intéressés y procèdent sous la présidence du juge de paix qui dresse procès-verbal des opérations. »

Travaux Préparatoires

Sénat : Proposition de loi de M. François Saint-Maur du 12 mars 1929 (Doc. ann. n° 151) ; rapport de M. Dauthy du 28 juin 1929 (Doc. ann. n° 391) ; déclaration d'urgence, discussion et adoption le 10 juillet 1930 (*J. Off.*, du 11, déb. p. 1535).

Chambre des Députés : Transmission le 5 juin 1936 (Doc. ann. n° 47) ; rapport de M. François Peissel du 17 décembre 1936 (Doc. ann. n° 1506) ; adoption le 28 janvier 1937 (*J. Off.* du 29 janvier, déb. p. 203).

Proposition de loi tendant à modifier les art. 860, 861, 864, 922, 1075, 1076, 1077, 1078, 1079, 1080 et 1097 du Code Civil relatifs au rapport et à la réduction dans les donations, à la rescision des partages d'ascendants et à la donation entre époux (J. Off., Sénat, Déb. Parl., session ordinaire, 1937, 19 mars 1937, page 344).

ARTICLE UNIQUE. — Les articles du Code Civil ci-après énumérés sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 860. — Le rapport n'a lieu qu'en moins prenant quand le

donataire a aliéné l'immeuble avant l'ouverture de la succession. Il est dû de la valeur de l'immeuble à l'époque de la donation.

ART. 861. — Si le rapport est fait en nature il sera tenu compte au donataire des impenses qui ont amélioré la chose, eu égard à ce dont sa valeur se trouve augmentée au temps du partage.

ART. 864. — Cet article est abrogé.

ART. 922. — La réduction se détermine en formant une masse de tous les biens existant au décès du donateur ou testateur. On y réunit fictivement ceux dont il a été disposé par donation entre vifs, d'après leur état et leur valeur à l'époque de la donation. On calcule sur tous ces biens, après en avoir déduit les dettes, quelle est, eu égard à la qualité des héritiers qu'il laisse, la quotité dont il a pu disposer.

ART. 1075. — Les père et mère et autres ascendants pourront faire entre leurs enfants et descendants la distribution et le partage de leurs biens, sans être tenus de se conformer aux articles 826 et 832 du Code Civil.

Ces partages pourront être faits par actes entre vifs ou testamentaires avec les formalités, conditions et règles prescrites pour les donations entre vifs et les testaments.

Les partages faits par actes entre vifs ne pourront avoir pour objet que les biens présents.

ART. 1076. — (Reproduction exacte de l'art. 1077 actuel).

ART. 1077. — Si le partage n'est pas fait entre tous les enfants qui existeront à l'époque du décès et les descendants de ceux prédécédés, et s'il n'existe pas au moment de l'ouverture de la succession des biens non compris dans le partage et suffisants pour constituer la part des héritiers qui n'y ont pas reçu leur lot, le partage sera nul pour le tout. (Le reste de l'article 1078 reproduit sans changement).

ART. 1078. — La rescision du partage fait par l'ascendant ne pourra être prononcée que si celui qui la demande a subi une lésion de plus du quart.

Pour juger s'il y a lésion dans le partage fait entre vifs, on estime les biens suivant leur valeur à l'époque de l'acte.

Le défendeur à l'action en rescision peut en arrêter le cours et empêcher un nouveau partage en usant de la faculté accordée par l'article 891.

Lorsque la rescision du partage fait par acte entre vifs aura été prononcée, comme aussi dans le cas de nullité prévu par l'article 1077, les enfants ou descendants qui viendront au nouveau partage, feront le rapport des biens qui leur avaient été attribués par l'ascendant suivant les règles prescrites par les articles 855 et suivants.

ART. 1079. — S'il résulte du partage et des dispositions faites par préciput que l'un des copartagés aurait un avantage plus grand, que la loi ne le permet, celui ou ceux des copartagés qui n'auront pas reçu leur réserve entière pourront demander la réduction à leur profit du lot attribué au précipitaire.

Le défendeur peut arrêter le cours de l'action en offrant d'a-

bandonner aux demandeurs, soit en nature, soit en numéraire, ce qui excède la quotité disponible jusqu'à concurrence de ce qui leur manque pour compléter leur part dans la réserve.

ART. 1080. — L'enfant qui, pour une des causes exprimées dans les deux articles précédents, attaquera le partage fait par l'ascendant, devra faire l'avance des frais d'estimation, et il les supportera en définitive, ainsi que les dépens de la contestation, si sa réclamation n'est pas fondée.

L'action ne peut être introduite qu'après le décès de l'ascendant qui a fait le partage ou du survivant des ascendants s'ils ont fait ensemble le partage de leurs biens confondus dans une même masse.

Elle n'est plus recevable après l'expiration de deux années à compter dudit décès.

ART. 1097. — Les époux ne pourront, pendant le mariage, se faire ni par acte entre vifs, ni par testament, aucune donation mutuelle et réciproque par un seul et même acte.

Néanmoins cette interdiction sera inapplicable aux partages d'ascendants dans lesquels les donateurs stipulent à leur profit et au profit du survivant d'eux soit un usufruit, soit une rente viagère, soit des prestations en nature.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES GENERAUX

- AUBRY et RAU. — Cours de Droit Civil français, tome X.
- BAUDRY-LACANTINERIE. — Traité théorique et pratique de Droit Civil. Des successions, par Wahl.
- BEUDANT (Ch.). — Cours de Droit Civil français, 2^e édit., publiée par R. Beudant et P. Lerebours-Pigeonnière :
- Les Successions *ab intestat*, par Le Balle.
 - Les Donations entre vifs et les testaments, par P. Voirin.
- COLIN et CAPITANT. — Cours élémentaire de Droit Civil, tome III.
- DEMOLOMBE. — Cours de Code Napoléon, tome X.
- JOSSERAND. — Cours de Droit Civil positif français, 2^e édit., tome III.
- LAURENT. — Principe de Droit Civil, tome X.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de Droit Civil français, Successions, par Maury et Vialleton (tome IV) ; Donations et testaments, par Trasbot (tome V).
- VOIRIN. — Cours de Droit Civil, 3^e année de licence (1933-1934).
- FENET. — Recueil complet des travaux préparatoires du Code Civil, tome XII.
- BROCARD. — Principes d'économie nationale et internationale, tome II.
- CAUWÈS. — Traité d'économie politique, tome III.
- COLSON. — Cours d'économie politique, tome II.
- GIDE. — Cours d'économie politique, tome II.
- PERREAU. — Cours d'économie politique (4^e éd.), 2 vol.
- CHÉNON. — Histoire du Droit français et privé, tome II, publié par Olivier Martin, 1929.
- ESMEIN. — Cours élémentaire d'histoire du droit français (11^e éd.) et Précis élémentaire du droit français de 1789 à 1814 (1908).
- VIOLLET. — Histoire du Droit Civil français (2^e édit.).
- DALLOZ. — Répertoire pratique et suppléments.
- Géographie Universelle Quillet*, tome I.
- Histoire Universelle illustrée des Pays et des Peuples*, Librairie Quillet, tomes II et III.

OUVRAGES SPECIAUX

- BLAS (Albert). — De la transmission héréditaire intégrale d'une exploitation en Alsace-Lorraine. *Thèse*, Strasbourg, 1927.
- BONNECASE (Julien). — La philosophie du Code Napoléon appliquée au droit de famille, et sa destinée dans le droit Civil contemporain. *Revue générale de Droit, de Législation et de Jurisprudence*, 1920 à 1925.
- BORET (Victor). — Pour et par la terre. Payot, Paris, 1921.
- BOUTAUD (M.-G.). — Etude critique de la règle d'égalité en nature dans les partages. *Thèse*, Bordeaux, 1925.
- BOVERAT (Fernand). — L'effondrement de la Natalité.
- CAILLARD (Henri). — Le partage judiciaire et les mineurs. *Thèse*, Toulouse, 1926.
- CAMPAGNE (M.). — La conservation du bien de famille chez les Basques français. *Thèse* Paris, 1911.
- DE BRANDT (A.). — Droits et coutumes des populations rurales de la France en matière successorale. Larose, Paris, 1901.
- DE FOVILLE. — Le morcellement, 1889.
- DUSSERT (J.). — La propriété paysanne et le partage en nature du Code Civil. *Thèse* Paris, 1909.
- FRANÇOIS DE NEUFCHATEAU. — Voyages agronomiques dans la Sénatorerie de Dijon, 1807.
- GARRIGOU. — De l'influence du régime successoral sur l'état de la propriété foncière. *Thèse* Paris, 1913.
- GATEAU (L.). — Les règles du partage successoral dans le Code Civil et la propriété foncière. *Thèse* Paris, 1914.
- GAUFFRE (Louis). — Etude des procédés pratiques ayant pour but d'éviter le partage judiciaire des Biens de Mineurs. *Thèse* Poitiers, 1911.
- GAZIOT (P.). — La terre à la famille paysanne.
- HAMEL. — Du Partage transactionnel et de son application en présence d'incapables. *Thèse* Paris, 1909.
- JONESCU (G.). — La règle du partage en nature. *Thèse* Paris, 1911.
- LE PLAY. — La réforme sociale (7^e édit., 1889) et L'Organisation du Travail, 1870.
- LHANDE. — Mirentchu.
- LOUIS (Robert). — Le remembrement de la Propriété Foncière en Lorraine. *Thèse* Nancy, 1936.
- MUTEAU (Henri). — L'évolution économique au point de vue agricole d'un département français.
- NIBOYET (J. P.). — Le conflit des lois françaises et des lois locales d'Alsace-Lorraine. (Introduction du Droit Civil français en Alsace-Lorraine. Université de Strasbourg, 1925).
- PICAUD. — Des partages d'ascendants comme moyen d'éviter la dispersion de la petite propriété paysanne. *Thèse* Paris, 1902.
- PINATEL. — Réforme du Partage en nature et de la licitation obligatoire dans les successions agricoles. *Thèse* Bordeaux, 1934.

SOUCHON. — La propriété paysanne. Paris, 1899.

VALLIER. — Le fondement du droit successoral. Thèse Paris. 1902.

REVUES — PERIODIQUES — DIVERS

Union de la Paix Sociale, 3 volumes.

Répertoire Défrenois (Répertoire général pratique du Notariat).

Revue Trimestrielle de Droit Civil.

Journal du Notariat.

Bulletin de la Société d'Etudes Législatives, 1905, 1926, 1927.

Journal de la Société de Statistique de Paris, juin 1885 et janvier 1936.

Recueils Dalloz et Sirey. — *Gazette du Palais*.

Bulletin de l'Association Nationale des Notaires de France.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	7
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

LA REGLE DU PARTAGE EN NATURE SES ORIGINES - SON MECANISME - ETUDE CRITIQUE

<i>Chapitre Premier.</i> — Origine et Fondement de la règle d'égalité en nature dans les partages	15
Section I. — Ancien Droit	16
§ I. — Pays de coutumes	18
1° Tenures nobles	18
2° Tenures roturières	20
3° Meubles et acquêts	22
§ II. — Pays de droit écrit	23
Section II. — Le droit révolutionnaire. Fondement de l'égalité du Partage en nature	27
<i>Chapitre Deuxième.</i> — La Règle de l'Egalité du Partage en nature en droit civil	35
Section I. — Reconstitution de la Masse Successorale	37
§ I. — Le rapport des libéralités	37
§ II. — La réduction des libéralités pour atteinte à la réserve	39
§ III. — Les Prélèvements - Remarque	42
Section II. — Mécanisme du Partage en nature et de la licitation obligatoire	46
§ I. — Cas où il y a lieu à partage judiciaire	47
§ II. — Composition des lots	49
§ III. — Nombre de lots	51
§ IV. — Tirage au sort des lots	52
§ V. — Licitations	54
<i>Chapitre Troisième.</i> — Etude critique de la règle d'égalité du Partage en Nature et de la licitation	61
Section I. — Point de vue économique	64
§ I. — Inconvénients	64
1° Inconvénients du Partage en Nature	64
2° Inconvénients de la Licitations	72

§ II. — Avantages	73
1° Avantages du Partage en Nature	73
2° Avantages de la Licitatation	75
§ III. — Résultats au point de vue grande et petite propriété	76
Section II. — Point de Vue Social	84
§ I. — Inconvénients du Partage en Nature et de la licitation — Doctrine de Le Play	84
§ II. — Avantages du Partage en Nature et de la licitation	95

DEUXIÈME PARTIE

EXCEPTIONS A LA REGLE DE L'EGALITE DU PARTAGE EN NATURE COUTUMES BASQUES ET BRETONNES LEGISLATION ALSACIENNE-LORRAINE

<i>Chapitre Premier.</i> — Les Partages d'Ascendants	103
Section I. — Généralités	103
Section II. — La Jurisprudence	108
§ I. — 1 ^{re} Période : Jusqu'à 1898	109
§ II. — 2 ^e Période : Depuis 1898	113
Section III. — De quelques actions intentées contre les partages d'ascendants	117
§ I. — Ouverture des Actions	117
§ II. — Action spéciale de l'art. 1079 du Code Civil	120
Section IV. — Procédés de la pratique pour éviter la destruction des Partages d'ascendants	124
§ I. — Procédé du double acte	124
§ II. — Clause Précipitaire	126
§ III. — Clause Pénale	127
<i>Chapitre Deuxième.</i> — De divers autres Procédés pour éluder la règle de l'Egalité du Partage en Nature	129
Section I. — Porte-Fort	132
Section II. — Indivision prolongée	139
§ I. — Indivision prolongée par Convention	140
§ II. — Indivision imposée par testament	142
Section III. — Usage de la Quotité Disponible	145
Section IV. — Vente à un successible	146
Section V. — Achat par un ou pour un successible	150
Section VI. — Partage transactionnel	151
Section VII. — Exécution testamentaire	154

Chapitre Troisième. — Exceptions coutumières et locales à la règle d'Egalité du Partage en Nature	159
Section I. — Coutumes basques	164
§ I. — Origine et Fondement	164
§ II. — Procédés techniques	170
Section II. — Coutumes bretonnes	177
§ I. — Considérations générales	177
§ II. — Procédés Juridiques	180
Section III. — Législation d'Alsace-Lorraine	187
§ I. — Généralités. Article 73 de la loi du 1 ^{er} juin 1924 ..	187
§ II. — Bénéficiaires de l'article 73	191
§ III. — Biens objets de la libéralité visée à l'article 73.	193
§ IV. — Nature de la libéralité visée à l'article 73	194
§ V. — Effets du Transfert intégral	197

TROISIÈME PARTIE

LES REFORMES

Chapitre Premier. — Réformes réalisées — Lois spéciales ..	205
Section I. — Lois sur les Habitations à Bon Marché et la Petite Propriété	205
§ I. — Loi du 30 novembre 1894 sur les H. B. M.	206
1° Son but	206
2° Règles dérogatoires au droit commun	207
3° Commentaires	209
§ II. — Loi du 12 avril 1906	211
§ III. — Loi du 10 avril 1908	212
Section II. — Loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable	214
Section III. — Loi du 13 février 1937 harmonisant les lois sur les habitations à bon marché et le bien de famille ..	218
Section IV. — Mise en œuvre des lois spéciales sur les H. B. M. et le bien de famille insaisissable	222
Section V. — Le décret-loi du 30 octobre 1935 sur le remembrement	224
Chapitre Deuxième. — Projets de Réforme	227
Section I. — Initiatives gouvernementales et parlementaires	229
§ I. — Projets de substitution de la règle de l'Egalité en Valeur à la règle de l'Egalité en Nature avec diverses modalités	229
1° Proposition Brun et Baragnon (17 mai 1871)	229
2° Proposition De Mun (4 mars 1890)	230
3° Projet Chéron (22 janvier 1920)	231
4° Projet Boret-Chéron (2 décembre 1920)	233

5° Proposition Isaac et Duval-Arnould (22 février 1922)	238
6° Projet Colrat-Chéron (19 octobre 1922)	239
7° Proposition Pol Chevalier (14 novembre 1922)	242
8° Projet Colrat (30 novembre 1923)	243
9° Proposition Duval-Arnould et Schumann (15 novembre 1934)	244
§ II. — Projets de réforme tendant à éviter le démembrement des héritages ruraux remembrés	245
1° Projet Boret-Chéron (2 décembre 1920)	245
2° Proposition Queuille et Dariac (15 avril 1921)	246
§ III. — Projet de reconnaissance des pactes sur succession future (7 novembre 1924)	247
§ IV. — Proposition de loi tendant à favoriser la transmission intégrale grâce à l'assurance (7 mars 1923) ..	250
Section II. — Initiatives privées	252
§ I. — Société d'Etudes Législatives	252
§ II. — Congrès des Notaires	253
<i>Chapitre Troisième. — Conclusion</i>	257
Section I. — Egalité en Valeur	260
Section II. — Transfert intégral des petits héritages ruraux	267
ANNEXE	277
BIBLIOGRAPHIE	291



BOSC FRÈRES, M. & L. RIOU

°° °° °° IMPRIMEURS-ÉDITEURS °° °° °°

°° 42, QUAI GAILLETON, 42 °°

°° °° °° °° LYON °° °° °° °°



